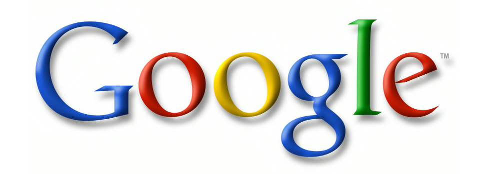
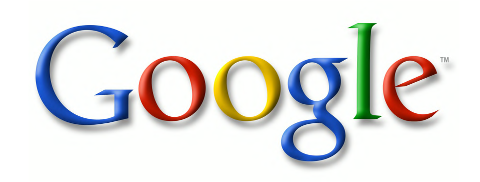




[illegible]

Lacre[illegible]

Lacrete

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

TOME HUITIÈME.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

TOME SECOND.

On trouve dans la même Librairie :

Collection de seize Gravures représentant les principaux événemens de la Révolution française, soigneusement exécutées au burin, pour l'*Histoire de la Révolution*, par M. Ch. Lacretelle.. 8 fr.

— La même Collection, avant la lettre............ 16 fr.

HISTOIRE

DU

DIRECTOIRE

EXÉCUTIF;

PAR M. CH. LACRETELLE,

L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE, PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

TOME SECOND.

A PARIS,

CHEZ TREUTTEL ET WÜRTZ, LIBRAIRES,

RUE DE BOURBON, N° 17;

A STRASBOURG ET A LONDRES, MÊME MAISON DE COMMERCE.

1826.

HISTOIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

LIVRE QUATRIÈME.

Je reviens aux débats de l'intérieur ; malheureusement ils seront de nature à faire regretter à mes lecteurs ce tumulte des camps et cet enchaînement de victoires qui, malgré de tristes résultats, s'emparent si vivement de l'imagination : ce livre expliquera les causes et les effets de la triste journée qu'on appelle le 18 *fructidor*. Je serai fidèle à la loi qui me régit, celle d'honorer les victimes des cruautés révolutionnaires. Quelques détails où je vais entrer auront plus le ton des mémoires que le style historique ; je me sens commandé par la nature de mon sujet.

Une république fondée par le crime, main-

1796. tenue par la terreur, venait d'être illustrée plutôt qu'affermie par la gloire des armes. Une constitution que le canon du 13 vendémiaire avait déjà mutilée à sa naissance, comptait quinze mois d'une existence assez paisible. Quinze mois! On admirait cette longévité; l'œuvre de l'Assemblée Constituante ne s'était traînée jusqu'au 10 août qu'au milieu des affronts; et, quant à la Constitution de 1793, on n'avait pas même essayé de faire marcher le monstre. Un besoin commun de repos et la nécessité de se défendre contre les héritiers peu nombreux, mais opiniâtres, de Marat et de Roberspierre, avaient été le plus fort ciment de la tranquillité intérieure dans les deux Conseils; les débats n'avaient eu que peu de violence; et, après avoir été opprimé de l'intérêt trop dramatique des trois premières Assemblées, on avait le bonheur de trouver celles-ci quelquefois ennuyeuses. La conduite de la minorité, qui inclinait vers les opinions royalistes, avait été un chef-d'œuvre de patience et d'adresse. Les chefs de cette minorité avaient senti qu'il fallait attendre non en silence, mais sans tumulte, l'époque où un nouveau tiers allait remplacer l'un des deux tiers conventionnels. On était sûr de l'élection, car l'opi-

nion royaliste étendait ses conquêtes; on devait craindre, par trop d'impatience, d'exciter les ombrages du Directoire et de la majorité. 1796.

État des partis dans les deux Conseils. Portrait de quelques orateurs.

La plupart des Conventionnels n'avaient perdu ni les habitudes, ni le ton, ni l'esprit de la terrible montagne. Tallien, qu'ils détestaient, faisait tout pour recouvrer leur faveur. Ils parlaient de la Constitution avec froideur et mépris. Chacune de leurs paroles faisait connaître combien leur était importune cette barrière opposée à leurs violences. Ils frémissaient de rage en voyant que leurs dénonciations n'étaient plus suivies d'arrêts de mort; ils s'ennuyaient de parler toujours de terreur sans la produire. D'autres Conventionnels, qui n'avaient pas une même origine, et qui, dans un long combat et de longs malheurs, s'étaient fait une habitude de maudire la montagne, n'en vivaient plus très éloignés. Ceux-ci respectaient et aimaient la Constitution, mais ils veillaient avec prédilection à la défense des lois révolutionnaires dans lesquelles ils voyaient les plus solides remparts de la république: Louvet et Chénier étaient les principaux organes de ce parti.

Louvet, qui dans la Convention s'était

1796. montré un courageux antagoniste de Roberspierre, portait plus de sincérité que de réflexion dans son républicanisme ; après la honteuse et coupable défection de Vergniaud, de Guadet et de quelques autres Girondins, il avait persisté à s'abstenir du vote régicide. Lui qui, dans un roman licencieux, avait peint, caressé, propagé la corruption d'un siècle frivole, il voulait maintenant se monter au niveau des plus austères personnages de l'antiquité. Qu'arriva-t-il d'un tel dessein conçu par un esprit d'une telle légèreté? C'est que Louvet, dans la seconde partie de sa carrière politique, c'est-à-dire sous le Directoire, ne fut plus qu'un esprit défiant, tracassier et vulgaire. A force de voir partout des royalistes, il contribua beaucoup à en augmenter le nombre.

On pouvait s'étonner que Marie-Joseph Chénier, quoique jeune encore, n'eût joué qu'un rôle secondaire dans la révolution. Le début de sa carrière littéraire avait été plus orageux que brillant. Dans la franchise de son orgueil, il avait montré des prétentions pour cette suprématie dont Voltaire avait laissé l'héritage vacant. Sa célèbre tragédie de *Charles IX*, écrite avec plus de correction et de goût que

de vigueur et de verve, avait obtenu un succès 1796.
de parti, mais elle avait provoqué des critiques amères; il en eut le cœur ulcéré, et sa haine pour les rois, les prêtres et les grands ne connut plus de frein. Il prit une telle part à la journée du 10 août qu'il fut trouvé digne d'entrer dans la Convention. Quoique d'un caractère irascible et violent, il prit le parti de la neutralité entre les Girondins et leurs ennemis. On ne sait quelle passion ou quel calcul put lui suggérer un vote régicide; il en porta bientôt la peine; car la Convention lui décerna le rôle de panégyriste de Marat, et il le remplit. On lui commanda des discours ou des hymnes pour les fêtes hideuses de la révolution, il les fit avec docilité, mais vraisemblablement avec ennui, car on n'y trouve aucune étincelle de talent. Au théâtre, il donnait à ses tragédies une teinte uniforme d'un républicanisme philosophique, qui n'avait été celui d'aucune époque de l'antiquité; cependant on pouvait à divers traits reconnaître en lui l'intention d'arrêter l'instinct sanguinaire et barbare de ses collègues; son style acquérait plus d'éclat et de fermeté. Plusieurs scènes de sa tragédie d'*Henri VIII* peuvent soutenir le parallèle avec celles qui

1796. ont élevé si haut la gloire de notre théâtre. Le choix qu'il fit de Timoléon pour sujet de l'une de ses tragédies fut malheureux. On lui reprocha d'avoir voulu intéresser pour un fratricide républicain, dans le moment où son frère était dénoncé aux bourreaux comme royaliste ; cependant ce fut cette même tragédie qui, attirant sur lui le courroux de Robespierre et des autres décemvirs, le priva des moyens qui pouvaient lui rester encore de soustraire son frère à leurs coups. La représentation de cette pièce fut interdite avec un éclat qui annonçait la proscription prochaine de l'auteur. André Chénier fut conduit à l'échafaud, comme nous l'avons vu, deux jours avant la mort du tyran que son frère venait d'offenser. Peu de temps après le 9 thermidor, quoique Marie-Joseph Chénier eût concouru avec assez de zèle aux suites heureuses de cette journée, un écrivain royaliste lui appliqua ce mot terrible : « Caïn, qu'as-tu fait de « ton frère ? » Cette accusation injuste perça le cœur de Chénier, et le soin de repousser cette calomnie fut un nouvel aiguillon pour son talent. Il eut recours aux armes de la satire, et sut en user avec goût, avec esprit, et même avec une teinte d'originalité qu'on

remarquait moins dans ses autres productions. 1796.
Depuis ce moment il occupa la tribune avec plus de succès et d'assiduité. Il était républicain parce qu'il ne lui restait plus que ce poste du désespoir. Il l'était avec fougue, avec amertume. Homme de lettres distingué, il devint un orateur habile, mais non un puissant orateur. Son élocution pure, brillante et caustique n'était point de l'éloquence; il n'est rien resté de ses discours, tandis que plusieurs beaux mouvemens de Vergniaud se retiennent avec la même facilité que de beaux vers.

Comme tout l'office des partisans du Directoire était de défendre des lois d'une violence et d'une iniquité manifestes, ils étaient forcés de répéter un peu le langage des sinistres auteurs de ces lois; ils ne parlaient plus qu'avec une passion amortie par le temps et décriée par ses effets. Aux plus simples notions de l'équité ils opposaient sans cesse la loi du salut public, et l'on voyait bien qu'elle n'était autre chose que la loi de leur propre salut.

Bien des gênes diverses arrêtaient les orateurs du parti modéré. Le plus grand obstacle à leur succès tenait à leur modération même; car cette vertu était regardée par les révolutionnaires comme lâcheté ou comme perfidie. On

1796. les accusait, non sans justice, de vouloir arriver à la monarchie par un système d'adroite temporisation. MM. Pastoret et Siméon, dans des discussions profondes, bien écrites et d'une parfaite lucidité, marchaient avec adresse et fermeté dans cette ligne qui avait été tracée dès le commencement de la révolution par MM. de Lalli, Mounier, Clermont-Tonnerre. Il leur était donné de ne soulever jamais trop vivement les passions du parti contraire. M. L'Émerer, orateur qui disparut trop tôt de la scène politique, avait moins de prudence. On croyait voir en lui un royaliste impatient d'arriver à son but. L'orage suivait presque toujours ses paroles. Le parti modéré trouvait un auxiliaire fidèle dans M. Boissi-d'Anglas; le talent de M. Henri Larivière avait fait des progrès remarquables à mesure qu'il s'affermissait dans les principes monarchiques; il plaisait à la tribune par l'expression d'un cœur loyal et d'un esprit vif et franc. Ce qui étonnait le plus, c'était de voir trois Conventionnels, souillés du vote régicide, appuyer maintenant ce parti modéré: c'étaient Thibaudeau, Rovère et Bourdon de l'Oise. Le premier ne s'était fait remarquer que depuis le 9 thermidor; c'était lui qui avait le plus arrêté les suites

de la victoire remportée par la Convention 1796.
dans la journée du 13 vendémiaire; il se piquait d'indépendance. Rovère suivait la voie du repentir. Bourdon de l'Oise, qui périt avec lui dans les déserts de la Guyane, mérite par la cause de son malheur l'interprétation la plus favorable de sa nouvelle conduite.

C'était au Conseil des Anciens que le parti modéré balançait de plus près la victoire. L'orateur qui lui donnait le plus et de lustre et de poids, M. Portalis, était presque entièrement privé du sens de la vue. C'était un esprit où le don de la grâce et celui de la force, l'art d'émouvoir et la puissance de la démonstration se combinaient avec une parfaite harmonie. Long-temps avocat au parlement d'Aix, il s'était tiré avec honneur de la lutte la plus difficile, en défendant, dans un procès de séparation, madame de Mirabeau contre son mari, contre cet orateur habile, véhément, passionné, qui plaidant pour lui-même, avait à défendre ses scandaleuses infidélités, ses emportemens et les désordres éclatans de sa vie. Le tonnant orateur fut vaincu par l'éloquence tempérée et persuasive de Portalis. La révolution, qui mettait en lumière tous les talens pernicieux, réduisit au silence ce

1796. brillant et sage jurisconsulte. Il touchait à la vieillesse lorsqu'il fut appelé au Conseil des Anciens. Tous les préjugés révolutionnaires s'élevaient contre une assemblée où les auteurs de la Constitution de 1795 avaient déposé timidement un germe aristocratique. L'arme si dangereuse et si décriée du véto était confiée au Conseil des Anciens. Par un singulier renversement des idées démagogiques, le petit nombre, c'est-à-dire deux cent cinquante hommes, qui avaient pour tout privilége d'avoir au moins quarante ans accomplis, et d'être ou d'avoir été mariés, pouvait casser les résolutions du grand nombre, c'est-à-dire du Conseil des Cinq-Cents. Quelques années plus tôt le peuple eût lapidé le premier orateur qui aurait proposé de faire usage d'un tel droit. Portalis l'invoqua pour presque chacune des résolutions de l'autre Conseil, et parvint à en faire rejeter quelques unes. Il se faisait écouter avec plaisir, et avec une attention respectueuse, de ceux mêmes qu'il combattait. On goûtait auprès de lui le charme continu d'une improvisation correcte, ingénieuse, et qui, bien qu'assez abondante, n'offrait jamais rien de stérile pour la pensée. Sa prodigieuse mémoire ornait tous les autres dons

de son esprit. Avait-il entendu une seule fois le texte d'une loi longue, compliquée, aride, il pouvait en répéter plusieurs articles sans la plus légère altération. Mais il était sans aptitude comme sans prétention pour le rôle de chef de parti. Monarchique par sentiment et par méditation, il n'aurait pas fait les frais d'une révolution nouvelle pour rétablir la monarchie. Quoiqu'on soit assez porté à contester la bonhomie aux hommes dont l'esprit est doué d'une grande finesse, chez lui ces deux qualités s'alliaient fort bien. Son caractère tournait à l'incurie, chaque fois qu'il n'était pas sollicité par un profond sentiment de justice. Quand il s'agissait d'agir, son esprit, à force de prévoyance, restait souvent incertain. 1796.

M. Barbé-Marbois, qui sous la monarchie avait rempli de hautes fonctions administratives, portait à la tribune la dignité rigide du magistrat, et tout indiquait qu'il y portait aussi les vœux secrets d'un royaliste. Une figure noble, un maintien austère, une élocution précise et ferme, des connaissances variées et positives, agrandies par les idées de morale qui éclairent si bien l'administration, le faisaient marcher sur la même ligne que l'éloquent Portalis. On prononçait tou-

1796. jours ces deux noms ensemble : c'étaient deux amis qui se servaient de supplément l'un à l'autre. M. Barbé-Marbois combattait l'iniquité dans toutes les lois du jour, mais particulièrement dans les finances, où la révolution l'avait si cruellement multipliée. Entouré d'hommes qui rappelaient de fâcheux souvenirs, il ne cédait point à la haine, mais il cachait mal son mépris. L'ordre sévère était son élément.

Tronçon-Ducoudray montrait une éloquence plus passionnée, plus avide d'ornemens; il brillait surtout dans les répliques, et lorsqu'il n'avait pas le temps d'embellir ses discussions. J'ai parlé de son courage et de son dévoûment dans le procès de la reine. C'était par un effort de caractère et par l'impulsion d'une âme honnête qu'il tenait au parti modéré ; car il avait un excès de chaleur et un éclat d'imagination qui eussent fait la fortune d'un tribun du peuple.

MM. Mathieu Dumas, Lafond-Ladebat et Muraire recommençaient au Conseil des Anciens la carrière honorable qu'ils avaient suivie dans l'Assemblée législative. Tous trois s'y étaient montrés les adversaires constans de la révolution nouvelle que consomma la catastrophe du 10 août. M. Dumas, quoi-

que avide de faire briller des talens militaires 1796.
qu'il avait annoncés dans la guerre d'Amérique, s'éloignait avec regret, mais fidèlement, des hommes qui dispensaient alors les grands emplois; il n'aimait pas la République, et il en augurait mal, mais il avait plus de liaisons avec MM. de Lafayette et de Lameth qu'avec des royalistes prononcés. MM. Dupont de Nemours et Lebrun, tous deux membres de l'Assemblée Constituante, suivaient à peu près la même ligne. Le premier, par la vivacité de son esprit et la candeur de son caractère, semblait doué du don d'une jeunesse perpétuelle. Élève et ami de M. Turgot, il se regardait toujours comme sous la tutelle de ce grand maître. Turgot lui avait prédit (et c'était Dupont lui-même qui le rappelait) qu'il ne serait toute sa vie qu'un jeune homme d'une brillante espérance. Aimable, enjoué, éminemment courageux, plein d'honneur, né pour le travail, susceptible de beaucoup d'illusions et sur les hommes et sur les événemens, enclin à l'esprit systématique, il croyait toujours marcher vers un âge d'or que la raison enfanterait; mais l'injustice et le crime le rendaient bouillant d'indignation. Il paya

1796. sans doute tribut à l'erreur; mais je n'ai pas connu d'homme plus porté à sacrifier soit au bien public, soit à l'amitié, les intérêts de sa fortune et ceux même de sa gloire. *

M. Lebrun était connu dans le monde littéraire par deux traductions, l'une de la *Jérusalem délivrée*, dont le style offrait un heureux mélange de verve et de goût; l'autre de l'*Iliade*, écrite dans une prose brillante mais trop ambitieuse. Dans sa jeunesse il avait été attaché au fameux chancelier Maupeou, et c'était lui qui avait rédigé les élégans préambules des édits despotiques qui renversaient l'ancienne magistrature. Un tel début semblait le préparer peu aux principes de l'Assemblée Constituante; il les approuva cependant, quoique avec un peu de réserve. Un organe sourd et voilé laissait sans effet à la tribune ses discours les plus habilement travaillés; d'ailleurs, ami d'une précision lumineuse, il recourait trop souvent à un style coupé qui nuit à la franchise et à l'abandon des mouvemens oratoires. Son

* J'ai tracé ce portrait avec plaisir, et peut-être avec trop de détails, mais j'ai cru tracer en même temps celui d'un frère que j'ai perdu.

caractère égal et paisible l'attachait aux principes modérés. 1796.

Le parti du Directoire ne comptait point aux Anciens d'orateurs remarquables. MM. Baudin et Creusé-Latouche, qui en étaient souvent les organes, se réservaient quelque portion d'indépendance. Dans leurs idées constitutionnelles, ils tenaient à faire usage quelquefois du refus de sanction, afin d'affermir l'existence et la dignité du conseil des Anciens.

Marche et but de l'opposition dans les deux Conseils.

Par la revue que je viens de faire des principaux orateurs de l'opposition dans les deux Conseils, on voit qu'ils ne s'étaient pas constitués dans un état direct d'hostilité contre la République. Ils la regardaient seulement comme un régime provisoire qui, sous l'empire d'une constitution modérée, ramenerait les Français sans violence vers la fixité et les sages contre-poids de l'état monarchique. Ils voulaient appliquer à la République des principes généraux de justice et de morale que réclame toute espèce de gouvernement bien fondé. Si elle succombait dans l'expérience, c'était une preuve de plus de sa vicieuse nature. Ils voulaient seulement que sa mort ne fût accompagnée d'aucun nouveau désastre pour la France.

1796. Impulsion royaliste donnée à l'esprit public.

Mais les écrivains royalistes, jeunes pour la plupart, et d'un caractère assez ardent, se piquaient moins de circonspection ; ils se retrouvaient avec étonnement, avec ivresse, dans une position plus favorable que celle d'où le canon du 13 vendémiaire les avait fait descendre pour quelques jours seulement. La province se montrait aussi éprise que Paris des productions éphémères de leur politique sémillante et passionnée. L'impatience française ne pouvait plus s'accommoder des traités politiques; on était insatiable d'articles de journaux ; tout souriait à une polémique qui faisait présager la chute prochaine de cette révolution que tant de vœux avaient appelée. Il s'imprimait à Paris seulement plus de soixante-dix journaux politiques et quotidiens, parmi lesquels on en comptait à peine trois ou quatre empreints de la couleur républicaine, et qui, favorables à l'autorité, ne trouvaient qu'un petit nombre de lecteurs. L'offensive dans ces sortes de débats obtient toujours une extrême faveur. Il pleuvait des satires ménippées. La proscription que les écrivains royalistes avaient encourue avait resserré leurs liens et leur amitié. Échappés à la mitraille et aux commissions militaires, ils se regardaient comme

invulnérables. Quinze ou vingt d'entre eux, 1796.
et c'étaient les plus accrédités dans l'opinion, se réunissaient habituellement. Rien n'était plus gai, plus ouvert ni plus franc que les délibérations de ces jeunes publicistes ; leurs vœux conspiraient pour la monarchie, quoiqu'ils ne s'entendissent pas fort bien sur le mode de monarchie qui devait être préféré. Le concert de leurs éloges élevait fort haut une renommée qu'ils prenaient sous leur protection. Ils préparaient les suffrages pour les comices nouveaux, aussi se voyaient-ils sollicités et flattés par les plus illustres candidats. La révolution suivait un tel cours rétrograde, que d'être réputé ami de l'ordre était un titre à la popularité. Ces écrivains étaient si émerveillés de leur pouvoir éphémère, qu'ils s'appelaient quelquefois dans leurs feuilles, magistrats de l'opinion publique. Ils riaient entre eux lorsqu'ils se saluaient de ce titre; mais ce qui nuisait le plus à leur dignité magistrale, c'étaient les épigrammes acérées et perpétuelles dont ils assaillaient le parti ennemi. Le manteau directorial, loin de mettre à l'abri de leurs coups les attirait de préférence. Cependant Carnot était épargné, malgré le souvenir et du vote régicide et du comité de

1796. salut public. On désolait en même temps des ministres ou des députés, tels que Merlin de Douai, Syeyes, Louvet, Chénier, Tallieu et Fréron. Richer-Sérisy était chargé du département des philippiques. Son style était inégal et peu correct; mais il avait de la verve et du coloris. Il paraissait emporté par une passion trop vive pour être contenue; tout était absolu dans ses sentimens, tranchant dans ses expressions, et c'est ce qui excitait l'enthousiasme des royalistes les plus prononcés. MM. Fiévée et Bertin, qui devaient suivre long-temps la carrière de publiciste, et s'y élever beaucoup, s'annonçaient dans leurs feuilles spirituelles comme des partisans des doctrines de Montesquieu. M. Michaud, qui devait s'illustrer par l'*Histoire des Croisades*, porta le courage et le zèle jusqu'à faire un éloge direct des princes exilés. C'était un délit qui, dans les lois révolutionnaires, emportait peine de mort. Cet écrivain fut bientôt arrêté et traduit devant des jurés qui osèrent l'acquitter. Un grand et salutaire effet illustrait cet emploi de journaliste, qui ne fut point dédaigné par MM. de La Harpe, Morellet, Fontanes, l'abbé Sicard, le spirituel abbé de Vauxelles, et quelques autres honorables vétérans de la littérature.

Comme l'époque de l'élection partielle approchait, le Directoire et ses partisans ne purent douter qu'elle allait se faire sous l'influence des journaux royalistes, et que le tiers conventionnel qui resterait subirait à son tour la dure loi de la minorité. Ils cherchèrent un moyen de leur imposer un frein qui diminuerait à la fois leur audace et leur crédit. Daunou, Chénier et Louvet proposèrent au Conseil des Cinq-Cents des lois relatives aux délits de la presse. Quoiqu'elles fussent assez rigoureuses, elles commençaient à graduer les peines pour ces sortes de délits, tandis que les lois révolutionnaires qu'on leur appliquait portaient toutes la peine de mort; mais leur atrocité les rendait inexécutables. Le combat s'engagea vivement à la tribune. Les orateurs royalistes, et particulièrement MM. Pastoret et l'Emerer s'opposèrent avec énergie et talent à des lois qui arrêtaient les progrès d'une opinion favorable à tous leurs vœux. Ils s'appuyaient sur la constitution et sur l'expérience. N'était-ce pas sur la destruction de la liberté de la presse que Roberspierre et les décemvirs avaient fondé leur monstrueuse tyrannie. « Rougissez, disaient-ils aux Gi- 1796.

1796. « rondins, d'appeler le retour de ces lois qui « ont fait verser le sang de vos amis, et qui « vous ont fait errer de caverne en caverne. » Malgré cette résistance, une résolution qui établissait un code pénal pour les délits de la presse fut adoptée au Conseil des Cinq-Cents. Mais Portalis et Tronçon-Ducoudray l'attaquèrent avec force au Conseil des Anciens, et ils eurent le bonheur de se voir seconder par quelques uns des Conventionnels. Ce fut surtout Baudin des Ardennes qui décida cette importante victoire. La résolution fut rejetée dans ce Conseil. La joie des journalistes et de leurs lecteurs alla jusqu'à l'ivresse. Le royalisme redoubla d'audace et de confiance.

L'essor de l'opinion devenait irrésistible, parce qu'elle n'émanait d'aucun complot, parce qu'elle ne se liait à aucune intrigue étrangère ; elle était spontanée, indigène, naissait de l'état moral où de grands malheurs avaient amené les esprits. On revenait de la philosophie qui ébranle tout, à cette philosophie saine, ou plutôt à cet esprit de bon sens qui replace tout sur des bases solides. La cause de l'étranger était devenue défavorable

aux yeux mêmes du parti royaliste de l'inté- 1796.
rieur, qui ne pouvait plus y voir la cause de la royauté, ni celle des Bourbons.

Complot royaliste. Juillet 1796.

Cependant le Directoire fatigué de sévir contre des révolutionnaires, c'est-à-dire contre sa propre armée, était affamé d'un complot royaliste. La trop longue sagesse de ce parti l'excédait; il lui fallait une de ces conspirations telles qu'en rêvent des aventuriers qui veulent se faire valoir, ou des hommes que l'excès de leur zèle rend accessibles à toutes les illusions. Le Directoire réservait à ses propres agens le soin de nourrir cette conspiration de visionnaires. Il ne fut pas difficile de les trouver. M. de la Villeurnois, ancien maître des requêtes, homme à tous les égards recommandable, avait le seul défaut de se laisser fasciner par tout projet qui flattait ses sentimens royalistes. Il se crut appelé à rétablir Louis XVIII sur le trône. Il se lia avec l'abbé Brottier, neveu de l'auteur d'un excellent commentaire sur Tacite, et qui, voué aux études mathématiques, n'y avait pas puisé une grande connaissance des hommes. Celui-ci lui fit connaître un homme aussi méprisable que dangereux, nommé Duverne-du-Presle, qui se disait envoyé par le Roi pour

1796. diriger les royalistes. Il se forma chez M. de la Villeurnois un conciliabule auquel furent appelés d'autres personnages tels que le baron Poli. Ils devisaient entre eux sur les moyens de s'emparer du Luxembourg, des deux Conseils, du trésor, et de faire proclamer dans Paris Louis XVIII. Dans leurs rêveries politiques ils allaient jusqu'à disposer de la volonté du Roi; ils nommaient ses ministres, déterminaient ceux auxquels il pouvait faire grâce, et toutes les lois conciliatrices qui pouvaient cimenter et faire bénir sa puissance. Mais on n'avançait pas dans les moyens d'exécution, lorsque Poli proposa de s'adresser aux deux chefs de la garde, à ce même Ramel, à ce même Malo qui venaient de mériter la haine implacable des Jacobins, en recevant dans le camp de Grenelle leur fraternité à coups de sabre. On espérait, par leurs moyens, disposer des grenadiers de la garde, et se rendre maître de la personne des Directeurs. Malo, qui avait quitté l'habit de moine pour suivre la carrière des armes, se présentait comme un auxiliaire fort suspect pour la cause du royalisme, mais la haine que les Jacobins lui portaient parut à ces hommes imprudens une garantie suffisante de sa fidélité.

A peine eut-il reçu leurs premières ouvertures, qu'il courut en faire part au ministre de la police et aux Directeurs. Ramel prit ensuite le même parti, et tous deux reçurent l'ordre d'entretenir les folles espérances des royalistes, et de feindre d'entrer dans leurs projets pour en connaître toute l'étendue. Ils se prêtèrent à ce rôle odieux. Il est fort à présumer que ce furent leurs promesses qui donnèrent à des projets sans base l'apparence d'un complot. la Villeurnois se chargea d'en rédiger le plan et l'écrivit de sa main. Malo leur indiqua pour lieu de rendez-vous l'hôtel même de l'École-Militaire, où il résidait; et le choix d'un lieu si dangereux n'altéra point la confiance des conspirateurs. Malo n'avait pas manqué de faire cacher dans son appartement des agens de police pour écouter l'entretien et le troubler subitement. Il venait de leur prodiguer et promesses et sermens lorsqu'il donna le signal. La Villeurnois, Poli, l'abbé Brottier et Duverne-du-Presle sont arrêtés, et l'on saisit sur eux nombre de pièces où sont tracés les détails du complot, et d'autres qui prouvent qu'ils ont agi ou plutôt qu'ils ont cru agir au nom du Roi. Dans la nuit on arrête encore sept ou huit autres personnes soupçonnées

1796.

1796. d'intelligence avec eux. Le lendemain grand bruit du complot avorté, du danger imminent et terrible auquel viennent d'échapper et le Directoire et la République. On fait part aux deux Conseils du plan des conspirateurs, on lit une proclamation qu'ils avaient rédigée au nom du Roi. MM. Portalis, Siméon, Barbé-Marbois apprennent qu'ils avaient été désignés pour faire partie du ministère provisoire qui attendrait les ordres de Louis XVIII, et le ministre de la police, par les soins duquel ce complot a été découvert ou plutôt ourdi, est obligé d'entendre lire une pièce dans laquelle les conspirateurs lui conservaient au nom du Roi le ministère de la police. Comme il était coupable du vote régicide, on voit que les conspirateurs étendaient assez loin leur clémence. La joie la plus vive règne parmi les vieux montagnards, qui feignent de frémir et de crainte et d'horreur. Les royalistes ne peuvent concevoir qui a pu susciter cette extravagante intrigue, et ils en déplorent les suites pour une cause difficile qu'ils s'attachent à servir de toutes les forces de leur raison. Les amis du Directoire portent au ciel le service rendu à la République par Malo et Ramel, et dans leur enthousiasme ils

font décréter que ces deux officiers ont bien mérité de la patrie, formule par laquelle on n'a cessé de payer les victoires des Jourdan, des Pichegru, des Hoche, des Moreau et des Bonaparte. Bientôt on apprend que par ordre du Directoire, les conspirateurs royalistes sont traduits à un conseil de guerre comme prévenus d'embauchage. M. Pastoret réclame avec force et courage le jugement par jurés, le seul mode constitutionnel. On répond à cet orateur comme s'il venait de s'avouer le complice des agens royaux. Il s'élève dans le sein de l'assemblée une tempête affreuse qui rappelle les jours sinistrés de la Convention. On voit que les montagnards et que le Directoire lui-même ne laisseront pas tomber les armes que le hasard ou l'artifice leur a fournies pour perdre leurs adversaires. L'ordre du jour fait triompher le Directoire. 1796.

Entre tous les accusés, la Villeurnois fut celui qui, devant le conseil militaire, se défendit avec le plus de calme, de dignité et de candeur; il ne niait rien de ce qui pouvait le compromettre, professait ses sentimens royalistes, en même temps l'on pouvait reconnaître qu'il était animé d'un esprit de modération bien rare chez un conspirateur. Il

1796. prouvait avec évidence que tout ce qui présentait un indice de complot avait été proposé par les deux dénonciateurs. Il croyait n'avoir été trompé que par l'un de ces deux hommes, mais l'événement a fait connaître ou du moins doit faire présumer qu'il l'avait été dès longtemps par l'un de ses premiers complices, par Duverne-du-Presle. Celui-ci dans les débats ne se déclara point encore un traître, et même il ne fut point séparé d'eux dans la condamnation. Mais tout porte à croire qu'il avait déjà fait des révélations secrètes. Quant à Ramel et Malo, ils ne s'accordaient point parfaitement entre eux dans leurs déclarations. la Villeurnois les confondait souvent par la sincérité de ses réponses, et il paraissait clair que dans le conciliabule c'était Malo qui avait fait les propositions les plus violentes. L'accusation portait qu'on avait voulu *l'embaucher*, mais c'était lui vraiment qui avait pratiqué toutes les voies de la séduction envers des hommes que la passion rendait crédules. Les juges militaires, lorsqu'ils adressaient quelque interpellation à la Villeurnois ne pouvaient s'empêcher de montrer à cet ancien magistrat du respect et de la pitié. Tout les forçait de ne voir en lui qu'un

homme abusé. Le jugement se ressentit de cette disposition de leur esprit : ils prononcèrent que Brottier, Duverne, la Villeurnois et Poli étaient coupables ; mais qu'ayant égard aux circonstances atténuantes, et touchés de la franchise que les prévenus avaient mise dans leurs aveux, ils commuaient la peine de mort en celle de réclusion, savoir : Brottier et Duverne pour dix années, Poli pour cinq, et la Villeurnois pour une. Tous les autres prévenus furent acquittés. 1796.

L'opinion publique vit dans ce jugement un nouvel effet de sa toute-puissance. Les républicains révolutionnaires l'apprirent en frémissant de rage ; ils comparaient la modération des peines infligées à des royalistes convaincus, avec la sévérité inexorable des jugemens qui avaient condamné à mort les chefs de l'émeute du camp de Grenelle. Ils affectaient d'oublier que l'entreprise commencée et le flagrant délit mettaient une grande différence entre les deux affaires. Quant au Directoire, il ne se livra point aux éclats de colère qu'on avait lieu de craindre, soit qu'il se réservât de punir comme il lui conviendrait ces faibles conspirateurs, soit plutôt parce qu'il attendait d'importantes révélations pro-

1796. mises par l'un d'eux. D'après ce que j'ai dit de Duverne-du-Preslè, on juge bien que c'est lui qui allait écrire et dénoncer sous la dictée des Directeurs.

Cette déclaration n'a que trop d'importance historique, puisque seule elle servit de manifeste au Directoire dans la journée du 18 fructidor. Cependant il me suffira de l'insérer dans une note *. Je ne sais si la trahison

* « Je ne me dissimule point, en commençant cet écrit, citoyens Directeurs, que c'est l'acte de ma condamnation que je mets entre vos mains. Mais quoique je sois loin d'être insensible à mon intérêt personnel, je me suis tellement persuadé que c'est un tout autre motif qui m'a déterminé à une démarche bien difficile à mésinterpréter, que je n'hésiterais point à l'entreprendre, lors même que je n'aurais pas, pour me rassurer, l'engagement que vous avez pris avec moi.

« Beaucoup de tentatives ont été faites depuis la révolution pour relever le trône : toutes ont échoué ; mais la plupart ont coûté la vie à un grand nombre d'hommes de l'un et de l'autre parti. Rien n'a découragé les royalistes, et il y a eu jusqu'à présent tant de raisons de justifier leurs espérances, qu'on ne doit pas être étonné qu'à côté d'une conspiration éteinte, il s'en relève une nouvelle d'autant plus dangereuse, qu'à ses propres ressources elle ajoute l'expérience des fautes qui ont entraîné la ruine des autres.

« Il peut s'en former quelqu'une qui réunisse assez

de Duverne-du-Presle précéda la conspiration 1796.
dont il parut complice, et s'il faut le regarder

de moyens pour oser attaquer le gouvernement à force ouverte ; alors le sang français coulerait encore à flots. C'est pour empêcher le retour de ces scènes de désolation que j'ai formé le projet de faire connaître tous les fils de la conspiration à la tête de laquelle je me trouve ; je trahis la cause de la royauté, je le sais, mais je crois servir ceux des Français qui la désirent, en détruisant les fondemens de leurs chimériques espérances.

« Il y a bientôt deux ans que je me suis chargé des intérêts du Roi à Paris. Dès cette époque, je sentis que les royalistes n'auraient une véritable consistance que lorsque, réunis autour d'un centre commun, ils agiraient ensemble. Je fis tous mes efforts pour ramener à ce centre d'unité tous les chefs de la Vendée et de la Bretagne, et les agens répartis dans les départemens, lesquels tendaient à la même fin par des moyens contradictoires.

« J'allai dans la Bretagne, dans la Vendée, en Suisse, où réside un ministre anglais chargé spécialement de seconder les royalistes : j'allai à l'armée de Condé ; je vis le Roi : enfin, je viens de faire un voyage en Angleterre, dans lequel je me suis expliqué avec le comte d'Artois et les ministres anglais. Il ne fallait pas moins que toutes ces courses pour faire renoncer chacun de ceux auprès de qui elles étaient dirigées, au plan particulier qu'il avait adopté, et pour faire ajourner les divisions qui existaient. Je crois

1796. comme le perfide instigateur du complot, ou même comme un espion placé depuis long-

que je n'aurais jamais eu de succès durables dans la Vendée : aussi ai-je été loin de regarder comme un événement malheureux la soumission des insurgés. Elle nous servait, en nous donnant la facilité de développer entièrement un plan plus sage, par cette seule raison qu'il embrassait toute la France, et qu'il excluait tout autre mouvement partiel que celui qui nous aurait rendus maîtres de Paris, en renversant le gouvernement.

« Voici le plan approuvé par le prétendant, qui seul en a connu la totalité ; le ministre anglais et les princes français ont adopté ce qu'on leur a montré de ce plan : on a cherché à faire marcher de concert les mesures politiques et les mesures militaires.

« La France était divisée en deux agences : l'une, qui comprend les provinces de Franche-Comté, Lyonnais, Forêt, Auvergne et tout le Midi, confiée à M. de Précy ; l'autre, qui s'étend sur le nord de la France, dirigée par les agens de Paris : ces deux agences unies par une correspondance active et régulière, de manière qu'aucun mouvement ne soit entrepris par l'une, sans savoir si l'autre est en état de la seconder.

« Les deux agences auront une correspondance directe avec le Roi et avec les ministres britanniques, pour les secours que les agens emploieront indépendamment des instructions données par les Anglais. Le second objet de la correspondance anglaise sera de leur donner les connaissances qui tendent au service

temps auprès des princes. Ici toute espèce de fait 1796.
ou de notion me manque, mais je ne puis con-

de la cause, mais jamais celles dont le résultat pourrait être de leur faciliter la prise de quelqu'une de nos places maritimes; le Roi et son conseil n'ayant jamais cessé de penser que les services des Anglais sont des services perfides qui n'ont pour but que la ruine de la France.

« Les agens municipaux subdiviseront l'étendue dont la direction leur est donnée, en autant de commandemens militaires qu'ils le jugeront convenable: ils soumettront leur travail au Roi, et lui proposeront les personnes qu'ils croiront pouvoir remplir avec intelligence et fidélité les places de commandans en chef des divers arrondissemens; les commandans recevront leurs pouvoirs du Roi, mais ils ne correspondront directement qu'avec les agens supérieurs.

« Les agens principaux, et surtout ceux de Paris, n'épargneront rien pour ramener au parti du Roi les membres des autorités constituées. Ils peuvent promettre à tout individu les avantages personnels que son importance peut le mettre en droit de désirer, sans exception de personne, pas même des membres de la Convention qui ont voté la mort de Louis XVI; mais ils ne prendront jamais aucun engagement qui pourrait laisser croire que l'intention du Roi est de rétablir la monarchie sur des bases nouvelles. Le Roi fera tout pour réformer les abus qui s'étaient introduits dans l'ancien régime, mais rien ne pourra le décider à changer la constitution de l'État. Dans le

1796. cevoir comment un homme qui se serait dévoué pendant plusieurs années à la cause des roya-

cas où un parti puissant dans les Conseils proposerait de reconnaître le Roi à des conditions, les agens de Paris engageraient ce parti à députer auprès de sa majesté un fondé de pouvoirs, avec lequel elle discuterait elle-même les intérêts de la France.

« Le but qu'on se propose est le renversement du gouvernement actuel. C'est dans la constitution actuelle elle-même qu'on peut trouver les moyens de la détruire sans de grandes secousses ; les fréquentes élections offrent des facilités de porter en majorité les royalistes aux places du gouvernement et de l'administration.

« Jusqu'à ce moment, les royalistes n'ont su tirer aucun parti de leur nombre ; la pusillanimité les a éloignés des assemblées primaires, ou s'ils y ont porté des votes, ils l'ont fait sans concert préalable, et leurs voix se sont perdues sur les sujets que chacun préférait en particulier. Pour obtenir la majorité des suffrages dans les assemblées primaires, il faut trois choses : 1°. Forcer les royalistes d'y aller ; 2°. les forcer de réunir leurs suffrages sur des individus désignés ; 3°. faire voter dans le même sens qu'eux cette classe d'hommes qui, sans attachement à un gouvernement plutôt qu'à un autre, aiment l'ordre, qui garantit leurs personnes et leurs propriétés. Afin de parvenir à ce triple but, il sera formé deux affiliations, l'une composée de royalistes éprouvés, l'autre des royalistes timides, des égoïstes, des indifférens. Il est inutile que

listes, aurait pu se porter à faire la dénonciation la plus vaste, la plus collective et la plus 1796.

j'entre à cet égard dans aucun détail, puisque vous avez les réglemens de ces instituts.

« Ils choisiront les royalistes les plus courageux, pour en former des compagnies, dont le nombre sera proportionné aux moyens pécuniaires que les agens pourront destiner à ce service ; ils leur fourniront des armes et des munitions.

« Ces compagnies seront prêtes à se rassembler, surtout dans le temps des assemblées primaires. Elles auront, à cette époque, pour objet, de repousser tout autre parti armé ou non armé qui s'opposerait à la liberté des élections, bien entendu qu'elles ne prendront jamais les armes les premières, et qu'elles ne se mettront qu'avec les couleurs républicaines. Elles s'occuperont encore à forcer, par menaces ou autrement, les égoïstes et les indifférens à se rendre aux assemblées primaires.

« Les agens encourageront et faciliteront la désertion, sous prétexte des travaux de l'agriculture. On préparera les paysans à un nouveau soulèvement ; mais nulle part on n'en excitera qu'après les ordres des agens supérieurs.

« S'il arrivait que le succès des préparatifs militaires fût tel qu'on pût raisonnablement se flatter de renverser le gouvernement, on renoncerait aux moyens des assemblées primaires, et on profiterait du moment favorable pour arriver directement au rétablissement pur et simple de la monarchie. Enfin, dès que les

1796. mensongère que les fastes révolutionnaires eussent encore présentée, et à livrer à des

agens de Paris croiront assuré que le Roi ne peut tarder d'être proclamé, soit par suite des mesures que prendront les deux Conseils où ses partisans seraient en majorité, ou par des moyens militaires, ils chargeront sur-le-champ un royaliste sûr de lui en donner avis, et de ramener immédiatement un prince du sang dont la présence fasse taire toutes les ambitions particulières.

« Pour développer ce plan, il fallait des fonds : l'Angleterre seule pouvait les fournir. Précy a obtenu, pour l'agence dont il est chargé, la permission de tirer sur M. *Wickam,* ministre d'Angleterre en Suisse, les fonds qui lui seraient nécessaires, sauf l'approbation de M. Wickam. J'ai obtenu 60,000 livres sterling pour les dépenses préparatoires ; 30,000 livres sterling qui devaient m'être payées dans le mois de la proclamation du Roi, à condition pourtant que nous n'agirions pas avant les élections ; 15,000 livres sterling pour achat d'habits blancs nécessaires à l'habillement de quelques corps.

« Enfin, on devait faire passer par nos mains des fonds dont la quantité n'était pas déterminée, pour les transmettre à MM. de Puisaye et de Frotté, dont la position exige des dépenses plus considérables que celles de nos autres arrondissemens.

« M. de Puisaye, qui se croit en mesure de faire seul la contre-révolution, veut depuis long-temps se déclarer ; nous l'en avons empêché jusqu'à ce mo-

peines affreuses tous ceux dans l'intimité desquels il avait vécu. Cette dénonciation, il la 1796.

ment. Il étend ses intelligences depuis Brest jusqu'à Laval : je crois qu'il compte sur plusieurs corps employés dans cette partie.

« M. de Frotté était encore à Londres lors de mon départ, mais il comptait se rendre immédiatement en Normandie, où il a laissé les officiers qui servaient jadis sous ses ordres. M. de Rochecot est chargé de préparer le Maine, le Perche et le pays Chartrain. M. de Bourmont ne fait que commencer ses fonctions, depuis Lorient jusqu'à Caen. M. Maltet, ancien aide-major de Château-Vieux, est chargé de la haute Normandie et de l'Ile de France jusqu'à Paris ; car nos arrondissemens, jusqu'à cinquante lieues, forment un triangle dont un angle s'appuie sur Paris.

« Dans l'Orléanais est un employé de M. Duglatz : je ne connais pas la mesure dans laquelle il se trouve. La Picardie, le Sénonais et la Brie sont encore sans chefs; nous attendions un nommé M. Buttes, qui nous est annoncé comme ayant de puissantes intelligences dans la première de ces provinces.

« Nous nous occupions à renouer les intelligences dans la Vendée. A Paris, il y a deux compagnies formées : une d'elles est, je crois, aux ordres de M. de Frinville ; je ne connais pas le commandant de l'autre. Paris est le foyer de nos intelligences. Jusqu'à présent, nous n'avions pas essayé de corrompre à prix d'argent, nous l'aurions tenté maintenant, afin de nous procurer des données sûres sur les projets du gouvernement.

1796. fait quand le glaive n'est plus levé sur sa tête, quand l'opinion royaliste vient de le sauver

J'avais entre les mains le plan de descente en Irlande, ou plutôt le rapport de Carnot relatif à ce plan : je sais bien comment on me l'a procuré, mais je ne sais pas qui.

« Nous mettions beaucoup d'importance à gagner la police, mais nous étions très peu avancés à cet égard. Nous tirions aussi toutes les semaines un extrait du rapport des commissaires du pouvoir exécutif sur la situation de l'opinion publique dans les départemens.

« Je ne sais d'où nous venait l'opinion que le ministre de la police ne serait pas éloigné lui-même de nous servir, peut-être uniquement de ce qu'il passe pour modéré, et de la guerre que lui faisaient les Jacobins ; nous pensions de même du ministre de l'intérieur, et sans doute par la même raison.

« Mais, dans les Conseils, nous avons trouvé plus de facilité. Dès le mois de juin de l'année dernière, il nous fut fait des propositions au nom du parti qui se disait puissant : nous les transmîmes au Roi. On offrait de le servir, à condition qu'il n'y aurait d'autre changement à la constitution actuelle, que la concentration du pouvoir exécutif dans sa personne. Le Roi accepta le service; mais voulut discuter la condition. Il demanda en conséquence qu'il lui fût envoyé un fondé de pouvoirs; depuis lors il n'a cessé de le demander, mais le parti étant beaucoup plus faible

de l'échafaud, quand tout prouve une dis- 1796.
position générale des esprits qui appelle ou

qu'il ne s'était annoncé, a relâché de ses prétentions, sans pourtant y renoncer entièrement.

« De notre côté, pensant relever le trône par le moyen des deux Conseils, nous avons jugé qu'ils resteraient les maîtres d'imposer au Roi leurs conditions, et nous n'avons pas insisté sur l'envoi. Il est parti, il y a environ deux mois, quelqu'un qui, à ce que je crois, a porté au Roi la liste des membres qui désirent la monarchie, et dont le nombre s'élève à cent quatre-vingt-quatre : je n'affirme rien sur ce fait. La veille ou l'avant-veille de notre arrestation, une personne était encore venue nous proposer de donner au Roi une soixantaine de députés. Elle s'engageait à obtenir une déclaration formelle du fils du duc d'Orléans, portant qu'il ne prétend nullement au trône : on proposait même d'envoyer le jeune prince auprès du Roi. Nous écoutions tout sans prendre d'engagement formel.

« L'importance dont il pouvait être pour nous de gagner les corps attachés aux différens services à Paris, ne nous avait pas permis de négliger cette mesure. Nous avions quelques succès, et nous nous flattions de plus grands, puisque c'est à l'occasion des démarches où cet espoir nous a entraînés que nous avons été arrêtés. Plusieurs de nos agens s'occupaient des administrations particulières ; un d'eux m'a dit être sûr que dix présidens d'administrations municipales étaient gagnés, mais il ne faut pas ajouter foi à ce dire :

1796. qui favorise le rétablissement de la royauté, quand il voit approcher le moment où ses

les royalistes se sont toujours fait illusion sur le nombre de leurs partisans.

« Nous avons payé plus d'une brochure, nous avons inséré plus d'un article dans plus d'un journal, mais il est des faits que je ne veux dire que verbalement.

« L'agence de M. de Précy était dans un état bien différent de la nôtre : ses préparatifs n'ont été que militaires jusqu'à présent. Ce n'est que dernièrement qu'il vient d'adopter nos mesures politiques : il est dans ce moment à Berne, où il reçoit les comptes que lui rendent les agens particuliers : il y en a dans tout le Midi. On avait beaucoup de peine, dès l'année dernière, à arrêter l'ardeur d'une partie d'entre eux, qui voulaient à toute force se soulever. C'est à Lyon qu'il a le plus de partisans : son grand objet est de s'assurer de quelques villes fortes, pour ménager en France l'entrée de l'armée de Condé. Il a des intelligences à Besançon.

« Vous voilà instruits du secret de la conjuration ; je suis convaincu qu'il suffirait pour la déjouer de publier ma lettre et les réglemens des deux associations. A cette lecture, vous verriez tous les royalistes rentrer en terre, et pour ce moment vous seriez tranquilles sur leurs entreprises ; mais il ne suffit pas qu'ils y renoncent pour le moment, il faut leur en ôter pour toujours la pensée.

« Il va arriver deux choses : la première, que les

fers seront brisés, où son Roi pourra le récompenser même des imprudences de son zèle. 1796.

royalistes qui pensent que le gouvernement ne tient que les chefs de la conspiration, et rien du tout de la conspiration même, voudront continuer le même plan ; en conséquence ils proposeront au Roi et aux Anglais d'envoyer de nouveaux agens pour nous remplacer, en marchant sur nos traces, mais avec plus de précautions : la seconde, que d'autres royalistes qui veulent renverser le gouvernement par des excès, forts de notre mauvais succès, proposeront à Londres et à Blankembourg de gagner les Jacobins ; ces hommes énergiques rameneront la terreur, et à la suite de la terreur viendra la royauté.

« Il existe encore un parti royaliste qui compte sur l'appui de l'Espagne ; à sa tête sont MM. de Lavauguyon et d'Antraigues.

« La personne qui nous est connue sous le nom de Thébaut, est M. Despomelles, maréchal de camp avant la révolution. Il peut s'être chargé de nous remplacer, mais provisoirement, car il est trop prudent pour prendre sur son compte une si périlleuse besogne.

« Je n'ai jamais entendu parler de la veuve Joye avant mon interrogatoire ; c'est sûrement un nom de guerre. La personne qui le prend n'a pas eu de correspondance avec nous, mais vraisemblablement avec Dutheil, mon correspondant à Londres : Duval est le nom que j'avais pris en Angleterre, ayant continué d'en prendre un nouveau dans chaque voyage que j'y faisais.

1796. S'il faut en général des degrés pour arriver au crime, il faut tout une vie souillée de

« Nous ne connaissons pas les membres du Corps législatif qui sont de notre parti. L'Émerer et Mersan étaient nos seuls intermédiaires, mais les autres sont la plus grande partie de ceux qui forment la réunion de Clichy. L'individu qui nous a procuré le rapport de Carnot sur le projet de descente en Angleterre, doit être employé au dépôt des places et cartes, appelé peut-être bureau des *hydrographes* ou *typographes*. Je crois que cette pièce a dû être enlevée pendant une absence que fit le chef du bureau, dans le cours du mois de frimaire.

« L'Angleterre payait ici un nommé Hardambert; il avait des rapports directs avec Saladin. Elle paie également un nommé Vincent, que le ministre de la police doit connaître.

« Une correspondance qui ne nous est pas tout-à-fait étrangère, est celle de M. d'Antraigues avec M. Sourdat père. Sourdat écrit soit à un abbé nommé André, qui se fait nommer Lamarre; soit à M. de Valdené: ces deux messieurs sont à Lausanne ou à Vevay. Ceux-ci transmettent les lettres à un abbé Lareynie, à Bellinzone, sous le couvert, je crois, du directeur des postes de cet endroit. Ce dernier envoie à Venise, où se tient d'Antraigues. De Venise, les détails vont à M. de Lavauguyon. Sourdat écrit aussi directement à Bellinzone, tantôt à l'abbé de Lorraine, sous le nom de Grégoire Letony, tantôt à Marco Philiberti, ou même à d'autres. Il y a encore une corres-

turpitudes pour arriver à ce genre de crimes où la plus profonde bassesse de l'âme est empreinte. 1797.

Nouvelles élections; majorité royaliste.

Au mois de mars 1797, on procéda à l'élection annuelle pour remplacer l'un des deux tiers conventionnels que la loi du 25 fructidor condamnait à sortir. Le Directoire et la vieille Convention furent vaincus presque sur tous les points. Les assemblées primaires avaient été suivies avec une affluence inusitée; les royalistes s'étaient enfin débarrassés du funeste scrupule qui avait porté un grand nombre d'entre eux, depuis le commencement de la révolution, à s'abstenir de tout acte politique. Leurs candidats obtinrent une majorité imposante : on s'était peu contraint, soit dans les assemblées primaires, soit au collége électoral. On disait aux députés : « Dirigez-vous vers le rétablissement « de la royauté, vers le rappel des Bour« bons; mais veillez à nous éviter la secousse « d'une révolution nouvelle ». On leur disait, Dissimulez; mais personne ne dissimulait devant eux ses sentimens : c'était comme une

pondance directe adressée à Marco Philiberti, banquier de Bavière; la correspondance de l'intérieur est sans intérêt quelconque. »

1797. conspiration de la France entière contre le gouvernement qui lui était imposé ; mais les armées n'y entraient pas encore. Personne n'avait assez prévu le danger de les affronter ; la plupart des choix étaient tombés sur des hommes naturellement modérés, mais qui, n'ayant point encore paru dans des assemblées délibérantes, pouvaient y payer le tribut de l'inexpérience. Parmi le peuple le plus mobile, le plus ouvert et le plus franc, rien de si difficile à se communiquer que l'esprit de mesure et la patience.

Le sort ou l'adresse de trois Directeurs, qui de la pentarchie avaient formé un véritable triumvirat, fit sortir du Directoire un membre de la minorité qui inclinait vers des mesures modérées : c'était Le Tourneur, ami de Carnot. On pouvait le remplacer par un homme plus prononcé ; mais le triumvirat subsistait, et sa violence pouvait être irritée par le choix d'un collègue qui n'avait rien de commun avec ses sentimens et son origine.

Sous la présidence du général Pichegru, dont le nom remplissait le Conseil des Cinq-Cents d'un éclat nouveau ; et qui semblait un puissant bouclier contre les projets révolu-

tionnaires, il fut procédé au choix d'un nouveau Directeur; les deux Conseils nommèrent M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse. 1797.

C'était à lui que l'on devait le traité de paix avec la Prusse. Neveu du savant et élégant auteur des *Voyages d'Anacharsis*, comme son oncle il s'était long-temps entretenu avec les sages de l'antiquité ; et la sérénité de son âme, l'aménité de ses manières semblaient un doux fruit de ce commerce. On eût dit que le ciel avait pris plaisir à exempter jusque-là ce seul Français des maux qui étaient notre partage. Toutes les phases de la révolution l'avaient laissé immobile dans le poste d'un envoyé qui parle et s'occupe encore de paix, quand tout ne respire que les armes. L'asile de la Suisse était précieux pour lui, parce qu'il pouvait en faire goûter les douceurs à un grand nombre de proscrits. Tous les émigrés avaient eu à se louer de ses bons offices. Quelle douleur pour lui d'en être arraché ! La paix, lui disait-on, la paix va régner parmi nous : il arrive, et tous les cris de la discorde retentissent à ses oreilles ; ses vertus le rendent un objet de haine concentrée pour trois de

1797. ses collègues, et c'est Carnot qui lui sert d'appui.

Pour concerter leur marche, les nouveaux députés se réunissaient souvent dans une maison de campagne à Clichy. Ils admettaient à cette conférence tous ceux de leurs collègues qui ne se montraient point les complaisans du Directoire, et il fallait bien que leurs principes ne fussent point d'une nature violente, puisque M. Boissi-d'Anglas assistait souvent à cette réunion. Un fait certain, c'est que leur ligue n'avait encore pour objet constant que la réforme des lois révolutionnaires; l'opposition qui les avait précédées avait décrié ces lois, et même en avait fait tomber quelques unes en désuétude; mais l'entreprise de les abolir ne demandait pas moins de sagesse que de vigueur. On remarquait, dans ces réunions, que ceux des députés qui dissimulaient le moins leurs sentimens royalistes se groupaient autour de Pichegru. Ce général trouvait au Conseil des Cinq-Cents un rival ou plutôt un ennemi dans le général Jourdan, dont les républicains paraissaient faire leur appui. La société de Clichy fut bientôt dénoncée comme une réunion de contre-révolutionnaires fou-

gueux, qui, par les assassinats du Midi, avaient préludé à des violences dont tous les républicains, dont leurs propres collègues et même les Directeurs seraient bientôt victimes. Le peuple n'en fut point ému, mais ces cris répétés dans les journaux républicains, et confirmés par des missives secrètes du Directoire, retentissaient bientôt dans les armées. Par l'effet de l'armistice de Léoben, elles étaient inactives. Les chefs attendaient à la paix la récompense de leurs exploits, les officiers et sous-officiers craignaient d'être compris dans la réforme. Les soldats s'entretenaient d'un milliard qu'un décret de la Convention leur avait promis à la paix générale, et déjà se voyaient propriétaires de champs qu'ils tiendraient de la République. Les loisirs des camps étaient agités et ne ressemblaient que trop au tumulte des clubs ; c'était surtout dans les repas de corps qu'on éclatait contre les deux Conseils. On y assaillait la société de Clichy tantôt de quolibets militaires, tantôt d'imprécations auxquelles des sabres levés donnaient un terrible effet. Deux hommes tels que le général Bonaparte et le général Hoche, qui ne lui cédait guère en ambition, ne s'étudiaient pas beaucoup, 1797.

1797. comme on peut le croire, à graver dans le cœur des soldats une profonde vénération pour les assemblées délibérantes; tous les magistrats civils, quel que fût ou leur républicanisme ou leur puissance, étaient eux-mêmes livrés aux sarcasmes de ces hommes ardens, enivrés de leur gloire, qui n'avaient vu au-dedans que crimes, que massacres, tandis qu'au-dehors ils avaient rappelé par leurs succès les plus glorieuses époques de l'histoire. Cependant le triumvirat directorial était décidé, même avant d'engager le combat contre les deux Conseils, à tirer des armées ses moyens de victoire. Les gardiens d'une constitution républicaine ouvraient ainsi les voies à ce régime militaire qui ne veut que promptitude et qu'obéissance passive. Dans leur haine imprévoyante ils n'envisageaient que le triomphe d'un jour. Rewbell se chargeait de tenir tête aux généraux, qu'il ferait servir à ses desseins : c'était sur les artifices de cet esprit étroit et opiniâtre qu'allait reposer toute la durée du régime civil en France. Le Directoire, qui portait toutes ses pensées vers un nouveau supplément de révolution, se plaisait a être attaqué, et rien ne lui était plus importun que la modération

de quelques uns de ses adversaires. Il avait 1797.
soin de les faire harceler par un nouveau club qu'il venait d'établir sous le nom de *Cercle constitutionnel ;* il avait su y amener des hommes d'un esprit adroit, également exercés à l'intrigue et au sophisme, et qui jusque-là ne s'étaient fait connaître par aucun genre de violence. Le républicanisme de plusieurs était assez équivoque, et devait bientôt se démentir avec éclat. Ils affectaient pour la plupart de vénérer la mémoire de Guadet, de Vergniaud, de Brissot, de Condorcet et des autres victimes du 31 mai ; cependant ils ne disaient ou n'écrivaient rien qui n'appelât une proscription aussi terrible sur la majorité des deux Conseils.

Le Directoire avait déjà choisi les hommes Vifs débats.
qu'il devait traiter en coupables, il ne s'agissait plus que de leur trouver des crimes : rien n'était plus facile. La plus simple de ces réclamations que l'équité naturelle arrache, devenait un délit contre une révolution qui, invoquant toujours les Droits de l'Homme et les vœux de la philosophie, ne se fondait que sur le meurtre et la rapine. Pastoret, Siméon, l'Émerer, Tronçon-Ducoudray et surtout Portalis s'étaient déjà rendus coupables du

1797. crime de contre-révolution, parce qu'ils avaient voulu préserver leur pays des barbares usages de la Tauride, en s'opposant à ce que les victimes d'un naufrage fussent livrées au supplice.

Les naufragés de Calais.

Je dois m'arrêter un moment pour citer cet exemple de la barbarie révolutionnaire. Un malheur constant s'attachait aux pas de M. le comte de Choiseul * depuis qu'il avait éprouvé le plus affreux de tous, celui de n'avoir pas vu le succès de la fuite du Roi à Varennes dans l'année 1795; il fut pris sur un paquebot anglais avec M. le comte Charles de Damas**, M. de Floirac***, les comtes de Vaahl père et fils, et plusieurs autres passagers; on voulut leur appliquer la loi qui condamnait à la mort les émigrés pris les armes à la main : après beaucoup de menaces, de tortures, et une longue détention, MM. de Damas et de Choiseul parvinrent à s'échapper; il serait trop long de suivre la destinée des autres, ils ont survécu à ce malheureux événement.

M. le comte de Choiseul revenu en Angle-

* Aujourd'hui duc de Choiseul, pair de France.

** Aujourd'hui duc de Damas, pair de France.

*** Actuellement député et préfet.

terre forma la résolution de partir pour les Indes avec un corps qui était sous ses ordres et d'aller combattre Tippo-Saeb. Le chevalier de Montmorency *, le comte de Vibraye ** et plusieurs autres personnages distingués faisaient partie de cette expédition. Ils s'embarquèrent à Stade sur des bâtimens neutres; dans la nuit du 13 au 14 novembre une affreuse tempête dispersa la flotte et porta plusieurs bâtimens vers Calais; celui que montait M. de Choiseul toucha et fut brisé en pièces; il prit le parti de se jeter à la mer avec MM. de Montmorency et de Vibraye, et de gagner un rivage si dangereux pour des émigrés : ils purent y atteindre. Cinquante de leurs malheureux compagnons y furent aussi portés; un plus grand nombre avait abordé; mais quatre jeunes émigrés en prévoyant ce qu'ils devaient attendre de l'hospitalité des républicains, voulurent mourir ensemble, et s'engloutirent dans les flots. Les habitans de Calais donnèrent les plus tendres soins à ces malheureux Français; ils les conjuraient de ne pas se nommer : la feinte leur parut inutile; ils 1797.

* Depuis comte de Thiébaut de Montmorency, mort à Montgeron en 1821.

** Aujourd'hui pair de France.

1797. furent conduits en prison au nombre de cinquante-trois.

Bientôt le Directoire les accusa d'avoir médité une descente semblable à celle de Quiberon ; il ordonna qu'ils fussent assimilés à des émigrés pris les armes à la main, et jugés par une commission ; mais il ne put trouver de militaires qui voulussent se rendre les ministres d'une si lâche et si atroce cruauté. Le jugement déclara qu'ils ne pouvaient être considérés comme ayant été pris les armes à la main, chacun d'eux était renvoyé devant le tribunal de son département. Les Directeurs et le ministre de la justice, Merlin de Douai, mirent tout en usage pour faire casser ce jugement, quoiqu'il fût sans appel. Ils s'adressèrent aux deux Conseils pour appeler la mort sur les victimes du naufrage : ce fut dans cette occasion que M. Portalis prononça un de ses plus éloquens discours ; j'aurais voulu en citer quelques fragmens, mais trop d'événemens viennent ici presser la marche de l'historien. Les deux Conseils ordonnèrent que les naufragés fussent renvoyés et réembarqués. Qu'on ne s'attende pas à les voir libres encore ; le barbare Directoire tient pour non avenue la décision des Con-

seils, et regrette toujours de n'avoir pu donner l'exemple d'un supplice infligé à des victimes du naufrage; il les tient étroitement resserrés dans diverses prisons. Suivons le sort de ces émigrés. Dès que la journée du 18 fructidor eut permis au Directoire d'assouvir toutes ses cruautés, il se souvint des naufragés de Calais, et demanda aux serviles Conseils, décimés par la déportation, cette permission tant désirée de faire fusiller MM. de Choiseul, de Montmorency, de Vibraye, et leurs cinquante compagnons; le Conseil des Cinq-Cents voulut bien donner cette satisfaction au Directoire, celui des Anciens s'y opposa. Les Directeurs persistèrent à garder leurs captifs, et Bonaparte eut le bonheur de signaler son avénement au pouvoir en mettant fin à une si longue barbarie : les naufragés purent se rembarquer; ils avaient langui quatre ans dans les prisons de France, bientôt il leur fut permis de séjourner dans leur patrie. 1797.

Je reviens aux débats des Conseils.

On avait signalé comme un délit contre-révolutionnaire un hommage rendu à la mémoire de l'illustre auteur du canal de Languedoc. Portalis avait voulu qu'une propriété

1797. si glorieusement acquise demeurât à la famille Caraman.

Effet produit par un discours de Camille Jordan sur le culte.

Mais de tous les orateurs celui qui excita le plus de tempêtes, ce fut Camille Jordan dans son rapport sur le culte. Ce jeune député s'annonçait avec une rare maturité de talent. Les malheurs de Lyon, sa patrie, la part qu'il avait eue à l'héroïque défense de cette ville, avaient beaucoup accru l'énergie de son âme; mais ce qui dominait en lui, c'était un fonds de bienveillance qui prêtait à ses discours un charme persuatif. Nous l'avons vu dans les jours de la restauration, et lorsqu'il touchait à une mort prématurée, prendre pour la cause de la liberté des ombrages irréfléchis. Peut-on présumer que dans la jeunesse il fut insensible à cette passion? Mais la liberté sans la religion ne lui paraissait qu'une désastreuse chimère. Il avait conçu le projet d'attaquer dans toutes ses bases ce système de persécution qu'on avait fait sortir de la tolérance philosophique : pour penser en homme d'état, il ne craignait point de penser en chrétien. Organe d'une commission qui voulait renverser tout une législation barbare, il eut à retracer l'histoire de tous ces décrets qui commencèrent par la vente des

biens du clergé, pour finir par le culte de la raison. Il parlait devant une partie de ceux qui les avaient rendus, et il paya le tribut d'une pitié et d'une admiration courageuse à la mémoire de tous les prêtres martyrs. Il regretta tant de solennités augustes et touchantes, dont l'abolition laissait un vide affreux et dans le corps social et dans la vie de l'homme. Le serment exigé pour la constitution civile du clergé était devenu la plus complète absurdité, depuis que l'on ne reconnaissait plus de clergé, ni d'église, ni de culte. Dans le trop petit nombre de mois où la Convention commençait à faire quelques pas rétrogrades vers le bien, on avait supprimé le serment; mais on l'avait remplacé par une déclaration imposée à tous ces ministres du culte, et ils étaient tenus de reconnaître que toutes les institutions doivent émaner de la souveraineté du peuple, et de jurer haine à la royauté. Les prêtres se refusaient, pour la plupart, à une déclaration condamnée par leurs supérieurs, et qui répugnait à leur conscience; la persécution s'armait contre eux d'un nouveau refus, qui semblait provenir d'une haine invétérée contre la République. Camille Jordan voulait les af-

1797.

1797. franchir de cette déclaration; il ne concevait pas qu'en faisant de la religion une affaire privée et complétement indifférente à l'État, on pût encore considérer les prêtres comme fonctionnaires publics. Il lui tardait cependant que la religion fût dégagée d'une existence équivoque, et en quelque sorte clandestine; il ne pouvait souffrir que la République, après avoir ravi au clergé une dotation magnifique, le laissât livré aux horreurs de l'indigence. Sans insister encore sur ces vœux, l'orateur appuyait d'une éloquence pleine de douceur et de raison, les réclamations pressantes et continues du peuple des campagnes, qui redemandait les cloches comme un signal de la prière et de ses plus touchantes réunions. Ce rapport était écrit avec tant de force et de netteté, que les vieux Conventionnels en l'écoutant ne montrèrent d'abord qu'une fureur concentrée; mais le chapitre des cloches excita leur hilarité sinistre; ils crurent saisir une occasion favorable pour étouffer sous le ridicule une des productions législatives les plus distinguées qui eussent relevé l'honneur de la tribune française. Ce rapport fut voué pour long-temps à ces turlupinades révolutionnaires qui n'a-

vaient jamais manqué d'être l'indice d'une 1797.
proscription prochaine. L'arrière-ban des philosophes prit parti contre un discours où la philosophie du dix-huitième siècle était représentée comme l'imprudente mère de la révolution. M. Royer-Collard prononça sur le même sujet, mais sans attirer autant d'anathèmes, un discours où commençait à briller un talent qui devait après un long intervalle reparaître à la tribune avec plus d'éclat et surtout avec plus de force.

Médiation infructueuse de madame de Staël.

Tandis que le Directoire méditait un coup d'état qui allait soumettre au glaive du soldat la constitution dont il était le gardien, une femme illustre s'engageait imprudemment dans une médiation entre deux partis irréconciliables : c'était la fille de M. Necker, c'était l'épouse de l'ambassadeur de Suède. J'ignore quelles instructions le duc de Sudermanie, régent de ce royaume, avait données au baron de Staël; mais il est certain que ce Suédois, d'un caractère aimable et peut-être trop facile, montrait pour le Directoire une déférence fort empressée. Déjà même à l'époque du 13 vendémiaire il avait manifesté avec un éclat indiscret, et presque puéril, son inté-

1797. rêt pour la Convention menacée : sa femme alors était loin de partager son zèle pour une telle cause. Après la victoire, et lorsqu'on parlait de proscrire, elle fut accusée à la tribune d'avoir dirigé le mouvement des sections de Paris. Ce genre de reproche était peu mérité. Quoique madame de Staël se fût assez fortement prononcée contre les décrets qui allaient prolonger le règne des Conventionnels, elle avait beaucoup dissuadé les chefs des sections de tenter le sort des armes. Une sollicitude du même genre l'avait sans doute émue à l'approche du conflit inégal qui allait s'engager. Son salon fut ouvert aux hommes les plus habitués à se combattre violemment à la tribune; elle espérait les calmer en les subjugant par son éloquence. Ses ouvrages, où règne un mouvement si vif avec des pensées si fortes, ne donneraient qu'une idée incomplète de sa conversation. C'était un continuel prodige d'esprit, de véhémence et de grâces. Le feu, la douceur et la beauté de ses yeux servaient pour elle de supplément à la beauté. On ne pouvait l'accuser ni de fausseté ni d'artifice; qu'elle s'abandonnât à de vives saillies ou à des éclats subits d'élo-

quence, elle semblait maîtrisée par la force 1797.
de ses impressions. Eh bien! avec des dons si divers et si éblouissans, elle n'arriva qu'à rendre plus vives les haines qu'elle voulait éteindre. Ce qui fit surtout son mauvais succès, c'est que sa médiation devint bientôt suspecte de partialité pour le Directoire. Sans doute, en appelant autour d'elle et dans un cercle brillant des Conventionnels qui se présentaient encore sinon avec la férocité révolutionnaire, du moins avec la rudesse des clubs, elle avait espéré leur inspirer la politesse des manières, la délicatesse des mœurs, les ramener à des sentimens plus humains ou les y retenir avec plus d'attrait, mais elle fit peu de conversions remarquables; elle seule était à son aise au milieu d'un cercle embarrassé et discordant. Tandis qu'elle s'obstinait à une conciliation chimérique, tandis que pour en aplanir les difficultés elle faisait quelque sacrifice des droits du plus faible aux brutales exigences du plus fort, les révolutionnaires s'étonnaient d'être défendus par elle, et les royalistes se plaignaient d'en être abandonnés. La scène devenait plus orageuse, lorsqu'un esprit aussi peu façonné

1797. que Legendre, ou un esprit amer et hautain tel que Chénier s'emparait de quelque concessions faites par madame de Staël à leur parti. Ils s'en prévalaient avec si peu de ménagement et y joignaient de si rudes commentaires, qu'ils provoquaient chez les hommes les plus pacifiques des répliques emportées. On sortait avec fureur de ces entretiens concilians ; chacun avait cru lire dans les yeux de son voisin l'arrêt de sa proscription prochaine.

L'ambition de madame de Staël était alors de faire nommer au ministère des affaires étrangères l'un de ses plus anciens amis, M. de Talleyrand. Elle avait eu recours à la voix et au puissant crédit de Chénier pour le faire rayer de la liste des émigrés ; mais il n'y avait qu'un caractère ardent comme celui de madame de Staël qui pût entreprendre de faire confier par le Directoire un portefeuille à un émigré, à un homme d'un grand nom, à un ancien évêque. Je parle ici d'un personnage illustre qui a rendu les services les plus signalés à la restauration de la monarchie française, et je le rencontre dans une direction qui ne fait pressentir en rien ses heureux et puissans

efforts dans les années 1814 et 1815. Je dirai seulement, comme sans doute il le dira lui-même dans ses mémoires, qu'il prenait mal son temps pour être ministre. Mais madame de Staël s'imaginait qu'un tel choix serait agréable au parti modéré, et pourrait calmer les défiances envers le Directoire. D'un autre côté elle s'efforçait de persuader à Barras, né gentilhomme, et qui n'avait nul dédain philosophique pour un tel avantage, combien il lui convenait d'appeler autour de lui un homme d'une haute illustration. Bonaparte était aussi né dans cette caste proscrite, et qui pouvait songer maintenant à le lui reprocher? Madame de Staël rêvait à une triple alliance de Barras, de Bonaparte et de Talleyrand; et quelle gloire pour elle si elle était le génie secret dont ces trois hommes recevaient l'impulsion! Elle ne savait pas encore combien il était difficile de dominer Bonaparte et même M. de Talleyrand. Quoi qu'il en soit, Barras et bientôt après Rewbell et La Réveillère crurent devoir acheter l'appui d'une personne aussi distinguée que madame de Staël, par l'élévation de son ami. M. Benjamin Constant, autre ami de madame de Staël, avait préparé le succès de cette transaction par une brochure qui révé- 1797.

1797. lait en lui le talent de l'ironie, et dont tous les traits portaient sur le parti modéré. *

* Voici sur ce sujet un passage assez curieux et assez important des *Mémoires de Thibaudeau.* Il faut le lire avec quelque défiance, soit parce qu'un ressentiment assez vif s'y laisse sentir, soit parce qu'il arrive assez souvent que celui qui rapporte une conversation où il a figuré se réserve d'y jouer le plus beau rôle.

« La diversité des opinions, qui dans les temps calmes fait le charme de la société, et qui dans les temps de révolution la rend insupportable, m'avait un peu éloigné de madame de Staël; elle me rechercha lorsqu'elle sut que la commission à laquelle le Conseil avait renvoyé le dernier message du Directoire, m'avait nommé rapporteur. Elle m'écrivit qu'elle désirait me voir pour un service important que je pouvais lui rendre. J'allai chez elle; elle me parla d'une pétition de M. Duportail, qui avait été renvoyée à une commission dont j'étais membre. Il demandait une exception aux lois sur les émigrés. Madame de Staël prenait un vif intérêt à cette pétition; mais je m'aperçus bientôt que ce n'était là qu'un prétexte; en effet, après quelques circonlocutions, elle amena la conversation sur les dangers qui menaçaient la liberté, et me dit que j'étais l'homme qui pouvait dans ce moment rendre le plus de services à la République, et qu'elle m'engageait instamment à avoir une entrevue avec Benjamin Constant. Il y a des antipathies qu'on ne peut expliquer; j'en avais une déclarée contre lui, et je lui trouvais un ton

Le triumvirat directorial se sentait gêné pour le coup d'état révolutionnaire qu'il vou- 1797. Changement du ministère.

dogmatique et tranchant. Talleyrand m'apparaissait derrière le rideau, mettant en avant les machines. Je n'avais nulle confiance dans le républicanisme dont il faisait parade, et je me sentais un grand dégoût pour ses intrigues. Cependant, comme cette avant-garde du Directoire avait de l'esprit et du talent, et que les circonstances étaient imminentes, je pensai qu'il pourrait être utile de savoir ce qu'on voulait dans l'un des camps ennemis dont nous étions entourés; je surmontai ma répugnance, et j'acceptai un dîner chez madame de Staël avec Benjamin Constant. Il eut lieu le 26 thermidor; nous n'étions que tous trois; ils me dirent: « La majorité du Corps-Législatif est roya-« liste, il y a cent quatre-vingt-dix députés qui ont « contracté l'engagement de rétablir le prétendant « sur le trône; la majorité du Conseil des Anciens « veut transférer le Corps-Législatif à Rouen, à cause « de sa proximité du théâtre de la chouannerie, mais « le Directoire ne quittera point Paris, et il y restera « cent trente députés fidèles. Le Directoire doit être « désormais le seul point de ralliement des républi-« cains. Ce sont les attaques des royalistes qui ont « inspiré de la frayeur au Directoire, et la frayeur a « amené ces mesures hostiles. On ne peut pas dans « l'état actuel des choses attendre à l'année prochaine, « le nouveau tiers sera encore pire que le dernier « nommé; il n'y aura plus de Conventionnels, et la « contre-révolution se fera toute seule. Portalis lui-

1797. lait frapper, par quelques uns de ses propres ministres. Cochon-l'Apparent, malgré son

« même, interrogé sur la question de savoir s'il vou-
« lait l'an prochain garantir de l'échafaud le Direc-
« toire, a répondu franchement : *Non.* Le Directoire
« ne peut donc plus compter encore que sur la mino-
« rité des Conseils. S'il est obligé d'en venir à une at-
« taque, elle tournera au profit des terroristes. Pour
« éviter cette attaque, et ramener le Directoire, il
« faut donc former une majorité républicaine dans
« les Conseils ; pour celui des Cinq-Cents, cela dépend
« tout-à-fait de vous. Ralliez-vous avec vos amis à la
« minorité, à Debry, Chazal, Chénier, etc. Vous êtes
« dans une fausse position, vous donnez la majorité
« tantôt à un parti, tantôt à l'autre ; fixez cette ma-
« jorité du côté du Directoire ! »

Je leur répondis : « Je ne peux pas contester qu'il
« n'y ait un parti royaliste dans les Conseils, mais je
« suis loin de croire qu'il y soit en majorité, et vous
« ne pouvez sérieusement le penser vous-mêmes ; car
« dans ce cas comment espéreriez-vous qu'on parvînt
« à y former une majorité républicaine ? Si l'on com-
« pare nos discours actuels à ceux de 1793 ou même
« de l'an III, on trouve qu'en effet nous avons changé
« de langage. Mais les temps sont aussi changés, et
« toutes les habitudes révolutionnaires doivent céder
« peu à peu au régime constitutionnel. La nature des
« choses et l'opinion nous le commandent. Lorsque le
« Corps-Législatif s'y soumet par honneur et par de-
« voir, le Directoire s'obstine à rester stationnaire. Il

vote régicide, et malgré le piége qu'il avait fait 1797.
tendre à d'imprudens royalistes, lui était sus-

« ne veut pas avancer avec nous, et nous ne pouvons « pas reculer vers lui. C'est cette mésintelligence qui « fait toute l'importance du parti royaliste. Si le peu- « ple le craint plus que le retour de la terreur, il n'en « est pas ainsi des propriétaires. Voilà ce qui donne à « la France une couleur de royalisme, que réellement « elle n'a pas. Il faut, pour attacher la nation à la « République, qu'elle se présente avec les formes d'un « gouvernement régulier. Nous ne voulons point de « clergé, mais nous ne voulons pas persécuter les « prêtres ni tourmenter les consciences. Nous ne vou- « lons point rappeler les émigrés qui ont armé l'Eu- « rope contre leur patrie, mais nous ne voulons pas « prolonger l'injuste proscription des fabricans, ou- « vriers et cultivateurs, que la terreur a chassés des « départemens du Midi, du Rhin et de Lyon. Nous « ne nous opposons point aux victoires des armées, « mais nous désirons savoir où s'arrêteront les con- « quêtes, et nous ne pouvons consentir à la continua- « tion d'une guerre dont on n'aperçoit ni le terme ni « le but. Si nous nous traînions dans cet état de divi- « sion intestine jusqu'aux prochaines élections, il est « certain qu'elles seraient mauvaises. Mais si les hom- « mes qui sont faits pour s'entendre voulaient se « réunir de bonne foi, les royalistes seraient con- « spués. Le Directoire a tort de s'alarmer d'avance de « la sortie du dernier tiers des Conventionnels, car

1797. pect, parce qu'il avait été nommé avec éloge par le crédule la Villeurnois. Le ministre

« s'il en est beaucoup de fidèles à la République, il y « en a aussi que la haine aveugle assez sur leurs pro-« pres intérêts, pour les jeter du côté du royalisme. « J'ai plus de confiance en Portalis, Siméon, Tronçon-« Ducoudray, Emmery, etc., qu'en Henri Larivière, « Delahaye et même Boissi d'Anglas, etc. Les Con-« ventionnels ne peuvent pas toujours régner exclu-« sivement, et il faut bien se préparer à voir le gou-« vernement passer dans d'autres mains. S'il y a cent « quatre-vingt-dix députés qui ont trahi la République, « qu'on m'en donne la preuve, je me charge de les « accuser, et je m'engage à les faire arrêter séance « tenante. La peur est un mauvais conseiller, il y en a « encore plus à Clichy qu'au petit Luxembourg. Les « choses ne me paraissent pas désespérées, mais il « faut y apporter un prompt remède. Si le Directoire « veut adopter un plan de conduite concerté avec les « Constitutionnels, je lui réponds d'une immense « majorité dans les Conseils. Je ne me jetterai point « avec lui dans une nouvelle révolution, j'aime mieux « être victime de mon respect pour la constitution. « Je ne me dissimule point les dangers de ma propre « situation, cependant je la trouve la seule honorable. « Le Directoire peut décimer la représentation natio-« nale, mais il portera un coup mortel à la République « et à lui-même. »

« Mais enfin, dit madame de Staël, si la majorité

de la guerre Petiet était aussi recommandable par ses principes d'honneur et de modération que par ses talens administratifs; on portait, et à juste titre, le même jugement sur le ministre de l'intérieur Bénezech : ces deux derniers étaient honorés par la majorité des deux Conseils; jamais ils ne se fussent rendus les instrumens d'une journée de proscription; toutefois il n'était pas facile aux directeurs Barras, Rewbell et La Réveillère-Lépeaux, de renvoyer sans prétexte deux ministres dont l'un avait contribué à la conception des plans et des mesures auxquelles on devait un si merveilleux enchaînement de victoires, et dont l'autre avait sauvé Paris des horreurs d'une longue famine, en affranchissant le trésor public d'une dépense énorme et insensée. Il fallait de plus ne pas laisser soupçonner à Barthélemy et à Carnot le motif réel qui faisait vouloir cette destitution; on prétend que Barras, versé par une longue 1797.

« des Conseils transfère ses séances hors de Paris, que
« ferez-vous ?

— « Je suivrai la majorité.

— « Et si la majorité arbore le drapeau blanc ?

— « Je me réunirai aux députés fidèles.

— « Ils ne vous recevront plus.

— « Je saurai mourir. »

1797. pratique dans tous les expédiens du machiavélisme révolutionnaire, fut chargé de tromper ses deux collègues Carnot et Barthélemy; il feignit pendant plusieurs jours d'être à peu près décidé de faire pencher la balance en leur faveur. Le piége étant ainsi dressé, on proposa, dans une séance du Directoire, de passer en revue les différens ministres, et de décider au scrutin ceux qu'il conviendrait de garder ou de renvoyer. « Barras va nous donner la « majorité, se disaient tout bas Carnot et Barthé-« lemy, et nous allons éloigner les amis trop in-« times de nos deux adversaires. » Il fut procédé au scrutin avec un assentiment unanime; mais le scrutin dévoila la perfidie de Barras. Les trois ministres qui tenaient au parti modéré furent destitués à une majorité de trois voix. On éloigna également Truguet, ministre de la marine, et Charles Lacroix, ministre des affaires étrangères; Merlin fut conservé au ministère de la justice, M. de Talleyrand fut nommé ministre des affaires étrangères, le général Hoche à la guerre, François de Neufchâteau à l'intérieur, et Lenoir-Laroche à la police. Ces choix étaient habilement combinés, parce qu'aucun des nouveaux ministres n'inspirait d'alarmes, ni par son caractère ni par

ses principes ; on avait seulement à craindre 1797.
leur complaisance.

Ce bouleversement du ministère fut reçu avec beaucoup d'ombrages dans les deux Conseils. On jugeait les desseins du triumvirat: les deux Directeurs qu'on venait de tromper avaient confié leurs alarmes à leurs amis; mais on ne pouvait arrêter le Directoire dans l'usage de sa prérogative. Bientôt deux des nouveaux ministres furent remplacés à leur tour ; Lenoir-Laroche par Sotin, personnage remuant et très peu scrupuleux; Hoche ne put accepter le ministère, parce qu'il n'avait pas l'âge exigé pour le remplir. Le général Schérer, familier très dévoué de Rewbell, lui fut substitué.

A compter de ce jour, Carnot ne douta plus que sa perte ne fût jurée par ses trois collègues *.

* Carnot, dans ses mémoires, trace ici le portrait de deux de ses collègues, Barras et Réveillère. Ces deux morceaux sont écrits d'un style très vicieux; mais ils offrent quelques renseignemens qu'il m'a paru important de faire connaître :

« La haine que me portaient plusieurs membres du « Directoire, et Barras surtout, prenait sa source « dans des événemens bien antérieurs à sa formation.

« Barras était d'une faction que j'ai toujours eue « en horreur; de cette faction qui voulut d'abord

1797. Hoche et Bonaparte venaient de se lier par une correspondance très active ; l'un et l'autre

Dispositions de Hoche et de Bonaparte.

« porter d'Orléans sur le trône ; qui, n'ayant pu réus-« sir, imagina de travailler pour son propre compte, « et qui finit par se diviser elle-même en deux au-« tres, l'une Dantonienne, dominant aux Cordeliers, « l'autre Roberspierrienne, dominant aux Jacobins « et à la commune de Paris ; de cette faction enfin « qui, d'abord si contraire au système républicain, « en porta ensuite les principes jusqu'à l'exaltation, « lorsqu'elle vit qu'elle pouvait en profiter pour se « mettre elle-même à la tête de la république.

« J'étais également ennemi des Cordeliers et des Ja-« cobins, et je n'ai jamais voulu entrer ni dans l'un « ni dans l'autre de leurs repaires. J'avais la même « aversion pour Danton et pour Roberspierre ; mais, « comme membre du comité de Salut public, on me « supposait du parti de ce dernier, sans savoir peut-« être que je ne cessais dans ce comité de m'élever con-« tre sa cruauté et sa tyrannie. Barras était de la faction « Dantonienne, ainsi que la plupart de ceux qui sont « qualifiés de *Thermidoriens* par excellence ; mais qui, « le 9 thermidor, indépendamment du danger qui les « menaçait, et auquel il leur était urgent de faire face, « songeaient beaucoup moins à abattre un tyran qu'à « en venger un autre, et à rétablir la tyrannie de ce-« lui-ci dans leurs propres mains. Et quels étaient « encore ces prétendus vengeurs de l'humanité ? C'é-« taient, parmi les principaux, ces mêmes hommes « qui avaient inondé de sang les villes de Paris, de « Bordeaux et de Marseille.

montraient de communs ressentimens contre 1797.
la majorité des deux Conseils. Hoche avait

« Mon grand crime, à leurs yeux, fut d'avoir signé « l'arrestation de Danton. Cependant une chose que « bien peu de personnes savent, c'est que j'avais été « au comité de Salut public contre l'arrestation de « Danton, non que je ne regardasse ce chef de septem- « briseurs comme un homme exécrable, mais je di- « sais aux membres du comité : Sans doute vous êtes « assez puissans pour envoyer à la mort celui qu'il « vous plaira de désigner; mais si vous frayez une « fois le chemin de l'échafaud aux représentans du « peuple, nous passerons tous successivement par le « même chemin. Les signatures, ainsi que je l'ai ex- « pliqué à la Convention, ne constataient point l'opi- « nion de ceux qui les donnaient, mais seulement que « tel avait été pris par le comité; de même que les « signatures des présidens et secrétaires du Corps-Lé- « gislatif et du Directoire certifient que telle loi ou « tel arrêté a été rendu, mais non pas que ce fût de « leur avis. Ce n'étaient point des signatures de con- « fiance, comme on l'a dit, mais des signatures de « forme, prescrites par la loi.

« Tout le monde savait cela, et ceux qui me pour- « suivaient avaient mille fois donné de semblables si- « gnatures; mais on avait repris tous mes actes, soit « personnels, soit ceux que j'avais faits comme repré- « sentant dans les nombreuses missions que j'avais « remplies pendant huit mois presque sans interrup- « tion; et comme on n'avait pas pu trouver de quoi

1797. à se plaindre de violens reproches qui lui avaient été faits à la tribune sur l'administra-

« fonder la plus légère accusation, il fallut bien en « venir à m'attribuer les crimes des autres; et au lieu « de regarder comme *un acte de dévoûment ce que « j'avais fait en défendant les membres accusés du « comité*, pour arrêter le carnage des représentans « du peuple, on m'en fit un nouveau délit. Je dus « mon salut au courage de quelques hommes ver- « tueux et hors de toute suspicion, qui, osant enfin « prendre hautement ma défense, forcèrent ces bri- « gands à lâcher prise; mais ils ne firent qu'ajour- « ner leur vengeance à un temps plus favorable.

« J'avais eu le bonheur, au comité, de contribuer « à tirer la République du péril, en repoussant ses « ennemis. Ma récompense fut une affreuse persécu- « tion. Au Directoire, j'ai contribué à la retirer des « nouveaux dangers où ces mêmes scélérats, opé- « rant alors comme réacteurs, l'avaient replongée. « Ma proscription de fructidor a été mon salaire. Au « reste, je savais que les républiques étaient ingrates; « mais je ne savais pas que ceux qui se disent répu- « blicains, le fussent individuellement autant que je « l'ai éprouvé.

« Si quelqu'un a mérité d'être déporté pour avoir « donné lieu à une réaction, certes ce sont bien ces « infâmes qui, à force de poursuivre les plus purs ré- « publicains, et de confondre l'innocent avec le cou- « pable, eux qui étaient couverts de crimes, ame- « nèrent enfin la crise du 13 vendémiaire. Mais il

tion financière de son armée. Si cette administration manquait en effet de régularité, en 1797.

« leur est donné de toujours faire retomber sur leurs « adversaires la punition de leurs propres délits. « *C'est ainsi qu'après avoir séduit et égaré les Pari-* « *siens par leurs manœuvres contre-révolution-* « *naires, ils finirent par les tuer à coups de canon,* « *pour les punir de leur crédulité, lorsqu'ils virent* « *qu'eux-mêmes allaient devenir victimes de leur* « *infernale politique.* J'étais alors un être entière- « ment nul dans la République; je me réunis, le 13 « vendémiaire, au Corps-Législatif, pour périr avec « lui, s'il le fallait; mais je ne fus absolument pour « rien dans tous ces événemens.

« J'ai entendu Barras gémir plus d'une fois de ce « que l'on n'avait pas *assez tué* en vendémiaire; et « Rewbell, parfaitement de son avis, proposant, un « jour que nous étions dans une grande pénurie, de « lever sur Paris une contribution forcée de soixante « millions, dans les vingt-quatre heures. Vous voulez « donc, m'écriai-je, mettre à l'ordre du jour la ter- « reur et la mort! Je voudrais qu'elles y fussent déjà, « répondit Rewbell; je n'ai jamais eu qu'un reproche « à faire à Roberspierre, c'est d'avoir été trop doux; « et Barras répéta son mot favori, ce mot que Ger- « main lui a ensuite reproché en d'autres termes: « Nous n'en serions pas là, si l'on avait mieux châtié « les Parisiens en vendémiaire.

« Le petit Réveillère avait tellement peur du Pape, « qu'il le voyait sans cesse à sa poursuite, étendant

1797. voici la cause. Dans la pénurie du trésor public, les triumvirs conspirateurs étaient obligés de

« les doigts pour lui donner sa bénédiction. Le vicaire « de Jésus était un rival dangereux pour lui, qui vou- « lait être aussi chef de secte. Une nuit, Réveil- « lère forma le projet de devenir un grand homme. « Il ne faut point résister aux inspirations d'en haut. « Mais comment parvenir à un but si louable? Réveil- « lère imagina de se jeter parmi les théophilanthropes.

« On pouvait regarder cette route pour arriver au « temple de mémoire comme nouvelle, quoique déjà « un peu frayée; mais on sait que, quoique Newton « n'ait pas conçu la première idée de la gravitation « universelle, il n'en est pas moins regardé, avec rai- « son, comme le véritable auteur du système de l'at- « traction, parce que c'est lui qui en a trouvé les « lois et fixé les rapports.

« Réveillère donc, qui ne croit point en Dieu, et « qui passe sa vie à tourmenter les hommes, s'enrôla « parmi ceux qui se disaient les adorateurs de l'Être « Suprême et les bienfaiteurs de l'humanité; et rêvant « déjà qu'il est le fondateur d'une autre religion, un « autre Mahomet, il se met aussi à faire son Alcoran. « Cet ouvrage, pour lequel il mit son génie à la tor- « ture pendant plusieurs mois, parce qu'il n'avait pas, « comme son précurseur, un pigeon qui vînt lui bé- « queter l'oreille, donne précisément la mesure de sa « capacité. Il lut son chef-d'œuvre à l'Institut natio- « nal, qui s'abstint de rire à cause de la dignité du « personnage, et chacun se pinça pour s'empêcher de

mendier des secours auprès des généraux; 1797.
ils n'osaient d'ailleurs, sous les yeux de deux

« dormir; mais on ne s'extasia point, comme on aurait « dû le faire, sur cet écrit trop profond pour être à « la portée des membres de l'Institut. On ne lui en fit « point de complimens, et les journaux oublièrent « d'en parler. Réveillère fut piqué au vif, et c'est « particulièrement depuis cette époque qu'il devint « pointilleux, acariâtre, entrepreneur de nouvelles « révolutions; et que ne pouvant être Mahomet, il « voulut être Séide.

« Le culte catholique devint surtout l'objet de sa « colère théophilanthropique, et tous ceux qui sou-« riaient au nom de théophilanthropie, tous ceux qui « pensaient des théophilanthropes ce que Cicéron pen-« sait des aruspices, étaient regardés par La Réveil-« lère comme papimanes. J'avais le malheur de ne « point admirer les dogmes de la nouvelle secte, et « cependant je ne m'en moquais pas non plus.... Ré-« veillère, qui croit que tout ce qui n'est pas théo-« philanthrope est nécessairement catholique, et digne « d'être crucifié, voyait en moi un grand ami de la « cour de Rome. J'avais beaucoup loué Bonaparte d'a-« voir dédaigné la vaine gloire de marcher sur cette « ville, pour combattre un ennemi plus dangereux, « dont la défaite entraînait la chute de Rome et de « toute l'Italie. Le théophilanthrope voulait au con-« traire qu'on fût d'abord au Capitole chanter un « hymne sur la cendre des Gracques; et l'enlèvement « de la bonne-vierge de bois vermoulu qui était à Lo-

1797. de leurs collègues, toucher d'une manière ou clandestine ou violente à des fonds qui avaient une destination publique. Hoche, emporté soit par la fougue de son caractère, soit par son ambition, soit enfin par son inimitié personnelle contre le général Pichegru, qu'il voulait faire regarder, depuis la reprise des lignes de Weissembourg, comme l'usurpateur d'une gloire qui lui était due, Hoche n'avait que trop secondé les coupables intentions des triumvirs, et déjà la caisse de son armée avait servi aux desseins du Directoire.

« rette, lui paraissait une victoire bien plus importante que l'enlèvement des drapeaux du bataillon de Vienne.

« J'aurais renié cent fois par jour Jésus et le Pape, que je n'aurais jamais pu ôter du cerveau de Réveillère que j'étais catholique, apostolique, et surtout romain. Les grands hommes ont quelquefois des maladies morales dont il est bien difficile de les guérir. Pascal se croyait toujours plongé dans une rivière jusqu'au nombril; Réveillère se croyait toujours dans une cruche d'eau bénite. Excusons cette faiblesse en considération des mémorables services qu'il a rendus à son pays. C'est un de nos sauveurs; et chacun, en voyant cet agneau sans tache, doit s'écrier avec le prédicateur italien : *Ecco il vero Polichinello!* »

Lorsqu'à la tribune, quelques députés, occupés des finances, et bien instruits peut-être de l'intelligence de Hoche avec les triumvirs, accusèrent son administration, il se répandit en imprécations contre le club de Clichy, et tous les corps de son armée furent fidèles à servir la colère du général. L'armée vit pleuvoir des ordres du jour où le sabre usurpait tous les droits de la toge : le style de ces proclamations était excessivement militaire, et abject à force d'emportement; les menaces ne tardèrent pas à se réaliser. De concert avec le triumvirat, Hoche fit marcher vers Paris un corps de douze mille hommes (artillerie, infanterie et cavalerie) qu'il prétendait destiné à une nouvelle expédition sur l'Irlande. Le bruit de cette marche vint bientôt aux oreilles des députés; la constitution interdisait tout mouvement de troupes sur Paris dans un rayon déterminé, et elle punissait de dix années de *gêne* le général qui se permettrait un tel attentat sur l'indépendance du Corps-Législatif. Déjà le corps détaché de l'armée de Sambre-et-Meuse avait dépassé de plusieurs lieues le cercle constitutionnel : les orateurs s'exprimèrent avec un courage qui fit impression sur le Directoire.

1797.

1797. On demanda et on obtint des ordres pour changer la direction de ce corps de troupes ; mais le Directoire se vengea d'un retard que lui-même avait jugé nécessaire, par un message dont l'insolence annonçait la résolution d'engager le combat, et la certitude de vaincre. Il ne craignait pas de montrer les formidables appuis auxquels son imprévoyante et stupide colère allait recourir. Il jetait sur le bureau des Cinq-Cents un paquet de proclamations, d'adresses et d'ordres du jour envoyés des deux armées d'Italie et de Sambre-et-Meuse. La seule armée du Rhin, conduite par le général Moreau, s'était abstenue, par un honorable scrupule, de dicter ainsi ses lois à la puissance législative. « Voyez, disait la majorité « directoriale, voyez à quoi vous exposent « tant de discours violens, tant de proposi- « tions infâmes où le royalisme exhale ses « espérances et ses fureurs : voyez jusqu'à « quel point ils ont excité l'indignation des « généraux défenseurs de la République. Il « nous a fallu des efforts inouïs pour empê- « cher des éclats plus directs et plus effectifs « de cette indignation ; mais conserverons- « nous long-temps le pouvoir d'arrêter le « mouvement si noble et si unanime de nos

« triomphantes armées? Ne pourraient-elles 1797.
« pas nous reprocher comme un crime, de « voir avec indifférence ou avec pusillanimité la contre-révolution qui s'approche? « Montrez enfin par des actes vigoureux que « les contre-révolutionnaires ont en vain « placé sur vous leur espoir; sachez vous détacher des traîtres qui vous sollicitent à la « plus infâme défection, ou ne vous étonnez « pas d'événemens qu'il n'aura pas été en « notre pouvoir de détourner. »

Tel était l'esprit de ce message ou plutôt de ce manifeste de guerre.

Si le Directoire avait suspendu le mouvement du général Hoche, c'était surtout parce qu'il craignait la susceptibilité jalouse de Bonaparte, qui n'aurait pas souffert un autre arbitre des destinées de la République. Depuis long-temps le triumvirat conspirateur se traînait aux pieds du vainqueur de l'Italie, pour implorer et le secours de son bras, et celui de trois millions jugés nécessaires au mouvement prémédité. Il se rendait auprès de lui le délateur des deux Conseils, envenimait des paroles qui déjà avaient été insupportables à son orgueil ou même importunes pour sa conscience, faisait un long commentaire sur un

1977. discours du député Dumolard, qui s'était indigné à la tribune du partage des États vénitiens : enfin, il irritait la jalousie de Bonaparte contre le général Pichegru, devenu l'espoir et l'idole des royalistes.

Bonaparte, qui méditait la destruction complète de Venise, pour racheter Mantoue, s'était vivement offensé, comme je l'ai déjà dit, du soulèvement de l'opinion royaliste contre les préliminaires de Léoben; mais il était rare que chez lui la colère fît taire la politique. Si ce soldat ambitieux détestait la légitimité, il aimait la monarchie, même sous la forme la plus absolue. Il savait que plusieurs députés, plus gouvernés par la prudence que par un profond sentiment de justice, avaient blâmé la sortie de Dumolard qui les brouillait avec le moins républicain des généraux. Il entretenait une correspondance intime avec Carnot, et souriait de pitié quand les autres Directeurs donnaient à un homme chargé de tels souvenirs, le titre de royaliste.

Recommencer, après une carrière si remplie de merveilles, le rôle fâcheux qu'il avait joué à Paris à la journée du 13 vendémiaire; rappeler sur lui les malédictions de la capi-

tale; s'éloigner pour jamais des royalistes 1797.
dont il aurait un jour besoin; enfin, rendre au Directoire qu'il n'aimait pas, et qu'il avait lieu de craindre, une puissance que le mépris public abrogeait tous les jours: c'était reculer dans tous ses plans, c'était manquer le moment où il pourrait agir en dictateur pour se montrer ensuite en roi. Dans cette perplexité, Bonaparte, l'homme du monde qui aimait le moins les termes moyens, en choisit un fort peu sûr pour sa politique, et peu honorable pour son caractère. Il refusa de marcher en personne sur Paris; et, sous divers prétextes, il éluda la demande de trois millions qui lui était faite par le Directoire. Mais il envoya à sa place à Paris le général Augereau, celui qui convenait le plus aux desseins du Directoire par son incapacité politique, par sa violence soldatesque et son républicanisme ignorant: de plus, Bonaparte commit la faute d'armer le Directoire conspirateur et son lieutenant Augereau d'une proclamation qui leur assurait la victoire. Il choisit l'anniversaire du 14 juillet pour donner l'essor à sa colère contre les royalistes. Voici les propos qu'il faisait répandre dans les rangs par ses affidés, et que j'extrais de ses Mé-

1797. moires : « Quoi ! disaient-ils, ce sont ceux « qui se disent nos représentans qui se « font les panégyristes de nos ennemis ! Les « Venitiens ont versé le sang français, et, « au lieu de le venger, c'est nous encore « qu'on accuse, non de l'avoir versé, mais « d'avoir excité des vengeances ! Ignorent- « ils donc que nous sommes ici cent mille « baïonnettes, autant de témoins irrécusables ? « Ces ennemis de la République n'ont pu ni « vaincre, ni acheter notre général ; ils le « voudraient assassiner juridiquement, mais « ils ne réussiront pas : il faudrait avant tout, « pour l'atteindre, qu'ils marchassent sur nos « cadavres. »

Bientôt le général parut, et fit publier l'ordre du jour suivant : « Soldats, c'est aujourd'hui « l'anniversaire du 14 juillet. Vous voyez de- « vant vous les noms de nos compagnons d'ar- « mes morts au champ d'honneur pour la liberté « de la patrie ; ils vous ont donné l'exemple ; « vous vous devez tout entiers à la Républi- « que ; vous vous devez tout entiers au bon- « heur de trente millions de Français ; vous « vous devez tout entiers à la gloire de ce « nom, qui a reçu un nouvel éclat par vos vic- « toires. . . . .

« Soldats, je sais que vous êtes profondé- 1797.
« ment affectés des malheurs qui menacent « la patrie. Mais la patrie ne peut courir des « dangers réels. Les mêmes hommes qui l'ont « fait triompher de l'Europe coalisée, sont « là. Des montagnes nous séparent de la « France. Vous les franchiriez avec la rapi- « dité de l'aigle, s'il le fallait, pour mainte- « tenir la constitution, défendre la liberté, « protéger le gouvernement et les républi- « cains. Soldats, le gouvernement veille sur « le dépôt des lois qui lui est confié. Les « royalistes, dès l'instant qu'ils se montre- « ront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, « et jurons par les mânes des héros qui sont « morts à côté de nous pour la liberté, ju- « rons sur nos drapeaux, guerre aux enne- « mis de la République et de la constitution « de l'an III. »

Les principaux lieutenans de Bonaparte étaient trop habiles courtisans pour ne pas l'imiter dans son fougueux accès de républicanisme ; ce fut à qui foudroierait la réunion de Clichy. Bonaparte put s'apercevoir, au ton violent de ces ordres du jour, qu'ils n'avaient pas été dictés par le seul désir de lui complaire, et que plusieurs officiers se ressen-

1797. taient de quelque vieille fréquentation du club des Jacobins*. Cette fâcheuse découverte de-

* Quelque horribles qu'en soient les sentimens et le style, je crois devoir mettre sous les yeux des lecteurs deux de ces adresses au Directoire.

La vingt-neuvième demi-brigade d'infanterie légère, au Directoire exécutif.

« Citoyens Directeurs,

« De tous les animaux produits par le caprice de la nature, le plus vil est un roi, le plus lâche est un courtisan, et le pire est un prêtre.

« Quel sentiment a dû animer la 29e demi-brigade légère, lorsque son oreille a été frappée des cris de sa patrie?.... Celui d'une vengeance terrible !.... Quoi ! des scélérats marchandent, négocient, mettent à prix notre liberté !.... il faut un roi! *disent-ils.* Eh bien ! va, cours ; tu en trouveras en Allemagne et ailleurs. Tu désires un maître : nous n'en voulons d'autre que *la loi.* Si les coquins qui troublent notre chère France ne sont pas bientôt écrasés par les moyens que vous possédez, appelez l'armée d'Italie, appelez la 29e légère, elle aura bientôt, à coups de baïonnettes chassé, balayé Chouans, Anglais, etc. : tout fuira : notre victoire est certaine. Oui, citoyens Directeurs, oui, nous jurons de poursuivre ces faux frères, ces assassins, jusque dans la garde-robe de leur digne patron *George III ;* et nous finissons par vous assurer

vait lui faire comprendre l'étendue de la faute 1797.
qu'il venait de commettre contre l'intérêt de

que le club de *Clichy* subira le même sort que celui du *Rincy*. »

Suivent les signatures.

La division de Tortone répartie en Piémont, et commandée par le général Sauret, au Directoire exécutif.

« CITOYENS DIRECTEURS,

« Ils sont donc rentrés en France, ces prêtres et ces émigrés, l'opprobre de la nature et l'exécration du genre humain ! traîtres à leur patrie, fumant du sang de leurs compatriotes, ils sont rentrés, non pour expier leurs crimes, leur conscience leur dit qu'ils sont impardonnables, mais pour déchirer de nouveau, comme des frénétiques et des enragés, cette patrie qu'ils savent n'être plus la leur. Race maudite, tes projets abominables périront avec ceux qui les ont enfantés !

« Tu juras l'anéantissement de la République ; et nous, nous jurons qu'elle existera toujours. Tremblez, scélérats ! vous êtes réunis ; votre dernier jour est arrivé. Commandez, citoyens Directeurs ; l'armée d'Italie, pour couronner ses glorieux travaux, est prête à repasser les Alpes, la foudre à la main ; ils seront tous anéantis : la France sera purgée de ses plus cruels ennemis, et par ce moyen elle jouira de la paix, du bonheur et de la tranquillité. »

Suivent les signatures.

1797. son ambition, le seul qui le touchât vivement. Qu'on n'accuse point ici l'historien d'insister trop sur un projet de dictature, et de juger prématurément des projets de Bonaparte d'après ceux qu'il effectua deux ans après. C'est lui-même qui, dans les Mémoires de Sainte-Hélène, exprime, en termes positifs, les projets qui travaillaient son esprit. Voici ses propres expressions : « Napoléon se « décida à soutenir le Directoire, et à cet « effet il envoya le général Augereau à Pa« ris; mais si, contre son attente, les conjurés « l'eussent emporté, tout était disposé pour « qu'il fît son entrée dans Lyon à la tête de « quinze mille hommes, cinq jours après qu'il « aurait appris leur victoire; et de là, marchant « sur Paris, et ralliant tous les républicains, « tous les intérêts de la révolution, il eût, « comme César, passé le Rubicon à la tête du « parti populaire. »

Préparatifs du Directoire pour un coup d'état.

Dès que la proclamation de Bonaparte à ses soldats fut communiquée aux deux Conseils, les royalistes et les modérés doutèrent peu du sort funeste qui les attendait; ni les uns ni les autres ne firent un seul pas pour s'y soustraire par une honteuse capitulation. La dissolution des deux Conseils fut précédée

d'une agonie de six semaines, pendant laquelle on délibéra sur bien des remèdes, qu'on reconnaissait, au moins tout bas, soit insuffisans, soit chimériques. Le message du Directoire fut attaqué avec autant de vigueur que si l'on avait eu le pouvoir d'en châtier l'insolence. Tronçon-Ducoudray, au Conseil des Anciens, montra, dans un tableau d'une éloquente et sombre énergie, toutes les conséquences qu'aurait pour les Directeurs conjurés, pour leurs amis et pour la République, le stupide et lâche calcul de vengeance par lequel ils soumettaient les délibérations de la puissance législative aux délibérations aveugles des armées. Daus ses pressentimens prophétiques, il voyait venir une nouvelle anarchie dont un despotisme militaire ferait la clôture. Ce discours, écouté tantôt dans un profond silence, tantôt avec un assentiment courageux, rappelait aux esprits les temps de notre histoire où de graves personnages, faussement accusés et prêts à mourir, ajournaient au tribunal de Dieu les juges, les pontifes ou les rois qui venaient de porter sur eux un arrêt de mort. Dans la réunion de Clichy, Jordan, Vaublanc, Pastoret, l'Émerer ne voyaient plus qu'un moyen 1797.

1797. de salut, c'était de rendre le décret d'accusation contre les Directeurs conjurés. Ils se flattaient que ce coup hardi confondrait leur audace, déconcerterait des mesures qui n'étaient point encore tout-à-fait arrêtées, mettrait subitement sous les armes le peuple fidèle de Paris, et pourrait même prévenir l'invasion si redoutée des armées de Sambre-et-Meuse et d'Italie; les généraux craindraient une destitution, et les soldats frémiraient de s'engager dans une guerre civile. Quoique Pichegru appuyât cet avis de toute l'autorité de son nom et de son caractère, on n'osa se décider à ce périlleux remède. *Laissons au Directoire*, disait-on, *tout l'odieux de la violence*: c'était lui en laisser recueillir tous les fruits. On se contenta de s'occuper d'un projet de réorganisation de la garde nationale, dont Pichegru eût été le chef. On refusait, avec une juste défiance, tout secours d'argent aux Directeurs; mais ceux-ci ouvraient auprès de quelques banquiers des emprunts secrets, et se soumettaient avec reconnaissance à des conditions usuraires. Grâces à un tel secours, Paris se remplissait de Jacobins militaires que le Directoire lui-même avait auparavant éloignés comme des complices

de Babœuf. Augereau, nommé gouverneur 1797.
de Paris et de la dix-septième division militaire, appelait, sans beaucoup de mystère, de nouveaux régimens autour de la capitale. Ces mouvemens d'armes, défendus par la constitution, étaient-ils dénoncés à la tribune, les Directeurs se faisaient un jeu d'inventer des prétextes dérisoires ou de nier l'évidence. Ce qui les servit le mieux, ce fut la perfidie du général Augereau, qui déclara répondre, sur sa tête et sur son honneur, de la sûreté des deux Conseils. Plus on le connaissait emporté, plus on fut disposé à croire à sa franchise. Mais les illusions duraient peu. Toujours il perçait quelque chose des sombres projets du Directoire. Des avis mystérieux et trop certains étaient donnés aux députés qui avaient le plus à craindre ses ressentimens; nul ne voulut fuir avant l'événement, ni balbutier à la tribune un triste désaveu d'opinions loyales.

Les triumvirs ne voulaient point de sang cette fois. Roberspierre avait trop décrié les échafauds, pour que ceux qui ressuscitaient son despotisme pussent recourir au même genre de cruautés. Une déportation à Cayenne tran-

1797. quillisait la conscience philanthropique de La Réveillère-Lépeaux. Soumettre des hommes d'un âge avancé d'abord à une détention rigoureuse, puis à un ignominieux voyage à Rochefort, puis à une navigation assez semblable à celle d'un bâtiment négrier, puis les exposer au désert brûlant et pestilentiel de Sinnamari, puis remettre entre leurs mains des instrumens aratoires, qui sous un tel climat ne sont maniés que par les nègres, c'était pour les trois Directeurs savourer à longs traits les plaisirs de la vengeance, et se ménager encore un moyen de vanter leur modération. Avec quelle tranquillité n'apprendraient-ils pas la mort successive de leurs victimes sous un autre hémisphère! Ainsi rassurés sur les effets d'une proscription qu'ils auraient presque nommée *paternelle*, ils n'hésitaient plus à y comprendre tous ceux des députés qu'ils pouvaient craindre. Leurs deux collègues Barthélemy et Carnot figuraient en tête de la liste fatale; ni les vertus de l'un, ni les crimes politiques de l'autre ne pouvaient leur servir de rempart. Ainsi le Directoire, dans sa brutale colère, apprenait à tout factieux que les Directeurs eux-mêmes pouvaient

être décimés. Cinq Conventionnels, coupables du vote régicide, furent transformés en royalistes sous l'encre rouge des triumvirs. A l'exemple des Marc-Antoine, des Octave, des Lépide, ils se faisaient des concessions et sacrifiaient leurs anciens amis à la haine ou aux soupçons de l'un d'eux. Ni Thibaudeau, ni le ministre Cochon-l'Apparent ne trouvait grâce à leurs yeux. Leur liste ressemblait à celle de ces jugemens du tribunal révolutionnaire qui rendaient complices d'une même conspiration des hommes non seulement étrangers les uns aux autres, mais séparés par une haine cruelle. Quelle joie pour leur vengeance de procéder ensuite à la proscription de tous les écrivains qui les avaient voués soit au ridicule, soit à la haine publique; de briser quarante-deux presses de journaux, et d'envoyer à Sinnamari, sous le nom de journalistes, des hommes qui tenaient un rang honorable dans la littérature, ou qui en faisaient l'espoir. 1797.

La Réveillère-Lépeaux, lui qui, mis hors la loi après le 31 mai, aurait dû montrer le plus d'horreur pour les proscriptions arbitraires, y poussait le plus ardemment; il se croyait un grand homme d'état, parce qu'il se sentait

1797. cruel. Il ne put résister au plaisir d'annoncer les vengeances avant l'événement. Comme président du Directoire, il recevait en audience solennelle les députés de la République cisalpine; il imagina de dénoncer à ces étrangers, misérablement tributaires de la France, les Français les plus considérés par leurs talens ou leurs vertus. Le discours de ce président ressemblait à ces ordres du jour soldatesques où la majorité des deux Conseils était couverte d'outrages et d'imprécations. Ces deux Conseils avaient confié la surveillance de leurs dangers à deux commissions d'inspecteurs de la salle, et Pichegru en faisait partie. La plupart de ceux qui se croyaient menacés se rendaient à cette commission. Le nombre de ceux qui délibéraient gênait toute délibération et ne permettait plus de mesures secrètes. Il y fut souvent question, et surtout dans les derniers jours, de saisir l'offensive. On parla même, mais tout bas, de faire une attaque nocturne sur le Luxembourg; mais quels instrumens employer pour une telle expédition? quelques gardes nationaux, sans ralliement, sans armes; quelques royalistes épars. Les scrupules constitutionnels de la plupart des députés n'auraient pas même per-

mis d'appeler des Vendéens ou des Chouans comme auxiliaires. Quinze cents grenadiers, qui faisaient la garde des deux Conseils, inspiraient une trop juste défiance; le calme de Pichegru était imposant dans ces circonstances solennelles et lugubres. L'espoir de son parti ne reposait plus que sur l'autorité de son nom, et sur les grands souvenirs qu'il rappelait aux compagnons de ses victoires : il se présentait à la place d'une armée. Aussi arrivait-il le premier à la commission des inspecteurs, et s'imposait-il le plus souvent le devoir d'y passer la nuit entière. « Le Directoire, lui dit le député Thibaudeau, vous accuse de trahison. On parle « d'une correspondance avec le prince de « Condé. — Demain, répondit le général avec « la plus parfaite sérénité, je monterai à la tribune, et mes premiers mots feront tomber « cette calomnie. » C'était dans la nuit même du 17 au 18 fructidor que Pichegru tenait ce langage. 1797.

Les troupes qu'avait appelées Augereau n'étaient point encore entrées dans Paris. On prétend que Pichegru et le général Villot, son ami, insistaient encore pour marcher sur le Luxembourg; et qu'à l'aide de trois

1797. cents royalistes, ils se flattaient d'enlever les triumvirs; on ajoute que l'un des royalistes émigrés qui avaient offert le secours de leurs bras, vint avertir Barras du danger qui menaçait le Directoire, et que Barras mit à profit l'avis du traître. Un fait certain, c'est que tout était préparé au Luxembourg pour le mouvement; que les proclamations étaient imprimées, et que les troupes étaient en marche sur Paris.

Journée du 18 fructidor. 4 septembre. A quatre heures du matin, le Directoire fait tirer le canon d'alarme sur le Pont-Neuf. Huit ou dix mille hommes de troupes entrent dans Paris en criant *vive le Directoire! vive Augereau!* s'emparent de tous les postes importans, et viennent cerner les deux Conseils. Le commandant des grenadiers du Corps-Législatif, Ramel, qui dans l'affaire de la Villeurnois, avait joué un rôle fâcheux, montra dans cette occasion une honorable fidélité; il excita la troupe à résister. Mais les perfides grenadiers, presque tous vendus au Directoire, commencèrent par s'emparer de la personne de leur chef, et ouvrirent un libre passage aux troupes qui venaient saisir le général Pichegru. Pichegru se montra, et parut encore aux yeux des soldats tel qu'il

était au moment de les conduire à la victoire. 1797.
Ils reculèrent en disant : « Nous ne pouvons mettre la main sur ce grand général ». On fut obligé d'appeler un autre détachement, auquel ses officiers ne laissèrent pas le temps de la réflexion. Pichegru fut arrêté avec douze de ses collègues : Rovère, Pérée, Tupinier, Jarry, de la Métherie et Descourtils, du Conseil des Anciens; Pichegru, Villot, Delarue, Dauchy, Derumare, Fayolle et Bourdon-de-l'Oise, du Conseil des Cinq-Cents; on les conduisit au Temple.

La révolution était consommée. Paris ressemblait à une ville que l'ennemi vient de surprendre. De courageux députés firent effort pour entrer dans leur salle du conseil des Anciens et du conseil des Cinq-Cents; on fit sur eux une charge de cavalerie, et plusieurs furent arrêtés. M. Barthélemy l'avait été au Luxembourg, auprès de ses perfides collègues; Carnot avait eu le bonheur de s'échapper par une porte secrète. Les députés complices de ces indignes mesures, et ceux qui sans les connaître et sans les avouer n'étaient point regardés comme les ennemis du Directoire, avaient été invités à se réunir, par des lettres spéciales, les uns au théâtre de

1797. l'Odéon, les autres à l'École de Chirurgie, pour confirmer par un vote servile la proscription de leurs collègues. Les rues de Paris étaient tapissées de proclamations du Directoire, qui portaient en gros caractères : *La trahison du général Pichegru et de plusieurs membres des deux Conseils*. Le Directoire avait l'impudence d'annoncer que c'étaient les royalistes qui avaient engagé l'action, et que *les avant-postes du Luxembourg avaient été attaqués pendant la nuit*. Mensonge inouï, même dans les fastes de l'impudence révolutionnaire. Pour preuve de la trahison de Pichegru, le Directoire donnait des extraits obscurs et contournés de la correspondance de l'émigré d'Entragues. Pour preuve de la conspiration royaliste des deux Conseils, le Directoire livrait au public la déclaration de Duverne-du-Presle. Ainsi, c'était sur le témoignage d'un homme qui s'avouait traître, d'un homme condamné par jugement, que le Directoire accusait plus de trois cents membres des deux Conseils, quand le dénonciateur lui-même n'en nommait que deux, l'Émerer et de Mersan. Le génie de Fouquier-Thinville semblait renaître dans une accusation de ce genre. Elle était appuyée

par des canons, mèche allumée, qui couvraient 1797.
toutes les places. Les soldats amenaient des prisonniers, tels que Barbé-Marbois, Tronçon-Ducoudray, Lafond-Ladebat, dont le maintien ferme et serein paraissait leur inspirer un respect involontaire. Des généraux et des officiers, pour la plupart inconnus dans l'armée, mais signalés dans les journées révolutionnaires, couraient partout le sabre levé, et faisant montre de leur vaillance devant un peuple désarmé. Ils se livraient à leur plaisir favori de briser des presses de journaux, et se croyaient lavés par un tel exploit du ridicule ou de l'horreur que les presses avaient attaché à leurs noms.

Cependant les salles de l'Amphithéâtre de chirurgie et du théâtre de l'Odéon recevaient un assez petit nombre des députés qui avaient formé la minorité des deux Conseils. Les uns erraient, sombres et encore indécis, à travers les squelettes humains, et les autres à travers les machines théâtrales. Ils étaient confus et presque épouvantés de leur petit nombre. Plusieurs députés neutres ne s'étaient pas crus assez sûrs de n'être pas proscrits, pour venir jouer le rôle de proscripteurs. D'anciens membres

1797. du club des Jacobins, et même des officiers militaires, vinrent remplir le vide et s'asseoir sur les banquettes pour prendre part à la délibération. Mais, dans cette première journée, le Directoire ne put rien obtenir des deux Conseils mutilés, sinon une permission de faire entrer les troupes dans Paris, lorsqu'elles en avaient déjà pris possession depuis douze ou quinze heures. Le soir, les hommes de la terreur se réunirent dans les faubourgs, et vinrent offrir leur secours au Directoire. On jugea à propos d'éconduire des auxiliaires qui avaient à venger Babœuf et Roberspierre lui-même. Ils murmurèrent, et une journée de proscription les laissait mécontens. Les soldats, qu'on enivrait, osaient à peine célébrer une victoire qui ressemblait si peu à celles dont ils tiraient un légitime orgueil. Le Directoire avait passé la nuit à se concerter avec plusieurs membres de la minorité des deux Conseils. Le lendemain 19, il leur adressa le message suivant :

Le Directoire au Conseil des Cinq-Cents.

« Le 18 fructidor a dû sauver la République et vous : le peuple s'y attend. Avez-vous vu hier sa tranquillité et sa joie. *C'est*

aujourd'hui le 19 fructidor, le peuple demande où en est la République, et ce que le Corps-Législatif a fait pour la consolider. 1797.

« L'œil de la patrie est ouvert sur vous, citoyens représentans; le moment est décisif; si vous le laissez échapper, *si vous hésitez* sur les mesures à prendre, *si vous tardez une minute* à vous prononcer, c'en est fait, vous vous perdez avec la République.

« Les conspirateurs ont veillé, votre silence leur a rendu le courage et l'audace; ils renouent leurs intrigues, ils égarent l'opinion par d'infâmes libelles, les journalistes de Blankenbourg et de Londres continuent à distribuer leurs poisons. Tous ces conjurés ne dissimulent pas qu'ils comptent sur leurs intelligences jusque dans le sein du Corps-Législatif; ils parlent déjà de punir les républicains du commencement de triomphe qu'ils ont obtenu : *et l'on peut hésiter encore de purger la France du* très petit nombre de chefs connus et signalés de ces conspirateurs royaux qui n'attendent que le moment de déchirer la République, et de vous dévorer vous-mêmes! Vous êtes au bord du volcan, il va vous engloutir, vous pouvez le fermer, et vous délibérez! demain il ne sera plus temps,

1797. la moindre incertitude est la mort de la République.

« On vous parlera de principes, on cherchera les formes, on inventera des excuses, on voudra des délais, on gagnera du temps, on assassinera la constitution en ayant l'air de l'invoquer. Cette commisération qu'on implore pour certains hommes, à quoi va-t-elle vous conduire? à voir ces mêmes hommes reprendre de vos propres mains le fil de leurs trames coupables, et ramasser dans votre sein les horribles brandons de la guerre civile pour incendier la patrie. Quelle pitié mal entendue, quel sentiment funeste, quelles vues rétrécies concentreraient l'attention du Corps-Législatif sur les individus, et pourraient balancer le sort de quelques hommes avec celui de la République?

« Le Directoire exécutif s'est dévoué pour vous donner les moyens de sauver la France, mais il a dû compter que vous les saisiriez. Le Directoire exécutif a cru que vous vouliez sincèrement la liberté, la République, *et que les conséquences de ce premier principe ne devaient pas vous effrayer*. Il vous les remet sous les yeux : il est obligé de vous dire que vous êtes placés dans une circonstance unique,

et qu'on ne saurait appliquer les règles ordinaires, à moins que de vouloir se livrer à ses ennemis. 1797.

« Si les amis des rois trouvent des amis parmi vous, si les esclaves peuvent y trouver des protecteurs, si vous attendez un instant, il faut désespérer du salut de la France, fermer la constitution, et dire aux patriotes que l'heure de la royauté est sonnée dans la République. Mais si, comme n'en doute pas le Directoire exécutif, cette idée affreuse vous contriste et vous frappe, connaissez le prix du moment, soyez les libérateurs de votre pays, et fondez à jamais son bonheur et sa gloire. »

Les projets du Directoire sont renvoyés à une commission de cinq membres nommée pour arrêter des mesures de salut public, et dont Syeyès et Boulai de la Meurthe font partie. Le dernier est chargé du rapport. Après l'avoir entendu, on casse arbitrairement les élections de quarante-huit départemens, ce qui formait la majorité des élections; puis on procède à former la liste de ceux qui doivent être déportés à la Guiane. Boulai de la Meurthe et quelques autres députés parviennent à faire réduire celle qu'a proposée le Di-

1797. rectoire. Grâces à leurs soins, Thibaudeau et Doulcet Pontécoulant sont épargnés. Dix ou douze autres sont rayés, parce qu'ils ont eu le bonheur d'obtenir de leurs compatissans collègues des certificats de nullité ou d'imbécillité. L'un d'eux est affranchi du fatal voyage, parce qu'il a quatorze enfans. Dupont de Nemours est l'objet d'une vive contestation entre Tallien, qui veut se venger sur lui de plusieurs traits satiriques, et Chénier, dont madame de Staël a vivement sollicité l'intérêt pour l'ancien ami de Turgot. Enfin l'ascendant de Chénier l'emporte, Dupont est rayé; la liste est arrêtée ainsi qu'il suit :

Aubry, du Conseil des Cinq-Cents.
J. J. Aimé, dit Job Aimé, *id.*
Bayard, *id.*
Boissy-d'Anglas, *id.*
Borne, *id.*
Bourdon (de l'Oise), *id.*
Cadroi, *id.*
Coucheri, *id.*
Delahaye (de la Seine-Inférieure), *id.*
Delarue, *id.*
Doumerc, *id.*
Dumolard, *id.*
Duplantier, *id.*
Duprat, *id.*
Gibert-Desmolières, *id.*
Henry-Larivière, *id.*
Imbert-Colomès, *id.*

Camille Jordan, *id.* 1797.
Jourdan (André-Joseph, Bouches-du-Rhône), *id.*
Gau, *id.*
Lacarrière, *id.*
Lemarchand-Gomicourt, *id.*
L'Émerer, *id.*
Mersan, *id.*
Madier, *id.*
Maillard, *id.*
Noailles, *id.*
André (de la Lozère), *id.*
Mac-Curtain, *id.*
Pavie, *id.*
Pastoret, *id.*
Pichegru, *id.*
Polissart, *id.*
Praire-Montaut, *id.*
Quatremère-Quincy, *id.*
Saladin, *id.*
Siméon, *id.*
Vauvilliers, *id.*
Vienot-Vaublanc, *id.*
Villaret-Joyeuse, *id.*
Villot, *id.*
Barbé-Marbois, des Anciens.
Dumas, *id.*
Ferrant-Vaillant, *id.*
Lafond-Ladebat, *id.*
Laumont, *id.*
Muraire, *id.*
Murinais, *id.*
Paradis, *id.*
Portalis, *id.*
Rovère, *id.*
Tronçon-Ducoudray, *id.*
Blain (des Bouches-du-Rhône), des Cinq Cents.
Carnot, directeur.
Barthélemy, direct.
Brottier, ex-abbé.
La Villeurnois, ex-magistrat.
Duverne-du-Presle, *dit* Dunan.
Cochon, ex-ministre de la police.

1797. Dossonville, ex-employé à la police.
Miranda, général.
Morgan, général.
Suard, journaliste.
Mailhe, ex-Conventionnel.
Ramel, commandant des grenadiers du Corps-Législatif,

seront, sans retard, déportés dans le lieu qui sera déterminé par le Directoire exécutif;

Leurs biens seront séquestrés aussitôt après la présente loi, et main-levée ne leur en sera accordée que sur la preuve authentique de leur arrivée au lieu fixé pour leur déportation.

Le Directoire exécutif est autorisé à leur procurer provisoirement, sur leurs biens, les moyens de pourvoir à leurs secours les plus urgens.

On voit par une telle liste que le Directoire frappait en aveugle comme le fait le peuple dans son délire; mais c'était avec une cruauté plus réfléchie.

La seconde proscription fut celle des auteurs, imprimeurs, directeurs et collaborateurs de quarante-deux journaux. Comme on pouvait atteindre dix ou douze personnes pour chacun de ces journaux, on voit que cette seconde liste surpassait de beaucoup la

première en étendue. Les Conseils jugèrent à propos d'exempter de cette peine les collaborateurs des journaux. MM. de La Harpe, Fontanes, l'abbé Sicard, épargné par les assassins du 2 septembre; l'abbé de Vauxelles, écrivain ingénieux et piquant; MM. Richer de Serysy, Fiévée, Michaud, Bertin frères étaient portés sur la liste. Ils échappèrent à la déportation par la fuite. L'auteur de cette histoire fut arrêté dans la journée même du 18 fructidor; il n'était point rédacteur, mais collaborateur d'un journal; on ne l'en tint pas moins deux ans en prison : les journaux furent placés sous l'inspection de la police. 1797.

La Réveillère-Lépeaux profita de cette occasion pour assouvir sa haine contre les prêtres. On rapporta la loi qui avait permis aux prêtres déportés de rentrer en France. A un bannissement en terre étrangère on substitua la déportation à la Guiane : les précautions furent prises de manière qu'une telle déportation ne fût qu'une longue mort.

Les émigrés rentrés, et ceux même qui étaient en instance depuis long-temps pour obtenir leur radiation, furent chassés de nouveau. Ceux qui ne seraient pas sortis de France

1797. dans le délai de quinze jours, étaient condamnés à être jugés par une commission militaire, qui les ferait fusiller après avoir constaté seulement l'identité de la personne : le sang recommença de couler.

Trois membres de la Famille royale, le prince de Conti, la duchesse d'Orléans et la duchesse de Bourbon, furent bannis de France et conduits en Espagne.

Les directeurs Carnot et Barthélemy furent remplacés par Merlin de Douai et François de Neufchâteau.

Il serait trop long de rapporter toutes les autres dispositions tyranniques de la loi du 19 fructidor. Je dirai seulement qu'elle ne respectait pas plus le pouvoir judiciaire que le pouvoir législatif. On destitua la moitié des membres du tribunal de cassation; on culbuta de nouveau l'institution des jurés.

Ce qui restait du Conseil des Anciens ne se prêta qu'avec un regret manifeste à sanctionner le code barbare qui ruinait la constitution dans toutes ses bases. MM. Laussat, Lecouteux-de-Canteleu et Régnier, depuis grand-juge sous le règne de Bonaparte, réclamèrent avec force contre les proscriptions arbitraires de leurs collègues. D'après leurs

représentations, le Conseil des Anciens voulait procéder à un examen détaillé; mais le Directoire, par de nouvelles menaces, décida la majorité. 1797.

Banqueroute des deux tiers sur les rentes.

Pour que rien ne manquât à la violence et à l'opprobre de cette révolution nouvelle, le Directoire et les deux Conseils mutilés, devenus ses esclaves, eurent la stupide infamie de la sceller par la banqueroute envers les créanciers de l'État. Elle fut des deux tiers du capital, et on eut l'impudence de nommer ce qui restait *le tiers consolidé*: la même réduction eut lieu pour toutes les pensions payées par l'État. Le Directoire punissait ainsi Paris de sa tristesse au 18 fructidor, et par une lâche ironie il prétendait avoir affermi la position des rentiers, et s'être acquis des droits à leur reconnaissance. La révolution n'avait été appelée que pour prévenir la banqueroute, et voilà le résultat où elle arrivait après la dissipation de cinq ou six milliards de capital.

Projet de bannissement des nobles.

Une mesure plus odieuse encore que cette infâme banqueroute fut annoncée comme un digne complément de la journée du 19 fructidor. Il s'agissait d'une loi d'exil pour tous les nobles et anoblis, en exceptant le fort petit

1797. nombre de ceux qui remplissaient des emplois civils ou militaires dans la République, ou qui pouvaient fournir des gages éclatans de leur civisme. Leurs biens eussent été mis à la disposition du gouvernement, qui, après les avoir vendus et en avoir converti le produit en marchandises, eût bien voulu en faire parvenir une pacotille aux émigrés bannis. Ceux qui eussent refusé de partir pour la terre étrangère eussent été condamnés à la déportation au-delà des mers. Les femmes n'eussent été exceptées que sous la condition d'épouser un plébéien à la faveur du divorce : une telle loi condamnait à toutes les horreurs de l'exil et de la misère trois ou quatre cent mille individus, dont les deux tiers étaient des vieillards, des femmes et des enfans. Elle surpassait en violence les décrets les plus barbares de quelques cités de la Grèce ancienne et de l'Italie moderne, rendus dans la plus grande fureur des guerres civiles. Elle était l'ouvrage d'un homme dont on prétendait que le génie législatif surpassait celui des Lycurgue, des Solon, des Numa, autant que la civilisation moderne surpasse celle des premiers peuples : de l'abbé Syeyès. Déjà il avait pris une part très active aux proscriptions du 18 fruc-

tidor ; mais celle-ci lui appartenait tout entière. 1797.
Il avait voulu montrer combien le Directoire était au-dessous de ses idées transcendantes. M. Boulai de la Meurthe consentit à être le rapporteur de cette proposition, et peu s'en fallut qu'elle ne fût d'abord adoptée avec enthousiasme par le Conseil des Cinq-Cents ; mais Barras était noble : il sentit qu'une telle loi, même en l'exceptant, ne le laisserait pas long-temps dans le pouvoir ; des dames nobles affluaient à sa cour ; M. de Talleyrand avait tout à craindre ; Bonaparte lui-même n'eût pas été exempt d'alarmes. Madame de Staël, qui déjà avait gémi des proscriptions de la journée du 19 fructidor, fut révoltée de l'odieux projet contre les nobles. Madame Tallien usa encore une fois du pouvoir d'intercession qui lui avait fait réparer tant de maux après le 9 thermidor. Un cri général s'éleva le lendemain contre un projet qui semblait avoir été trouvé dans les cartons de l'affreux Comité de Salut public. Le rapporteur lui-même s'effraya de la proposition à laquelle il avait servi d'organe, et la commission ne proposa plus que d'ôter les droits civiques aux nobles ou anoblis avec diverses exceptions. Cette dernière mesure fut adoptée par les deux Conseils.

1797. Lettre de Moreau sur Pichegru.

Pichegru n'était point encore embarqué pour Cayenne, lorsqu'il reçut un coup plus cruel pour son cœur, que l'arrêt de sa déportation; c'était son élève, son ami; c'était Moreau qui le lui portait. Nous avons vu que ce général s'était abstenu d'imiter l'exemple de ses deux émules, Hoche et Bonaparte, et que par un louable silence il avait respecté l'indépendance et l'autorité des deux Conseils. Quelle fut la stupeur du parti frappé par la révolution nouvelle, lorsque le Directoire publia les lettres suivantes! La première était une lettre que Moreau avait écrite, le 19 fructidor, au directeur Barthélemy, dont il ignorait ou paraissait ignorer la déportation; la voici :

« J'étais décidé à ne donner aucune publication à cette correspondance, puisque, la paix étant présumable, il n'y avait plus de danger pour la République, d'autant que tout cela ne faisait preuve que contre peu de monde, puisque personne n'était nommé.

« Mais voyant à la tête des partis qui font actuellement tant de mal à notre pays, et jouissant, dans une place éminente, de la plus grande confiance, un homme très com-

promis dans cette correspondance, et destiné 1797.
à jouer un grand rôle dans le rappel du prétendant qu'elle avait pour but, j'ai cru devoir vous en instruire, pour que vous ne soyez pas dupe de son feint républicanisme, que vous puissiez faire éclairer ses démarches, et vous opposer aux coups funestes qu'il peut porter à notre pays, puisque la guerre civile ne peut être que le but de ses projets.

« Je vous avoue, citoyen Directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une telle trahison, d'autant que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait sûrement encore s'il ne m'était connu.

« Je veux parler du représentant Pichegru; il a été assez prudent pour ne rien écrire; il ne communiquait que verbalement avec ceux qui étaient chargés de la correspondance, qui faisaient part de ses projets et recevaient les réponses....

« Le grand mouvement devait s'opérer au commencement de la campagne de l'an IV. On comptait sur des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être battue, devait redemander son ancien chef, qui alors aurait agi d'après les instructions qu'il aurait reçues.

« Il a dû recevoir neuf cents louis pour le

1797. voyage qu'il fit à Paris à l'époque de sa démission; de là vint naturellement son refus de l'ambassade de Suède. Je soupçonne la famille Lajolais d'être dans cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en votre sagesse qui m'ait déterminé à vous donner cet avis : les preuves en sont plus claires que le jour; mais je doute qu'elles puissent être judiciaires.

« Je vous prie de vouloir bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi épineuse. Vous me connaissez assez pour croire combien a dû me coûter cette confidence; il n'a pas moins fallu que les dangers que courait mon pays pour vous la faire. »

Cette lettre se croisa avec une lettre du Directoire, qui appelait Moreau à Paris; il répondit le 24 :

« Je n'ai reçu que le 22, très tard, et à dix lieues de Strasbourg, votre ordre de me rendre à Paris.

« Il m'a fallu quelques heures pour préparer mon départ, assurer la tranquillité de l'armée, et faire arrêter quelques hommes compromis dans une correspondance intéressante que je vous remettrai moi-même.

« Je vous envoie ci-jointe une proclama-

tion que j'ai faite, et dont l'effet a été de convertir beaucoup d'incrédules, et je vous avoue qu'il était difficile de croire que l'homme qui avait rendu de grands services à son pays, et qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se porter à une telle infamie. 1797.

« On me croyait l'ami de Pichegru, et dès long-temps je ne l'estime plus. Vous verrez que personne n'a été plus compromis que moi, que tous les projets étaient fondés sur les revers de l'armée que je commandais : son courage a sauvé la République. »

Sa proclamation était conçue en ces termes :

« Le général en chef à l'armée de Rhin-et-Moselle.

« Je reçois à l'instant la proclamation du Directoire du 18, qui apprend à la France que Pichegru s'est rendu indigne de la confiance qu'il a long-temps inspirée à toute la République, et surtout aux armées.

« On m'a également instruit que plusieurs militaires, trop confians dans le patriotisme de ce représentant, d'après les services qu'il a rendus, doutaient de cette assertion.

« Je dois à mes frères d'armes, à mes concitoyens, de les instruire de la vérité.

1797. « Il n'est que trop vrai que Pichegru a trahi la confiance de la France entière.

« J'ai instruit un des membres du Directoire, le 17 de ce mois, qu'il m'était tombé entre les mains une correspondance avec Condé et d'autres agens du prétendant, qui ne me laisse aucun doute sur cette trahison.

« Le Directoire vient de m'appeler à Paris, et désire sûrement des renseignemens plus étendus sur cette correspondance.

« Soldats ! soyez calmes et sans inquiétude sur les événemens de l'intérieur ; croyez que le gouvernement, en comprimant les royalistes, veillera au maintien de la Constitution républicaine que vous avez juré de défendre. »

Que devait-on penser de cette lettre et de cette conduite ? Des incertitudes qui existaient alors ne sont point dissipées aujourd'hui même ; car il n'existe point de mémoires du général Moreau, ou du moins rien n'en a été encore publié. Mais un premier fait paraît certain, c'est que Moreau connaissait les funestes événemens du 18 fructidor, lorsqu'il écrivit la lettre au directeur Barthélemy, l'une des principales victimes de cette journée. Il est en effet hors de doute que le télé-

graphe avait joué sur la ligne de Paris à Strasbourg, le 18 fructidor. Comme à six heures du matin tout était consommé, Moreau avait dû tout connaître à Strasbourg vers midi, ou du moins vers le soir; il était donc impossible que sa feinte trompât un moment les Directeurs qui lui avaient fait transmettre la nouvelle. C'était le 16 floréal (4 mai) que l'on avait arrêté le chariot de l'émigré Klingin; quatre mois s'étaient donc écoulés depuis que le hasard avait procuré à Moreau une si importante révélation. Ce long silence était un crime manifeste aux yeux du Directoire et des républicains, et d'un autre côté, une révélation de ce genre était un tort cruel envers l'amitié. Le sort de Pichegru était, il est vrai, décidé, et Moreau devait le savoir. Mais combien ce sort n'était-il pas aggravé par une telle publication! Le Directoire, justifié dans ses atroces violences, ne pouvait-il pas substituer une autre peine à celle de la déportation? Il est certain que la situation de Moreau avait été l'une de celles où les devoirs contraires viennent le plus embarrasser l'esprit. Tout fait présumer qu'à cette époque, Moreau, quoique ennemi de l'anarchie et d'un régime atroce qui lui avait ravi son père, était

1797.

1797. sinon exalté, du moins sincère dans son républicanisme. Quelque amitié et quelque reconnaissance qui le liât à Pichegru, celui-ci n'avait pas dû compter sur lui pour l'exécution de ses plans monarchiques. En écoutant le cruel devoir prescrit par l'exemple des vieux républicains, et surtout par les exemples hideux des républicains nouveaux, Moreau eût sacrifié la reconnaissance et l'amitié, et se fût livré à un complet avilissement aux yeux du parti qui régnait sur l'opinion. Sa conduite, incertaine dès le premier moment, devint un déplorable exemple de faiblesse, au moment d'une catastrophe qui le forçait à se décider. Le cri universel s'éleva contre lui; et ce général, dont tout à l'heure les modestes vertus semblaient encore rehausser la gloire, tomba dans une position pire peut-être que celle de l'illustre ami dont sa faiblesse avait comblé le malheur. Nous allons voir bientôt comment son dévoûment à sa patrie, sa bravoure et son génie militaire le firent sortir de cette position.

Sort des déportés à la Guiane.

Il faut maintenant que je suive le sort des divers députés frappés par la loi du 19 fructidor. La foule des événemens qui vont s'offrir à moi ne me permettrait plus de con-

duire le lecteur sur les funestes bords du Sinnamari. 1797.

Lorsque Pichegru entra dans la prison du Temple, l'infâme délateur de ces illustres victimes, Duverne-du-Presle, fit éclater une joie atroce. Au moins ils furent affranchis du supplice d'avoir un tel compagnon de leur triste voyage. On juge bien que le traître dont le témoignage avait été si utile aux magistrats proscripteurs, quoique condamné à la déportation, ne subit point cette peine; on favorisa son évasion, et sans doute il reçut son salaire. On ne sait en quel lieu il alla cacher sa honte. Quelques uns des députés qui avaient été arrêtés dans la salle des inspecteurs, et qui n'étaient point compris dans la liste de déportation, furent mis en liberté. On fit de sévères recherches pour s'assurer de tous ceux qui avaient été condamnés à cette peine. La plupart trouvèrent des hôtes généreux qui, en leur offrant une retraite, s'associèrent à leurs dangers, ou des guides fidèles qui les conduisirent hors de leur patrie. Il fallut reprendre le chemin de l'exil; plusieurs revirent les mêmes lieux qui leur avaient servi de refuge pendant le régime de la terreur. Portalis, aveugle, fut confié aux

1797. soins d'un jeune homme qui, lui faisant éviter les postes périlleux, parvint à le conduire sur la frontière. MM. Siméon et Mathieu Dumas le rejoignirent bientôt, et s'établirent avec lui dans le Holstein. L'illustre famille danoise des Bernstorff adopta, en quelque sorte, ces proscrits, et ils goûtèrent les douceurs de l'hospitalité donnée par de belles âmes. Madame de Staël avait offert la retraite de Copet à quelques uns de ses amis, et M. Necker acquitta la dette, ou répara l'imprévoyance de sa fille. Mais quels que fussent les soins d'un homme qui vouait sa vieillesse à la bienfaisance et aux méditations, devenues trop tardives, de l'homme d'état, les proscrits eurent à se repentir d'avoir choisi la Suisse pour asile; la révolution et les fléaux de la guerre la plus inique, vinrent bientôt les y atteindre; et ils déplorèrent le sort de cette terre hospitalière, dans le même temps où ils pleuraient sur le sort de leur patrie. L'Angleterre eut, pour ces nouveaux émigrés, les mêmes égards et les mêmes soins que pour ceux qui les avaient précédés dans cette carrière de douleur. M. Camille Jordan fit paraître à Londres un mémoire éloquent où étaient réfutées toutes les calomnies du

Directoire contre ses victimes. Mais suivons 1797.
ceux qui furent les plus malheureux entre les députés *fructidorisés*. (Qu'on me pardonne de m'être servi de ce mot, il devint d'une acception familière; peu de temps après, une autre journée qui chassa du Directoire les auteurs du 18 fructidor, fit naître le mot de *prairialisé*. Si la révolution eût encore prolongé son cours, chacun des mois du nouveau calendrier eût été désigné par une proscription.)

Pichegru armait de son courage les nouveaux amis que lui donnait le malheur. On ne leur laissa passer qu'un jour dans la prison du Temple. Privés de toute communication au-dehors, ils ne purent se préparer aucune ressource pour un long voyage et pour un horrible séjour sous la zone torride. Comme on les conduisait à Rochefort, de brigade en brigade, ils se virent arrêtés d'une manière qui leur causa un profond attendrissement. C'était un messager qui avait obtenu de leur parler, et qui leur apportait une somme d'argent offerte par la veuve de l'un des savans les plus distingués du dix-huitième siècle, et de l'une des victimes les plus regrettées de la révolution. J'ai ouï dire que cette somme se mon-

1797. tait à quatre-vingt mille francs. Plusieurs reçurent à Rochefort les dons de l'amitié ou ceux de leur famille. Pendant la route, ils avaient été livrés à des persécutions de tous genres; ils n'avaient, pour tout gîte, que des prisons empestées, où ils étaient reçus par des malfaiteurs. La traversée sur mer surpassa encore les dégoûts du voyage à Rochefort. Jetés dans l'entre-pont d'une corvette, ils pouvaient à peine respirer. La plupart, exténués de fatigue, et chez qui la maladie avait usé les forces même de l'espérance, saluèrent dans la Guiane leur tombeau.

On ne leur accorda que quelques jours de repos, dans l'île et dans la ville de Cayenne. Plusieurs durent la vie aux soins qu'ils reçurent dans l'hôpital de cette ville. C'étaient des sœurs grises qui les leur prodiguaient. Ces voyageuses de la charité avaient accueilli, deux ans auparavant, dans ce même hôpital, l'effroyable Collot-d'Herbois, et ce Billaud-Varennes chez qui le crime avait peut-être encore plus de profondeur. Le premier avait déjà succombé sous ses excès. J'ai dit ailleurs quelles étaient les occupations de l'autre, dans sa farouche solitude. Pichegru était donc condam-

né à partager le sort, et peut-être à devenir 1797.
le voisin d'un homme que lui-même avait fait conduire sur ces plages, pour venger l'humanité et faire respirer sa patrie. Les proscrits apprenaient à Cayenne la fin déplorable des colons qui les avaient précédés dans ce brûlant séjour. A peine pouvait-on leur montrer quelques vieillards qui avaient survécu à une nombreuse population, qu'en 1765, le duc de Choiseul, trompé par des rapports et des agens infidèles, avait envoyée pour ranimer une colonie languissante.

Bientôt il faut partir pour l'intérieur de la Guiane, pour l'affreux Sinnamari, et la place qui leur est réservée est celle où des milliers d'hommes ont été engloutis en quelques mois. « Voilà des bêches et des râteaux, dit-on aux « déportés; que vos travaux donnent à ces « lieux la salubrité qui leur manque encore. » Quelques nègres, payés par ce qui leur reste d'or, les aident dans leurs besoins et leurs travaux; il faut construire avec eux des huttes ou se faire des hamacs. Même à ces horribles conditions, ils ne jouissent point encore de la liberté : leurs habitations sont dominées par un fort où veillent des soldats qu'on a dévoués à la contagion du climat, pour pré-

1797. venir l'évasion des déportés. Il faut tous les soirs, et quelquefois aux heures brûlantes du jour, comparaître devant le commandant. Un caporal, un soldat, est souvent le juge du degré de liberté qu'on peut leur accorder pour quelques heures. S'adressent-ils au commissaire du Directoire, pour qu'il mette un terme à tant de vexations, ils ont à supporter et les froids refus et la cruelle ironie de cet agent; car il sent quelle importance lui donne la garde de tels prisonniers. C'est à son inhumanité qu'est attachée sa fortune.

Le climat les frappe, le découragement les atteint; une fièvre lente les consume. Déjà ils ont perdu un de leurs compagnons les plus respectés : c'est Murinais, membre du Conseil des Anciens, et qui souvent avait fait entendre à l'Assemblée Constituante, des protestations courageuses. De leurs mains languissantes ils lui creusent une tombe; Tronçon-Ducoudray, qui déjà porte la mort dans son sein, s'avance au milieu de ses compagnons, pour faire l'éloge de l'homme de bien. Il avait pris pour texte ces paroles religieuses, que jamais un exilé n'entendit sans verser des larmes : *Super flumina Babylonis, illic sedimus et flevimus, donec recordaremur Sion.*

Tous les malheureux que l'orateur proscrit invitaient au courage déploraient, sans faiblesse, une mort à laquelle eux-mêmes étaient préparés, tandis que les soldats et les nègres, témoins de cette scène lamentable, éclataient en sanglots. 1797.

Bientôt Tronçon-Ducoudray expira lui-même; ses amis s'étaiént rassemblés autour de son lit de mort; il pressait chacun d'eux de ses mains mourantes; il les invitait à fuir. « Pour moi, disait-il, j'expire sans regret, « après avoir rempli tout le devoir d'un défen« seur de l'ordre et d'un ami de la patrie. Il « y a long-temps que j'ai fait connaissance avec « tout ce que le malheur peut avoir de plus af« freux, avec toutes les consolations qu'il peut « recevoir d'en-haut. J'ai vu la reine à la Con« ciergerie. » Ainsi, la pensée secrète d'avoir défendu avec courage, quoique inutilement, cette reine martyre comme son époux, adoucissait, pour Tronçon-Ducoudray, l'horreur d'une mort subie au milieu du désert.

Cependant l'amitié et ce sentiment d'admiration qu'inspire au loin un grand homme dans le malheur, veillaient sur le sort de Pichegru. On cherchait, pour lui ainsi que pour ses amis, un libérateur parmi les capitaines de

1797. bâtimens des États-Unis. Une somme considérable avait été déposée pour fournir les moyens de leur délivrance. Le capitaine Tilly, homme adroit et intrépide, se chargea de cette entreprise. Il se rendit à Cayenne, et de là parvint à entretenir une correspondance secrète avec Pichegru et la plupart des autres déportés. Quelques uns refusèrent, par différens motifs, le moyen de salut qui leur était offert; et parmi ceux-ci était M. Barbé-Marbois, dont l'âme stoïque paraissait prendre plaisir à braver un malheur extrême. Pichegru prit pour compagnons de sa fuite, son fidèle ami le général Willot, les députés Aubry, Larue, le directeur Barthélemy, le général Ramel et Dossonville. Leur huitième compagnon fut un domestique de M. Barthélemy, nommé Letellier, déporté volontaire, qui avait voulu partager le déplorable sort de son maître.

Cependant quelque inquiétude commençait à régner parmi leurs sévères gardiens. Ils furent resserrés dans le fort; le capitaine Tilly avait envoyé une pirogue pour les attendre sur le rivage; mais ce rivage, comment le regagner à travers un pays où pas un chemin n'était encore tracé? Ils parvinrent

à s'échapper du fort de Sinnamari, à l'aide 1797.
de subterfuges qu'ils avaient combinés depuis long-temps, et dont un peu d'or sans doute favorisait le succès. Ils avaient à franchir une épaisse forêt embarrassée de lianes; le travail d'écarter d'innombrables broussailles et le poids d'un jour brûlant les accablaient. Une bouteille de rhum, que le fidèle Letellier avait emportée pour son maître, servit à ranimer leurs forces; enfin ils ont franchi le rivage, ils découvrent la mer et la pirogue du salut. Leur navigation fut extrêmement pénible; rien ne les défendait de l'ardeur du soleil; ils arrivèrent enfin dans la colonie de Surinam. Le vainqueur de la Hollande fut accueilli avec intérêt, et secouru avec empressement par des colons hollandais, qui savaient combien son humanité et sa justice avaient modéré, pour leur métropole, les droits de la guerre et de la conquête : on fréta un bâtiment pour conduire les fugitifs en Angleterre; il ne fut donné qu'à six d'entre eux d'y arriver. Deux avaient péri dans la traversée, l'un était le député Aubry et l'autre Letellier, cet intrépide compagnon du malheur de son maître; l'Angleterre honora Pichegru et ses amis, et le

1797. comte d'Artois leur sut autant de gré de leurs efforts, que si la fortune les avait secondés. Pichegru jura en son cœur de se dévouer encore une fois pour rétablir les Bourbons sur le trône de leurs pères.

Mais la mort frappait toujours sur les misérables cabanes de Sinnamari. La Villeurnois qui, dans cet affreux désert ainsi que devant ses juges, avait gardé une constance inébranlable, succomba, ainsi que l'abbé Brottier, sous un air pestilentiel. Ces deux royalistes, trop imprudemment zélés, avaient, pour voisins de leur hutte, deux Conventionnels régicides, Bourdon de l'Oise et Rovère. L'un et l'autre furent aussi victimes du climat. On attribuait l'heureux changement qui s'était opéré dans l'âme de Rovère à sa femme, qui, jeune et jolie, avait contribué avec madame Tallien, aux heureuses suites de la journée du 9 thermidor. On l'avait empêchée de suivre son mari dans un exil mortel, mais elle ne voulut point renoncer à une résolution généreuse; elle sollicita, auprès des Directeurs, une permission qui la dévouait aux plus affreux dangers; elle l'obtint enfin, mais trop tard. En arrivant à Cayenne, elle eut la douleur d'apprendre que son mari n'était plus. Le

député Gilbert-Desmolières, arrêté deux mois 1797.
après le 18 fructidor, chez un ami qui lui avait donné asile, survécut peu à ses collègues. Job Aimé, qui avait été transporté à la Guiane sur un nouveau bâtiment, après une assez longue épreuve des horreurs de ce séjour, s'échappa avec Perlet, propriétaire d'un journal, et avec un prêtre nommé Parisot; le vaisseau qui les avait reçus, fit naufrage sur les côtes de l'Écosse. Parisot périt dans les flots avec une partie de l'équipage. MM. Barbé-Marbois et Lafond-Ladebat purent seuls résister à cette horrible captivité, et ce fut Bonaparte qui les tira de l'exil où ils avaient déployé les plus mâles vertus.

De mois en mois, des vaisseaux mettaient à la voile pour transporter de nouvelles victimes à Sinnamari. Ces vaisseaux étaient presque uniquement chargés de prêtres qui avaient refusé le serment de haine à la royauté, et qui avaient osé encore exercer leur saint ministère en présence des autels fort décriés de la farouche théophilanthropie. Quoique La Réveillère-Lépeaux eût pu faire, il ne comptait, pour sectateurs du nouveau culte, que des Jacobins désœuvrés; les hymnes qu'il composait, étaient chantés par des femmes

1797. qui avaient pris part aux saturnales les plus sanglantes et les plus hideuses de la révolution; leur emploi principal était de découvrir et de dénoncer des prêtres fidèles au culte catholique. La plupart des prêtres qu'on déporta étaient d'un âge avancé, et quelques uns d'un âge caduc; ils étaient destitués de tout secours; les dons de la charité leur parvenaient difficilement, et n'étaient pas toujours remis en des mains sûres. On choisit pour eux, dans la Guiane, un canton encore plus malfaisant que les bords du Sinnamari; ils n'avaient guère à se servir de la bêche qu'on remettait à leurs faibles mains, que pour creuser leur tombe. Ces nouveaux pères du désert faisaient retentir leur Thébaïde de chants religieux; leur martyre fut plus long, plus horrible peut-être, mais aussi bien sanctifié que celui de leurs frères qui avaient été massacrés dans les églises des Carmes et de Saint-Firmin. Sur trois ou quatre cents qui avaient été déportés, la journée du 18 brumaire put à peine en sauver huit ou dix.

FIN DU LIVRE CINQUIÈME.

LIVRE SIXIÈME.

État de la République après la paix de Campo-Formio. 1798.

La paix de Campo-Formio n'avait rien d'honorable pour la République française ; car elle était souillée par la vente de Venise ; et cependant ce nom de paix jetait quelque lustre passager sur le règne à la fois violent et anarchique du Directoire. « Sans la journée du « 18 fructidor, disaient les amis du gouverne-« ment, l'Autriche, qui se confiait aux efforts « des royalistes de l'intérieur, n'eût jamais « consenti à la paix ; elle l'a signée en les voyant « proscrits. » L'empereur n'avait stipulé qu'en son nom : il restait à traiter avec le Corps germanique, qui, par la cession de la rive gauche du Rhin, se voyait dépouillé de plusieurs États : les négociations allaient s'ouvrir à Rastadt ; elles seraient longues, car il s'agissait de nouveaux partages, de nouveaux démembremens. La France s'était obligeamment offerte à procurer à l'Autriche de nouvelles indemnités en Allemagne ; ce qui semblait menaçant pour la Bavière. D'abord,

1798. Bonaparte avait été nommé pour conduire ces négociations ; mais l'ennui vint le saisir dès qu'il fut arrivé à Rastadt. Le dépit, à défaut du repentir, devait se faire sentir à ce général, qui, par ses ordres du jour, avait, en quelque sorte, donné le signal du 18 fructidor. Le Directoire se montrait à lui avec un nouveau degré de puissance. Au lieu d'un pouvoir déterminé et borné, ce gouvernement, par ses attentats sur la constitution, s'était emparé d'une véritable dictature : il est vrai qu'il inspirait une haine générale, mais cette haine n'était point encore du mépris ; on tremblait de l'offenser.

Mort du général Hoche. Sept. 1797.

Des rumeurs sinistres avaient circulé sur la mort du général Hoche : cet ambitieux général, qui le premier avait tenté une agression contre les deux Conseils, se plaignait d'avoir été abandonné et joué par le Directoire. Depuis quelque temps, il était livré à un état de langueur qui donnait de sérieuses inquiétudes pour sa vie. La nouvelle des événemens de la journée du 18 fructidor lui causa d'abord la joie la plus vive, et il s'écria qu'elle suffisait pour sa guérison ; mais, peu de jours après, il parut vivement ressentir le dépit de n'avoir pas été mis à la

tête de l'armée qui avait opéré cette révolution : on prétend qu'il s'exprima sur le Directoire dans les termes les plus courroucés et les plus injurieux. Ce jeune général, qui, après de grands faits militaires, ne paraissait encore que préluder à sa gloire, mourut, le 16 septembre 1797, dans la trente-troisième année de son âge. Pendant sa maladie, il avait dit plusieurs fois qu'il mourait empoisonné, et les médecins, à l'ouverture de son corps, avaient cru reconnaître les traces du poison. Ce furent les plus fougueux révolutionnaires qui répandirent les premiers le bruit que le poison avait été versé par l'ordre du Directoire, et les royalistes ne furent pas fâchés d'avoir à imputer un crime de plus aux triumvirs qui avaient déporté Pichegru; mais cette imputation est dénuée de toute vraisemblance : la maladie de Hoche avait commencé plusieurs jours avant le 18 fructidor, et le Directoire ne voyait alors en lui que son plus ardent défenseur. 1798.

Arrivée de Bonaparte à Paris.

Cependant les soldats républicains songeaient peu à ressaisir, pour leur compte, la victoire qu'ils avaient donnée à d'insolens triumvirs : la paix les tenait isolés, et ils ser-

1798. vaient indolemment sous des magistrats révolutionnaires, qu'ils méprisaient tandis qu'ils les rendaient puissans et redoutables. Il ne restait plus pour l'ambition de Bonaparte qu'une seule chance, c'étaient les progrès de l'anarchie. Il voulut voir pourtant ce qu'il pouvait oser, ou ce qu'il devait remettre à d'autres temps, et revint de Rastadt à Paris. Il descendit dans la rue Chantereine, que l'enthousiasme public nomma bientôt *rue de la Victoire*; mais le maintien du vainqueur était composé, et l'excès de sa gloire commençait à l'inquiéter; son rôle était de jouer la simplicité républicaine; il semblait avoir laissé son sceptre en Italie. Les courtisans du Directoire affectaient de prendre Bonaparte au mot sur toutes ces apparences de désintéressement : il sortait peu, et ne s'entourait que de savans; la déportation prononcée contre trois membres de l'Institut laissait dans ce corps trois places vacantes; celle de Carnot, dans la section de mécanique, fut donnée à Bonaparte. Sa nomination parut le combler de joie : tandis qu'il rêvait au trône, vous l'eussiez cru absorbé dans les problèmes de la géométrie transcendante.

1798.

Liberté rendue à La Fayette par la paix de Campo-Formio.

Quoique Bonaparte eût provoqué la journée du 18 fructidor par une dure et funeste proclamation, il paraissait cependant voir, sinon avec horreur, du moins avec degoût, les suites monstrueuses de ce coup d'état. L'évasion de l'émigré d'Antragues, si évidemment favorisée par ce général, lui avait fait un titre auprès des royalistes les plus ardens. La liberté de La Fayette et de ses compagnons, qu'il avait obtenue par la paix de Campo-Formio, donnait quelque espérance à ces constitutionnels encore nommés Feuillans, qu'un jour il adopterait leurs principes. Le Directoire se fût bien gardé de provoquer cette liberté. M. de La Fayette était encore, aux yeux des triumvirs régicides, un royaliste dangereux. J'ai parlé d'une tentative hardie et infructueuse qui avait été faite pour ménager l'évasion de M. de La Fayette par le moyen du médecin Bolman : sa détention était un long sujet de murmures pour l'opposition anglaise. L'intérêt pour lui fut réveillé par une démarche bien digne du cœur de son épouse, modèle de toutes les vertus. Elle obtint en France un passe-port pour venir avec ses deux filles solliciter la liberté de son mari, et partager, en attendant, sa captivité. L'em-

1798. pereur François II l'avait reçue avec le plus vif intérêt ; mais il avait résisté à toutes ses instances, en lui disant avec regret : « *J'ai « les mains liées* ». Ces mots retentirent dans l'Europe, et firent penser que c'était M. Pitt qui prolongeait ainsi une détention si contraire au droit des gens, aux lois de l'hospitalité, et même aux calculs d'une saine politique. M. Fox éclata et prononça sur ce sujet, à la Chambre des Communes, un des discours les plus éloquens qui aient illustré la carrière d'un orateur en qui les Anglais voient leur Démosthène. La réponse de M. Pitt, quoique ne manquant ni d'habileté ni de force, laissait toujours à deviner quelle était la main mystérieuse et puissante qui prolongeait ainsi les tortures de M. de La Fayette et de ses trois compagnons, MM. de Latour-Maubourg, Bureaux-de-Pusy et Alexandre Lameth. On attribue aux démarches des généraux Clarke et Berthier l'intervention du vainqueur de l'Italie en faveur de ces captifs. Comme la révolution du 18 fructidor était déjà consommée, et qu'entre les victimes de cette journée se trouvaient plusieurs des amis ou des partisans de M. de La Fayette, la démarche de Bonaparte était

indépendante et hardie ; on peut la regarder 1798.
comme une des plus habiles combinaisons de sa politique : les négociateurs de l'Autriche disputèrent peu ces prisonniers d'État au vainqueur, qui les réclamait noblement comme des Français, et la paix de Campo-Formio les remit en liberté.

Il fallut bien que le Directoire accordât quelque chose à l'enthousiasme public : il fut convenu que Bonaparte recevrait au Luxembourg les honneurs d'une présentation solennelle. Ceux qui se réjouissaient le plus de cette fête étaient les parens, les amis des victimes qu'on venait de condamner aux horreurs de la Guiane ; ceux des prêtres, des émigrés, et enfin de tous les opprimés dont le 18 fructidor multipliait le nombre. On regardait Bonaparte comme ennemi des cruautés gratuites. Ses actes, encore plus que ses paroles, décelaient de l'horreur pour l'anarchie. La haine qu'inspiraient les triumvirs faisait presque désirer sa dictature. Ceux mêmes auxquels cette dictature aurait déplu, jouissaient du plaisir d'humilier la puissance en lui opposant la gloire, et de dire à des magistrats sans renommée : « Voilà « un grand homme ».

1798. Les Directeurs s'étudièrent à cacher dans tout le cours de cette fête l'inquiétude et la jalousie dont ils étaient agités. Pour satisfaire à un immense concours de spectateurs, ils avaient voulu tenir l'audience, non dans l'enceinte de leur palais, mais dans la vaste cour du Luxembourg. Un autel de la patrie y était dressé : les trophées de l'armée d'Italie le décoraient ; tout y parlait de gloire. Le Directoire avait envoyé au-devant de Bonaparte une garde d'honneur ; le guerrier l'avait refusée, et s'était avancé accompagné seulement de son aide-de-camp Marmont. Quels transports! Quelles acclamations sur son passage ! La capitale n'avait point goûté une ivresse plus vive depuis le 14 juillet 1790. Bonaparte arrive au Luxembourg : il passe sous une voûte formée de drapeaux qu'il a conquis, et voit rangés sur un amphithéâtre tous les principaux magistrats de la République. On se lève à son aspect, les cris de joie et d'admiration s'élancent.

Le ministre des relations extérieures, Talleyrand-Périgord, présenta Bonaparte au Directoire. Il y eut dans l'assemblée un de ces mouvemens subits où tous les yeux s'interrogent, où toutes les âmes veulent se devi-

ner, lorsque Talleyrand prononça ces paroles mémorables, dont les événemens ultérieurs ont développé le sens profond : 1798.

« Ah! loin de redouter ce qu'on voudrait « appeler son ambition, je sens qu'il nous fau- « dra peut-être le solliciter un jour pour l'ar- « racher aux douceurs de sa studieuse retraite. « La France entière sera libre : peut-être lui « ne le sera jamais. »

De telles paroles avaient encore redoublé l'impatience d'entendre Bonaparte. Voici son discours, antérieur de dix-huit mois au 18 brumaire. Je ne sais si c'est la raison ou l'imagination qui m'y fait découvrir un sens précurseur de cette journée.

« Citoyens Directeurs,

« Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre.

« Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre.

« La Constitution de l'an III, et vous, avez triomphé de tous ces obstacles.

« La féodalité et le royalisme ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix que vous venez de con-

1798. clure date l'ère des gouvernemens représentatifs.

« Vous êtes parvenus à organiser la grande nation, dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites.

« Vous avez fait plus :

« Les deux plus belles parties de l'Europe, jadis si célèbres par les arts, les sciences et les grands hommes dont elles furent le berceau, voient, avec les plus grandes espérances, le génie de la liberté sortir des tombeaux de leurs ancêtres.

« Ce sont deux piédestaux sur lesquels les destinées vont placer deux puissantes nations.

« J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à Campo-Formio, et ratifié par S. M. l'Empereur.

« La paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la République.

« Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Barras présidait le Directoire; il répondit à Bonaparte; il parla avec beaucoup d'étendue et de chaleur, d'un événement sur lequel celui-ci avait gardé le silence, le 18 fructidor.

Il célébra les exploits du général de l'armée 1798.
d'Italie avec ce faste de mots mal assortis qui faisait encore l'éloquence du jour. Toute la politique du Directoire, et ses véritables sentimens à l'égard d'un général qui devait l'importuner de l'éclat de ses triomphes se découvrirent dans l'invitation que lui fit le directeur Barras d'aller planter à Londres l'étendard tricolore. Voici enquels termes il s'exprima sur ce sujet :

« Enfin, couronnez, citoyen général, une si belle vie par une conquête que la grande nation doit à sa dignité outragée. Allez, par le châtiment du cabinet de Londres, effrayer les gouvernemens insensés qui tenteraient encore de méconnaître la puissance d'un peuple libre. Votre cœur est le temple de l'honneur républicain ; c'est à ce puissant génie qui vous embrase que le Directoire confie cette auguste entreprise. Que les vainqueurs du Pô, du Rhin et du Tibre, marchent sur vos pas : l'Océan sera fier de les porter ; c'est un esclave indompté qui rougit de ses chaînes ; il invoque, en mugissant, le courroux de la terre contre le tyran oppresseur de ses flots ; il combattra pour vous : c'est à l'homme libre que les élémens sont soumis. Pompée ne dédaigna pas

1798. d'écraser les pirates; plus grand que ce Romain, allez enchaîner ce gigantesque forban qui pèse sur les mers; allez punir dans Londres des outrages trop long-temps impunis. De nombreux adorateurs de la liberté vous attendent; vous êtes le libérateur que l'humanité outragée appelle par ses cris plaintifs.

« A peine l'étendard tricolore flottera-t-il sur ces bords ensanglantés, qu'un cri unanime de bénédictions annoncera votre présence; et apercevant l'aurore du bonheur, cette nation généreuse vous accueillera comme des libérateurs qui viennent, non pour la combattre et l'asservir, mais pour mettre un terme à ses maux. Vous ne trouverez d'ennemi que le crime : le crime seul soutient ce gouvernement perfide; terrassez-le, et que bientôt sa chute apprenne au monde que si le peuple français est le bienfaiteur de l'Europe, il est aussi le vengeur des droits des nations. »

On voit, par ce discours, que le Directoire cachait, sous ces tributs d'admiration, sous ces flots d'encens, la pensée d'un brillant ostracisme. Le projet d'une descente en Angleterre n'avait jamais été agité sérieusement; on en faisait un prétexte pour couvrir une expédition sur l'Égypte. Les Directeurs ai-

maient mieux Bonaparte relégué dans les sables de la Lybie, que Bonaparte séparé seulement de la France par un détroit, et ajoutant peut-être de nouvelles palmes à l'éclat de ses triomphes. 1798.

Bonaparte jouit, sans savoir en user, de l'enthousiasme qu'il inspirait au public et aux soldats, et trompa l'espoir de ceux qui s'étaient dit, le matin : « Il entre aujourd'hui « au Luxembourg ; c'est sans doute pour pren- « dre possession de ce palais. » Il resta encore près de trois mois à Paris, ou n'en sortit que pour des voyages sur les côtes de l'Océan, qui paraissaient avoir pour objet la descente simulée en Angleterre. L'expédition d'Égypte amusait son imagination ; et s'il différait le moment de s'emparer d'un trône en France, c'était pour en chercher un dans l'Orient. Il voulait encore faire l'Alexandre, avant de jouer, dans la République de France, le rôle de César.

Une anecdote va montrer qu'il était alors médiocrement habile à grossir le nombre de ses amis. Il mécontenta, par un mot dur, madame de Staël, qu'on pouvait compter, à raison du moins de son talent, comme une des puissances du jour. J'ai déjà dit que cette

1798. dame, le lendemain même du 18 fructidor, avait elle-même ruiné son crédit, en reprochant aux Directeurs la cruauté de leurs proscriptions, et en leur arrachant quelques victimes. Elle se trouvait à une fête très-élégante que donnait à Bonaparte le ministre Talleyrand. En lui témoignant son éloquente admiration, elle devait ajouter beaucoup pour lui aux plaisirs de cette fête. Bonaparte reçut, avec assez de froideur, un hommage qui n'était point à dédaigner, même pour son ambition. Madame de Staël, sans se déconcerter, lui fit une question où la vanité peut-être se faisait sentir. Elle lui demanda quelle était la femme qu'il préférait, soit dans les temps anciens, soit dans les temps modernes, et même contemporains. Bonaparte, cédant au plaisir de frustrer cette dame du tribut qu'elle attendait en retour de ses éloges passionnés, lui répondit : « Madame, c'est celle qui a eu le plus « d'enfans. » On ne pouvait esquiver une galanterie avec plus de rudesse et moins d'esprit.

Le Directoire pressait, avec une extrême activité, l'armement de la flotte qui devait cingler vers l'Égypte. Déjà pourtant les événemens politiques se déployaient de manière

à montrer combien cette diversion serait fâcheuse pour l'intérieur. Tout était culbuté dans l'Italie ; le Directoire y exerçait, avec autant de violence que d'ineptie, son prosélytisme révolutionnaire, et il écrasait sous un même joug ceux des Italiens qui essayaient de lui complaire et ceux qui osaient lui résister. Le pape était indignement chassé de son trône électif. Le moment approchait où le roi de Sardaigne allait expier, par un exil, la fatale condescendance de son père envers la République française. Naples s'armait, en cédant à la loi de la nécessité. L'armée française, en Italie, se livrait à une fougueuse indiscipline, et ne pouvait plus supporter la cupidité qu'elle reprochait à ses chefs. 1798.

Déjà le Directoire préludait à l'un des crimes les plus atroces et les plus extravagans de sa politique extérieure : une invasion de la Suisse était commencée. Des négociations qui avaient été ouvertes à Lille, sur la demande de l'Angleterre elle-même, et où avait encore une fois figuré le lord Malmesbury, avaient été rompues avec un grand éclat d'indignation ; tout faisait pressentir de nouveaux efforts d'une puissance dont le pavillon dominait sur toutes les mers, et dont l'or dominait

1798. sur toutes les cours. On s'était depuis longtemps tranquillisé sur les menaces fastueuses de l'impératrice de Russie; et l'immobilité constante des armées qu'elle avait tant de fois promises à la coalition, n'était plus qu'un sujet de risée pour les républicains.

La Sémiramis du Nord mourut le 9 novembre 1796, en laissant l'univers étonné d'un règne ouvert par un crime, et continué avec un singulier mélange de calme et de gloire, d'artifice et de grandeur, de vues bienfaisantes et de voluptés scandaleuses. Les révolutionnaires français pouvaient tout craindre du caractère emporté, absolu, mais sincère et chevaleresque, de son fils Paul Ier, qui venait de monter sur le trône. La cour de Vienne elle-même, orgueilleuse du traité de Campo-Formio, qui, après tant de défaites, lui livrait des dépouilles inespérées, compatissait tout haut aux malheurs du pape, et même à ceux de la Suisse. Le général Bernadotte, ambassadeur de France auprès de cette cour, avait été insulté à Vienne, et jusque dans son propre palais; les négociations de Rastadt avec le corps Germanique, se traînaient avec une insupportable lenteur. Chacun voyait venir le moment où la fortune se

lasserait de consacrer les combinaisons absurdes et violentes des cruels auteurs du 18 fructidor. Dans l'intérieur, le gouvernement montrait des signes de caducité qui n'auraient pas dû échapper aux regards pénétrans de Bonaparte. Tandis que le Directoire entassait des prêtres sur des bâtimens destinés à peupler les tombeaux de Sinnamari, tandis qu'il faisait fusiller, dans la plaine de Grenelle, des émigrés auxquels une commission militaire s'était contentée de demander leur nom, la vengeance éclatait dans le Midi par de nouveaux assassinats. La guerre civile, sous le nom de *chouannerie*, renaissait plus terrible dans les départemens de l'Ouest. De valeureux royalistes, tels que Scépeaux, Châtillon, Bourmont, Georges Cadoudal, et Frotté, donnaient aux bandes bretonnes une impulsion aussi ardente que soutenue. En même temps, le Directoire avait à se défendre contre une autre espèce d'ennemis, qui menaçaient de plus près sa puissance : c'étaient les Jacobins, qui ne cessaient de s'élever contre des crimes incomplets, et regardaient comme stupide le régime d'une demi-terreur dont ils n'étaient pas les ministres. Leurs propos étaient si audacieux, leurs écrits si violens, que le Direc- 1798.

1798. toire se vit obligé de sévir quelquefois contre eux. Mais voici les proportions qu'il observait dans ce système, qui fut nommé la bascule politique : chaque fois qu'il était question d'arrêter un terroriste furieux, on commençait par arrêter vingt ou trente royalistes. La constitution n'était plus qu'un cadavre, que les Directeurs soulevaient quelquefois pour le laisser bientôt retomber. Ils vivaient sans amis, mais non sans créatures; ils exploitaient à leur gré la législation révolutionnaire, et prouvaient, par leurs subtilités, combien est odieux le glaive des tyrans remis à des légistes.

Le mois d'avril amenait, pour les deux Conseils, des élections nouvelles; les Directeurs redoublèrent de précautions. Dans de telles circonstances, diriger vers Alexandrie les derniers débris de notre puissance maritime, se priver de vingt-huit mille hommes, l'élite des troupes républicaines, et d'un général qui semblait avoir fait un pacte avec la victoire, c'était, de la part des Directeurs, un degré d'imprudence qui dénotait l'excès de ses alarmes jalouses.

Considérons maintenant les déplorables révolutions de l'Italie et celle de la Suisse.

Le Directoire n'avait point pardonné à Bonaparte de lui avoir ravi, par le traité de Tolentino, la conquête de Rome. Cependant il lui avait donné un signe hypocrite de déférence, en nommant son frère Joseph Bonaparte, ambassadeur auprès du Saint-Père. Ce choix avait paru agréable à Pie VI. Le frère aîné du général n'annonçait aucune fougue révolutionnaire; il n'aimait des grands emplois, comme depuis il n'aima du trône, que les pompes et surtout les plaisirs. En respectant un pontife et un souverain malheureux, dont la voix était encore puissante sur le cœur des fidèles, il suivait les instructions ou généreuses ou ambitieuses de son frère; mais le Directoire lui avait donné deux bouillans acolytes dans les généraux Sherlock et Duphot. Ce dernier venait de montrer, à Gênes, combien le jeu des révolutions plaisait à son esprit ardent. Ces deux généraux s'entouraient de tous les républicains que les malheurs publics faisaient éclore. Les artistes de l'école française, qui déjà, dans les troubles précédens de Rome, n'avaient que trop signalé la pétulance révolutionnaire, secondaient les projets des deux généraux, et ne cessaient d'appeler le peuple de Rome à une

1798. Révolution de Rome; captivité du pape.

1798. liberté qu'eux-mêmes ne comprenaient guère mieux que ceux auxquels ils s'adressaient. Ces manœuvres renouvelaient les alarmes de Pie VI et de son ministre, le cardinal Pamphili Doria. La licence des écrits et des paroles devenait intolérable dans Rome. Des émissaires de la République cisalpine inondaient cette capitale et les villes voisines; le pape prévit des soulèvemens, et voulut encore une fois donner un chef imposant à ses faibles troupes. Le général autrichien Provera, dont nous avons vu les exploits et les malheurs, fut appelé à la défense du Saint-Père. Ce choix parut suspect aux Directeurs. Dès ce moment, les procédés de l'ambassadeur changèrent, et prirent un caractère de menace. Son palais ne cessa plus de s'ouvrir aux factieux et de retentir des cris de *vive la liberté!* Il s'y joignait mille outrages, mille imprécations contre le gouvernement des prêtres; la langue italienne se souillait de tous ces quolibets hideusement impies dont nos oreilles avaient été si longtemps affligées; presque tous les Romains s'indignaient. Un régiment de dragons avait été envoyé pour surveiller les mouvemens du palais de l'ambassadeur de France. On lui avait donné ordre de s'opposer à toute irrup-

tion qui serait faite de ce palais pour porter 1798.
la révolte dans Rome. Les dragons, rangés autour du palais de France, se continrent tant que les séditieux n'en franchirent pas l'enceinte. Ils leur avaient dit plusieurs fois : « Ne sortez pas, car nos ordres sont de vous repousser. » Il déplut au général Duphot de céder à une défense faite au nom du Saint-Père. L'attroupement sortit sous ses ordres, et tout armé; alors les dragons chargèrent avec intrépidité les rebelles, et le général Duphot tomba leur première victime. Il ne survécut que quelques instans à ses blessures. Plusieurs factieux périrent auprès de lui; les autres rentrèrent avec effroi dans le palais. Les dragons, emportés par une fatale ardeur de vengeance, les y poursuivirent, et les cours furent jonchées de morts et de blessés. Tandis que les soldats se réjouissent de leur victoire, le malheureux pontife en voit et en déplore les terribles résultats. Il sait que Duphot devait épouser, sous peu de jours, une des sœurs de Bonaparte. Quelle sera la fureur du général, auquel il doit tout ce qui lui reste de puissance, en apprenant la mort de l'un de ses plus chers compagnons d'armes! Le Saint-Père s'occupe d'abord de veiller à la sûreté

1798. de l'ambassadeur, qui tremble maintenant dans ce palais, d'où la révolte tout à l'heure allait sortir. Joseph Bonaparte est à peine rassuré sur ses périls, qu'il songe à la vengeance. En vain le cardinal-ministre et le Saint-Père lui-même cherchent à le désarmer par tous les genres d'excuses et de soumissions; il sort de Rome, la menace à la bouche; il vient rapidement à Paris irriter les ressentimens de son frère et du Directoire. On ne manqua pas de répéter toutes les imprécations que la Convention avait lancées en apprenant la mort de Basseville. Le plus saint des pasteurs ne fut plus représenté que comme un chef de meurtriers. La révolution ne reconnaissait nulle part le droit de résistance. Le courroux allumé par la mort de Basseville s'était perdu dans d'horribles et inutiles menaces, puisque l'armée française n'avait point encore franchi les Alpes; maintenant elle occupait le centre de l'Italie. La Réveillère-Lépeaux saisit, avec autant de rage que de joie, l'occasion de porter un coup mortel à la religion chrétienne, dans la personne du successeur de saint Pierre. Plus de traité, plus de respect pour l'âge, le malheur, les vertus les plus pures, il faut marcher sur

Rome. C'est au général Berthier que le Directoire a confié sa vengeance ; ami de Bonaparte, et plus sincèrement attaché que lui peut-être à des principes de modération, Berthier ne peut réussir qu'à empêcher l'effusion du sang ; les troupes se déploient sur les hauteurs de Rome, et ce sont celles qui reviennent des champs d'Arcole et de Rivoli. Berthier a la puissance de les contenir pendant un jour, et d'arrêter une irruption subite, qui pouvait renouveler toutes les horreurs du sac de Rome par les soldats du connétable de Bourbon. Les Français contemplent avec admiration ces palais, ces grands monumens, où demain ils doivent régner en maîtres. Le ministre espagnol Azara vient encore une fois se présenter en médiateur ; mais qu'obtient-il ? pas la moindre garantie pour le Saint-Père et son gouvernement. Il est convenu que les Français occuperont le château Saint-Ange, et le pape est obligé de licencier ses troupes fidèles ; il est à la merci des délégués du chef des théophilanthropes. On a choisi, pour déposséder l'auguste vieillard, le vingt-troisième anniversaire de son exaltation au pontificat. 1798.

Le 15 février, Rome s'éveille en tremblant au cri de *liberté !* La crainte a d'a-

1798. bord commandé le plus vif enthousiasme ; le plaisir d'un grand changement et d'un spectacle nouveau y prête bientôt quelque vérité ; les Romains se croient rajeunis de deux mille ans ; il ne leur en coûte que d'arborer une cocarde tricolore, que de planter les arbres de la liberté, pour se croire non seulement les fils, mais les égaux des Publicola et des Brutus ; leurs chefs les conduisent vers l'antique Forum, et leur annoncent la délibération la plus auguste. Le silence prescrit et obtenu, l'un d'eux demande, d'un ton solennel : Est-ce la volonté du peuple romain d'être libre ? Vingt mille voix répondent : Oui ; la demande est encore répétée, et obtient le même assentiment. Alors, cinq notaires s'avancent et rédigent l'acte par lequel le peuple romain rentre dans tous les droits de l'homme, se déclare libre et souverain, renonce au gouvernement du pape, et prétend vivre et mourir libre. Cependant ceux des Romains qui portaient au fond de leur cœur quelque sentiment et d'indépendance et d'orgueil national, versaient des larmes, en abjurant des lois douces et respectées qui allaient faire place à des lois de sang et de pillage. Ces larmes étaient interprétées comme celles de

la joie. Un assaisonnement nécessaire à cette fête, c'étaient des blasphèmes contre le pape, les prêtres, et la religion elle-même. La crainte fit à Rome, comme elle avait fait parmi nous, des fanfarons d'incrédulité; on fit quelques apprentissages de sacrilége, et le cœur du Saint-Père fut percé par les cris d'une impiété factice et forcée, qu'il entendait du haut du Vatican désert; puis on suivit Berthier au Capitole. Ce militaire, peu fait pour de pareilles saturnales, affectait en vain l'air de la joie et du triomphe; la gêne perçait dans ses mouvemens, dans ses discours; il savait trop à quel prix le Directoire vendait la liberté. Le lendemain commença le pillage régulier et continuel de toutes les églises, et bientôt de tous les palais de la grande métropole de la chrétienté. Comme le pape, suivant la fiction de la veille, avait été dépossédé du pouvoir souverain, sa garde suisse fut relevée par une garde française; le général Cervoni vint le sommer de renoncer à son autorité temporelle, et de se contenter du pouvoir spirituel. Pie VI répondit : 1798.

« Je tiens mon autorité temporelle de « Dieu, et de la libre volonté des hommes, « je ne puis, ni ne veux y renoncer; j'ai quatre-

1798. « vingts ans; vous pouvez me faire beaucoup « de mal; mais vous ne pouvez m'en faire « bien long-temps encore. Je suis préparé à « toutes les disgrâces. Pontife suprême, je « veux, autant qu'il dépendra de moi, mou- « rir dans l'exercice de tous mes pouvoirs. « Employez la force; elle est en vos mains; « mais apprenez que si vous êtes maîtres de « mon corps, vous ne l'êtes point de mon « âme. Libre, dans la région où elle s'est pla- « cée, elle ne craint rien des événemens d'ici- « bas. Je touche au seuil d'une autre vie; là, « je serai à l'abri de la violence et de l'im- « piété. »

Bientôt le Saint-Père fut puni de son noble refus; on l'arrache à son trône, à l'autel; on veut bien lui accorder encore un asile en Toscane; mais on ne l'en laissera pas jouir long-temps. Des dragons français le conduisent et semblent fiers de leur inhumanité; cependant le peuple accourt de toutes parts, pour voir encore une fois, pour vénérer l'auguste pontife; ni les années ni les souffrances n'ôtaient rien à la dignité ni même à la beauté de ses traits.

Ses malheurs ont rehaussé pour lui l'éclat de la tiare. On se précipite aux genoux d'un

souverain dépouillé, et l'on regarde comme 1798.
un inexprimable bonheur de recevoir la bénédiction d'un captif.

Le grand-duc de Toscane, dans ses sentimens nobles et religieux, s'applaudissait de pouvoir consoler un tel hôte, mais Pie VI fuit la cour; il ne lui faut qu'une retraite pieuse dans laquelle il pourra remercier le ciel de toutes les rigueurs qui éprouvent son vieil âge. Il a choisi le couvent des Augustins de Sienne. De cet asile, il gouverne encore l'Église, et fortifie par ses instructions comme par ses exemples tous les prêtres qui souffrent comme lui; mais le Saint-Père était bien éloigné d'être arrivé encore au terme de son douloureux pélerinage. Un jour, tandis qu'il faisait sa prière dans un endroit écarté du jardin, un affreux tremblement de terre ébranle les voûtes du couvent, fend les murailles, et fait écrouler presque tout l'édifice. Obligé de choisir une autre retraite, il part pour la Chartreuse de Florence, et vient partager les austérités des fils de saint Bruno. Souvent le grand duc, encore souverain pour quelques jours, vient visiter le souverain captif, et celui-ci le fortifie d'avance contre un malheur pareil au sien; Ferdinand s'y prépare avec plus d'assurance.

1798. Le Directoire, offensé des pieux égards que ce prince montre pour le Saint-Père, lui ordonne de le faire partir pour la Sardaigne; Ferdinand s'honore et provoque sa chute par un refus. Bientôt la Chartreuse de Florence reçoit encore un souverain banni de ses États; c'est le roi de Sardaigne qu'accompagne dans sa fuite Clotilde sa digne épouse, sœur de madame Élisabeth dont elle perpétue l'image sur la terre. On laissait à ces deux époux l'île de Sardaigne pour unique partage. Clotilde supplie le Saint-Père, dans les termes les plus touchans, de venir avec eux partager cette retraite. Le Saint-Père est près de les suivre, mais maintenant c'est le Directoire qui s'oppose à leurs vœux. On a vu des vaisseaux anglais s'approcher du port de Livourne, et on leur suppose, non sans fondement, la noble pensée de délivrer le pape de ses cruels ravisseurs. Un tel honneur, s'il eût été réservé à un peuple séparé de l'Église, eût fait oublier à la chrétienté et ses malheurs présens et ses discordes de trois siècles. Les Russes, sous la conduite de Souwarow, furent sur le point d'accomplir le vœu formé par les Anglais; mais le Directoire voulut prévenir leurs efforts libérateurs. Le pape était encore trop puissant

à leurs yeux dans la Chartreuse de Florence. 1798.
Ne le voyait-on pas jusque dans les fers défendre encore aux prêtres de prêter le serment de *haine à la royauté*, publier des brefs où respirait une éloquence digne de ses malheurs et de sa sainteté ?

Arrivée en France de Pie VI, prisonnier.

Le Directoire ne vit plus pour Pie VI de prisons assez sûres que dans la France ; il faut partir, il faut qu'un vieillard octogénaire, conduit de brigade en brigade, dans les gîtes souvent les plus incommodes, traverse les Apennins et les Alpes *. Dans toutes

* Voici le tableau des cruelles migrations de Pie VI, depuis Rome jusqu'à Valence :

Enlevé de Rome le 20 février (mardi gras) 1798, et conduit à Monterosi ;

Le 21 à Viterbe ;

Le 22 à San-Lorenzo-Nuovo, village bâti par les soins de Pie VI ;

Le 23 à Ridecofani ;

Le 24 à San-Quirico ;

Le 25 à Sienne, où il resta jusqu'au 25 mai 1798, c'est-à-dire trois mois ;

Le 25 mai, transporté au château des seigneurs Gallerani, puis à celui des seigneurs Sergardi, où il séjourna jusqu'au 2 juin ;

Le 2 juin conduit à San-Cassiano, près de Florence, au monastère des Chartreux, où il fit une station de neuf mois vingt-cinq jours, jusqu'au 27 mars 1799 ;

1798. les villes où l'on craint le plus la piété des fidèles, on le fait arriver de nuit. Cet horrible voyage fut extrêmement prolongé, parce que souvent on rebroussait chemin à cause des partis russes ou autrichiens qui déjà s'avançaient au-delà du Pô. C'est sur un brancard grossier et soutenu par des sangles, qu'on lui fait descendre des monts escarpés: rien n'altère sa sérénité. Sans doute il avait craint de trouver en France le genre de supplice le plus cruel pour son cœur, le spectacle des débordemens de l'impiété; mais

Le 27 mars 1799, on le traîne pendant la nuit aux Maschères;
Le 28 mars à Scaria-l'Asino; le 29, jour de repos;
Le 30 à Bologne;
Le 31 à Modène;
Le 1er avril à Parme jusqu'au 13 du même mois;
Le 13 à Borgo San-Donnino;
Le 14 à Plaisance jusqu'au 16;
Le 16 à Castello San-Giovanni;
Le 17 à Voghera;
Le 18 à Tortone;
Le 19 à Alexandrie jusqu'au 21;
Le 21 à Casal de Mont-Ferrat;
Le 22 à Crescentina;
Le 23 à la citadelle de Turin jusqu'au 25;
Le 25 à Suze jusqu'au 27;
Le 27 à Oulx, dernière bourgade du Piémont du

c'est ici que l'attend une consolation, une joie inespérée. A peine a-t-il passé la citadelle de Briançon, où on l'a tenu quelques jours enfermé, que les flots de fidèles viennent de toutes parts donner à la marche du captif l'aspect d'une marche triomphale. C'est tout un peuple à genoux qui lui demande sa bénédiction; il entend des paroles pleines de ferveur, et surtout de repentir. Il voit que son martyre vient achever en France ce qu'a commencé le martyre de Louis XVI, 1798.

côté de la frontière de France; Pie VI y reste jusqu'au 30;

Le 30 il est conduit en France, à Briançon, où il séjourne jusqu'au 27 juin;

Le 27 juin conduit à Saint-Crépin;

Le 28 à Savine;

Le 29 à Gap jusqu'au 2 juillet;

Le 2 juillet à Corps;

Le 3 à Lamure jusqu'au 5;

Le 5 à Vizille;

Le 6 à Grenoble jusqu'au 10 juillet;

Le 10 à Tullins;

Le 11 à Saint-Marcellin jusqu'au 13;

Le 13 à Romans;

Le 14 juillet 1799 à Valence, où, après un séjour de quarante-cinq jours, suivi d'une maladie de dix jours, il mourut dans la nuit du 28 au 29 août 1799.

1798. et il répète avec attendrissement ces paroles du Seigneur : *En vérité, je vous le dis, je n'ai pas trouvé autant de foi dans Israël.* Les villes ne démentaient point l'exemple des campagnes : Gap, Vizille et Grenoble même, d'où était parti le premier signal de la révolution, se distinguèrent par une piété courageuse. Il y eut même des délégués du Directoire qui montrèrent les plus nobles égards pour le Saint-Père. Les soldats s'étonnaient de la puissance mystérieuse d'un prisonnier devant lequel s'inclinaient des milliers d'hommes, et ne sachant comment réprimer ces transports, finissaient souvent par les partager. Le Directoire s'était vengé en éloignant du Saint-Père tous ceux des amis et des courageux serviteurs qui s'étaient dévoués à le suivre dans l'exil * : on ne lui laissa que son confesseur. Bientôt le cabinet du Luxembourg ne put supporter que le pape séjournât plus

* C'étaient Mgr Spina, Mgr Caraccioli, M. Marotti, son secrétaire ; le P. Pie de Plaisance, mineur réformé, son chapelain ; le P. Fantini, son confesseur ; MM. Calvesi et Morelli, camériers ; son chirurgien, un dentiste, et vingt autres : en tout trente-cinq personnes. Ces fidèles serviteurs avaient suivi le pape depuis Florence.

long-temps dans la ville de Grenoble : Valence fut son nouvel exil. 1798.

Mort de Pie VI.

La santé du vieillard succombait enfin sous des fatigues si prolongées ; l'on allait le faire partir pour Dijon, lorsque les médecins annoncèrent qu'il touchait au moment suprême. Le 29 août 1799, Pie VI, après avoir reçu des mains de l'archevêque de Corinthe le saint viatique, et après avoir levé au ciel ses mains défaillantes pour bénir encore une fois ses geôliers, reçut, au sortir d'un paisible sommeil, la palme céleste. Pie VI était âgé de quatre-vingt-un ans huit mois deux jours. Son pontificat, le plus long qu'eût vu la chrétienté, avait duré vingt-quatre ans, et son martyre en avait duré deux. Ce fut un souverain plein de noblesse et judicieusement passionné pour le bien public : il avait vu le naufrage de la foi ; par ses souffrances et ses vertus évangéliques, il en fut le restaurateur. Le Directoire avait permis que son corps fût embaumé ; mais on craignit que les fidèles n'y vissent les reliques d'un saint. Le corps embaumé resta plus de deux ans, comme sous le séquestre, *dans la ci-devant chapelle du Gouvernement*, suivant les expressions du Directoire. Bonaparte, premier consul, rendit

1798. à Pie VII les restes vénérés de son prédécesseur, et Pie VII devait être captif à son tour, et captif de Bonaparte.

Misère de la république romaine.

Revenons maintenant à ce peuple orphelin, qui voit combler son avilissement et sa misère sous le nom de république romaine. Pour apprentissage de liberté, on le fait presque tous les jours assister à des saturnales qui finissent par le pillage des églises, des palais, et souvent même des maisons particulières. Le Romains ont vu une hideuse et à jamais déplorable cérémonie, à laquelle quatorze cardinaux ont assisté, et ont semblé remercier le ciel des malheurs de leur souverain et du chef spirituel qui fut leur bienfaiteur : leur lâcheté a indigné tous les autres princes de l'Église. On poursuit les cardinaux fidèles jusque dans les maisons de campagne où s'est réfugiée leur douleur : on y porte le fer et la flamme. La villa Albani, l'un des plus délicieux séjours de cette contrée, fut dévastée à tel point, qu'il n'y resta pas un arbre. Le cardinal Albani a le bonheur d'échapper à ceux qui le poursuivent, et de gagner le territoire de Naples. Le cardinal d'Yorck, dernier reste de la maison des Stuarts, est assailli dans sa vieillesse des malheurs qui sont l'éter-

nel partage de sa famille ; la fuite du moins le sauva de la prison ou du supplice. Les cardinaux Mathei, Doria, Borgia, Antonelli, et le cardinal Maury, et un grand nombre d'autres, expient, par leur ruine et par l'exil, le refus qu'ils ont fait de déposer leur dignité. Rome n'est plus qu'un marché hideux, où roulent, dans un perpétuel encan, les dépouilles de l'Église; et ces biens, qui servaient autrefois aux abondantes largesses de la charité, on les a confisqués comme *biens nationaux*, ou biens d'émigrés. Les artistes eux-mêmes sont soumis à d'avares rançons, chaque fois qu'on les a soupçonnés d'un attachement honorable pour le souverain exilé. La république romaine n'offre qu'une ignoble parodie de la République altière et misérable dont elle est l'esclave. On l'a divisée en huit départemens ; il est vrai que les consuls ont été rendus à Rome, mais pour lui faire sentir combien tout doit différer des jours de sa gloire antique, ces consuls lui sont imposés au nombre de cinq : c'est un directoire satellite qu'épouvante un caporal français. Le sénat et le tribunat même ne renaissent que pour river les fers de leur patrie ; si leur complaisance se lasse, on les chassera. 1798.

1798. Révolte de l'armée française contre son général Masséna. 1798.

L'armée française s'indigne elle-même de servir d'instrument à de lâches concussions qu'elle a nommées *brigandages;* elle s'irrite surtout contre son nouveau général Masséna, et cesse de voir en lui l'homme des victoires. Elle refuse de lui obéir, et cette résolution lui est signifiée par un conseil d'officiers. Masséna fait de vains efforts pour rappeler les soldats à la discipline; il est obligé de quitter Rome.

Insurrection des Romains réprimée.

Les Romains ont souri à ces signes de discorde qui se montrent parmi leurs oppresseurs; ils osent penser à leur affranchissement, et se confient à leur indignation, à leur courage; le premier signal a été donné dans la campagne de Rome. Tandis que les Français s'ébranlent pour réprimer cette révolte, les habitans du faubourg de Transtévère, ceux dans lesquels on croit que coule encore le sang des Romains, et qui du moins en reproduisent les nobles traits, fondent sur les Français; ils avaient espéré les trouver désunis; mais le danger les rallie. Les soldats opposent la force de leur discipline à une troupe qui n'a pour guide qu'une aveugle fureur. Le général Vial a mis en fuite les Transtévérins; c'est l'impétueux Murat qui pour-

suit, avec la cavalerie, les insurgés de la campagne. Après un vain effort de courage, tout va rentrer dans un ordre servile; c'est maintenant de Naples que Rome attend sa délivrance. 1798.

Naples se prépare à la guerre. 1798.

Le Directoire, pour opprimer avec plus de sûreté ce qu'il appelait *la république romaine*, s'était attaché à contenir, par des égards et des promesses, cette cour de Naples, qui déjà avait cédé à la terreur de nos armes.

L'ex-ministre Garat fut nommé ambassadeur auprès de cette cour; comme on lui connaissait un esprit capable de recevoir et d'embellir toutes les illusions, on avait jugé que des protestations de paix auraient plus de force dans sa bouche, parce qu'il pourrait y mettre de la sincérité. Un tel choix pourtant ne devait point être agréable à la reine, qui connaissait tous les détails des catastrophes de notre histoire, et se souvenait sans doute que l'ex-ministre Garat avait été forcé, par l'emploi qu'il remplissait alors, de venir lire à Louis son arrêt de mort. Garat crut pouvoir réunir, dans cette mission difficile, un certain faste républicain et philosophique avec des égards qu'on ne montrait plus guère

1798. aux souverains; il voulut donner un grand effet à sa présentation dans cette cour. La diplomatie ne se colora jamais d'un langage plus pompeux et plus fleuri. On peut en juger par ce fragment assez curieux ;

« Ce n'est point parce qu'il m'a vu errer « sous les portiques de la faveur ou de l'am- « bition, que le Directoire a pu faire tom- « ber sur moi son choix pour cette mission « extraordinaire. Je n'ai guère vécu que dans « le silence des campagnes, dans les lycées « et sous les portiques de la philosophie, et « lorsque les révolutions et une République « m'envoient auprès de votre majesté, chargé « d'une mission qui peut être utile à plu- « sieurs peuples, l'imagination rappelle ces « temps de l'antiquité où, du milieu des ré- « publiques de la Grèce, des philosophes, « qui n'avaient un nom que parce qu'ils sa- « vaient penser, venaient, sur ces mêmes « bords, sur ce même continent, dans ces « mêmes îles, apporter leurs vœux pour le « bonheur de l'espèce humaine. Plusieurs y « firent du bien ; tous voulurent en faire. Je « ne puis pas former d'autres vœux, et je n'ai « pas reçu d'autre mission du Directoire de « la République française. Ces vœux doivent

« être inspirés à toutes les voix qui se font 1798.
« entendre aux hommes, au nom du ciel et
« au nom de la nature, et dans ces lieux où
« vous régnez, au milieu des plus étonnans
« phénomènes du ciel et de la terre; sur ce
« sol, magnifique amas de débris entassés par
« les révolutions du globe, à côté de ces vol-
« cans dont les bouches, toujours ouvertes et
« toujours fumantes, font penser aux laves
« qu'ils ont vomies et qu'ils vomiront encore.
« Il me semble, sire, que, sous quelque nom
« qu'on vive, sous celui de républicain, ou
« sous celui de roi, on doit être impatient
« de signaler, par quelque bien durable fait
« aux hommes, une existence si fugitive et
« si incertaine. »

Le roi Ferdinand, peu versé dans les pompes du style oratoire, ne sut que répondre au nouveau Pythagore. L'ambassadeur se présenta ensuite à la reine, et l'entretint long-temps des institutions bienfaisantes de ses deux frères, l'empereur Joseph et le grand-duc Léopold, qu'il semblait agréger de sa propre autorité à l'école philosophique; du reste, on ne tarda pas à s'apercevoir à la cour de Naples, que le choix d'un ambassadeur obstiné à voir toujours les choses

1798. telles qu'il les désirait, était assez commode pour avancer des préparatifs de guerre. On se gêna peu avec lui, et l'armée napolitaine fut portée jusqu'à plus de soixante mille hommes. Garat cependant avertissait le cabinet du Luxembourg de ces préparatifs, et se moquait de l'apparence peu martiale des nouvelles troupes. L'événement prouva bientôt que ses mépris étaient assez légitimes. L'Autriche s'était dès lors déterminée à la guerre, et la Russie levait une des plus formidables armées qui fussent encore sorties des glaces du Nord. L'expédition d'Égypte, dont il n'est point encore temps de suivre le vaste et imposant tableau, avait donné dans la Turquie un ennemi de plus à la France. La rapide conquête de l'île de Malte avait causé un moment de stupeur parmi les puissances chrétiennes; mais l'effroi diminua quand on connut le marché infâme qui avait amené la chute de ce glorieux débris des croisades. Bientôt les puissances liguées s'abandonnèrent à des transports de confiance et d'allégresse quand elles connurent la victoire remportée par l'amiral Nelson dans la rade d'Aboukir, et la destruction de la flotte qui avait transporté Bonaparte en Égypte. On

se plut à supposer que l'un des plus grands 1798.
événemens des fastes maritimes pourrait, comme la bataille d'Actium, changer les destins du monde.

L'enthousiasme était déjà très vif à la cour de Naples, lorsque Nelson parut dans le port pour y venir réparer les dommages de sa flotte victorieuse. La présence de l'ambassadeur français ne put empêcher les transports qui éclatèrent à la vue de l'heureux amiral; il reçut à Naples les pompeuses prémices du triomphe qui l'attendait à Londres; le lord Hamilton était alors ambassadeur d'Angleterre à la cour de Naples. Je ne sais quel entraînement de passion ou quel délire de volupté lui avait fait épouser une femme dont la jeunesse s'était à peu près passée comme celle de madame du Barri, et qui joignait aux dons de la beauté la plus rare le talent d'en rehausser et d'en varier les effets par des attitudes qu'elle empruntait aux chefs-d'œuvre de l'art statuaire. Cette Cléopâtre de la Tamise conçut bientôt le projet de subjuguer le vainqueur d'Aboukir, et n'y réussit que trop. Bientôt on vit unis dans une même exaltation guerrière le lord Hamilton, sa femme, le ministre Acton qui, né Anglais, était porté à

1798. s'exagérer les effets de la victoire de son compatriote. La reine Caroline n'eut aucune peine à entraîner son époux.

On parla hautement de marcher sur Rome, et ce n'était pas là le terme des conquêtes dont on se flattait. Le roi Ferdinand, dont les intelligences avec la cour d'Autriche n'étaient point nouvelles, lui avait demandé pour commander ses troupes un des généraux autrichiens les plus renommés. L'empereur avait cru faire au roi de Naples le présent le plus précieux en lui envoyant le général Mack. C'était à lui qu'on rapportait l'honneur des plans de campagne du prince de Cobourg dans cette année de 1793 qui fut la plus glorieuse pour les armes de l'Autriche. Presque seul il paraissait affranchi de cet esprit de routine qui empêchait tant d'autres généraux de se former à l'école de leur vainqueur; il s'exprimait avec facilité, et surtout avec une présomption qu'on croyait justifiée par le génie. Le plan qu'il avait conçu était hardi et surtout ambitieux; il avait donné au front de son armée une étendue considérable, afin d'envelopper toute l'armée française qui occupait l'État romain; il ne rêvait plus que des Fourches Caudines.

1798. Prise de Rome par les Napolitains.

Ce fut le 25 novembre que l'armée napolitaine se mit en marche. Les principales divisions étaient conduites par le prince héréditaire, par le général Colli et par le comte Roger de Damas, émigré français doué d'une brillante valeur. Je me garderai bien de les suivre dans leurs divers points d'attaque; ces détails militaires seraient ici fort oiseux. Le général Championnet, qui commandait l'armée, n'avait autour de lui que dix mille hommes. Il vit le danger d'être coupé de la république cisalpine, et pour le prévenir il ne craignit pas d'abandonner momentanément l'illustre et malheureuse ville que les Français étaient si fiers d'occuper. Ce fut à Perugia qu'il réunit ses divisions éparses, et la retraite ne lui coûta presque aucun prisonnier. Les consuls, les sénateurs, les tribuns et les édiles de la Rome nouvelle se hâtèrent d'éviter le courroux des Napolitains, et gagnèrent avec précipitation le refuge qu'ils pouvaient trouver encore auprès du général français; mais la fuite n'avait pas encore été permise à tous ceux des Romains qui avaient pris, soit par l'esprit républicain, soit par l'esprit de brigandage, une part active à l'oppression de leur patrie. Le 29 novembre le roi Ferdinand

1798. fit son entrée triomphante à Rome; alors les Transtévérins et la plupart de ceux qui s'étaient honorés par leur fidélité firent une guerre implacable aux partisans des Français; ils étaient poursuivis et emprisonnés sous le nom d'athées et de Jacobins. Les maisons de plusieurs absens furent démolies. Le roi Ferdinand parvint pourtant à faire cesser ces premières fureurs de la vengeance; mais il ne put réprimer chez les soldats un esprit de rapine qui leur fit renouveler dans Rome les mêmes excès dont ils se prétendaient les vengeurs. Ce qui restait de l'or de l'Église ne fut pas même épargné. Les Français avaient vu avec quelque dépit ces magnifiques peintures à fresque qu'ils ne pouvaient transporter dans leur patrie; ils avaient du moins respecté ces chefs-d'œuvre de Raphaël: les galeries du Vatican subirent les outrages du sabre napolitain.

D'autres événements nous ramèneront bientôt sous les murs de Rome, et nous conduiront rapidement jusqu'à Naples; mais pour ne point perdre le fil que je tâche de suivre à travers une si vaste désolation et une anarchie si compliquée je vais examiner un moment l'état politique de la république cisalpine;

déjà il était tel, que la république romaine, dont je viens de peindre les misères, n'avait presque rien à lui envier. 1798.

République cisalpine. — Brusques changemens de constitution. 1798.

Dès que Bonaparte se fut éloigné des murs de Milan, les républicains nouveaux qu'il avait créés dans la Lombardie s'efforcèrent de fortifier leur liberté par quelques sentimens d'indépendance nationale; ils tendaient surtout à se délivrer des tributs que l'indigence avare du Directoire ne cessait de lever sur eux; leurs remontrances furent vaines; dans leur humeur, ils refusèrent d'accepter je ne sais quelle constitution que Bonaparte leur avait laissée en partant : ils élevèrent aux premières magistratures des démocrates fort exaltés et même dangereux. Le Directoire choisit pour les réprimer un jeune homme qui avait signalé un courageux esprit d'opposition contre les Jacobins de France, et qui, depuis, a montré le zèle le plus constant et le plus pur pour la restauration. Le nouvel ambassadeur, Trouvé, agit en maître dans la république cisalpine. Il cassa une constitution extrêmement démocratique que les Cisalpins avaient osé se donner, et il en substitua une autre qui venait d'être improvisée. Les démocrates cisalpins avaient

1798. fait craindre une violente opposition. Quelques uns furent arrêtés; un d'eux s'avisa d'aller enterrer solennellement la constitution, objet de ses regrets; d'autres plus habiles eurent recours au général français Brune, qui se déclara le protecteur du parti démocratique, fit rappeler Trouvé, et se concerta avec le nouvel ambassadeur, le conventionnel Fouché, pour rendre la vie à la constitution qu'on venait d'inhumer. Le Directoire s'emporta contre ces nouveaux mandataires, et bientôt un nouvel ambassadeur, Rivaut, cassa encore une fois la constitution démocratique. Les magistrats ne faisaient que passer tour à tour des emplois dans la prison et de la prison dans les emplois.

Révolution du Piémont. 1798 et 1799.

Cependant cette république cisalpine ainsi dégradée et mutilée dans son berceau, et la république ligurienne livrée aux mêmes révolutions, au même avilissement, étaient des objets d'épouvante pour leur faible voisin le roi de Sardaigne; mais c'était surtout le Directoire de France qui entretenait dans les États de ce malheureux prince une insurrection permanente : tant un roi était odieux à des magistrats régicides.

Charles-Emmanuel IV était monté depuis

un an sur un trône déjà miné par le fatal traité 1798.
de Turin. Bonaparte, dans sa politique, avait témoigné quelque affection à ce nouveau souverain ; il estimait, sans les craindre, les troupes piémontaises ; et il aurait attaché quelque prix à s'aider d'un tel renfort dans la grande expédition, qu'au commencement de 1797 il dirigeait contre les provinces de l'Autriche. J'ai dit qu'avant de tenter ce puissant effort, il avait conclu avec le roi de Sardaigne un traité d'alliance offensive par l'entremise du comte de Saint-Marsan. Le Directoire, pour la première fois, osa ne point ratifier un traité dicté par l'ambitieux général; les motifs du refus n'étaient que trop évidens: le Directoire avait résolu de détruire une monarchie voisine que ses alliances avec la maison de Bourbon lui rendaient odieuse. Que fallait-il maintenant pour s'emparer du fertile Piémont? Une perfidie voilée par l'arrogance. La paix de Campo-Formio, vrai fléau de l'Italie, était aussi menaçante pour le Piémont qu'elle venait d'être funeste pour Rome. Charles-Emmanuel, aidé d'un vigilant et courageux ministre, Priocca, se défendait contre la rébellion avec autant de force et de bonne foi que s'il n'en avait pas vu les

1798. feux allumés par le cabinet du Luxembourg; il ne craignit pas de donner des exemples de sévérité. Quelques Piémontais, parmi lesquels on comptait un littérateur estimé, furent conduits au supplice; deux Français qui étaient au service de la république cisalpine, expièrent aussi par la mort, des tentatives d'insurrection.

L'ambassadeur de France auprès de cette cour était M. Ginguené, homme de lettres d'un caractère honorable, fait pour les travaux paisibles qui lui ont obtenu une juste considération, mais qui paraissait charmé d'étaler devant un roi la fierté républicaine. Sa mission était appuyée par les généraux Brune et Joubert, et par plusieurs milliers de Français que la paix de Turin avait rendus maîtres de quelques unes des forteresses du Piémont. Il s'indigna du supplice de deux Français, et couvrit d'une protection assez déclarée tous les autres rebelles: ceux-ci s'étaient réfugiés dans les républiques cisalpine ou ligurienne. Leur nombre se grossissait chaque jour; car on voyait derrière eux le Directoire de France. Les nouveaux magistrats de Gênes, afin de les seconder plus ouvertement, déclarèrent la répu-

blique ligurienne en guerre avec le roi de Sardaigne, et le Directoire ne manqua pas d'applaudir *au bouillant patriotisme qui leur mettait les armes à la main contre un tyran.* Chaque jour les rebelles piémontais sortaient du territoire ligurien, passaient en toute sûreté, ou plutôt avec toute protection devant la citadelle de Tortone occupée par des Français. Cependant la fidélité des troupes piémontaises n'était point ébranlée : ni le roi ni son ministre ne donnaient aucun signe de faiblesse; les rebelles, mêlés à des Liguriens, et même à des Français, éprouvèrent deux sanglantes défaites : l'une de ces rencontres coûta la vie à plus de six cents républicains; ils étaient moins tombés sous les coups des soldats que sous ceux des paysans, et avaient péri dans d'horribles supplices, tels qu'on les voit toujours répétés dans les vengeances populaires. 1798.

La république ligurienne ne posait point les armes; un grand mouvement se préparait dans la cisalpine, et les généraux français ne cachaient plus qu'ils avaient reçu l'ordre de soutenir et de venger les patriotes opprimés. Brune surtout étourdissait le roi de ses menaces : pour en prévenir l'accomplisse-

1798. ment, il exigeait que le roi accordât une entière amnistie aux rebelles, et que les Français fussent reçus dans la citadelle de Turin. A ce prix, il promettait que les Français emploieraient désormais leurs soins pour prévenir de nouvelles rébellions, et leurs armes pour les réprimer. La constance de Charles-Emmanuel était lassée; il donna un triste complément aux fautes de son père, en accédant à une telle proposition. Dès que les Français furent maîtres de la citadelle de Turin, Charles-Emmanuel se vit en quelque sorte captif dans son palais : chaque jour on venait lui demander compte du meurtre de quelques Français égorgés dans les campagnes. Pour colorer la plus indigne perfidie, on criait contre lui: *Au perfide!* Un jour, un secrétaire de la légation française apporta devant le ministre Priocca une caisse remplie de poignards, comme un témoignage évident de trahison, et c'était ce secrétaire qui avait lui-même formé cette caisse. On cherchait un éclat, et voici un infâme moyen qui fut imaginé. Une mascarade fut arrangée par un grand nombre d'officiers et de soldats français dans la citadelle de Turin; ils choisirent pour déguisement des costumes faits pour

tourner en dérision les mœurs, les habitudes 1798.
et la croyance des graves et religieux Piémontais. La mascarade était appuyée par des soldats qui présentaient la baïonnette, et par des hussards qui couraient sabre levé : cette troupe, dans sa gaîté cruelle, se répandait en invectives contre les magistrats, en insultes contre les femmes, en imprécations contre les prêtres, en menaces contre le roi. Sans respect d'âge ni de sexe, on culbutait tous ceux qui n'ouvraient pas un passage assez prompt à la hideuse mascarade ; elle pénétra ainsi jusque dans la place la plus fréquentée de Turin, et le dimanche y avait rendu l'affluence très considérable. Déjà l'on se range sur deux lignes ; déjà le peuple dans son désespoir se fortifie de quelques soldats fidèles : des coups de fusil se sont fait entendre de part et d'autre, et quelques Français sont tués sur la place ; ainsi, sous les auspices de la folie va commencer un épouvantable massacre dans une des plus belles villes du monde. Le général Ménard, officier plein d'honneur et d'humanité, voit le danger, et a la force de prévenir cette horrible mêlée : d'une voix ferme il menace, il condamne les auteurs de cette coupable mascarade ; il ordonne à toute

1798. la troupe de rentrer dans la caserne, et a le bonheur de se faire obéir.

Mais la sédition se déclare sur tous les points du Piémont; les Français, qui venaient de prendre l'engagement de la réprimer, en sont partout les ministres, les auxiliaires, les provocateurs; ils s'emparent des forteresses; leur armée est partout. Quelle défense le roi peut-il tenter aujourd'hui? Il s'est laissé cerner dans sa capitale; pas un jour, pas une nuit, ne se passe sans présenter des chances de mort à lui, à l'auguste Clotilde son épouse, au duc d'Aoste son frère, à tous les siens; le Directoire s'est promis le plaisir de faire passer toute cette famille royale sous le joug, de montrer au peuple de Paris ces augustes captifs, et de les faire gémir dans une prison perpétuelle. M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, destiné à rendre un jour de si importans services à la monarchie française, sauva, dans la personne de Charles-Emmanuel, la royauté de nouveaux outrages et de nouveaux supplices. C'est le témoignage que lui rend l'intègre et judicieux historien de l'Italie, M. Charles Botta. Au général Brune avait succédé, dans le Piémont, le général Joubert, qui voulait être à la fois

fidèle aux lois de la République et à celles de l'honneur. M. de Talleyrand, sûr de trouver dans ce vaillant et noble militaire un instrument de ses desseins, lui fit part des projets cruels qu'on agitait, ou plutôt qu'on avait déjà arrêtés au Luxembourg, l'autorisa à en donner l'avis au roi, et à le presser de finir d'interminables malheurs, en signant un acte d'abdication qui lui laisserait au moins son île de Sardaigne pour refuge. Le roi céda à une fatale nécessité; il lui fut permis de sortir de Turin, pendant la nuit, avec toute sa famille, et il avait déjà gagné les États protecteurs du grand-duc de Toscane, lorsqu'arriva l'ordre du Directoire de l'arrêter. Charles-Emmanuël s'embarqua pour la Sardaigne. Les soins d'un peuple fidèle, et ceux de la reine Clotilde, lui firent oublier les ennuis dont il avait été assailli sur un trône trop voisin d'une république conquérante.

1798.

Au moment où la chute du roi de Sardaigne complétait l'asservissement de l'Italie, l'asile le plus vénéré de la liberté dans les temps modernes, la Suisse, était déjà, depuis plusieurs mois, pillée, saccagée, asservie, par les flegmatiques et impitoyables chefs du gouvernement français. Ce fut un crime poli-

1798. tique, stupide à force d'injustice et d'inhumanité. Quel en fut le mobile? On ne peut le trouver que dans les calculs les plus délirans de la cupidité, et dans cette fureur systématique qui voulait appuyer la République française sur une longue chaîne de républiques esclaves. Entre les Directeurs, ce fut Rewbell qui prit le plus de part à cette horrible agression. Que son nom en porte tout le poids dans la postérité! Du fond de son cabinet, il fut l'Attila de la Suisse, tandis que La Réveillère-Lépeaux était le Genséric de Rome.

État de la Suisse avant la révolution et la guerre helvétique.

Je vais rapidement examiner l'état de la Suisse avant le bouleversement. Je commence par le canton qui fut le principal objet de la guerre, celui de Berne.

Cette aristocratie n'avait jamais eu recours à la politique ombrageuse de Venise. Tout son secret, pour cimenter son pouvoir, avait été de rendre le peuple heureux. Ces patriciens, qui se décoraient du titre de magnifiques seigneurs, vivaient sans appareil, et l'économie du père de famille leur avait enseigné les grandes leçons de l'économie de l'homme d'état. Nul gouvernement, en Europe, ne justifiait mieux les publicistes un peu trop insoucians, qui montrent une indiffé-

rence absolue pour les formes du gouvernement, et croient voir la meilleure constitution dans l'État le mieux administré. Tout dans le canton de Berne paraissait disposé pour le bien-être de l'homme; l'aisance partout, le faste nulle part; c'était un sénat qui ne semblait voir d'ennemis d'aucun côté; sa police était imperceptible et cependant vigilante. Berne, la ville souveraine, est loin de rivaliser avec la magnificence des villes d'Italie; mais elle tire son éclat d'une propreté et d'un esprit de prévoyance qui ont long-temps manqué aux plus superbes capitales de l'Europe; partout des trottoirs et des arcades continues mettaient les habitans, soit à l'abri des injures du ciel, soit à l'abri du choc rapide et de l'embarras des chars; l'égalité y régnait même avec un peu de monotonie, et l'on eût pris cette capitale d'une forte aristocratie, pour celle de la démocratie la plus judicieuse. 1798.

On ne désire point de palais, dans ce séjour de la tranquille aisance. Les ponts, les digues, les écluses, qui domptent les torrens; les fontaines multipliées avec un sage discernement; les routes plantées d'arbres, soigneusement entretenues, et dont l'agriculture n'accuse point l'excessive largeur; les chemins vici-

1798. naux ; les sentiers qui grimpent à travers des monts escarpés, faisaient sentir la sagesse paternelle d'un gouvernement qui n'offre point une armée de sbires, de commis.

Deux peuples différens de mœurs et de langage obéissaient aux lois de Berne, et n'offraient que des nuances diverses de bonheur. Le peuple allemand occupait la partie la plus fertile de ce grand canton ; nulle part on ne voyait l'agriculture plus honorée, ni le laboureur recevant avec plus de sûreté, avec plus d'aisance, et même de fierté, le prix de ses travaux ; commodément logé, nourri d'alimens sains et forts, patriarche sédentaire, veillant au bien-être de sa famille avec aussi peu de bruit que les magnifiques seigneurs veillaient au sien même, il ne voyait rien, sous le ciel, qui pût exciter son envie ; égal aux grands de la terre par la domination domestique la plus respectée, égal à tous les sages par un contentement savouré au milieu des travaux et de la paix, il permettait quelque luxe à sa femme, à ses filles, et les marchés de Berne offraient partout aux voyageurs les bracelets, les anneaux, les agrafes et les croix d'or, portés par de simples paysannes. Ce luxe n'avait rien de choquant, ou plutôt il attendrissait

l'âme, parce qu'il était le même pour toutes 1798.
les femmes. La beauté du bétail annonçait la vigilance des gardiens et des gardiennes; les animaux semblaient avoir leur part de cette tranquille félicité. Il est vrai que cet air d'aisance générale allait en diminuant quand on s'approchait des montagnes et des glaciers; mais on y voyait les efforts heureux de l'industrie et de la patience, et on s'étonnait de rencontrer, dans ces lieux sauvages, des auberges tenues avec un luxe et même avec d'agréables recherches dignes des plus grandes capitales.

L'autre peuple sujet de Berne parlait la langue française; c'était le pays de Vaud. Là le bonheur s'offrait sous un aspect plus éblouissant, mais n'était pas goûté avec cette même philosophie pratique. Combien ne se plaît-on pas à voir, sur les bords du lac de Genève, ces villes de Nyon, de Morges, de Rolle, de Lausanne, de Vevay, les unes si remarquables par leur propreté élégante, et les autres si riches en aspects magnifiques. Sur un sol peu fertile s'élevaient des jardins délicieux; la terre était forcée de répondre aux soins les plus constans et les mieux entendus : on admirait surtout les terrasses longues et har-

1798. dies où la terre a été apportée, à grands frais, pour recevoir la vigne sous une exposition favorable. Le secret par lequel le sénat de Berne avait créé et maintenait cette prospérité dans le pays de Vaud, aussi-bien que dans la partie allemande de ses États, c'était une extrême modération dans les tributs, amenée par une judicieuse modération dans les dépenses; ces impôts ne consistaient guère que dans des dîmes à peu près équivalentes à celles qu'en France on payait au clergé; mais les sénateurs de Berne traitaient avec assez de hauteur un peuple qui, voisin de Genève, participait un peu de l'humeur inquiète de cette ville, aimait les discussions politiques, et souffrait de se voir pour jamais exclu de toute participation aux soins et aux honneurs du gouvernement. La révolution française développa cette disposition chagrine qui devint bientôt turbulente; les baillis de Berne eurent à réprimer quelques tentatives séditieuses que j'ai mentionnées ailleurs, et sévirent avec une rigueur peut-être excessive contre les deux frères La Harpe. Deux partis divisaient le sénat de Berne: l'un et l'autre étaient d'une parfaite intelligence pour maintenir pleine et absolue la domination

du sénat, et ne faire aucune concession aux 1798.
demandes du pays de Vaud; mais ils différaient sur le système qu'il convenait de garder à l'égard de la France révolutionnaire.

Jusqu'à la journée du 10 août, on n'avait pas mis en problème si l'on maintiendrait une neutralité qui avait fait, depuis plusieurs siècles, la commune sécurité des deux États. Un cri d'horreur et de vengeance s'éleva d'abord dans les cantons de Berne, de Soleure et de Fribourg, quand on apprit les atroces massacres auxquels avaient été livrés, après le combat, ces héros fidèles à leur serment, qui, jusque dans la défaite, avaient égalé la gloire des vainqueurs de Morgarten, de Granson et de Morat. Les paysans surtout avaient cédé à leur instinct national et belliqueux. Le bruit du tambour avait roulé sur toutes les montagnes, le son du tocsin dans toutes les vallées; les parens des héroïques victimes, surtout dans les cantons de Fribourg et de Soleure auxquels appartenaient pour la plupart les Suisses du 10 août, se montraient en habits de deuil, et rappelaient avec orgueil les beaux faits des Durler, des Pfiffer, des Backman, des Reding, des Maillardoz, avec horreur les détails de leur supplice. Une

1798. politique glaciale, inepte et dénaturée réussit à faire taire un généreux transport qui seul pouvait opérer le salut de la Suisse et maintenir sa gloire; on parut satisfaire aux vœux du peuple en convoquant une diète; la plupart des avis y furent dictés par ce lâche égoïsme qui prétend aux honneurs d'une haute prudence. On y allégua trop généralement le danger d'épouser la cause de tous ces guerriers que les Treize-Cantons prêtent à divers gouvernemens comme des troupes auxiliaires; on cita, ou plutôt on dénatura maint exemple historique pour justifier de si lâches conseils, comme s'il n'était pas gravé dans les annales et encore plus dans le cœur de toute nation, qu'il faut venger le sang de ses compatriotes égorgés sur un sol étranger, sur un sol ami, par des tyrans en fureur ou par un peuple en démence; et ce devoir n'était-il pas mille fois plus impérieux, quand ces généreuses victimes, en acquittant la dette de leur patrie, l'avaient enrichie d'une nouvelle gloire? Avec une telle indifférence on mettait sur la même ligne les Suisses du régiment de Châteauvieux, qui avaient rompu leurs sermens, et ceux des Suisses de la garde royale, qui avaient su garder les leurs au milieu

d'un peuple fanatique dans sa rébellion. 1798.

La Suisse allait donc subir une tache qui semblait faire disparaître du rang des nations le peuple de Guillaume Tell. Le colonel Deweiss, sénateur bernois qui avait eu la plus grande part à cette honteuse résolution du maintien de la neutralité, fut chargé de la notifier aux républicains de France, et s'établit le courtisan de Roberspierre. Ce n'était pas qu'il songeât à trahir les intérêts de l'aristocratie bernoise, dont lui-même était un partisan très déclaré; mais il entendait assez mal la politique pour croire que ses plus hauts mystères peuvent consister dans les plus déplorables bassesses; il fallut bientôt subir de nouveaux affronts, supporter en silence que la ville de Genève, alliée aussi importante qu'illustre de la confédération, fût soumise aux armes de la France, et traitée, par les délégués de Roberspierre, avec autant de barbarie que si elle avait été une ville française.

Cependant Berne, long-temps majestueuse avant-garde de la Suisse, irritait par son bonheur et son opulence cette République française qu'elle avait cru désarmer par la timide circonspection de sa politique. Rien ne pouvait faire oublier aux Directeurs, et surtout

1798. à Rewbell, que Berne possédait un trésor évalué de loin à trente ou quarante millions. Berne trouvait ainsi sa perte dans une ressource ménagée depuis trois siècles pour son salut. Quelques argumens qu'on fît valoir pour la Suisse, la cupidité fiscale de Rewbell répondait toujours, *et le trésor de Berne!* il fallait donc se préparer à la défense, user de toutes ses ressources, éloigner dans l'intérieur tout sujet de discorde. Que de maux n'eût pas prévenus ce sage gouvernement, en se montrant, d'un côté, plus fier envers la République, et de l'autre plus traitable envers ses sujets du pays de Vaud, qu'il était temps d'admettre à quelque exercice des droits de la souveraineté : l'aristocratie n'a souvent qu'un moyen de salut, c'est de s'étendre.

La plupart des autres cantons aristocratiques n'éprouvaient point ces sujets d'alarmes; Fribourg et Soleure, quoique beaucoup moins florissans que Berne, étaient soutenus dans leur éloignement pour la révolution française, par la piété fervente des habitans catholiques ; tout s'y ressentait de la paix un peu indolente qu'amène la vie pastorale ; on y réfléchissait peu sur les formes du gouvernement. La constitution de Bâle offrait une

aristocratie tempérée par un adroit mélange 1798.
de forme démocratique; mais les fréquentes visites des Français et le commerce habituel que ce canton entretenait avec eux, le disposaient un peu plus à l'esprit révolutionnaire. Zurich voyait fleurir d'innombrables ateliers et se livrait à la plus active industrie. Neufchâtel jouissait de la liberté la plus douce sous la protection, presque gratuite, du roi de Prusse son commode souverain. Lucerne goûtait une paix si profonde qu'on n'y connaissait que par l'histoire, le nom de faction; les cantons démocratiques, nommés les petits cantons, semblaient voir avec dédain, du haut de leurs montagnes ou dans le calme fortuné de leurs vallées, les agitations vaines et frénétiques avec lesquelles on poursuivait en France une liberté dont quatre siècles de gloire et de vertu leur avaient assuré la jouissance.

C'était surtout depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle, que la Suisse s'était élevée à une prospérité nouvelle; elle la devait au génie de plusieurs de ses compatriotes, et surtout à celui de l'éloquent J.-J. Rousseau. Par le tableau de quelques sites de sa patrie, il avait excité partout le plus vif désir de s'élever sur

1798. les Alpes, et de visiter le peuple à la fois simple et grand, dont elles protégeaient la liberté. Les seigneurs russes eux-mêmes se sentaient fiers d'avoir vu un peuple libre. En France, en Angleterre, en Allemagne, le voyage en Suisse était regardé comme un complément nécessaire à l'éducation d'un jeune gentilhomme et d'un jeune prince; le séjour de Voltaire à Ferney avait encore beaucoup contribué à mettre à la mode ce pélerinage; deux médecins renommés, Tissot à Lausanne, et Tronchin à Genève, voyaient venir à eux des colonies de valétudinaires, et surtout de jeunes femmes qui confiaient quelquefois une santé assez brillante à leurs soins renommés. Ce voyage semblait rajeunir l'imagination; alors on ne goûtait les plaisirs de la capitale qu'avec un superbe dédain, et l'on venait se reposer, suivant le jargon philosophique du temps, *au sein de la nature et de ses belles horreurs.*

La Suisse se montrait digne de tant d'hommages par l'éclat qu'elle jetait alors et dans la littérature allemande qu'elle semblait tirer du chaos, et dans la littérature française qu'elle savait enrichir encore. Genève était la gloire de la Suisse comme J.-J. Rousseau était la gloire de Genève. Dans cette Athènes

sérieuse et méditative, le savoir était répandu 1798.
parmi toutes les classes. Il était plusieurs familles, telles que celles des Tronchin, des Vernet, des Pictet, des Cramer, des Necker et des Mallet, qu'enflammait une même ardeur de connaissances, et que récompensait une même célébrité. L'Europe applaudissait aux travaux géologiques du savant Deluc, et tous les voyageurs voulaient suivre, jusque dans les glaciers du Mont-Blanc, les traces de De Saussure, l'un des hommes qui avaient rendu le plus de services à l'histoire naturelle. Le métaphysicien Bonnet s'était montré le trop docile commentateur de ces hypothèses de Locke et de Condillac, sur lesquelles s'était enté le hideux matérialisme; mais il n'en était pas moins un défenseur fidèle de la religion révélée. Le grand Haller était pour la ville de Berne, sa patrie, ce que J.-J. Rousseau était pour la ville de Genève; mais plus heureux, il ne sortait point de sa ville natale, qui rendait autant d'hommages à ses vertus qu'à son génie. Bâle avait ses titres d'orgueil dans l'illustre famille des Bernoulli, et dans son Euler, le plus grand génie qui eût paru dans les sciences après Newton. Schaffouse avait donné le jour à Jean Muller, qui

1798. consacra la vigueur de ses pinceaux et la noble indépendance de son caractère à l'histoire de sa patrie. Zurich était considéré comme un des plus illustres berceaux de la littérature allemande. Tandis que la gloire des Bodmer et des Zimmermann se répandait au-delà du Rhin, celle de Gessner se naturalisait plus heureusement parmi nous : le frais coloris de ses tableaux avait rajeuni les scènes pastorales, et avait beaucoup contribué au charme de ces bienveillantes rêveries que nous avions le bonheur de connaître avant d'être livrés à une révolution. Lavater avait amusé les esprits par une analyse fine et subtile, mais souvent chimérique, du jeu de la physionomie. Ce savant et modeste pasteur charmait tous les étrangers par la candeur de son caractère, la beauté de ses traits, et par une éloquence naturelle qui semblait tenir de l'inspiration. Pas un de ces petits cantons, pas une de ces villes dont le nom retentit au loin, et qui égalent à peine les villages des environs de Paris ou de Londres, où ne se trouvât quelque savant, quelque artiste digne d'exciter et de satisfaire la curiosité des voyageurs. Ils admiraient la fidélité et le feu avec lequel des paysans de Schwitz, d'Uri et d'Appenzell,

racontaient les faits de leurs ancêtres; les traditions avaient dans leur bouche une vivacité qui manque trop souvent à l'histoire. Partout le peuple des campagnes se distinguait par une connaissance de l'écriture beaucoup plus générale qu'en France et même en Angleterre : jusque dans d'humbles cabanes on rencontrait des livres utiles. Lausanne et Neufchâtel étaient des villes toutes vouées aux entretiens littéraires, et quelquefois d'humbles artisans pouvaient y prendre part, et même s'y faire remarquer. Mais il est temps que je termine une esquisse qui me fait trop oublier les malheurs et les désastres dont je vais entretenir mes lecteurs. Je me bornerai à un tableau rapide, on en trouve le tableau complet dans l'histoire élégante et animée de la révolution helvétique, par M. Raoul-Rochette. 1798.

La perte de la Suisse fut décidée dès le jour où M. Barthélemy fut déporté. Ce pays avait trouvé en lui un défenseur zélé dans la longue ambassade qu'il avait remplie auprès des Treize-Cantons. Il s'était constamment attaché à modérer les ordres tyranniques de son gouvernement; il était le protecteur le plus sûr de l'hospitalité que la Suisse accordait aux

1798. émigrés. Cependant en 1796 le Comité de Salut public notifia aux Treize-Cantons l'ordre de renvoyer ces proscrits. Le sénat de Berne eut la faiblesse d'y obtempérer au moins pour un temps : d'autres cantons se montrèrent plus nobles et plus généreux. Le directeur Carnot, plus républicain qu'aucun de ses collègues, savait respecter dans les Suisses leurs grands souvenirs et leur félicité actuelle. Le Directoire, débarrassé de ces deux puissans contradicteurs, ne songea plus qu'à la conquête du trésor de Berne ; c'était par le brigandage qu'il couvrait l'infamie toute récente de sa banqueroute. La paix de Campo-Formio lui laissait une sécurité au moins momentanée pour tous les genres d'oppression envers les États faibles. Bonaparte, qui avait conclu ce traité, semblait lui-même regarder les Suisses tantôt avec colère, tantôt avec un dédain affecté ; ce qu'il venait de faire contre Venise le disposait mal pour Berne et pour Zurich. Comme il traversait la Suisse pour se rendre de l'Italie à Rastadt, il affecta sur son passage de relever avec aigreur les abus des divers gouvernemens de ce pays ; il fit à un sénateur bernois une question de mauvais augure sur le trésor de

Berne. Le sénateur ne l'estima qu'à 10 millions, sans doute afin de ne pas trop exciter la cupidité des républicains français. Peut-être aussi Bonaparte avait-il été irrité de ne recevoir dans ce pays que des hommages peu empressés; on l'accuse d'avoir encouragé le Directoire à une guerre odieuse : il s'en justifie dans ses Mémoires ; mais en blâmant les procédés atroces auquel le gouvernement eut recours, il prétend qu'il eût fallu se borner à protéger par les armes l'indépendance du pays de Vaud; c'était déjà beaucoup. 1798.

Insurrection du pays de Vaud.

Cependant les armées françaises bordent de toutes parts le territoire helvétique; l'agression commencera pendant l'hiver, parce que la cupidité ne peut attendre jusqu'au printemps. L'envoyé du Directoire, Menjaud, porte à la diète tous les griefs dérisoires et absurdes. fabriqués dans le cabinet du Luxembourg ; il exige d'un État neutre le renvoi de l'ambassadeur d'Angleterre; c'était M. Wickam, souvent nommé dans les correspondances des royalistes, et que le Directoire affectait de craindre comme un appui de tous les ennemis de la révolution. Une par-

1798. tie du pays de Vaud s'enflamme à l'aspect des défenseurs qui vont appuyer ses prétentions, ou plutôt sa révolte. Cependant le sénat de Berne se regarde encore comme sûr de la fidélité de ses sujets; il ne craint pas de la soumettre à une épreuve solennelle. Les habitans sont invités à renouveler leurs sermens au sénat; la rébellion n'était dans le cœur que de quelques citadins jaloux; le serment est prêté à une majorité assez imposante jusque dans la ville de Lausanne qui paraissait la plus portée à l'indépendance. Les rebelles ne sont pas découragés; n'auront-ils pas pour eux les baïonnettes françaises? Le général Brune ne leur a-t-il pas déjà promis du secours? le moment leur paraît beau pour frapper un coup d'audace. Ils brûlent surtout de parodier le premier acte de la révolution française, et trouvent dans le château de Chillon une Bastille à conquérir. Le sénat de Berne avait eu la faiblesse d'envoyer dans un pays ainsi disposé à l'insurrection celui de ses membres qui s'était le plus signalé par un enthousiasme réel ou affecté pour la république française; c'était ce colonel de Weiss qui avait poussé l'oubli de toute pudeur jusqu'à

cultiver l'amitié de Roberspierre; il se montrait pourtant inflexible sur la souveraineté absolue du sénat, et s'était flatté de convertir par son éloquence les principaux rebelles. Écrivain infatigable, il célébrait dans d'éternelles brochures les bienfaits du gouvernement paternel de Berne avec la même plume qui lui avait servi trop souvent à justifier les atrocités révolutionnaires de nos décemvirs. Un tel soin semblait lui avoir fait oublier complétement l'usage des armes. Dès qu'il vit les insurgés vaudois s'avancer avec la cocarde verte, leur nouveau ralliement, il ne douta point que les soldats français ne dussent bientôt marcher derrière eux, et ne put se résoudre à combattre une nation d'abord l'objet de son enthousiasme et maintenant l'objet de sa terreur; il fuit et va se réfugier à Yverdun. Pendant ce temps, les insurgés s'emparent avec une merveilleuse facilité, mais non sans beaucoup d'orgueil, du château de Chillon gardé par quatorze invalides; encore avaient-ils pris la précaution d'apporter avec eux un faux ordre du bailli de Vevay pour s'en faire ouvrir les portes. Dès-lors les insurgés s'égalèrent aux vainqueurs de la Bas- 1798.

1798. tille, qui, beaucoup plus nombreux, n'avaient pas eu beaucoup plus de périls à courir.

Pendant que Berne apprenait le lâche abandon d'un pays si florissant, le canton de Bâle échappait à la Confédération helvétique, et se plaçait avec une confiance insensée sous la protection française; deux hommes doués d'une activité et même d'une éloquence funeste à leur patrie, le sénateur Legrand et le grand tribun Ochs, avaient dirigé ce mouvement, et n'avaient pas manqué d'orner leur insurrection de quelques accessoires empruntés de la révolution française; on força, on abattit des donjons où peut-être n'avait pas logé depuis un siècle un seul prisonnier d'état; on exigea l'abdication de magistrats dont l'imprévoyance ou la faiblesse avaient encore surpassé celles du sénat de Berne; on planta des arbres de la liberté, comme si la liberté ne datait en Suisse que d'un jour. Les Français, dans le pays de Vaud, saisirent pour prétexte une prétendue insulte faite à un de leurs postes; dans le canton de Bâle, ils se passèrent de tout prétexte, pour entrer sur le territoire suisse; et sans ménager beaucoup les insurgés qui leur livraient honteusement

le passage, ils s'annoncèrent par leur protection superbe et onéreuse plutôt en maîtres qu'en amis. 1798.

Cependant la diète était rassemblée dans la ville d'Arau. Les députés de Zurich et des petits cantons virent toute l'étendue des malheurs qui allaient fondre sur eux, et résolurent de les affronter. L'enthousiasme devint bientôt universel ; tous se représentaient l'exemple des héros de leur histoire ; tous se montraient animés des mêmes sentimens ; on eut le scrupule de ne rien changer à la formule du serment prêté par les trois héros de Schwitz, d'Ury et d'Unterwalden au premier jour de la liberté. A une époque où la révolution française répandait partout l'épidémie des sermens et des parjures, c'était un grand spectacle que celui d'un serment vraiment religieux et vraiment héroïque ; nous verrons comment les descendans des Guillaume Tell, des Stauffacher, des Furst, des Melchtal, le remplirent dans les mêmes lieux d'où ces fondateurs de la liberté helvétique lancèrent des quartiers de roche sur leurs oppresseurs.

Faiblesse du sénat de Berne.

Les Français marchaient déjà sur Berne, et les conseils du sénat étaient plus que jamais af-

1798. faiblis et divisés; on voulait se fier encore au parti des négociations; on allait jusqu'à se supposer coupable de quelques torts envers la République française, afin de lui offrir divers genres de réparations. A Venise, c'étaient les vieux sénateurs qui avaient incliné vers les partis timides; à Berne, c'étaient les jeunes patriciens qui, abjurant la chaleur et la générosité de leur âge, ne parlaient que de prudence à l'approche du danger. La révolution française avait trouvé dans plusieurs d'entre eux d'imprudens admirateurs; ils ambitionnaient des magistratures suprêmes auxquelles leur âge ne leur permettait pas encore de parvenir. En vain étaient-ils pénétrés de respect ou d'admiration pour les vertus et les talens de l'avoyer Steiger, qui se refusait à de lâches soumissions; ils ne voulaient voir dans sa fermeté inflexible que l'obstination d'un vieillard, digne il est vrai des siècles antiques, mais peu fait pour le sien.

Le résultat des délibérations fut, d'un côté, de provoquer une levée générale des habitans, et de l'autre, de mendier un armistice auprès du général Brune. On l'obtint, et on eut tout lieu de s'en repentir: les Français employèrent

cette trève pour entretenir des discordes; 1798.
Brune excite une sédition dans l'Argovie. Il décide le canton de Schaffhouse à imiter le déplorable exemple de Bâle; puis il envoie des députés de l'un et de l'autre de ces cantons, parler de paix à Berne, vanter la modération du gouvernement français, se glorifier de leurs chaînes nouvelles, rallier à eux les sénateurs ou lâches ou perfides, et rompre les courageuses mesures de l'avoyer Steiger et du général Derlach. Le conseil se divise; la majorité reste fidèle et veut combattre, la minorité proteste, signe une abdication, et consent à toutes les propositions du général français. C'était à l'aspect de Venise opprimée et vendue que Berne répétait successivement toutes les fautes du conseil de Venise.

Mais l'armée bernoise s'assemble; l'Oberland y a envoyé presque toute sa population; la violation du territoire est devenue comme une sorte d'outrage personnel envers chacun de ces cultivateurs; c'est un sacrilége envers leurs aïeux; ils frémissent en apprenant que plusieurs de ces sénateurs qu'ils viennent défendre, ne savent ni s'armer ni s'indigner

1798. comme eux. L'aristocratie leur est chère plus que jamais ; c'est la loi du pays, elle a fait leur bonheur; ils la regardent comme une garantie de leur gloire ; mais ce sentiment même les rend furieux contre des aristocrates intimidés ou perfides qui parlent d'abdiquer le pouvoir au moment du danger. A peine sont-ils armés de fourches et de faux, qu'ils demandent : Où sont les batteries et les baïonnettes françaises ? Pourquoi cet armistice, pourquoi ces négociations ? Les Français ne sont-ils pas sur ce territoire où les maisons d'Autriche et de Bourgogne ont trouvé le salaire de leurs violences ? Quand les ossemens des Français agresseurs seront-ils joints à ceux des soldats de Charles-le-Téméraire, aux champs de Morat et dans la chapelle des Bourguignons ? Les femmes échauffent encore ce patriotisme bouillant et sinistre : on dirait qu'elles ont sucé le lait des premières héroïnes de la patrie. Ces femmes ne veulent plus que les rangs des soldats leur soient fermés ; elles veillent avec eux, partagent leurs travaux et réclament la première part des dangers. Que si des officiers bernois gourmandent une ardeur inconsidérée, qui va faire courir ce

peuple à la mort plutôt qu'à la victoire, ils sont accueillis par de sombres rumeurs. Ne font-ils pas partie de ces traîtres de Berne, qui ont reçu l'or de la France pour asservir leur patrie? Mort aux traîtres! répète-t-on dans tous les rangs. Le général Derlach, qui dans le conseil n'a cessé d'appuyer le patriotisme courageux de Steiger, lui à qui l'armistice est odieux, et qui sollicite chaque jour l'ordre de le rompre, est lui-même l'objet de ces soupçons, de ces fureurs. 1798.

Combats autour de Berne, et prise de cette ville. Mars 1798.

Brune voit qu'il n'y a plus un moment à perdre pour l'attaque; le 2 mars 1798, il rompt l'armistice, sans en avertir les Bernois. Le général Schauenbourg commande l'avant-garde; on marche sur Soleure; un bataillon de l'Oberland a été surpris, mais les nouveaux soldats ne jettent point leurs armes devant les vainqueurs de l'Italie. Des femmes, qui sont entrées dans les rangs, s'élancent les premières; les Français s'étonnent et s'affligent d'avoir à combattre ce nouveau genre d'ennemis; le bataillon a perdu deux cents des siens, et son colonel Wurstenberger. Les Bernois se retirent, mais pour faire encore plusieurs fois volte-face; malheureusement ils n'ont point été secondés

1798. par la milice de Soleure. Cette ville ouvre ses portes ; les magistrats de Fribourg voient fondre sur eux l'orage, et bientôt ils capitulent. Cette lâcheté, qui a livré sans coup férir deux villes susceptibles de quelque défense, perce le cœur des paysans armés ; ils ne veulent plus reconnaître la voix de leurs chefs, et supportent à peine quelques officiers. Ce sont eux-mêmes qui s'assignent les postes du combat ; le tocsin qu'on sonne de tous côtés entretient leur furie et la pousse jusqu'aux plus horribles excès ; ils marchent sur Berne, pour massacrer les membres d'un gouvernement dont ils se disent trahis. Bientôt ils s'étonnent d'un transport qui leur a fait quitter leur poste ; leur rage s'assouvit sur les colonels Stettler et Ryhiner, qu'ils percent de mille coups de baïonnette. Sans se repentir de ces indignes meurtres, ils voudraient du moins que le sang des ennemis lavât celui de leurs compatriotes ; le 5 mars ils goûtent enfin le bonheur d'engager sur toutes leurs lignes des combats acharnés. Les destins en furent bien différens, mais l'ardeur fut partout la même. Il n'y avait point un plus horrible danger que celui de commander à ces furieux. Le géné-

ral Derlach s'y dévoue; un affreux et trop 1798.
sûr pressentiment le poursuit. Un peu avant le combat, il dit au jeune Varicourt, officier français qui lui servait d'aide-de-camp : « Mon « ami, je vois lever le soleil, mais je ne le « verrai pas coucher. » Steiger vient aussi chercher le combat; le conseil s'est dissous par une abdication définitive; Steiger, qui s'est opposé le dernier à ce lâche parti, se voit dépouillé de toute autorité, et ne peut plus rien pour sa patrie, que mourir. Septuagénaire, il vient prendre place dans les rangs: le premier magistrat de la République n'est plus qu'un grenadier.

Les deux points principaux de la bataille du 5 mars, furent Neuneg et Fraübrunen; au premier de ces postes, huit mille Bernois, formés et armés au hasard, eurent à se défendre contre quinze mille Français commandés par le général Pigeon, souvent nommé dans les campagnes d'Italie; d'abord ils furent enfoncés, mais ils revinrent jusqu'à trois fois à la charge; un renfort de milice de l'Oberland décida la victoire pour les Bernois, dix-huit canons en furent les trophées, et deux mille Français restèrent sur le champ de bataille;

1798. les vainqueurs avaient gagné du terrain, et déjà ils s'apprêtaient à marcher sur Fribourg, lorsqu'ils apprirent la malheureuse issue du combat de Fraübrunen.

Le général Shauenbourg dirigeait l'attaque des Français, le général Derlach commandait les Bernois, et près de lui se trouvait Steiger; la disproportion du nombre était effrayante : six mille Bernois se trouvaient en présence de dix-huit mille hommes de ces troupes qui remplissaient l'univers de terreur et d'admiration; il fallait que les Français, qui avaient à repousser le choc du désespoir, continssent leur ardeur pour n'écouter que la discipline. L'avant-garde ennemie qui vient s'offrir à leurs coups, leur cause un frémissement involontaire; ce sont pour la plupart des femmes qui s'avancent; la mère y conduit ses filles, son époux et ses fils combattent à ses côtés; les familles ont formé le vœu de mourir ensemble. Pourra-t-on quitter le combat? La femme sera là pour venger son mari, et le frère sera là pour venger ses sœurs; mais point de cavalerie, point d'artillerie volante, point d'ordre, point de tactique; la patrie et la famille, voilà les deux seuls appuis du courage.

Les Français s'étonnaient de voir les pay- 1798.
sans armés, après avoir été repoussés quatre fois, se replier en bon ordre et faire encore volte-face; tout à coup ces paysans se précipitent à la bouche des canons; les Français frappaient à regret des femmes, et les conjuraient en vain d'éviter une horrible mitraille. Enfin la victoire des Français fut assurée par leur discipline, leurs canons et leur cavalerie; tristement vainqueurs, ils confessaient n'avoir jamais vu un plus hideux champ de bataille, deux cents héroïnes le couvraient de leurs restes. Le chemin de Berne était ouvert aux Français.

Après avoir montré l'héroïsme de ces fidèles Suisses, je suis forcé de parler encore une fois de leurs fureurs; indignés d'avoir vu leur vaillance inutile, ils se persuadent que des traîtres ont seuls empêché le succès de leurs efforts. Ceux même qui avaient combattu à Neuneg tuèrent à coups de pique et de crosse deux colonels qui les avaient conduits à la victoire; les combattans infortunés de Fraübrunen étaient altérés du sang de leur général Derlach. Pendant le combat il avait circulé dans leurs rangs des billets où il était signalé comme un traître, et qui, suivant toute

1798. apparence, étaient l'ouvrage de quelques émissaires du Directoire, cachés dans les rangs de ces braves; dès la veille on avait essayé d'attenter aux jours du général; il s'entretenait pendant la nuit avec son digne ami l'avoyer Steiger à la clarté mouvante d'un bivouac, lorsqu'un assassin se glissa entre eux, et subitement effrayé, s'enfuit en laissant tomber son poignard. Derlach, après la bataille perdue, s'occupait encore de rallier les siens, lorsqu'après l'avoir couvert d'outrages et d'imprécations, ils le saisissent, l'enchaînent et le livrent à la mort la plus lente et la plus horrible. Steiger se retirait sur un char; les assassins de Derlach le rencontrent, il porte encore les simples habits sous lesquels il a combattu, mais son air de dignité a fait supposer qu'il était magistrat; et les hommes qui combattent pour le sénat ont juré la mort de la plupart des sénateurs; ils vont frapper; Steiger offre sa poitrine à leurs baïonnettes; ce mouvement leur a fait reconnaître le premier magistrat de la République, et le seul homme dont ils vénèrent encore les vertus. Pleins de repentir, ils tombent à ses genoux.

Le soir même du combat, Berne avait ou-

vert ses portes, et la campagne n'avait duré que cinq jours; les vainqueurs s'abstinrent de cruauté. Le trésor de Berne préoccupait tous les esprits. On s'empara de toutes les caisses publiques; et l'on sut même trouver les sommes que les sénateurs bernois, pour plus de sûreté, avaient fait transporter jusque sur les montagnes du fidèle Oberland. Cette proie répondit à peu près aux avides calculs du Directoire. Personne cependant n'a pu encore l'évaluer avec justesse, parce qu'au pillage du trésor se joignit celui de beaucoup d'autres caisses; les calculs les plus modérés estiment à vingt ou vingt-cinq millions le butin fait sur l'opulente Berne. Quelques sénateurs bernois se donnèrent la mort en voyant le désastre de leur patrie; d'autres expirèrent de douleur. Les Français mirent leur orgueil à enlever les ours de Berne, ils les firent conduire à la ménagerie du Jardin des Plantes; on dit qu'il y existe encore un de ces animaux. Comme les Français traversaient les champs de Morat, ils virent avec horreur la chapelle où étaient entassés les ossemens des Bourguignons: « C'étaient des Français, se dirent-« ils; ne souffrons pas plus long-temps cet « outrage fait à nos compatriotes! » Après 1798.

1798. avoir renversé la chapelle, ils enterrèrent les restes des soldats de Charles-le-Téméraire.

Le canton de Zurich, dont les magistrats avaient annoncé les résolutions les plus fermes, était déjà depuis quelques jours en proie aux mêmes discordes que celui de Berne; un parti démocratique s'était formé et fortifié par la nouvelle de la victoire des Français, il força le sénat à l'abdication; la même révolution éclata dans le canton de Lucerne et dans le Valais; partout les Français s'étaient présentés pour faire triompher les rebelles; ils s'emparèrent de Sion, et ne s'abstinrent pas de piller le pauvre trésor de Notre-Dame-des-Ermites; les taxes de guerre, les réquisitions de toutes sortes ne cessaient de ravager le pays de l'Europe où l'impôt était le plus léger et celui qui pourrait le moins supporter des tributs considérables. Le Directoire accordait aux généraux de fortes gratifications; celle du général Brune fut de huit cent mille francs. On habilla nos soldats avec des draps enlevés de tous les magasins. Le fléau des commissaires fut, comme en Italie, plus redoutable encore que celui des officiers de l'armée; l'un d'eux, qui portait pour son malheur le nom de Rapinat, porta, par la plus triste célébrité, la peine

soit de ses propres concussions, soit de celles 1798.
de ses collègues ; je ne me fatiguerai pas à nommer les autres. *

Les démocrates suisses frémissaient de ces violences, dont ils n'étaient point affranchis ; ils venaient à chaque instant se plaindre aux généraux ; ils écrivaient lettres sur lettres au Directoire ; leurs suppliques étaient reçues tantôt avec flegme et tantôt avec humeur : on leur répondait qu'ils ne se montraient pas encore assez dignes de la liberté. Des magistrats novices remplaçaient partout ceux qui avaient vieilli avec honneur dans les fonctions publiques ; plusieurs se lassèrent d'être les ministres méprisés de la tyrannie exercée sur leurs compatriotes ; il fallut chercher des administrateurs jusque dans les derniers rangs de la société ; encore quelques années d'un tel régime, et la Suisse allait tomber dans une misère inconnue même aux pâtres qui brisèrent le joug de la maison d'Autriche.

* Voici une épigramme que l'on fit à Paris sur ce commissaire :

Un bon Suisse que l'on ruine
Voudrait bien qu'on déterminât
Si Rapinat vient de rapine
Ou rapine de Rapinat.

1798. On trouva, pour donner une nouvelle constitution à la Suisse, la même facilité que pour créer les constitutions des républiques romaine, cisalpine, transalpine et ligurienne. Quelques commis du Luxembourg suffirent pour ce travail : c'était encore un misérable calque de la constitution française de 1795. Les barrières des montagnes, des grands lacs, des torrens; la séparation si marquée des pays susceptibles de culture, et de ceux qui ne peuvent la recevoir; la différence du culte, des mœurs, des habitudes et des souvenirs; rien n'arrêta les niveleurs constitutionnels, et l'on proclama la république helvétique *une et indivisible*.

Pour que rien ne manquât aux chaînes de la Suisse, on lui donna un directoire. Dans un pays où presque partout les fonctions les plus hautes étaient gratuites, on créa, pour chacun des directeurs, un traitement de huit cents louis; tous les autres emplois étaient réglés sur cette échelle. Les premières élections avaient donné quelques hommes assez amis de leur pays pour en défendre encore la mourante indépendance contre le protectorat français. Les commissaires du Directoire s'indignèrent de trouver quelques entraves à

leur tyrannie : ces directeurs, encore suisses, furent remplacés par les hommes qui avaient les premiers provoqué l'invasion étrangère. Ochs, La Harpe et Oberlin reçurent le prix des services qu'ils avaient rendus à Rewbell, des complaisances qu'ils avaient pour Rapinat. Cependant la tyrannie militaire s'élevait toujours par-dessus leur tyrannie d'emprunt. Il fut rendu une ordonnance par laquelle on déclarait que tout Suisse qui aurait parlé irrespectueusement des autorités françaises, serait puni de mort. C'était ressusciter le génie des ordonnances de Gesler; les Guillaume-Tell reparurent. 1798.

Dispositions des petits cantons, et surtout de Schwitz, pour la guerre.

Il s'agissait de soumettre à la constitution une et indivisible, c'est-à-dire de faire courber sous cette oppression insolente et cupide, le peuple le plus libre des temps anciens ou modernes, les cantons démocratiques. Leurs premières représentations eurent un caractère de fierté et surtout d'éminente raison, mais elles ne présentaient rien d'hostile. Sans doute, il était douloureux pour ce peuple de pasteurs de survivre à la liberté des autres cantons, qui les avaient vaillamment secondés contre les maisons d'Autriche et de Bourgogne ; mais ils

1798. regardaient leur propre liberté comme inattaquable; leur imagination n'allait pas jusqu'à deviner les prétextes par lesquels un gouvernement qui prétendait n'agir que pour la liberté universelle, pourrait donner des restrictions jalouses à une liberté si vaste et si paisible. Toute espèce d'aristocratie excitait la colère ou réelle ou simulée du Directoire de France. Mais pouvait-on assimiler les constitutions de Schwitz, d'Uri, etc..., où le peuple conserve le plein exercice de la souveraineté, et peut la déléguer tous les ans à des magistrats de son choix, avec ces constitutions de Berne et de Fribourg, où le peuple était entièrement exclu des droits politiques? Enfin, ce qui fondait le mieux leur sécurité, c'est qu'ils ne présentaient aucune amorce à la cupidité du Directoire de France. Où étaient leurs trésors? où était leur luxe? Que viendrait-on chercher sur leurs rochers stériles, ou sur leurs verdoyantes montagnes couvertes d'humbles chalets? Le revenu des six cantons ne paierait pas en dix ans les frais d'une guerre entreprise contre eux; mais ces bons Suisses ne connaissaient pas jusqu'où peut aller, chez des esprits étroits et des âmes haineuses, la

fureur des théories politiques. Roberspierre, Hébert et Chaumette avaient voulu courber sous leur nivellement des hommes qu'ils appelaient esclaves. Maintenant il s'agissait de l'imposer à des hommes libres et courageux : nul calcul de prudence ou d'économie, et bien moins encore, nul sentiment de justice et d'humanité, ne pouvait arrêter les pentarques du Luxembourg. Rapinat et un autre commissaire du Directoire, Lecarlier, plus puissant que son collègue parce qu'il avait été conventionnel et régicide, repoussèrent les représentations des petits cantons, comme étant imbues de préjugés gothiques. S'ils avaient osé, ils les auraient nommées serviles. Ils chargèrent bientôt le général Schauenbourg de transporter les lumières du siècle dans ces cantons rebelles : on leur imposait un délai fort court pour recevoir la constitution *unitaire*. Au seul mot d'une constitution nouvelle, tout éclata ; on courut aux armes. 1798.

Le peuple de Schwitz se prépara par un acte de mémorable sagesse à un mouvement qui allait rappeler sa gloire antique. Ce gouvernement, en dépit d'une démocratie si pure,

1798. comptait lui-même des sujets. Le petit peuple de la Marche subissait ses lois; quoiqu'elles fussent d'une douceur extrême, elles pesaient un peu à l'orgueil des habitans. Schwitz les rendit libres, et ils se montrèrent aussi zélés pour la cause commune, que s'ils avaient eu depuis plusieurs siècles leur part de la souveraineté démocratique.

Aloys Reding était l'âme de ce mouvement; militaire consommé, il avait longtemps servi en Espagne avec le grade de colonel. Les combats qu'il avait soutenus dans ce royaume contre les Français; le souvenir de ses pères, fondateurs de la liberté helvétique; le souvenir récent et cruel de ses parens, de ses amis, massacrés dans les journées du 10 août et du 2 septembre, tout l'appelait à défendre la liberté réelle contre les mensonges d'une liberté oppressive. Depuis qu'il était rentré dans sa patrie, il n'avait cessé d'être réélu, d'année en année, pour la première magistrature. Voué au commerce des lettres, et surtout à l'étude de l'histoire, il y avait puisé la raison mâle qui signale partout l'imposture ou l'erreur; il possédait en outre le courage à la fois héroïque et raisonné

qui peut tout inventer à la guerre, et cette 1798.
éloquence qui, fondée sur la vérité, peut tout commander à des âmes vraies. Malheureusement l'autorité de ce grand personnage ne pouvait apporter un remède suffisant à la faiblesse du lien fédératif qui unissait sa patrie aux cinq autres cantons démocratiques; l'esprit des localités n'y était que trop réveillé par le danger même. Glaris, Zug, Uri, Appenzel, et Underwalden, craignaient, en portant leurs secours au-dehors, d'ouvrir leurs foyers aux Français. C'était la pauvreté même de ces foyers qui les leur rendait plus chers. Ce qui pouvait s'y trouver d'aisance relative était l'ouvrage de plusieurs siècles. Le sabre d'un soldat furieux, ou la pipe d'un soldat insouciant, pouvait tout détruire en un quart d'heure. Chacun, dans son canton, avait déjà signalé le roc, le lac ou le bois qui servirait de théâtre au combat, et qui déjà semblait indiqué pour la gloire par de vieilles annales. Quarante mille Français, vainqueurs de l'Autriche, et récemment vainqueurs du désespoir des paysans bernois, allaient pénétrer dans ce pays, qui ne comptait encore pour sa défense que neuf mille guerriers mal armés. Les prêtres

1798. et les femmes couraient dans tous les rangs.

Les prêtres élevaient un crucifix, qu'ils appelaient le véritable arbre de la liberté. « C'est « à vous, disaient-ils, à être fidèles à la cause « de Dieu, vous qui en avez reçu des bienfaits mille fois plus précieux que l'or et les « richesses; les ennemis que vous avez à « combattre ne sont-ils pas ces hommes qui « ont épouvanté le monde de leurs fureurs « sacriléges? Ne marchent-ils pas tout couverts des dépouilles enlevées dans les chapelles de la Suisse, et surtout dans l'église « de Notre-Dame-des-Ermites ? Il y a trois « siècles que vous avez su vous dérober à « l'exemple de vos frères égarés, et repousser « de votre sein l'hérésie qui s'établissait à « Berne et à Zurich. Voici un danger bien « plus terrible : c'est l'impiété déclarée qui « s'approche de vous. Tout pauvres que vous « êtes, on voudra vous séduire; car l'impiété « veut toujours grossir le nombre de ses complices; vous n'aurez plus droit à invoquer « le nom de vos pères, quand vous aurez « abandonné et outragé leur culte; vous ne « serez plus les fils de Guillaume-Tell, si vous « avez cessé d'être les enfans de Dieu. C'est à

« votre fidélité catholique que vous avez dû 1798.
« d'être le peuple le plus libre et le plus res-
« pecté de la terre. Il ne s'agit pas seulement
« pour vous de combattre en héros, il faut
« combattre en martyrs. »

Il paraît certain qu'à des exhortations si vives les prêtres joignaient des promesses, des prophéties, des apparitions miraculeuses, que la véhémence et l'exaltation de leur zèle pouvaient rendre sincères. Chaque paysan racontait à son voisin une vision dont il avait été frappé : on parlait de larmes qu'avaient versées les madones champêtres; on parlait d'un grand bruit d'armes entendu dans les cimetières ou dans les caveaux des églises. Le capucin Paul Styger et plusieurs curés ne prêchaient plus qu'avec des armes entremêlées aux vêtemens du sacerdoce.

Les femmes montraient la même ardeur que celles du canton de Berne; vêtues d'une souquenille semblable à celle de leurs époux, armées au hasard, mais toutes armées, elles se distinguaient par un ruban blanc : c'étaient elles qui portaient les ordres, les munitions et les vivres d'un camp dans un autre; elles faisaient la guerre aux lâches, allaient les cher-

1798. cher dans leurs retraites, et les forçaient de marcher; leur cri de ralliement était : « A bas « les Gessler! » Il se trouvait que les trois couleurs des drapeaux français étaient précisément celles des drapeaux de l'Autriche pendant la longue guerre de la liberté. Les femmes profitaient de cette circonstance pour enflammer la rage et pour exalter l'héroïsme universel; le bâton sec et dépouillé qu'on appelait *l'arbre de la liberté*, ne leur rappelait que la perche abhorrée de Gessler. On les voyait apporter leurs ustensiles de cuisine pour faire des balles : postées sur des hauteurs, elles avaient l'emploi de les garder pendant que leurs maris ou leurs pères iraient percer les colonnes françaises.

Aloys Reding voulut profiter d'une ardeur si générale, et ne craignit pas de saisir l'offensive avec une armée de neuf mille hommes, pour la plupart nouveaux soldats, mais guerriers par le cœur. On marcha sur Lucerne, qui avait subi le joug français. Quelques affaires d'avant-poste prouvèrent que le courage du désespoir pouvait l'emporter, au moins momentanément, sur un courage tourné en habitude, fortifié par la tactique et

maintenu par la discipline. L'armée de Reding entra dans Lucerne, après une capitulation que signèrent avec joie des magistrats qui regrettaient la fière indépendance de leur patrie. Le premier mouvement de leurs libérateurs fut de se précipiter tous dans une église, pour y rendre grâce à Dieu de leur premier succès; leur zèle était bien inconsidéré, car il eût dépendu de quelques habitans d'un parti contraire de les enfermer tous dans l'église, et de détruire le dernier espoir de la vieille Suisse. Le *Te Deum* finissait à peine, que les Suisses purent comprendre, aux diverses nouvelles qui leur arrivaient de tous côtés, qu'il leur fallait déjà renoncer à l'offensive: déjà les Français, après avoir passé la Reuss, s'étaient emparés de la ville de Zug; leurs colonnes filaient sur les deux rives du lac de Zurich, et c'était là le point d'attaque le plus à craindre pour les Suisses. La nécessité voulait qu'on évacuât Lucerne; mais cette conquête n'avait pas été sans quelque résultat; on y avait pris des canons que les femmes traînèrent jusqu'au sommet de leurs montagnes. 1798.

Le 30 avril, les Suisses eurent à combattre dans tous les lieux célèbres par les batailles

1798. de leurs alliés; cinquante d'entre eux courent aux Français : le combat s'engage et devient terrible. Les Suisses, en regardant Aloys Reding, croyaient voir celui de ses aïeux qui avait déjà mérité que le nom de Morgarten fût joint au sien. De toutes parts on détachait des roches qu'on faisait rouler sur les assaillans. Les Français ne s'avançaient que pour trouver leurs ennemis embusqués dans des broussailles : d'un autre côté, les femmes s'avançaient au milieu de la mitraille pour apporter aux combattans, dont les munitions s'épuisaient, tout ce qui pouvait leur en servir. On rapporte qu'un chasseur qui visait avec une justesse meurtrière, se plaignait de n'avoir plus de cartouches, lorsqu'il est atteint par une balle : elle avait pénétré peu avant; il la retire, en charge son fusil, et la renvoie sur-le-champ à l'ennemi. Les Français ont tenté trois fois l'escalade, et ils ont été repoussés avec une grande perte : celle des Suisses a été considérable; ils sont vainqueurs, mais point de renfort à espérer pour eux, tandis que la perte des Français est plus que compensée par les nouveaux compagnons que chaque moment leur envoie.

Le lendemain, 3 mai, le combat s'engagea sur plusieurs points entre des soldats également valeureux ; c'étaient quatre mille Suisses d'un côté, et sept ou huit mille Français de l'autre; l'action principale eut lieu sur le bord du lac de Zug; les Suisses, vainqueurs à Morgarten, brûlaient de reprendre une ville de leur confédération; leur position était moins favorable que lorsqu'ils s'appuyaient sur des monts leurs éternels protecteurs. Les Français manœuvraient avec plus d'habileté, les Suisses tiraient avec plus de justesse et de précision. On voyait des armes de tout genre; piques, hallebardes, carabines, massues. Les deux armées étaient divisées en bandes de tirailleurs; de là une confusion et des méprises fatales aux uns et aux autres. Un corps français s'était engagé pour tourner la ville de Schwitz, et n'avait été arrêté que par un petit bataillon de femmes; la nuit était descendue et laissait la victoire indécise; les auxiliaires d'Uri et d'Underwalden avaient été forcés de regagner leurs foyers. Schauenbourg, fatigué d'une si vive résistance, offrait une capitulation honorable. On délibérait, pendant la nuit, sur le sommet des montagnes; une

1798.

1798. voix s'écria : « Point de capitulation jusqu'à « ce que les deux tiers de nous aient péri les « armes à la main! » Cette résolution magnanime obtenait l'assentiment de toute l'assemblée. Un ecclésiastique vénéré de tout le peuple, le chanoine Schuller, osa seul s'opposer à l'avis de ces pâtres intrépides ; il fit un tableau énergique de l'état de désolation où serait réduit, après la victoire des Français, un canton à la fois si célèbre et si peu fertile. Comme par la capitulation proposée le général ennemi s'engageait à faire respecter la religion, les biens et les personnes, Schuller ne voyait plus de motif pour vouer tout un peuple à l'extermination. Aloys Reding luimême fut obligé, par son amour pour ses concitoyens, d'appuyer cet avis pacifique. C'était à ses yeux une dure nécessité que celle d'accepter la nouvelle constitution, mais il se persuadait que les Français insisteraient peu sur des actes d'obéissance contraires aux habitudes, aux mœurs et aux sermens de ses concitoyens. Ne suffisait-il pas aux Français que les petits cantons, laissant modifier un peu les principes de leur vieille constitution, ne vinssent pas troubler la révolution nouvelle qui souffrait moins d'obstacle dans des can-

tons plus riches et plus populeux. Pourquoi renouveler sans motif ces scènes de carnage et ces combats où la victoire était si peu assurée ? Le général Schauenbourg, dans sa conférence avec Aloys Reding, promettait, et avec sincérité sans doute, une tolérance secrète pour le régime particulier qu'il conviendrait encore aux petits cantons de suivre; mais il connaissait mal l'inflexibilité cruelle et stupide du Luxembourg. 1798.

Révolte et désolation de l'Underwalden.

Si le Directoire avait commencé cette guerre par cupidité, il la continuait par orgueil. Schwitz, après avoir accepté la capitulation, goûta quelque tranquillité pendant deux mois; mais arriva l'ordre de faire prêter serment à la nouvelle constitution par chacun des habitans des cantons démocratiques. Le Directoire, habitué à faire prêter des sermens en France par une impulsion presque mécanique, ne concevait pas tout ce qu'ils ont de religieux chez un peuple fidèle aux mœurs comme aux exemples de ses ancêtres; tous les Suisses des petits cantons frémirent à la proposition d'un parjure; ils pouvaient bien rester soumis par la force à la constitution nouvelle; mais jurer de la défendre, de la maintenir, trahir ainsi des promesses faites

1798. à la face du ciel et sur le tombeau de leurs pères, c'était à leurs yeux abjurer le titre de suisse et de chrétien. La cérémonie dans laquelle on les avait rassemblés pour prêter le serment fut ce qui décida leur nouvelle insurrection ; chacun put lire dans les yeux de ses concitoyens l'indignation dont lui-même était rempli. « Non, point de serment, plutôt mourir ! » ce fut le cri universel. Comme ce mouvement avait été subit, les mesures étaient mal prises. En plusieurs lieux, et même dans la ville de Schwitz, la révolte fut assez facilement ou contenue ou réprimée ; mais elle prit le caractère le plus effrayant dans l'Underwalden ; les républicains les plus déterminés de Schwitz, d'Uri et des autres petits cantons s'y portèrent avec empressement, mais ils n'avaient plus à leur tête un chef habile tel qu'Aloys Reding ; celui-ci était gardé à vue. Le désespoir était si furieux, qu'il ne pouvait plus se prêter ni à aucun conseil de la prudence, ni à aucune combinaison de l'art. Il s'agissait moins de vaincre que de donner la mort pour la recevoir. Que pouvaient espérer deux ou trois mille pâtres combattant sans artillerie, contre seize mille Français qui ne cessaient de faire

pleuvoir sur la vallée les obus et les boulets? 1798.
L'enfant ou la jeune fille qui avait tué un Français se croyait en possession du ciel. Les Français, qui avaient pu se modérer dans leurs combats contre Schwitz, cédaient maintenant à toute leur rage; ils annonçaient leur marche par l'embrasement des villages, des cabanes isolées et des chalets. Après beaucoup de scènes de carnages partiels, le 9 septembre est marqué pour une extermination générale; les victimes venaient d'elles-mêmes s'offrir à tous les coups; il semblait qu'il y eût une honte attachée à vivre. Après avoir combattu derrière des haies, des palissades ou quelques grossiers parapets, les Suisses s'élançaient avec fureur sur les rangs les plus épais et sur les canons même. Avaient-ils succombé, leurs femmes et leurs filles venaient se présenter à leur place; les vieillards, les malades, les mourans eux-mêmes se faisaient transporter sur le champ de carnage : du reste point de salut pour ceux même qui ne venaient pas s'offrir à la mort. Soixante-dix personnes furent massacrées dans une église, ayant à leur tête leur curé. Les Français reprochaient leur propre barbarie au Directoire qui les avait menés à cette horrible expédi-

1798. tion. Plusieurs de leurs officiers surent jusque dans ces horribles momens s'honorer par des actes d'humanité ; d'autres s'arrachaient les cheveux quand ils n'avaient pu empêcher le carnage.

Les massacres de l'Underwalden firent long-temps l'entretien de l'Europe. Dans un moment où la multiplicité des catastrophes venait de toutes parts fatiguer la pitié, il s'ouvrit à Londres une souscription abondante pour réparer les malheurs de ce glorieux canton. Mais ces secours ne purent parvenir dans la Suisse que lorsque les Autrichiens y entrèrent et y apportèrent eux-mêmes une nouvelle cause de calamité. Ce fut pendant les désastres de ce pays que le célèbre Pestalozzi eut la généreuse inspiration de recueillir plus de cent enfans dont les parens avaient été tués, et qui erraient au hasard. Après leur avoir fourni ou procuré des secours, il voulut continuer envers eux l'emploi d'un père dont sa bienfaisance l'avait investi. Il fonda pour eux une école qu'il dirigea par une méthode nouvelle, et ce fut là le commencement de cette institution célèbre qui a fixé les regards de tous les savans de l'Europe.

Les malheurs des Treize-Cantons devenus la

république Helvétique vont continuer et s'accroître, mais en changeant de nature. Ce pays belliqueux ne sera plus, comme la triste Italie, qu'un champ de bataille où les Autrichiens et les Russes d'un côté, et les Français de l'autre, se combattront avec acharnement. Tandis que des torrens de sang sont versés dans les abîmes et sur les rocs dont on se dispute la triste possession, les Suisses ne forment d'alliance ni avec leurs premiers oppresseurs ni avec des vengeurs qui ne les ménagent point. Leur caractère ne va plus se produire par des actes héroïques, mais par un sombre mécontentement qui inspire des alarmes et un respect involontaire aux vainqueurs et aux vaincus. Tous ces faits d'un admirable désespoir que je viens de rapporter, malgré les désastres qui les suivent, ne seront point perdus pour la cause d'un peuple toujours digne de la liberté. L'horreur des cruautés commises s'est fait sentir au cœur des républicains français eux-mêmes, et va précipiter la chute des Directeurs qui les ont ordonnées. Les puissances belligérantes ont déjà compris qu'on ne peut disposer des Treize-Cantons, comme on l'a fait de Venise ; ce peuple recouvrera bientôt son indépendance, et ne

1798.

1798. la devra qu'à l'admiration qu'il a causée à ses vainqueurs eux-mêmes ; seul il sera exempt des fléaux que Bonaparte va répandre sur l'Europe, seul il ne recevra point un roi de la famille du conquérant. Combien les Suisses ne doivent-ils point honorer la mémoire de ces femmes intrépides tuées à Fraübrunen, des compagnons héroïques d'Aloys Reding, et de ces pâtres sublimes de l'Underwalden, qui surent montrer au dix-huitième siècle les vertus sur lesquelles s'appuya leur liberté naissante. Les champs de la Suisse furent pour la cause de la liberté ce que les champs de la Vendée, plus ensanglantés et plus héroïques, furent pour la cause de la monarchie. Jusque dans les siècles les plus amollis ou les plus dépravés, les grandes actions ont un retentissement qui sauve ou qui relève les peuples.

L'Italie va nous offrir à son tour quelques faits où nous verrons le sentiment de l'indépendance nationale se produire avec une même fureur, mais non avec des vertus aussi constantes, aussi fortes.

Combats des Français et des Napolitains. Reprise de Rome. Novembre et déc. 1798.

Nous avons laissé Rome occupée par le roi de Naples, et l'armée française retirée à Pérugia ; nul désordre n'avait accompagné sa retraite. Rome, en changeant de maîtres,

n'avait fait que changer d'oppresseurs. Le général Mack qui commandait l'armée napolitaine avait si long-temps différé d'attaquer les Français, qu'il avait exalté en eux une confiance que leur retraite même n'avait pu leur faire perdre. Son armée était de quarante mille hommes, et les Français ne lui en opposaient que huit mille. Au lieu d'user des avantages que lui présente une telle supériorité, il divise ou plutôt dissémine son armée en cinq colonnes auxquelles il fait suivre des directions différentes; ce n'était rien pour lui que de vaincre, il fallait vaincre avec méthode et surtout avec les raffinemens les plus subtils de l'art militaire. Toute combinaison simple lui paraissait mesquine. De sa personne il s'avançait sur Civita-Ducale, tandis que ses autres corps traversaient le Tibre sur d'autres points; l'avant-garde française suffit pour le repousser et le jeter dans le plus grand désordre. 1798.

Le général Macdonald eut la plus grande part à cet exploit remarquable par l'extrême disproportion des forces. Sous lui s'illustrèrent le général Mathieu et Kellermann, fils du général qui avait repoussé le duc de Brunswick à Valmi. Les colonnes éparses de l'armée napo-

1798. litaines furent si vivement poursuivies, qu'en trois jours huit mille Français firent onze mille Napolitains prisonniers. Une seule de ces colonnes se défendit avec autant d'habileté que de courage; elle dut son salut, et l'on pourrait ajouter sa gloire, à un émigré français, au comte Roger de Damas qui la commandait; celui-ci se voyant coupé de l'armée napolitaine, résolut de s'ouvrir de force le passage à travers les rangs des Français vainqueurs; il engagea une action assez vive; une blessure grave qu'il y reçut ne lui fit pas quitter le champ de bataille; il parvint enfin à Orbitello, et par une capitulation digne de son beau fait d'armes, il obtint de pouvoir s'embarquer avec toutes ses troupes, en laissant seulement son artillerie.

Le général Mack, après avoir mis à une si fâcheuse épreuve le courage de ses troupes, n'osa plus tenir dans Rome. Déjà le roi des Deux-Siciles s'en était éloigné, et s'était retiré dans son château de Caserte. Rome, fatiguée des Napolitains, reçut les Français avec indifférence. Ils s'y arrêtèrent peu; ils avaient à continuer la poursuite de l'armée napolitaine. Mack, après avoir changé son camp de jour en jour, s'était retranché à Capoue

dans une forte position, où il était défendu 1798.
par les eaux profondes du Volturne. Championnet avait divisé son armée en deux corps; Macdonald se porta avec son ardeur accoutumée sur Arpino et sur Sora, dont il s'empara sans résistance, et de là sur Gaëte, la place la plus forte de l'État napolitain, approvisionnée pour un an, défendue par une nombreuse artillerie et par cinq mille hommes de garnison. Elle se rendit en vingt-quatre heures. Macdonald vint ensuite retrouver le général Championnet qui s'avançait sur Capoue, et déjà en occupait les avenues. Le général Lemoine s'était rendu maître d'Aquila et Pescara; mais quand sa division et celle du général Duhesme voulurent pénétrer dans les Abruzzes et dans l'antique Samium, ils trouvèrent dans les paysans une résistance plus dangereuse et plus meurtrière que celle des timides soldats du roi des Deux-Siciles; la faux à la main, ces paysans tombaient sur les Français épars et les livraient au plus barbare supplice. Dans un pays si favorable aux embuscades, ils en dressaient partout, sortaient de leurs retraites avec d'épouvantables cris, et après avoir assouvi leur vengeance, ils revenaient se cacher dans des lieux inaccessibles.

1798. Les généraux Duhesme et Lemoine se déterminèrent à ne plus braver le désespoir furieux d'un peuple qui avait si long-temps éprouvé la constance et le courage des vieux Romains; leurs divisions revinrent sous les murs de Capoue.

État des partis dans la ville de Naples.

Pour expliquer ce qui se passa dans cette ville, il faut nous rendre compte de la situation des esprits à Naples. Malgré l'attachement prononcé du peuple, et surtout des lazzaroni, pour le roi et pour la religion, Naples était de toutes les villes d'Italie celle où le désir d'une révolution se faisait le plus sentir. Les dépenses excessives de la cour étaient depuis long-temps un sujet de murmures pour toutes les classes élevées et moyennes : la présence des Anglais, les fêtes éternelles données à lord Nelson, la faveur dont jouissait lady Hamilton, et la fierté de la reine Caroline, aigrissaient des esprits qui, vifs, subtils, inquiets et présomptueux, accueillaient avec beaucoup de faveur, quoique avec mystère, les nouveautés politiques. La chimère d'une république parthénopéenne, séduisait des savans, des hommes de lettres et des artistes, qui prétendaient sentir couler en eux le sang des vieux Grecs auxquels ils

rapportaient leur origine. Les femmes, et 1798.
surtout celles qui étaient les plus distinguées par leur naissance et par leur instruction, secondaient avec enthousiasme cet esprit novateur. Les nobles s'effrayaient peu du sort qu'avaient subi les nobles de France. En épousant avec ardeur la liberté, ils se flattaient de n'en avoir rien à craindre. Le peuple était alors si loin de leurs pensées, qu'ils se regardaient comme sûrs de n'être jamais ni entraînés par ses excès ni exposés à ses fureurs. Cette disposition à changer de lois s'était fait sentir jusque dans l'armée. La trahison avait eu autant de part que la lâcheté aux défaites ignominieuses que je viens de rapporter; la trahison seule pouvait expliquer la reddition subite d'une place telle que Gaëte.

Mais, d'un autre côté, les lazzaroni craignaient tout changement qui viendrait les arracher aux délices de leur paresse et de leur fière mendicité. Le roi recueillait dans leur affection et dans leur dévoûment le prix de cette politique qui l'avait attaché particulièrement à cette singulière classe de ses sujets. La reine prit le parti d'irriter le zèle, les alarmes et la fureur de ces demi-sauvages; bientôt elle n'en

1798. fut plus maîtresse. Toute saine politique, et même toute mesure d'une judicieuse défensive, furent bouleversées par l'intervention furieuse de ces prolétaires. Les effets de la trahison étaient manifestes à leurs yeux ; mais ils voulaient voir des traîtres dans tous ceux qui possédaient de grands biens et un grand nom. Ils procédaient comme un peuple agité par une révolution, même en détestant les principes révolutionnaires. Cinquante ou soixante mille hommes de cette espèce, en défendant Naples, pouvaient en devenir les dominateurs. Les nobles, déjà désignés à leurs coups, avaient pour perspective le meurtre, la ruine et l'incendie ; la crainte la plus pressante exaltait ainsi leurs sentimens républicains.

Reddition de Capoue aux Français. — Mack se réfugie vers eux.

Le général Mack était informé, à Capoue, de cette situation des esprits dans la capitale ; il n'en avait que trop éprouvé les effets dans son armée, et tout lui faisait craindre des trahisons nouvelles. La position qu'il occupait était inexpugnable avec des troupes plus sûres ; mais un seul cri de *sauve qui peut!* pouvait le livrer à l'ignominie la plus complète. La conduite qu'il tint va paraître bien faible ; on peut l'excuser par des circonstances si déplorables. Le roi avait pris le parti de quitter sa capitale,

même avant que le sort de Capoue fût décidé, 1798.
et de se retirer dans la Sicile. La reine, son ministre Acton, l'ambassadeur anglais, lady Hamilton, et le victorieux Nelson lui-même, l'accompagnaient dans cette retraite. Des bâtimens anglais mouillés dans le port avaient aidé à transporter les bijoux de la couronne, le trésor de Saint-Janvier, et les antiquités les plus rares d'Herculanum. Ce fut au dernier jour de l'année qu'eut lieu ce déplorable départ. L'aspect en fut effoyable, soit par les cris de désolation des lazzaroni, soit par l'incendie des plus beaux vaisseaux de la flotte napolitaine. C'était le lord Nelson, c'était la politique anglaise qui les avait dévoués aux flammes. On craignait que tous ceux de ces vaisseaux qui ne pouvaient tenir la mer ne vinssent accroître la marine française. L'embrasement du *Guiscard*, de soixante-quatorze, faisait l'effet d'un volcan allumé sur la mer. L'autorité avait été confiée au prince Pignatelli, nommé vice-roi pendant l'absence du monarque. Ce choix n'était point heureux : ce prince n'avait la confiance ni de l'un ni de l'autre parti qui divisaient ce malheureux État; il s'entendit avec le général Mack, et le résultat de leurs conférences fut une capitu-

1798. lation qui livrait aux Français, sans combat, la ville et le camp retranché de Capoue. Il est vrai que, par cet armistice, on avait cru du moins sauver la capitale et une partie du royaume. Il était convenu que l'armée française s'arrêterait aux bouches de l'Ofanto. Le roi devait payer encore dix millions de livres tournois.

On ne peut décrire la fureur qui s'empara des lazzaroni à la nouvelle de cet armistice. On les entendait répéter, une torche ou un poignard à la main : *Meurent les traîtres! vive saint Janvier! vive la religion! vive le roi!* Le commissaire français Arcambal faillit être la première victime de leurs fureurs. Le vice-roi Pignatelli parvint à le sauver des mains de la populace; mais lui-même fut bientôt poursuivi jusque dans son palais; il put en sortir déguisé pendant la nuit, et se retira auprès du roi, qui, indigné de l'armistice, le fit garder dans une forteresse. La rage du peuple s'était également tournée contre le général Mack. Celui-ci ne vit plus pour lui de réfuge que dans le camp des Français eux-mêmes. Le général Championnet le reçut avec les égards d'une noble pitié; mais le Directoire français, qui ne reconnaissait pas le

droit d'asile, le traita en prisonnier de guerre et le fit conduire à Dijon. 1798.

Fureurs des lazzaroni. — Prise de Naples.

La disparition de Mack et de Pignatelli n'avait fait qu'accroître l'anarchie. Les lazzaroni, fiers de les avoir mis en fuite, dévouaient à la mort la plupart des nobles et des hommes les plus considérés ou les plus opulens. Après s'être emparés de l'arsenal, ils s'étaient partagé des armes qui les rendaient plus terribles à leurs concitoyens qu'aux ennemis. L'armistice était déjà rompu par cette violence. Les Français ne trouvaient plus de sûreté que dans leur camp; leurs détachemens isolés tombaient sous la faux de paysans dont les fureurs avaient devancé celle des lazzaroni. Les nobles napolitains, menacés à chaque instant des meurtres populaires, ne voyaient plus pour eux de salut que dans les approches et les succès de l'armée française; ils en pressaient la marche par des avis secrets et de vives instances.

Championnet résolut de tenter une entreprise que le désespoir des fougueux défenseurs de Naplès devait rendre terrible. L'armée française s'avança sur Naples. La nécessité avait fortement resserré les liens de sa discipline; mais, comme tous les lieux où

1798. elle passait lui faisaient craindre ou des combats ou des meurtres elle usait sans ménagement du droit de la guerre. Les lazzaroni s'en vengeaient dans Naples, en incendiant eux-mêmes les maisons ou les palais de tous ceux qu'ils avaient signalés comme des traîtres. La mer réfléchissait les feux de ces incendies.

Les lazzaroni avaient enfin consenti à marcher sous les lois de Moliterni, jeune et vaillant officier qui avait été blessé dans les combats précédens; mais ils ne parurent qu'un moment respecter les ordres sévères qu'il donna pour rétablir quelque discipline. L'armée française était arrivée près d'Aversa, lorsque les lazzaroni se présentent et viennent engager le combat avec tout le courage que peut inspirer une fureur à la fois patriotique et religieuse. Les événemens d'une telle mêlée ne peuvent se décrire; elle dura trois jours entiers, et les Français durent surtout la victoire à leur artillerie. Les lazzaroni étaient enfin rentrés dans la ville, mais avec la résolution de la défendre jusqu'à l'extrémité. Championnet hésitait à donner le signal de l'attaque, parce que tout lui faisait craindre la destruction prochaine d'une ville si populeuse; mais le danger le plus

grand était celui de rester immobile en présence de tout ce peuple armé. Un parlementaire envoyé par le général français n'a point été reçu, et a couru risque de la vie. Championnet fait attaquer la ville par la porte de Capoue. En même temps il fait cerner les forts Saint-Elme et de l'Œuf : c'étaient des troupes réglées qui les gardaient, et des nobles étaient à leur tête; ils s'empressèrent de capituler. Les lazzaroni rugissent en voyant l'étendard tricolore flotter sur les deux châteaux ; rien ne leur fait abandonner la porte de Capoue. Quand une troupe entière a disparu sous la mitraille, une autre troupe la remplace avec intrépidité. Leurs rangs sont enfin rompus : les Français s'avancent sur les cadavres amoncelés de leurs ennemis; mais les lazzaroni s'emparent de toutes les maisons et font pleuvoir, du haut des fenêtres et des toits, des tuiles, des pierres, des vases d'eau bouillante et des tisons enflammés : on est obligé de livrer à l'incendie toutes les maisons dont ils se sont emparés. Le soldat français ne s'avance plus qu'une torche à la main : on massacre dans toutes les rues, on pille dans tous les palais; les habitans ne peuvent plus distinguer leurs 1798.

1798. défenseurs de leurs ennemis. Le Vésuve ne pourrait menacer Naples d'une plus terrible destruction. La nuit vient et ne sert qu'à redoubler la fureur du massacre et du pillage. Cependant les Français ont achevé la conquête des deux autres forts qui restent pour la défense de Naples.

Vingt fois le général en chef s'était exposé à tous les dangers pour se faire entendre de la populace furieuse. Il avait recommandé à ses soldats de s'abstenir de tout meurtre inutile. Au troisième jour du combat, on voit quelques lazzaroni s'approcher des vainqueurs, commencer à s'entretenir avec eux, boire ensemble, pendant qu'à côté d'eux se passaient encore les scènes les plus épouvantables. Tout à coup les Français font retentir, avec mille signes de respect et d'adoration, le cri de *vive saint Janvier!* Les lazzaroni écoutent et font écho à ce nom si vénéré. Leurs chefs profitent de ce moment pour les haranguer. On se mêle, on s'embrasse, on marche ensemble à l'église de Saint-Janvier. Le général en chef fait donner une garde d'honneur à ce saint, devenu le conciliateur des partis. Bientôt il se fonde une république nommée *parthénopéenne*, et les grands de

l'État deviennent les partisans les plus zélés 1798.
de ce gouvernement populaire; mais les formes de l'administration civile ne paraissaient pas suffisantes pour contenir une telle population: Championnet maintint le régime militaire. Le Directoire de France lui en fit un crime: mais ce qu'il reprochait le plus à ce général, c'était de ménager dans leur fortune les malheureux Napolitains. Il ne mit aucune pudeur dans son ingratitude envers le conquérant de Naples; il le destitua, et bientôt même il le fit arrêter.

FIN DU LIVRE SIXIÈME.

1798.

LIVRE SEPTIÈME.

Ce livre, qui sera consacré à l'expédition de Bonaparte en Égypte, va nous distraire un moment de ces guerres partielles et désastreuses où la conquête n'emprunte le masque du génie révolutionnaire que pour ajouter aux malheurs et à l'opprobre des vaincus. Tandis que la République française, abusant du courage prodigieux de ses soldats, courbe sous un même joug des peuples fiers de leur liberté ou des peuples amoureux de leur esclavage, et ne multiplie au-dehors l'oppression que pour être encore plus déchirée au-dedans par l'anarchie, c'est un spectacle curieux et même consolant que de voir la civilisation reportée par les armes dans une contrée qui fut son antique berceau : ce tableau, qui ne manque ni d'intérêt ni de grandeur, fixe nos regards sur l'homme qui porte avec lui nos destinées.

J'ai déjà parlé du singulier empressement

avec lequel une élite de généraux, de marins, 1798.
de savans et d'artistes s'engageait, sous Bonaparte, dans une expédition dont le secret n'était encore que faiblement deviné. Au moment même où il excitait les ombrages jaloux du Directoire, il avait reçu tout pouvoir pour préparer la plus magnifique expédition qui fût jamais sortie des ports de France. Comme il s'agissait de tenir l'Angleterre indécise sur le but d'un tel armement, Bonaparte volait des côtes de l'Océan à celles de la Méditerranée. Notre marine tout entière passait sous ses lois. Le Directoire lui avait cédé une partie des opulentes dépouilles de Berne. Deux ou trois millions de livres tournois, provenant du trésor de cette république, étaient embarqués à bord de la flotte rassemblée à Toulon, et devaient bientôt, comme par un châtiment du ciel, être engloutis dans les flots au combat d'Aboukir. Les savans, les artistes et même les gens de lettres qui s'embarquaient avec Bonaparte, étaient tout radieux de confiance, et semblaient plaindre les parens, les amis qu'ils laissaient dans leur patrie. Un discours que M. de Talleyrand, ministre des affaires étrangères, avait lu dans une séance générale de l'Institut, et dans

1798. lequel il s'était étendu sur les merveilleux avantages de l'Égypte si elle devenait une colonie française, avait paru indiquer le but de l'expédition. Mais n'était-ce point une ruse diplomatique faite pour détourner l'attention des Anglais d'une destination encore plus alarmante pour eux. Dans l'état de confusion où tant d'événemens, et surtout la révolution de Suisse, avaient plongé le droit des gens, on regardait comme la question la plus oiseuse de rechercher quels droits on pouvait avoir sur l'Égypte, quels griefs on pouvait alléguer, soit contre la Turquie, soit contre les Mamelucks. On voyait dans l'Égypte une magnifique compensation de la perte de Saint-Domingue, et une grande source de désolation pour le commerce et pour la marine de l'Angleterre. Déjà les esprits s'exerçaient tantôt sur les moyens de reprendre le vieux passage des Indes, de communiquer avec Tippo-Saëb, cet intrépide adversaire des Anglais, et de ruiner leur empire du Bengale; tantôt sur la conquête prochaine de l'Arabie Heureuse, de cette Palestine si chère et si funeste aux croisés, de la Syrie, et peut-être de Constantinople. Ceux même des savans q ii, fidèles aux oracles philosophiques,

avaient insulté au délire des croisades, montraient le plus vif enthousiasme pour une croisade scientifique. 1798.

Prise de l'île de Malte par Bonaparte.

Le 19 mai l'escadre française appareilla de Toulon; elle était composée de treize vaisseaux de ligne, parmi lesquels étaient le magnifique vaisseau *l'Orient*, de cent vingt canons; *le Guillaume Tell* et *le Généreux*, de quatre-vingts; tous les autres vaisseaux, de soixante-quatorze. Quatre-vingt-dix autres bâtimens de guerre, frégates, cutters, chaloupes canonnières, ou galiotes à bombes, et plus de trois cents bâtimens de transport. L'armée qui la montait était de vingt-huit mille hommes, presque tous vieux soldats de l'armée d'Italie. Le 8 juin une partie de cet immense armement parut devant Malte. L'ordre célèbre qui régnait dans cette île était misérablement dispersé et affaibli depuis la révolution française. La plupart des chevaliers français, émus des périls de leur roi, avaient regardé comme leur premier devoir de se rallier aux drapeaux des princes; d'autres combattaient dans la Vendée, dans la Bretagne; plusieurs avaient péri dans les journées de Quiberon. Une funeste sécurité s'était emparée de la plupart de ceux qui

1798. étaient restés à Malte. La marine des républicains n'avait paru, soit sur l'Océan, soit sur la Méditerranée, que pour éprouver des désastres. L'incendie de Toulon, en 1793, avait pu faire croire aux chevaliers de Malte qu'aucun armement ne sortirait de long-temps de cette rade pour menacer leur île. Plusieurs des chevaliers allemands, italiens ou espagnols ne condamnaient qu'avec tiédeur la révolution française, et raillaient pesamment la prévoyance inquiète de ceux qui pensaient que cette révolution pourrait un jour planter son étendard sur le glorieux rocher dont ils étaient gardiens. L'influence de ce parti insouciant ne s'était que trop fait sentir l'année précédente; on avait élevé à la fonction de grand-maître de l'ordre de Malte, à cette espèce de souveraineté immortalisée par les Parisot-Lavalette, par les Villiers-Lisle-Adam, un homme dont l'esprit lourd et le caractère apathique eussent été un obstacle à tout bien, même dans les temps les plus calmes: c'était Ferdinand Hompesch. Bonaparte, dont les desseins sur Malte étaient arrêtés depuis long-temps, avait à bord un chevalier de cet ordre que sa vive passion pour les sciences avait fixé à Paris, le chevalier de Dolomieu,

l'un des naturalistes les plus distingués. Le général savait que dans cette île on avait depuis long-temps négligé d'urgentes réparations pour les forts. 1798.

Le 21 juin, Bonaparte fit demander au grand-maître de recevoir dans le port l'armée navale française. Une invasion aussi brusque et aussi formidable n'avait point été prévue. On cherchait à gagner du temps; Bonaparte n'en accordait point. La terreur était la même dans cette île que si elle n'eût pas été défendue par toutes les fortifications de l'art et de la nature; que si elle n'eût pas eu près de sept mille hommes et une nombreuse artillerie à opposer à l'attaque des Français; enfin que si elle n'eût eu aucun souvenir de l'immortel siége soutenu contre toutes les forces du victorieux Soliman. Bonaparte reconnut à différens signes la terreur, le découragement, et surtout l'anarchie qui régnaient parmi les chevaliers. Il en profita. Le 22, l'armée française prit terre sur huit points différens, et n'éprouva qu'une faible résistance. Un régiment de milice fut désarmé par cent Français; un autre chassé jusque dans la ville. Le général Vaubois marcha sur la cité vieille avec une colonne; on lui ouvrit les portes à

1798. la première sommation. La confusion s'accroissait entre les chevaliers ; ils s'accusaient réciproquement ; ils accusaient surtout le grand-maître de l'ordre, Ferdinand Hompesch. Le peuple et les milices faisaient entendre le cri de trahison, presque toujours aussi funeste qu'une trahison réelle. Tout annonçait que la domination des chevaliers commençait à leur peser, et que les principes de la révolution française avaient pénétré sur ces rochers. Les forces étaient disséminées dans un grand nombre de forts ; ils furent presque tous emportés par les Français qui s'étonnaient d'éprouver si peu de résistance dans cet antique et noble asile du courage. Il ne restait plus que la ville à assiéger. Bonaparte menaçait de la bombarder. Les chevaliers parlementèrent ; Dolomieu eut le malheur d'être employé à cette négociation, et de réussir suivant les vœux du général. Le 23, il fut convenu que Bonaparte entrerait dans la ville, et sa flotte dans le port. La capitulation lui livra une des places les plus importantes de la Méditerranée, un très beau port, deux vaisseaux de ligne, une frégate, trois galères, trente mille fusils, des approvisionnemens considérables, et le trésor de l'ordre, qui

s'élevait à trois millions de francs. Le vainqueur ne s'engagea qu'à procurer au grand-maître une souveraineté en Allemagne, qui deviendrait le chef-lieu de l'ordre; il lui assurait, en attendant, une pension de cent mille écus, et lui donnait six cent mille francs comptant, exécrable salaire qui couvrira son nom d'une éternelle ignominie. Le général garantissait aux chevaliers français reçus avant 1792 la faculté de rentrer dans leur patrie, sept cents livres de pension, et mille livres aux sexagénaires. Cette expédition, où la fortune seconda d'une manière si étonnante l'activité et la politique, ne coûta à Bonaparte que neuf jours. Il lui tardait de partir et d'accomplir un plus vaste dessein. Il mit à la voile le 22 juin, et laissa pour la défense de sa conquête une forte garnison sous les ordres du général Vaubois, que la flotte anglaise vint bientôt attaquer. 1798.

Malte changea de lois, mais pour ne plus rentrer sous celles de ces brillans chevaliers qui seuls rappelaient encore les grands souvenirs des croisades. Ce grand boulevart élevé contre l'islamisme, contre les progrès long-temps si redoutables de la puissance ottomane, et contre les pirateries africaines, disparut en laissant

1798. un vide immense dans la Méditerranée. Rien ne put persuader aux Anglais de renoncer à cette possession où leur puissante marine remplace si mal les caravanes des chevaliers; la conquête de Bonaparte et celle des Anglais ne tournèrent qu'au profit des puissances barbaresques. Paul Ier conçut la pensée de rétablir l'ordre de Malte, et il se fit donner avec orgueil le titre de grand-maître par de nombreux chevaliers qu'il avait appelés à Saint-Pétersbourg. La politique anglaise se joua d'une résolution aussi magnanime que chrétienne, et ne vit dans cette prétention qu'un acte de la plus insigne folie. Quant à la déplorable facilité de cette prise de possession, elle est attestée par un mot de l'un des lieutenans de Bonaparte, Caffarelli Dufalga. « Il « est bien heureux, disait-il à la vue d'innom« brables fossés et contrescarpes, il est bien « heureux que nous ayons trouvé quelqu'un « pour nous en ouvrir les portes, car jamais « nous n'aurions pu y entrer. » Le grand-prieur de Malte et un grand nombre de chevaliers protestèrent contre cette infâme capitulation. Le grand-maître Hompesch, le trésorier de l'ordre Ransigat, et plusieurs autres, virent révéler dans cette protestation des faits qui

achevaient de mettre en évidence leur déloyauté. On apprit ainsi que le grand-maître, en convoquant le conseil de l'ordre pour lui soumettre la capitulation proposée, avait pris soin d'en exclure les chevaliers les plus anciens, les plus braves et les plus fidèles, tels que Le Bailli de Tigny, Gurgeo, Clugny, Tillet, Bellemont, Loras, Latour-Saint-Quentin, Latour-Dupin et plusieurs autres. 1798.

Prise d'Alexandrie. Juin 1798.

Par une prodigieuse faveur de la fortune, Bonaparte assuré d'une nouvelle conquête se vit dégagé de l'extrême péril auquel son audace l'avait exposé, celui de placer son armée et sa flotte entre les feux d'une des premières places de l'univers et les feux de l'escadre anglaise. Avant que l'expédition mît à la voile, le secret de sa destination était aussi bien pénétré en France qu'en Angleterre. L'amiral lord Saint-Vincent, inquiet sur le mouvement de Toulon, avait détaché de sa puissante escadre treize vaisseaux de ligne pour visiter la Méditerranée : cette flotte était sous la conduite de Nelson, le plus audacieux marin que possédât l'Angleterre. Celui-ci fit une extrême diligence pour gagner l'Égypte et attaquer la flotte française au moment où elle voudrait débarquer à Alexandrie ; les vents ne le secondèrent que trop bien ; car il arriva

1798. plusieurs jours avant l'escadre française, et n'apercevant rien, il crut avoir été trompé par des rapports infidèles. L'expédition de Malte et le retard de neuf jours qu'elle avait occasionné, achevèrent de déranger ses calculs; il prit le parti de revenir sur ses pas, et dirigea sa route vers le nord-est. La flotte française remit à la voile, et fut rapidement portée sur Alexandrie : elle arriva devant ce port le 28 juin. La flotte anglaise en se présentant avait déjà répandu l'alarme sur une invasion qui paraissait si peu vraisemblable. Les habitans d'Alexandrie s'armaient avec précipitation; les Mamelucks prévenus accouraient à la défense de la ville. Le consul français avait couru des dangers, aussi se hâta-t-il d'échapper, et vint-il chercher un refuge à bord du vaisseau amiral. Tout ce qui restait de Français et même de chrétiens était menacé de la fureur musulmane.

Bonaparte voit qu'il n'y a pas un instant à perdre; il ordonne le débarquement et il indique pour l'opérer la tour de Marabou. La mer est agitée, la côte est toute bordée de récifs dangereux. Mille canots s'élancent. Bonaparte, monté sur une galère, saute sur le rivage. Pendant ce mouvement, qui exposait beaucoup les vaisseaux

si Nelson se fût présenté, la fortune veille encore sur eux : ce sera là sa dernière faveur. 1798.
Quatre mille hommes sont débarqués; la nuit arrive, il faut en profiter. Bonaparte se porte sur Alexandrie. A deux heures du matin il est en marche. Les divisions suivront cette route à mesure qu'elles débarqueront. On rencontre un corps d'Arabes qui couvre les hauteurs de la ville. Ils attaquent; la fusillade s'engage, ils s'enfoncent dans le désert; on est devant les murs de la ville. Bonaparte eût désiré parlementer. D'effroyables hurlemens qui s'élèvent, qui redoublent, apprennent à quel degré la rage des habitans s'est portée. On bat la charge; on escalade les murs. Le général Kléber, qui monte un des premiers, est atteint d'une balle; le général Menou est renversé du haut des murailles qu'il avait franchies. Le soldat, emporté par son ardeur, entre dans la ville. On se fusille; on s'égorge dans les rues. Mais Bonaparte a réussi à calmer les habitans de la ville, en leur faisant dire, par le commandant d'une caravelle turque, qu'il vient comme allié du gouvernement ottoman châtier des beys rebelles et usurpateurs. Le carnage s'arrête; la ville capitule, et Bonaparte est maître d'Alexandrie.

1798. Tout venait exalter l'imagination d'un conquérant dans une ville fondée par Alexandre, tombeau de ce grand homme, depuis tombeau de Pompée, et qui, bientôt après la mort de ce capitaine, avait été successivement occupée par trois maîtres du monde, César, Antoine et Auguste. Les savans et les militaires raisonnaient sur l'admirable position d'une ville que son grand fondateur avait créée avec tant de génie, pour être le centre et le lien des trois parties du monde connu. On admirait les monumens de la grandeur des Ptolomée et de celle des Romains; la colonne de Pompée frappait l'imagination par son aspect sublime. Mais l'immobilité, la paresse et la sordide incurie des Musulmans faisaient demander ce qu'était devenue cette population d'Alexandrie, autrefois si brillante, si mobile, si amoureuse de subtilités, de controverses, enfin si dangereuse à ses maîtres par de séditieux caprices.

Un grave sujet de délibération occupait le général Bonaparte et l'amiral Bruéys. Il s'agissait de savoir où on ferait entrer l'escadre; il n'était pas temps encore qu'elle remît à la voile pour regagner ou Malte, ou Corfou, ou Toulon. Il fallait connaître les premières

chances des combats qui allaient être livrés 1798.
aux Mamelucks : il fallait surtout que la possession du Caire répondît au moins de la soumission de la basse Égypte. On ne pouvait faire entrer les vaisseaux de 74 qu'en allégeant leur bagage et en les dégarnissant de leur artillerie; mais, outre dix vaisseaux de 74, l'escadre en contenait trois, l'un de 120, et les deux autres de 80. L'amiral Bruéys ne voyait aucune possibilité à faire entrer ces trois vaisseaux, même en les allégeant beaucoup. Il prit le parti, non à ce qu'il paraît sans quelque résistance et quelques alarmes de Bonaparte, de faire entrer l'escadre dans la rade d'Aboukir. Il y établit sa ligne d'embossage, en se fortifiant d'une petite île qu'il garnit d'une artillerie insuffisante, comme un fatal événement le démontra.

L'armée quitte Alexandrie au bout de quelques jours, et s'engage dans le vaste désert qui sépare cette ville de la capitale. A chaque instant les Arabes harcellent l'armée, égorgent et pillent tous ceux qui s'éloignent ou sont en retard. Ils ont comblé tous les puits; le soldat éprouve pendant plusieurs jours le supplice d'une soif dévo-

1798. rante ; un verre d'eau saumâtre se paie au poids de l'or.

Gouvernement des Mamelucks.

Mais arrêtons-nous un moment pour considérer la nouvelle espèce d'ennemis qu'auront à combattre les Français. Quel étrange phénomène que ces Mamelucks esclaves, enlevés dans leur enfance de la Circassie ou de la Géorgie, qui, familiers et infâmes complaisans de leurs maîtres nés esclaves comme eux, forment une milice souveraine, tantôt en reconnaissant, tantôt en foulant aux pieds la faible suzeraineté de la Porte! Il serait inutile de rechercher ici l'époque précise où cette singulière milice parvint à dominer sur l'Égypte. Saint-Louis, dans son illustre et malheureuse croisade, avait déjà trouvé les Mamelucks établis, mais non aussi puissans dans cette contrée. La race de ces tyrans, voués à la stérilité par la fureur continue d'un penchant monstrueux, ne peut se renouveler que par une perpétuelle adoption de leurs jeunes compatriotes : comme ils ont servi avec bassesse, ils commandent avec cruauté. Ce que nos annales ont rapporté de plus hideux et de plus barbare de l'oppression féodale, ne peut encore donner une idée de celle que les Mamelucks exercent sur le peuple d'Égypte.

Les cultivateurs ne sont presque partout que 1798.
leurs fermiers, les commerçans que leurs receveurs : ce n'est guère que dans la ville du Caire que leur tyrannie se trouve un peu restreinte ou modifiée par la tyrannie de la Porte ottomane. Celle-ci manifeste-t-elle quelques prétentions jalouses, les Mamelucks ne font qu'une âme pour lui résister; mais ils se divisent dès que rien ne trouble plus leur empire. Le nombre des chefs qu'ils se donnent varie sans cesse; ils jugent leurs maîtres avec le cimeterre; leurs fréquentes guerres civiles les tiennent dans un continuel exercice des armes. Ce serait pour eux une dégradation que de combattre à pied; mais le monde n'offrait point une cavalerie plus redoutable. Maîtres vigilans, éclairés et judicieux pour leurs seuls chevaux, ils développent par les soins et les caresses de l'amitié l'intelligence et l'ardeur de ce fier animal; le luxe de leurs armes surpasse celui de tous les guerriers de l'Europe. Ils portent dans des ceintures la plus grande partie de l'or qu'ils ont extorqué, et ne l'abandonnent point au milieu du combat, parce qu'ils veulent avoir à défendre à la fois leur fortune et leur vie. A l'époque de la descente, les Mame-

1798. lucks obéissaient à huit beys ou souverains qui partageaient l'Égypte, et dont les plus puissans comme les plus habiles étaient Mourad et Ibrahim. Leur cavalerie, c'est-à-dire leur véritable milice se montait à douze mille hommes : des Arabes, des Arnautes et des aventuriers de l'Asie ou de l'Europe leur formaient une infanterie fort supérieure en nombre à celle de l'armée française, mais indigne de se mesurer avec elle.

L'ennui d'un long désert, les tourmens de la soif et de la faim avaient cruellement agi sur l'imagination des Français. Ils opposaient le souvenir des belles plaines et des délices de l'Italie à ces sables monotones qui fatiguent la vue et leur faisaient craindre la cécité. Sortaient-ils du désert pour entrer dans quelques villages, ils y trouvaient un genre d'abondance qui rendait encore leur désespoir plus profond; c'étaient d'énormes magasins de blé qui, faute de moyens de mouture, ne leur offraient presque aucun aliment. Les grains qu'ils faisaient griller remplaçaient trop mal le pain. Dans leurs murmures, ils n'accusaient point leur général; ils le plaignaient au contraire d'avoir été la victime des ombrages du Directoire, et la

dupe de ses promesses. Ils se regardaient 1798.
comme sacrifiés, parce qu'il avait fallu un prétexte pour l'éloignement du héros. « Qu'on « ne parle plus, disaient-ils, des déserts de la « Guiane, où l'on a déporté des royalistes. « Les vainqueurs de l'Italie sont déportés à « leur tour, et voici un désert plus affreux « que ceux du Nouveau-Monde. » En vain leur parlait-on des richesses et des magnificences du Caire, ils se refusaient à croire que cette ville existât, ou bien ils s'en formaient l'image d'après quelques misérables bourgades qu'ils avaient rencontrées; des grenadiers pleuraient en pensant à leur patrie qu'ils n'espéraient plus revoir. C'était au général Caffarelli Dufalga qu'ils attribuaient le projet de l'expédition d'Égypte : on juge de combien d'imprécations son nom était couvert; mais ils y mêlaient quelquefois des plaisanteries, dont les Français ne savent s'abstenir ni dans aucun genre de détresse ni dans aucun accès de colère. Le général Caffarelli portait une jambe de bois, et les soldats disaient : « Il se moque de cela, lui; il a un pied en « France ». Comme ils avaient vu les savans pleins d'enthousiasme pour cette expédition, ils leur en faisaient un sujet de reproche; il

1798. fallait toute l'autorité de Bonaparte et la considération qu'il témoignait aux savans, pour les mettre à l'abri des fureurs de la troupe.

Un désespoir de si mauvais augure se calma par degrés. Les *pastèques* ou melons d'eau, qu'ils trouvèrent en abondance, furent pour eux la manne du désert. Des transports de joie s'élèvent quand ils découvrent le Nil, on s'y plonge, on s'abreuve de ses eaux, on admire son cours et ses rivages, on s'entretient des merveilles de ses inondations; mais la charge sonne, on aperçoit enfin les ennemis. Huit cents Mamelucks viennent caracoler intrépidement sur le front de l'armée; les Français s'étonnent de leur audace, de leur agilité et de celle de leurs chevaux arabes. Une décharge d'artillerie les force à la retraite; mais ils la font encore en menaçant.

Bataille de Chébreisse.

Au sortir de Rhamanié, où s'était engagé ce petit combat, il fallait encore se dévouer à la marche la plus fatigante; mais les Mamelucks se chargèrent de tirer les Français de l'état de langueur où ils allaient retomber; ils se présentent au nombre de quatre mille, tout brillans d'or et de fer. L'armée d'Orient n'avait qu'un assez petit nombre de

chevaux, encore étaient-ils fatigués de la route; 1798.
c'est à l'infanterie à soutenir le choc le plus terrible. Bonaparte la dispose pour cette bataille d'un genre nouveau. Chacune des cinq divisions qui la composent forme un carré, et toutes se flanquent réciproquement. L'artillerie est placée aux angles, la cavalerie et les équipages au centre. Les Mamelucks étaient appuyés au village de Chébreisse et au Nil sur lequel ils avaient une flottille composée de chaloupes canonnières. D'abord le combat s'engage entre celle-ci et la flottille française; même ardeur de part et d'autre; une galère française est enlevée à l'abordage, bientôt elle est reprise; plusieurs chaloupes canonnières de l'ennemi sont brûlées. Quelques uns des savans français avaient pris une part active à ce petit combat naval. Monge et Bertholet surent, par leur ardeur et leur intelligence, guérir les soldats d'une prévention fâcheuse. L'habile secrétaire de Bonaparte, M. Bourienne, eut aussi part à ce succès. Mais les Mamelucks n'ont point confié leur défense à leur seule flottille. Mourad-Bey, qui les commande, s'élance à leur tête; il charge tour à tour les divisions Desaix et Régnier. Chevaux et cavaliers viennent s'offrir aux

1798. baïonnettes croisées des Français : ils fondent sur les carrés, mais ils ne peuvent parvenir à renverser ces murailles de feu, ces remparts de baïonnettes. Ils s'étaient persuadé que les Français étaient tous liés entre eux. Comme, sur un autre point, les divisions Rampon et Marmont se mettaient en marche avec assez de rapidité, Mourad-Bey fond sur elles avec impétuosité; les Français restent inébranlables. Les Mamelucks, dont les rangs sont terriblement éclaircis, veulent en vain se retirer sur leur camp retranché; les Français les poursuivent, et de précieuses dépouilles en or, en armes, en vivres, en bagages, en chameaux, deviennent les trophées de cette première victoire.

Bataille des Pyramides. Juillet 1798.

La marche se continue sur le Caire; l'Égypte commence à se colorer un peu aux yeux des Français. Tout à coup on découvre les Pyramides, et des cris de joie et d'orgueil s'élancent de l'armée; les ardeurs de la canicule sous un tel ciel sont oubliées. Pour comble de bonheur, on découvre l'armée des Mamelucks rangée en bataille : on pourra donc signaler cette journée par une victoire décisive. Les Pyramides, les plus grands monumens par lesquels les hommes aient défié la puissance

du temps, vont donner leur nom à la bataille 1798.
nouvelle; elles seront la conquête du jour. Le Nil se déploie autour de la contrée florissante qui est née de son limon, et qu'il fertilise. Dans un grand éloignement, on aperçoit les mosquées et les minarets du Caire : on va bientôt occuper les champs de l'antique Memphis. Bonaparte, dont l'imagination est exaltée par ce spectacle, redouble d'adresse et de génie pour enflammer les soldats : pour toute harangue il leur adresse ces mots qu'on peut regarder comme le sublime de l'éloquence militaire : « Du haut de ces Pyra« mides, quarante siècles vous contemplent! » Qu'a-t-il à faire pour obtenir la victoire? rien, que de répéter les belles et savantes dispositions de celle de Chébreisse. L'armée française était rangée dans le même ordre, la gauche appuyée au Nil et la droite à un grand village. Cependant les divisions marchaient sur le camp retranché des Mamelucks, ouvrage fait avec un art grossier, mais qui semblait bien protégé par huit mille intrépides et excellens cavaliers; leurs armes réfléchissent les feux du soleil, ils sont chargés du fer qui leur a soumis cette contrée, et de l'or que leurs exactions ont arraché. Les

1798. cris de *allah* se mêlent au son des trompettes et au hennissement des chevaux. Mourad-Bey s'avance et veut profiter de la marche de l'armée française, pour tenter une attaque plus furieuse encore que celle de Chébreisse. Tantôt les carrés se tiennent immobiles pour les recevoir, tantôt les divisions marchent comme un corps à la fois impénétrable et rapide; tout se soutient et s'appuie. L'artillerie se démasque et vomit la mitraille sur les assaillans; la baïonnette rompt l'espoir des cavaliers, et force les chevaux à tourner autour des carrés. Les Mamelucks, après avoir manqué leur charge, cèdent encore à toute leur fureur : il y en eut qui vinrent enflammer leur habit au feu de la mousqueterie; d'autres, pour se faire jour à travers les carrés, dirigeaient leurs chevaux à reculons sur les rangs hérissés de baïonnettes; quelques uns déjà blessés se traînaient entre les jambes des soldats pour leur couper les jarrets avec leurs sabres recourbés. Mais tandis que Desaix, Régnier et Bon, Menou et Bonaparte au centre repoussaient leurs efforts, et mettaient en déroute une si vaillante et si puissante cavalerie, Marmont et Rampon, débouchant par un bois de palmiers, s'emparaient du village d'Em-

babé, gage de la bataille, et bientôt toute l'armée entra dans le camp retranché des Mamelucks. Le butin fut immense; le soldat français conquit dans cette journée plus d'or qu'il n'en avait trouvé dans l'Italie. La bataille des Pyramides, peu meurtrière pour l'armée française dont les carrés n'avaient point été rompus, décida la conquête de toute la basse Égypte. Les Mamelucks, forcés dans leur camp retranché, avaient autant souffert du désordre et de l'épouvante de leur mauvaise infanterie, que de toute l'ardeur française; leur perte avait été de près de trois mille hommes, parmi lesquels étaient mille prisonniers. 1798.

Prise du Caire.

La ville du Caire, entourée de hautes murailles qui tombaient en ruine, ouvrit ses portes le lendemain de la bataille; les Français y trouvèrent un digne prix de leurs fatigues et de leurs combats; moins ils avaient été portés à croire que cette ville eût quelque importance, plus ils étaient frappés de sa magnificence orientale; du grand nombre de ses mosquées et même de ses palais; du luxe des divans, des tapis et même des vêtemens; des vieux monumens hydrauliques qui recueillent, contiennent ou transportent les

1798. inondations du Nil; du nombre immense des boutiques; de la propreté et de l'art avec lesquels sont tenus les bains publics; du tableau animé des cafés, où le peuple le plus asservi de la terre trouve encore quelque consolation à s'entretenir des affaires publiques; des pieuses magnificences qu'offre un immense cimetière qu'on appelle la ville des morts; enfin du mouvement animé d'une population de deux cent dix mille âmes, composée du mélange d'un grand nombre de nations et de sectes diverses. Les plaisirs de la sensualité ne manquaient pas dans cette capitale : les conserves, les pâtisseries, le café, l'opium, les sorbets, et même des vins recherchés, faisaient oublier aux soldats les horribles privations du désert.

Le repos ne fut pas long pour une grande partie de cette armée. Mourad-Bey s'était retiré dans la haute Égypte; le général Desaix reçut l'ordre de l'y poursuivre. Les Français eurent à traverser des déserts bien plus longs, bien plus effroyables que celui dont ils s'étaient montrés si cruellement fatigués. Bonaparte se chargea de poursuivre Ibrahim-Bey, qui tentait encore avec ses Mamelucks quelques incursions dans le Delta. Rosette et Damiette

étaient soumises. Tout promettait à Bonaparte un nouvel empire d'Orient dont la capitale était encore indéterminée, mais pouvait être ou Damas ou Constantinople même. Que craindre des armées musulmanes, après avoir détruit en deux journées leur plus brillante cavalerie, celle des Mamelucks? L'Égypte fécondée par des mains françaises, quand elle serait enrichie de toutes les cultures qui ont rendu si florissantes les colonies du sud du Nouveau-Monde, devenait une conquête d'un prix inestimable. Tel était l'espoir de Bonaparte, de ses officiers et des savans qui l'entouraient, lorsqu'un événement fatal leur fit dire : « Pour nous plus de conquêtes, plus de « sûreté, plus de patrie ». Cet événement, c'était la bataille navale d'Aboukir. 1798.

J'ai dit que l'amiral Bruéys désespérant de faire entrer ses vaisseaux dans le port d'Alexandrie, les avait embossés dans la rade d'Aboukir; il se serait regardé comme coupable de remettre à la voile avant d'avoir eu des nouvelles certaines de l'entrée triomphante des Français dans la ville du Caire; si les événemens leur étaient contraires, fallait-il priver une armée si brillante et de tels généraux des moyens d'être rendus à la France? Mais l'ami- Bataille navale d'Aboukir. Août.

1798. ral Bruéys, dans l'immobilité de sa position, avait montré un génie peu prévoyant; il n'avait fait nul usage de ses nombreux bâtimens légers pour se mettre à l'abri de l'inspection de l'escadre anglaise; il permettait à trois mille matelots de loger dans Alexandrie; l'île d'Aboukir, si nécessaire pour protéger ses vaisseaux embossés, n'avait pas été couverte de batteries dans toute son étendue; enfin ce qu'il y avait de pis c'est que l'amiral Bruéys n'avait ou ne paraissait avoir aucune disposition bien arrêtée pour le combat qu'il pourrait soutenir dans une rade dangereuse. Nelson, après s'être d'abord éloigné d'Alexandrie, avait reçu l'avis du débarquement effectué; furieux, il revenait sur ses pas, résolu de venger son injure : il semblait que nulle entreprise ne pouvait être téméraire pour la première marine du monde. Son escadre ne se composait que de treize vaisseaux de ligne, tous de 74; elle n'était point escortée de bâtimens légers; enfin quelques uns de ces vaisseaux de ligne étaient vieux ou mal construits; cependant il lui fut facile de faire reconnaître la position et la force de l'escadre française par deux de ces vaisseaux. Le 1er août, son escadre a paru, sur les trois heures après midi, avec toutes voiles dehors.

Le vent secondait son attaque, il avait conçu le hardi projet de déborder la pointe de l'avant-garde française, et de se couler entre le rivage et la flotte ennemie, tandis que d'autres vaisseaux passeraient entre la flotte et l'île, dont les batteries devaient la protéger. Le *Culloden*, destiné à commencer cette dernière manœuvre, échoua près de l'île. Toutefois les Français ne purent parvenir à s'emparer de ce vaisseau ; mais bientôt six vaisseaux français, savoir, *le Guerrier*, *le Conquérant*, *l'Aquilon*, *le Spartiate*, *le Peuple-Souverain*, *le Franklin*, se trouvèrent engagés contre un même nombre de vaisseaux anglais qui avaient jeté l'ancre, sans que les vaisseaux du centre et de l'arrière-garde française, qui restaient toujours embossés, pussent porter du secours à l'avant-garde ainsi compromise. Un septième vaisseau anglais, *le Bellérophon*, osa s'approcher du *Tonnant*, et même de *l'Orient*, dont les terribles batteries le démâtèrent ; à 8 heures du soir, l'avantage paraissait être encore du côté des Français. Nelson ne voulut point que la nuit interrompît le combat ; il venait de recevoir deux vaisseaux qu'il avait laissés à Alexandrie, car il avait commencé son attaque avec onze vaisseaux seulement.

1798.

1798. De son côté l'amiral Bruéys avait reçu le renfort de 3000 matelots qui, sur le bruit du combat, revenaient de cette même ville d'Alexandrie. Ce fut alors que la plus terrible fatalité se déclara contre la flotte française: l'amiral Bruéys, qui, à bord de *l'Orient*, n'avait cessé de combattre au poste le plus périlleux, fut tué; et l'amiral Villeneuve, auquel le commandement passait, ou n'en fut instruit que trop tard, ou ne sut point user de la grande supériorité qui restait encore acquise à la flotte française. Les beaux vaisseaux de sa majestueuse avant-garde ne firent aucun mouvement et restèrent embossés. A onze heures du soir, le plus horrible spectacle vient jeter la consternation dans l'escadre française: c'est le plus beau vaisseau de l'univers, c'est *l'Orient* qui s'embrase; les pompes sont rompues, les seaux brisés; on voit les matelots éperdus se jeter à la mer; rien ne peut plus arrêter le progrès des flammes; amis ou ennemis, tout fuit l'approche du colosse embrasé; les Français attendent en frémissant le moment de la dernière explosion. Un bruit semblable à l'éruption d'un volcan apprend que le magnifique vaisseau a sauté. Bientôt tout a disparu dans les flots. Cette épouvantable

explosion suspendit le combat pendant un quart d'heure; mais les Anglais, déjà sûrs de la victoire, la poursuivent avec une ardeur indomptable; leurs vaisseaux les plus maltraités se rendent encore terribles; jamais ils n'ont mis plus de précision dans leurs manœuvres; l'avant-garde française s'anéantissait par degrés; *le Franklin*, *le Tonnant*, étaient fracassés dans leur mâture; *l'Artémise* était enflammé; *l'Heureux* et *le Mercure* échoués sur des rochers; *le Guerrier*, *le Conquérant*, *le Spartiate*, *l'Aquilon*, *le Peuple-Souverain*, entièrement démâtés, étaient au pouvoir des Anglais; enfin, à deux heures, l'amiral Villeneuve coupa ses câbles et prit le large, emmenant *le Guillaume-Tell* qu'il montait, *le Généreux*, et les frégates *la Diane* et *la Justice*: voilà tout ce qui fut sauvé du plus magnifique armement. Nelson avait été servi par la fortune bien au-delà de ses espérances; en détruisant une telle escadre, il pouvait se flatter d'avoir isolé de l'univers la plus brillante armée de la France. Mais la flotte victorieuse offrait elle-même le plus triste spectacle: on n'y voyait que des mâts brisés et des voiles déchirées. Plusieurs marins français avaient donné l'exemple de la plus 1798.

1798. haute intrépidité ; il faut mettre à leur tête le malheureux amiral Bruéys, qui, après avoir reçu deux blessures, n'avait pas voulu quitter son banc, et dont le corps fut séparé en deux par un boulet ; le capitaine du même vaisseau, de *l'Orient*, Casa-Bianca, avait été blessé mortellement ; son jeune fils âgé de dix ans lui rendait des soins et refusait de l'abandonner, tandis que la flamme dévorait déjà plusieurs parties du vaisseau. Le malheureux père parvient enfin à le placer sur un mât qui est jeté à la mer ; mais tout à coup le vaisseau saute, et ses éclats engloutissent cet enfant généreux. Le capitaine de vaisseau du Petit-Thouars, qui avait commandé l'expédition pour la recherche de La Peyrouse, et qui montait *le Tonnant*, se battit jusqu'à la fin de l'action, et fut percé par le dernier boulet de la bataille. La perte des Français fut de près de huit mille hommes, parmi lesquels le plus grand nombre était prisonnier. Plusieurs de ceux qui gagnèrent le rivage furent massacrés par des Arabes ; les Anglais sauvèrent avec humanité plusieurs des victimes du vaisseau *l'Orient*, qu'ils recueillirent ; le capitaine Folley eut, après Nelson, la plus grande part à cette vic-

toire; les Anglais regrettèrent vivement le capitaine Westcott; leur perte fut de neuf cents hommes. Le courage fut égal entre les deux armées, mais les Anglais eurent pour eux la confiance, la tactique et la fortune. 1798.

Gouvernement de Bonaparte en Egypte.

Le général français reçut avec une force d'âme remarquable la nouvelle de cet épouvantable désastre. La sécurité qu'il lui convenait d'affecter devint bientôt réelle. Dans des idées de fatalisme qui lui étaient communes avec tous les conquérans, et qu'un séjour auprès des Musulmans devait accroître, il regarda comme *un partage arrêté par les destins l'empire des mers aux Anglais, et celui de la terre aux Français*. Son premier soin fut de plaire au peuple qui allait vivre sous ses lois : la différence de la religion paraissait un obstacle insurmontable. La manière dont Bonaparte l'éluda, quoique fort usitée parmi les conquérans grecs, romains ou tartares, est un des plus graves reproches qui s'élèvent aujourd'hui contre sa mémoire; il montra beaucoup de vénération pour le culte mahométan, et fit tout pour persuader au peuple que lui-même serait assez disposé à l'embrasser. Il invita les généraux à contracter

1798. des mariages avec des Musulmanes : un seul d'entre eux lui donna cette preuve de déférence; c'était le baron de Menou, ancien membre de l'Assemblée Constituante. L'esprit de courtisan en fit un apostat; il est certain du moins qu'il prit un nom musulman, et ce nom le rendit la fable de l'armée. Quant à Bonaparte, on le vit assister à la fête principale du prophète; dans ses proclamations, il affectait de citer des passages du *Coran;* enfin, près de ces murs illustrés par la constance chrétienne de Saint-Louis captif, le vainqueur de l'Égypte emprunta cette formule : *Dieu est Dieu, et Mahomet est son prophète.* J'ai vu l'une de ces proclamations : quelques personnes prétendent qu'elle a été forgée par les Anglais. Cependant il relevait d'une oppression héréditaire les chrétiens nommés *Cophtes*, regardés comme les descendans des vieux Égyptiens. Il leur confiait des emplois fiscaux, et s'en servait comme d'utiles et fidèles surveillans. Du reste, il se défendait sans peine de la mollesse orientale, et s'interdisait ces voluptés de harem, dont la facilité misérable amène bientôt la langueur et le dégoût.

Le général Désaix restait chargé de la con-

quête de la Haute-Égypte. Activité, constance, génie militaire, il porta tout dans cette expédition. Les Mamelucks se représentaient plus terribles dans les déserts de la Thébaïde ou de la Nubie, et souvent ils se recrutaient d'une nuée d'Arabes. C'était tous les jours de nouveaux combats; ils y déployaient l'excellence de leur cavalerie et l'ardeur de leur courage; ils espadonnaient avec une merveilleuse dextérité. Mourad-Bey, qui les commandait encore, montrait des ressources et des combinaisons que l'on n'attendait point d'un barbare. Les soldats français durent à de tels ennemis de se perfectionner encore dans le maniement des armes. On les voyait maintenant quitter sans regret des lieux d'abondance et de délices pour venir chercher le désert, le besoin et les combats. Les généraux Davout et Belliard eurent une part glorieuse à ces combats multipliés, dont le détail embarrasserait l'histoire. 1798.

Des savans et des artistes accompagnaient Désaix au milieu de déserts où le sable étend chaque jour ses désastreuses conquêtes. Ils bravaient dans leur avide curiosité ces

1798. lieux arides, brûlans, désolés, où jadis de pieux anachorètes avaient consumé leur vie dans la prière. Les savans se regardaient comme merveilleusement récompensés de leurs fatigues, lorsqu'ils découvraient ces ruines colossales qu'un beau ciel semble éterniser : ils avaient si bien fait partager leur enthousiasme aux soldats, que ceux-ci battirent des mains en voyant les magnifiques restes de la Thèbes aux cent portes, et le temple de Dendérah.

Ce fut surtout par la justice que Désaix acheva la soumission de la Haute-Égypte. Cette vertu était si éminente en lui, qu'il reçut des Arabes le beau surnom du *Sultan juste*.

Quant à la Basse-Égypte, plus favorable aux grands projets de colonisation conçus par Bonaparte, elle recevait de lui et de ses savans auxiliaires des bienfaits inappréciables qu'un changement de domination n'a pu entièrement détruire. Il apprit à un peuple opprimé par les Mamelucks qu'il peut y avoir des propriétés inviolables; il modéra les tributs en les régularisant. Les travaux hydrauliques, qui sont le premier besoin de l'Égypte, ne demandaient qu'à être perfectionnés sur

une terre qui doit au Nil toute sa fertilité, et où les sciences naquirent. Un grand monument de l'activité et du génie des premiers Arabes venait s'offrir au milieu de tous les travaux pompeux des Égyptiens, des Grecs et des Romains; c'était le canal d'Amrou. Bonaparte entreprit de le réparer; mais l'expédition de la Syrie arrêta trop tôt cette grande opération. Chacun des savans travaillait non seulement à rendre florissante la nouvelle colonie, mais à enrichir le domaine des sciences. Ils étaient réunis sous le titre un peu fastueux, et pourtant légitime, d'Institut de l'Égypte. Il était en effet peu de sciences qui n'eussent un représentant dans Monge, Bertholet, Fournier, Lefebvre, Geoffroy de Saint-Hilaire, Malus, Noël, Méchain, Conté, Costas, et une foule de généraux et d'officiers qui devaient leur élévation aux études mathématiques. Tous ces savans décernèrent, d'une commune voix, le prix de l'invention pour tous les objets utiles, à Conté, qui fut souvent le sauveur de l'armée par la fécondité de ses ressources. Denon et plusieurs artistes, ainsi que plusieurs officiers, dessinaient et préparaient eux-mêmes avec leurs savans collègues un monument

1798.

1798. qui console un peu notre orgueil de l'Égypte perdue. Dans cet Institut figurait un poète, M. Parceval Grandmaison, qui vient récemment de s'illustrer par un poëme épique, auquel il ne me convient pas d'assigner un rang entre toutes les productions de ce genre, mais que l'on considérera toujours comme l'un des ouvrages les plus brillans de notre poésie. Le général assistait souvent aux séances de l'Institut d'Égypte; il y faisait briller la variété de ses connaissances et la fécondité de ses ressources. Les savans avaient plus à se louer que les généraux eux-mêmes de la facilité de ses manières; son empressement à rechercher le suffrage de tout le public savant ou lettré était tel, que toutes ses dépêches portaient ce titre: *Bonaparte, membre de l'Institut, et général de l'armée d'Orient.*

Dans toute colonie qu'établiront des Français, le superflu se montrera bientôt à côté du nécessaire. Le Caire eut son théâtre et son Tivoli; c'était le nom que portait à Paris l'un de ces jardins publics dont j'ai décrit ailleurs les plaisirs.

Ce luxe, cette activité, tant d'inventions bienfaisantes ou frivoles, ne furent qu'un moment interrompus par une révolte qui

éclata au mois d'octobre dans la ville du Caire. On peut la regarder comme l'un des résultats de la bataille navale d'Aboukir. Un peuple fataliste avait dû considérer un tel événement comme un arrêt du ciel, qui condamnait les nouveaux conquérans. La Porte-Ottomane, à laquelle Bonaparte avait fait des soumissions dérisoires, en s'emparant de l'une de ses plus belles provinces, cédait à un juste ressentiment et suivait la loi des Anglais victorieux; elle préparait deux expéditions pour soumettre l'Égypte; délivrée par les Français eux-mêmes de l'usurpation des Mamelucks, il ne lui restait plus qu'à se délivrer de celle des Français, et l'Égypte commencerait alors à lui appartenir véritablement. 1798.

Déjà les émissaires de ce gouvernement avaient traversé les uns la mer, et les autres l'isthme de Suez, pour exciter le fanatisme musulman dans la ville du Caire. Malgré la vigilance de la police française, la conspiration fut couverte d'un secret tel qu'on le connaît seulement dans les États despotiques: on choisit pour éclater le moment où le général allait faire une expédition dans la Syrie. Révolte du Caire.

1798. Il importait à la Porte-Ottomane que cette expédition fût prévenue. Les shérifs et les imans n'avaient jamais montré au général une soumission plus respectueuse que la veille même de la révolte. Des rassemblemens se formèrent dans plusieurs quartiers de la ville, et surtout à la grande mosquée, l'une des plus vastes et des plus célèbres de l'Orient. Le général Dupuis, commandant de la place, est assassiné avec plusieurs dragons qui faisaient son escorte. La sédition devient générale; partout on égorge les Français isolés. Les Arabes se montrent aux portes de la ville; les toits des maisons, formés en terrasses, fournissent des moyens de communication aux rebelles; le palais de l'Institut est particulièrement menacé, les savans s'arment pour leur défense; des soldats, que Bonaparte avait envoyés à leur secours, les protégent en faisant un feu continuel. Partout on se rallie au bruit de la générale, on couvre la marche par plusieurs pièces de canon. Les rebelles sont tellement étourdis par les balles, par la mitraille, qu'ils viennent aveuglément se précipiter dans la plus dangereuse retraite, la grande mosquée : ils s'apprêtent à y soute-

nir un siége, mais ils n'en ont pas les moyens ; l'artillerie les y foudroie, la grande mosquée est incendiée. Les séditieux, dont le nombre s'est éclairci, posent les armes ; ils implorent à genoux la clémence de Bonaparte : quelques chefs seulement sont conduits au supplice, le pardon est accordé à toute cette multitude. Bonaparte, rempli d'un nouveau projet de conquête, s'éloigne avec sécurité d'une ville inquiète et populeuse, et il y établit un tel ordre, qu'un seul bataillon suffit pour en répondre. 1798.

Expédition de Syrie.

Ibrahim-Bey s'était retiré avec dix mille Mamelucks auprès du pacha d'Acre, l'un des hommes les plus sanguinaires dont parlent les fastes de l'Orient. Bonaparte avait fait de vains efforts pour séduire cet atroce et fanatique vieillard, qui se glorifiait d'avoir mérité le surnom de *Boucher;* la place qu'il occupait lui donnait une importance qui flattait son ambition. C'était dans la ville assez puissamment fortifiée de Saint-Jean-d'Acre, que devaient se réunir les forces ottomanes et anglaises dirigées contre les conquérans de l'Égypte ; trois mois paraissaient encore nécessaires pour compléter cette expédition, et la mettre en mouvement. Bonaparte ré-

1798. solut de prévenir cette attaque par l'offensive la plus impétueuse. S'il obtenait que Djezzar-Pacha, intimidé par de premières défaites, lui laissât un libre passage à travers la Syrie, plus de terme à la course du nouvel Alexandre. Il savait dans quel dénûment de forces militaires il trouverait l'Asie. Son armée pouvait se grossir des Druses, des Maronites, demi-chrétiens répandus dans la Syrie, qu'une oppression héréditaire et atroce n'avait pu faire plier sous l'islamisme. Le général ne comptait pas moins, pour ses progrès ultérieurs, sur la puissance de ses négociations que sur celle de ses armes. S'il craignait peu l'empire ottoman, dont l'Asie dépeuplée atteste la décadence et la stupidité, il redoutait encore moins l'empire de Perse ravagé par un siècle entier de guerres civiles. Quelle facilité ne trouverait-il pas à faire passer sous ses étendards des princes ou des gouverneurs qui auraient besoin de lui soit pour opprimer leurs vieux ennemis, soit pour se soustraire à leurs coups. Déjà il avait envoyé un négociateur auprès du shah de Perse. Un prétexte assez plausible pouvait concilier à ses armes les Musulmans de cette contrée. Bonaparte répandrait sur toute sa route le bruit qu'il ne

s'ouvrait un passage hardi vers les Indes 1798.
que pour chasser les Anglais d'un pays si fertile, si riche et si industrieux; que pour marcher au secours de Tippo-Saëb, relever tous les trônes que les Anglais avaient réduits en poudre, rendre aux descendans de Tamerlan leur antique puissance, et concourir ainsi au triomphe de la foi musulmane. Que si de telles promesses paraissaient suspectes dans la bouche d'un général chrétien, du moins il pourrait convaincre et sultans, et pachas, et nababs, du motif politique qui le faisait agir : on croirait à sa haine profonde contre les vainqueurs d'Aboukir; les Musulmans, effrayés des progrès de la domination anglaise dans les Indes, pourraient se rallier à son plus furieux ennemi. Déjà Bonaparte était en correspondance avec Tippo-Saëb, et il lui avait écrit du Caire qu'*il allait passer la mer Rouge avec une armée innombrable et invincible, remplie du désir de le délivrer du joug de fer de l'Angleterre*.

Bonaparte voyait sans doute bien des obstacles dans un plan d'une si vaste étendue et d'une telle témérité. Le plus sérieux de tous ces obstacles était la perte de cette flotte

1798. magnifique qui aurait pu si bien seconder ses opérations militaires sur les côtes de la Palestine et de la Syrie, et lui fournir une puissante artillerie de siége. Du reste, c'était une grande chance de succès pour son expédition, que de présenter à l'armée la plus héroïque et la plus aventureuse des conquêtes illimitées.

1799. Dans le mois de janvier 1799, Bonaparte, laissant le général Désaix suivre le cours de ses victoires dans la Haute-Égypte, et après avoir placé de fortes garnisons dans tous les ports de l'Égypte que les Anglais pouvaient menacer, marcha vers la Syrie avec le reste de son armée. Djezzar-Pacha s'était avancé et venait de s'emparer du fort de El-Alrych. Le général Regnier fut chargé de le reprendre. Il y parvint, après avoir dispersé ou fait prisonnier un corps nombreux de Turcs et de Mamelucks qui s'opposait à l'investissement du fort. Les barbares enfermés dans El-Alrych ne pouvaient comprendre ce que c'était qu'une capitulation; ils l'acceptèrent dès qu'on eût réussi à leur donner cette notion du droit des gens. Seize cents hommes posèrent les armes, et plusieurs prirent parti dans l'armée française.

L'armée avait traversé soixante lieues du

désert le plus aride. Elle jouit enfin de l'aspect des montagnes de la Syrie ; elle marche sur Ghazah. Les Turcs et les Mamelucks se présentent sur les hauteurs ; mais dès qu'ils aperçoivent le redoutable carré qui se forme, le souvenir de la bataille des Pyramides les fait fuir précipitamment. Ghazah ouvre ses portes. On trouve de grandes provisions dans le fort, qui s'est rendu sans résistance. Jaffa, que l'armée française investit ensuite, était défendue par deux forts. Après trois jours de siége, la brèche est reconnue praticable. L'assaut est ordonné. Les carabiniers, les éclaireurs, les chasseurs s'élancent à la brèche. Les habitans éperdus voient des soldats français courir de toit en toit pour atteindre deux forts dont ils s'emparent. Le général Lannes et l'aide-de-camp Duroc avaient montré ce chemin aux braves. En même temps une autre division pénètre dans la ville. La garnison, composée de près de quatre mille hommes, refuse jusqu'à la fin de capituler. Elle est passée au fil de l'épée, les habitans sont épargnés. Peu de jours après, Caiffa est emportée après un assaut. 1799.

L'armée s'avance sur Saint-Jean-d'Acre ; c'est le dernier asile de Djezzar-Pacha. Le

1799. destin de l'Asie va se décider sous ces murs déjà si célèbres par les plus furieuses batailles qu'aient produites les croisades, et par les gigantesques efforts des Richard Cœur-de-Lion, des Philippe-Auguste et des Saladin. Bonaparte attend en vain l'artillerie de siége qui lui est nécessaire pour cette expédition, dont chaque jour lui montre les difficultés. Il aperçoit, de la part des assiégés, un art de défense inconnu aux barbares. Les batteries de la place sont servies par des Anglais. Le commodore Sidney-Smith est à leur tête. Un ingénieur distingué, l'émigré français Phelippeaux, dirige les travaux, et développe de grandes ressources.

Siége de Saint-Jean-d'Acre. Avril et mai 1799.

Arrêtons-nous un moment pour parler des bizarres aventures de ce commodore que la destinée a réservé pour priver Bonaparte de l'empire de l'Orient. Depuis long-temps l'Angleterre n'avait pas produit un caractère plus ardent et plus chevaleresque; éminemment doué des dons extérieurs, il y joignait une grâce que nous avons coutume de nommer *toute française*; son zèle pour la liberté était tellement prononcé, qu'il siégea presque toujours sur les bancs de l'opposition. Mais les crimes de notre révolution l'avaient transporté

d'une fureur qui pouvait éclater par d'injustes représailles. Il faisait partie de cette escadre qui entra dans la rade de Toulon lorsque les habitans de cette ville appelèrent un secours qui devait leur être si funeste. On peut juger qu'il se félicita d'abord d'une si belle occasion de manifester à la fois son courage et ses sentimens généreux. Mais la politique anglaise ordonna autrement de cette expédition. Quand Toulon fut abandonné par l'amiral Hood, Sidney-Smith fut un des officiers chargés d'incendier les vaisseaux français qui restaient dans la rade. Son nom acquit parmi nous une triste célébrité; il arriva que deux ans après il se présenta devant le port du Havre avec une flottille bombardière. Une étrange fatalité fit tomber entre les mains des Français ce marin valeureux; d'abord il fut question de ne point reconnaître le droit de la guerre dans celui que l'on nommait l'incendiaire de Toulon, et auquel on supposait l'intention récente d'incendier le Havre; la crainte d'attirer de nouvelles rigueurs du gouvernement anglais contre les nombreux prisonniers français qu'il avait en sa puissance, détourna le Directoire d'un nouvel acte de cruauté révolutionnaire. Sidney-Smith fut conduit à Paris dans la prison 1799.

1799. du Temple. Sa conversation brillante et instructive, et le ton d'épanchement qui lui était naturel, firent souvent la consolation des compagnons de son malheur. Un ami cependant s'occupait du hardi projet de sa délivrance, et cet ami était un émigré français auquel il avait donné la plus noble hospitalité. Phelippeaux (c'est le nom de cet émigré) osa rentrer en France dans un moment où les journaux parlaient très souvent d'émigrés fusillés à la plaine de Grenelle. Muni d'assez fortes sommes d'or que lui avaient procurées les parens et les amis de Sidney, il se ménagea des intelligences avec quelques uns des dépositaires du pouvoir. Sous un faux ordre de translation, Phelippeaux osa, avec deux hommes déguisés comme lui en gendarmes, pénétrer dans la tour du Temple, et demander sir Sidney-Smith ; le concierge leur remit ce prisonnier avec une facilité qui parut suspecte de quelque intelligence. Sidney-Smith et son ami partirent pour l'Angleterre avec des relais bien préparés et un bâtiment qui les attendait ; bientôt l'un et l'autre furent appelés par un commun désir de gloire vers les côtes de l'Égypte et de la Syrie. Phelippeaux, qui avait fait ses études à l'École militaire de Brienne

avec Bonaparte et sous Pichegru, était un 1799.
ingénieur distingué. Par ses soins et son activité les travaux de Saint-Jean-d'Acre furent plus habilement réparés qu'on ne l'attendait des Orientaux. Sidney-Smith remplissait tout de son ardeur, et Djezzar-Pacha combattait la faiblesse ou la trahison par d'horribles barbaries. Bonaparte manquait, comme je l'ai dit, d'artillerie de siége; deux bâtimens qui devaient lui en amener furent pris par les Anglais; toute sa ressource était de tenter des assauts. Dans son impatience il devança le moment où la brèche était praticable. Les Français purent reconnaître combien il est différent d'attaquer les Turcs retranchés derrière une muraille ou de les attaquer en plaine; l'assaut fut repoussé avec une grande perte.

Quelques jours après les soldats remarquent sur le rivage une grande quantité de sacs. Ils les ouvrent, et voient des cadavres attachés deux à deux. On questionne les déserteurs, et l'on apprend d'eux que plus de quatre cents chrétiens qui étaient dans les prisons de Djezzar, en ont été tirés par les ordres de ce monstre pour être liés deux à deux, cousus dans des sacs, et jetés à l'eau.

1799 Pendant que les Français s'essaient, à force d'art et de courage, à suppléer aux moyens qui leur manquent pour le siége, ils apprennent qu'il se forme contre eux une de ces immenses armées que l'Asie est habituée à produire. Les Turcs, les Arabes, les Mamelucks, des nations qui se détestent, se réunissent sous les mêmes drapeaux, et sont enflammées des mêmes fureurs que si une nouvelle croisade mettait le croissant en danger. C'était à la voix des Anglais que cette tumultueuse levée d'hommes s'était formée. Si Bonaparte ne fût allé la chercher dans le cœur de la Syrie, elle fût devenue, au bout de quelques mois, formidable à l'Égypte : la dissoudre était le but principal de son expédition. Il y parvint avec rapidité. Ses lieutenans firent des actions d'éclat en le secondant. Avec trois cent cinquante hommes d'infanterie et cent cinquante chevaux, le général de brigade Junot poursuit, à la vue de l'avant-garde ennemie, sa route sur Nazareth, dont il est éloigné de quatre lieues. Il ose descendre dans la plaine ; il y soutient un combat contre trois mille hommes de cavalerie, et la poignée de braves qu'il commande enlève cinq drapeaux aux ennemis, tue ou

blesse six cents hommes, force le reste à la retraite, gravit les hauteurs dont ils sont descendus, et plante ses drapeaux à Nazareth. Ce brillant exploit était le prélude de la bataille du Mont-Thabor. 1799.

Bonaparte avait cru dangereux d'attendre l'armée ennemie sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Après avoir laissé deux de ses divisions devant cette place, il avait marché avec la division du général Kléber, celle du général Bon, et toute sa cavalerie, au-devant des Turcs. Comme il approchait du Mont-Thabor, il découvre la division de Kléber, qui, formant en tout deux mille hommes, soutenait l'effort de vingt-cinq mille hommes de cavalerie. Le camp des Mamelucks s'aperçoit à deux lieues de distance du champ de bataille. Bonaparte fait marcher contre eux une partie de ses cavaliers. A la vue d'une armée six fois supérieure en nombre à la sienne, il prend ses dispositions comme s'il avait déjà vaincu, comme s'il n'avait plus qu'à poursuivre sa victoire. Il culbutera les ennemis sur le Jourdain, mais il faut les empêcher de repasser le fleuve. Il confie au général Murat l'expédition la plus hardie. Il lui donne l'ordre de s'emparer du pont de Jacoub, qui est gardé par

1799. le fils du gouverneur de Damas, à la tête d'un corps nombreux de janissaires. Murat obtient un tel succès dans sa mission, qu'il enlève le pont de Jacoub, fait prisonnier le commandant turc avec une partie des siens, et poursuit le reste jusque sur la route de Damas. La victoire est déjà décidée sur tous les points; le camp des Mamelucks a été forcé par l'adjudant-général Leturc. Vingt-cinq mille hommes de cavalerie qui entouraient le général Kléber ont fait de vains efforts pour rompre les deux carrés d'infanterie que ce général a formés. Le coup de canon par lequel Bonaparte lui a annoncé son arrivée a ranimé ses efforts. Une demi-brigade que le général en chef a envoyée à son secours a suffi pour le dégager : c'est la dix-huitième, et elle est commandée par le général Rampon. Une autre, sous les ordres du général Vial, se porte sur les hauteurs pour couper la retraite à cette immense cavalerie déjà mise en déroute. Partout où elle cherche un refuge elle trouve des poignées de vainqueurs qui la repoussent. Enfin, à la faveur de la nuit, elle se cache derrière le Mont-Thabor. Le résultat de cette bataille est la défaite de vingt-cinq mille hommes de cavalerie, et de dix mille d'infan-

terie, par quatre mille Français; la prise de 1799.
tous les magasins de l'ennemi, de son camp, et sa fuite en désordre vers Damas. Ses propres rapports font monter sa perte à plus de cinq mille hommes.

Bonaparte avait ainsi dispersé et presque anéanti une armée qui avait espéré le chasser de l'Égypte, et il avait fait une seconde fois retentir en France ces noms si chers à la piété, de Nazareth et du Mont-Thabor. Quand il était à peine chrétien, on aurait pu le prendre pour un ancien croisé. Une telle défaite, qui semblait ouvrir au vainqueur le chemin de l'Asie, n'abattit cependant point le courage des Turcs et des Anglais renfermés dans Saint-Jean-d'Acre. Ils résistèrent à dix-sept assauts, et le courage le plus héroïque ne put suppléer à quelques pièces d'artillerie qui manquaient. Parmi plusieurs braves qui trouvèrent la mort sous les murailles d'Acre, et jusque dans l'enceinte de cette place, où leur courage les avait fait entrer, l'armée regretta vivement deux des militaires les plus distingués qui se fussent formés à l'école de Bonaparte; c'étaient le chef de brigade Caffarelli, et le chef de bataillon du génie de Say. Toute espérance de succès était perdue, lorsque Bonaparte reçut un avis

1799. certain que les Turcs préparaient une expédition contre les côtes de l'Égypte, et que les Anglais se tenaient prêts à les seconder. Ce prétexte pouvait colorer une retraite devenue nécessaire. Le général Désaix, qui poursuivait dans la Haute-Égypte le cours de ses victoires, ne pouvait protéger les côtes menacées. Bonaparte crut devoir s'y porter lui-même avec l'armée de dix mille hommes qui venait d'ébranler l'Asie. Le 20 mai, le siége de Saint-Jean-d'Acre est levé après soixante jours de tranchée ouverte.

Retour de Saint-Jean-d'Acre. Mai 1799.

Il faut ici mentionner deux faits qui vont nous présenter Bonaparte (et toute cette histoire ne nous y accoutume que trop) sous deux rapports bien opposés. La peste avait commencé à s'introduire dans le camp français pendant l'expédition de Syrie. Aux premiers signes de ce fléau, Bonaparte conçut le besoin de rassurer l'imagination de ses soldats, et il le fit par un acte intrépide; il entra dans un hôpital de Jaffa où étaient plusieurs Français attaqués de la peste; il osa toucher la main de quelques uns d'entre eux pour leur persuader qu'ils n'étaient point atteints de cette terrible maladie. Quelques jours après, dit-on, comme le mal faisait plus de progrès, il

fit empoisonner les pestiférés par l'opium. 1799.
J'ai consulté sur ce fait beaucoup d'écrits, et j'ai eu l'occasion d'interroger plusieurs des hommes éclairés et sincères qui faisaient partie de l'expédition d'Égypte. Voici tout ce que l'historien peut dire : le fait est possible, mais n'est pas certain. Il faut ici parler d'une belle action du médecin en chef de l'armée. M. Desgenettes osa, en présence des soldats pestiférés, et pour calmer leur imagination ainsi que pour rendre un service important à la science et à l'humanité, s'inoculer la matière des bubons et se guérir par le même remède qu'il ordonna pour eux. Le chirurgien en chef Larrey se montra le digne émule de son savoir et de ses vertus civiques. Il y eut une invasion de la peste dans la ville du Caire, pendant le séjour de l'armée en Égypte. Jamais ce fléau ne fut réprimé avec des soins plus empressés et plus judicieux ; l'armée française en fut préservée par des lazareths semblables à ceux de Marseille, et la ville en souffrit beaucoup moins que de coutume. Cette considération est une de celles qui font le plus regretter la perte d'une si magnifique possession.

Avant de rentrer dans le désert, Bona-

1799. parte adressa à son armée *un ordre du jour* bien digne, par son énergie et son habileté, de ceux qu'il publiait en Italie. Le voici :

« Soldats, vous avez traversé le désert qui « sépare l'Afrique de l'Asie avec plus de ra- « pidité qu'une armée arabe.

« L'armée qui était en marche pour en- « vahir l'Égypte est détruite. Vous avez pris « son général, son équipage de campagne, « ses bagages, ses outres, ses chameaux.

« Vous vous êtes emparés de toutes les « places fortes qui défendent les puits du « désert.

« Vous avez dispersé, aux champs du Mont- « Thabor, cette nuée d'hommes accourus de « toutes les parties de l'Asie pour piller l'É- « gypte.

« Les trente vaisseaux que vous avez vus « arriver dans Acre, il y a douze jours, por- « taient l'armée qui devait assiéger l'armée « d'Alexandrie ; elle a fini ses destins à Acre.

« Soldats, nous avons une carrière de fa- « tigues et de dangers à parcourir. Après « avoir mis l'Orient hors d'état de rien faire « contre nous cette campagne, il nous fau- « dra peut-être repousser les efforts d'une par- « tie de l'Occident.

« Vous y trouverez une nouvelle occasion 1799.
« de gloire, et si, au milieu de tant de com-
« bats, chaque jour est marqué par la mort
« d'un brave, il faut que de nouveaux bra-
« ves se forment, et prennent rang parmi ce
« petit nombre qui donne l'élan dans les dan-
« gers et maîtrise la victoire. »

L'horrible désert est enfin traversé. Une armée, née pour les fatigues comme pour la gloire, a repris sa confiance et sa santé; seulement plusieurs Français ont été frappés de la cruelle ophthalmie si fréquente dans ce climat. Jamais les soldats n'avaient plus maudit les sables du désert que lorsqu'ils avaient éprouvé les illusions du *mirage*, triste phénomène qui montre souvent, au sein des monotones horreurs du désert, des oasis qui n'existent pas, et des fleuves imaginaires dont l'espérance prochaine et perfide rend la soif encore plus ardente. Du reste, par le bienfait du soleil d'Égypte et de Syrie, toutes les blessures se guérissaient avec une promptitude merveilleuse. L'armée eut souvent à repousser les incursions des hordes arabes; malgré la vitesse de leurs chevaux et les ruses de leurs brigandages, on les écartait sans peine par une bonne discipline; mais le fa-

1799. natisme réveillé chez les Musulmans fit courir un danger plus sérieux. Un Arabe, qui avait acquis dans sa tribu quelque réputation de sainteté, imagina de rallier ses compatriotes en leur faisant croire qu'il était l'ange Elmodi, que le prophète promet d'envoyer au secours des fidèles pendant leurs plus rudes épreuves. Cet imposteur se déclarait à l'abri des balles et des boulets, et prétendait pouvoir communiquer ce don à tous ceux qui seraient animés de la foi la plus vive. L'armée qu'il réunit était de trois ou quatre mille hommes : elle se présentait au combat comme une troupe d'invulnérables; mais les généraux Lefebvre et Lanusse firent un si grand carnage des soldats de l'ange Elmodi, que bientôt il ne trouva plus d'Arabes assez stupides pour marcher sous ses étendards.

Les soldats, rentrés en Égypte, éprouvent, en embrassant leurs anciens compagnons, les mêmes émotions que s'ils se revoyaient au sein de leur patrie; on se communique, avec une profonde tristesse, les nouvelles que l'on a reçues de cette patrie qu'on a laissée si chargée de victoires et de conquêtes. On sait déjà que des trois Di-

recteurs qui ont fait la journée du 18 fructidor, et qui ont signé tant de proscriptions, deux sont ignominieusement chassés du pouvoir; que les Jacobins espèrent ressaisir leur empire tout entier; que leur parti domine dans le Conseil des Cinq-Cents; que, dans quinze ou vingt départemens de l'ouest, le parti royaliste soulève le peuple des campagnes; que la *chouannerie* s'est rendue tout aussi redoutable que la Vendée dans ses plus beaux jours; qu'une nouvelle coalition s'est formée sous les auspices de la Russie; que des plénipotentiaires français ont été indignement massacrés à Rastadt; enfin on connaît déjà les premiers revers des armées d'Italie et d'Allemagne. Chacun juge de l'avenir selon ses sentimens divers, mais Bonaparte a de plus sûrs moyens de les pressentir. Son génie politique lui dévoile toutes les conséquences de l'anarchie où la France est tombée; son génie militaire lui fait voir dans les premiers revers de nos armées, de plus sanglantes défaites. C'est par un de ses frères, Lucien Bonaparte, qu'il est instruit de l'état des partis en France; et ce frère est un homme habile, un orateur assez brillant, qui joint une influence personnelle à celle 1799.

1799. qu'il tire de son nom. Bonaparte apprend par lui combien il est regretté, désiré, combien est vivement senti le besoin d'une dictature. L'empire d'Orient vient de lui échapper à Saint-Jean-d'Acre; mais quel magnifique dédommagement la destinée ne lui fait-elle pas espérer? puisque Paris l'appelle, il peut régner à Paris, et de là sur l'Europe. L'imagination le reporte vers ces armées françaises qui s'éloignent des bords de l'Adige, du Danube et du Rhin. Du sein de l'Égypte il trace des plans de campagnes dont le théâtre est en Italie; mais cependant à quel espoir se livre-t-il? pourra-t-il abandonner son armée dans une position difficile, et qu'on jugera désespérée? Ne faut-il pas une merveilleuse faveur de la fortune pour qu'il échappe aux croisières des Anglais, et à leurs nombreux vaisseaux répandus sur la Méditerranée. Qu'il lui soit donné de revoir sa patrie, s'y présentera-t-il avec un éclat de gloire qui confirme les magiques espérances attachées à son nom? ne verra-t-on pas en lui le fugitif de Saint-Jean-d'Acre? Quel parti trouvera-t-il dominant en France? ne pourra-t-on pas le considérer comme un général déserteur d'une armée que lui-même a conduite

sur les bords africains? Quand il vient chercher un trône, ne pourra-t-il pas être conduit au supplice? Point de retour possible en France, s'il n'y revient décoré d'une nouvelle victoire, et si elle n'est assez éclatante pour offrir un gage certain du salut de son armée. Combien il lui tarde que les ennemis viennent lui offrir l'occasion d'un triomphe auquel sa gloire et son trône sont attachés! il compte les jours où le débarquement des Turcs lui a été promis; toute sa crainte est que les ennemis n'emploient pas à cet effort la plus grande partie et l'élite de leurs forces. Une victoire incomplète contrarierait autant ses desseins que l'absence d'une victoire. Quelques jours lui ont suffi pour repousser vers le désert Ibrahim-Bey, qui, depuis son retour de la Syrie, a osé s'avancer vers les Pyramides, et Mourad-Bey qui, chassé de bourgade en bourgade dans la Haute-Égypte, par les continuels exploits des généraux Désaix, Davout et Belliard, est parvenu, en dérobant sa marche, à gagner l'oasis du lac Natron et celui de Sabahiac. Le général Lagrange, et bientôt le général Murat, ont surpris le camp de ce dernier, et ont taillé son armée en pièces. A ces mouvemens har- 1799.

1799. dis des Mamelucks, Bonaparte ne doute plus que le débarquement des Turcs ne soit près de s'effectuer. Il apprend, par une lettre d'Alexandrie, que cent voiles turques ont mouillé le 13 juillet à Aboukir; qu'ils ont assiégé le fort et s'en sont rendus maîtres; qu'ils sont au nombre de dix-huit mille hommes, commandés par Mustapha-Pacha. Ainsi la fortune lui ouvre une voie pour un retour glorieux dans cette France où on l'appelle. Le salut de l'Égypte, et peut-être celui de la France, vont se décider dans un même lieu, et la destinée veut que ce grand événement s'accomplisse dans ce même Aboukir, dont le nom était devenu si fameux par le désastre des Français. Les Turcs s'étaient retranchés autour de ce fort, et y occupaient une position redoutable. Leur commandant n'avait eu confiance que dans l'opiniâtreté avec laquelle ils se défendent dans les lieux fortifiés. Bonaparte marche sur eux. Il est à une demi-lieue du fort, et se dispose à emporter les redoutes qui couvrent l'armée ennemie. Le général Lannes attaque avec impétuosité deux mille hommes qui formaient la première ligne de l'ennemi, et qui s'étaient postés avec de l'artillerie sur des montagnes de sable.

Pendant que sa division les enfonce, deux escadrons de cavalerie leur coupent la retraite sur la mer. Aucun d'eux n'évite la mort. La seconde ligne de l'armée turque occupait une position beaucoup plus forte. Une partie s'était ébranlée pour venir au secours de la première, et avait éprouvé le même sort. Les Turcs se tiennent immobiles sous les redoutes qui les couvrent. Leur artillerie est bien servie. Un village qui servait à leur défense est tourné, et bientôt emporté par le général Destaing, sous les ordres du général Lannes. On est au pied des retranchemens. Tout ce que les Français déployèrent de valeur dans les journées d'Arcole et de Lodi, est égalé dans cette journée. La cavalerie charge jusque sur les fossés de la redoute. La trente-deuxième et la dix-huitième demi-brigade s'élancent, et vont combattre les Turcs corps à corps. Le chef de brigade des guides à cheval, Bessières, trois autres officiers supérieurs, Duvivier, Rose et Leturc, soutiennent d'excellentes dispositions par l'intrépidité la plus héroïque. Les Turcs cherchent à arracher les baïonnettes qui leur donnent la mort. Ils s'avancent le sabre et le pistolet à la main. Les braves meurent, les 1799.

1799. braves sont remplacés. Duvivier et Leturc expirent sur les retranchemens. Les Turcs se croient vainqueurs. Ils s'élancent hors de la redoute, pour couper la tête des morts et des blessés, et obtenir l'aigrette d'argent que leur gouvernement a promise à tout militaire qui apporterait la tête d'un ennemi. Bonaparte observe ce mouvement irrégulier, qui décide pour lui la victoire. Lannes entre au pas de charge dans la redoute qui a été si long-temps disputée. Le général Murat, qui commande l'avant-garde, fait traverser toutes les positions de l'ennemi qui chancelle, par un escadron dont les manœuvres habiles et promptes coupent la retraite à dix mille fuyards. Ils sont poursuivis jusqu'à la mer : ils s'y précipitent; ils y sont fusillés, mitraillés. Leurs vaisseaux sont à deux lieues dans la rade d'Aboukir, et ne peuvent leur porter de secours. Leur désespoir rend le carnage horrible. Le général Murat, qui s'est couvert de gloire dans cette journée, et un grand nombre d'autres chefs valeureux, sont blessés. Le pacha Mustapha se rend prisonnier avec son escorte. Il n'existe plus rien de l'armée turque que douze cents hommes qui défendent le fort d'Aboukir. Ils résistent encore pen-

dant huit jours. Enfin, ils parlementent, capitulent, et viennent embrasser les genoux du vainqueur. 1799.

Il nous est facile maintenant de juger de la résolution que prendra Bonaparte. Revenons aux événemens de l'intérieur et à l'anarchie dont il apportera le remède.

FIN DU LIVRE SEPTIÈME.

LIVRE HUITIÈME.

Près d'atteindre au terme d'une histoire contemporaine, où figurent tous les peuples de l'Europe, et quelquefois même d'autres parties de l'univers, je vois les derniers événemens qui me restent à décrire se compliquer et se décolorer. S'agit-il des faits militaires : ils sont aussi tristes que nombreux ; je rencontre de toutes parts des désastres que l'exécrable et stupide politique du Directoire a seule provoqués, qui laissent intacte ou plutôt qui rendent plus éclatante encore la gloire de nos armées, et se terminent par un retour subit de la victoire. S'agit-il des événemens de l'intérieur : tout se rapetisse, s'avilit, se déchire et se rompt. A mesure que la révolution s'éteint, elle use l'indignation à force de mépris. Mais ce livre est d'une extrême importance, il offre la transition de l'état d'anarchie à celui d'un ordre despotique. Le règne de la révolution va faire place au règne d'un conquérant.

Toute l'Italie, jusqu'aux rives de l'Adige, reconnaissait les lois des Français. La violence et l'iniquité du Directoire n'avaient exempté aucun État du nivellement politique qui faisait la honte et la misère commune. Le grand-duc de Toscane avait été renversé le dernier par cet orage qui planait sur la tête de tous les souverains. Tout le souvenir qu'on avait gardé de sa longue et trop fidèle neutralité, avait été une permission de quitter ses États, et de retourner en Autriche. La sagesse de la république de Lucques n'avait pas non plus désarmé nos impitoyables magistrats. Sa constitution, modèle de douceur et de stabilité, avait été condamnée comme féodale et gothique. Le Directoire avait en vain flatté le Piémont de la triste espérance d'avoir un gouvernement particulier et indépendant, comme ceux de la Cisalpine, de la Ligurie, de Rome et de Parthénope. On jugea ce malheureux peuple indigne même d'un bienfait de cette sorte. On fit de ces belles provinces quatre ou cinq départemens français; la fureur était au comble dans un État long-temps si belliqueux; mais elle attendait pour éclater l'arrivée prochaine et les victoires présumées des armées russes et autrichien-

1799. Apprêts d'une nouvelle ligue.

1799. nes; les Français étaient surtout inquiétés dans la possession de Naples. Dans les Abruzes et dans la Calabre, on trouvait un grand nombre de ces bandes qui, depuis, en Espagne ont été nommées *guérillas*, et qu'en France on nommait *chouannerie*. Le roi de Naples et les Anglais pouvaient facilement, par la Sicile, inquiéter les provinces méridionales. Bientôt un prince de l'Église parvint à donner une direction commune à tous ces mouvemens; c'était le cardinal Ruffo, homme ardent quoique valétudinaire. Le secours de l'Autriche n'était plus douteux; aurait-elle pu supporter sans avilissement l'occupation violente de la Suisse et de tous les États d'Italie? Le fardeau de la guerre n'allait plus porter sur elle seule, comme dans cette campagne où elle avait signalé sa constance. Deux armées russes s'avançaient, et Paul Ier avait fait pour la cause des rois et de l'Europe ce que l'on avait vainement attendu de l'impératrice sa mère. La plus puissante des armées, celle qui devait pénétrer en Italie, était commandée par un homme dont le nom rappelait de grands et terribles souvenirs; c'était ce Souwarow toujours victorieux dans ses campagnes contre les Turcs et les Polo-

nais. Il était entré comme un exterminateur 1799.
dans la ville d'Ismaïlow prise d'assaut, et dans Praga faubourg de Varsovie. Chez lui, l'art de la guerre tenait plus de l'inspiration que du calcul. Il n'était en rien inférieur à Bonaparte dans l'art d'enflammer le soldat; à son exaltation prophétique, à son despotisme militaire, à sa fureur dans les combats, à ses stratagèmes profonds, on l'eût pris pour un de ces conquérans arabes qui, en soixante-dix ans, soumirent une si grande partie de la terre aux lois de Mahomet. Quelque part qu'il fût, il s'emparait du pouvoir suprême par la force et l'ardeur de son caractère. Tout autre général, fût-il un allié, devenait son lieutenant; il affectait un laconisme spartiate et s'enveloppait quelquefois dans une obscurité mystique, assez semblable à celle de Cromwell. Ses traits étaient ceux d'un Tartare, mais l'éclair partait de ses yeux. La gloire de Bonaparte ne lui laissait point de repos; s'il ne lui était point donné de se mesurer avec un tel général, du moins il s'estimait heureux de pouvoir combattre sur le même champ de bataille, et il ne craignait pas d'annoncer qu'il surpasserait encore la rapidité de ses conquêtes. La passion du devoir le consu-

1799. mait, et il savait l'inspirer au soldat; malgré les deux actes inhumains qui lui étaient reprochés, il n'était capable d'emportement que sur le champ de bataille; mais il ne lui coûtait rien de dire : *Point de quartier*.

Déjà la guerre était allumée dans les montagnes des Grisons et de la Souabe. Les Grisons, qui faisaient partie de la ligue des Suisses, avaient montré la même aversion que les petits cantons pour le code helvétique, auquel le Directoire s'obstinait à les soumettre. Ils craignirent le sort de ceux-ci; ils appelèrent les Autrichiens à leur secours. Le général Hotze s'y était porté avec trente mille hommes. Le général Masséna n'avait pas craint de l'y attaquer dans la saison la plus défavorable, c'était au commencement de mars, et avec une armée inférieure en nombre. Après une suite de combats meurtriers, et secondé par le général Lecourbe qui commandait son avant-garde, il se rendit maître de tout le pays des Grisons, et fit un grand nombre de prisonniers. Il cherchait à se porter sur Bregentz, sur Lindau et sur la rive orientale du lac de Constance, pour communiquer avec le général Jourdan qui s'avançait dans la Souabe, tandis qu'une autre armée com-

mandée par le général Bernadotte s'avançait 1799.
dans le Palatinat.

Mais, après la longue suite de triomphes que j'ai rapportés, et que malheureusement la paix avec l'Autriche n'avait point interrompue, la fortune se montra contraire aux Français. Le Directoire n'avait pas pris assez de soin pour rassembler ses armées éparses. Elles couvraient une surface immense, et ne se trouvaient en force nulle part. Leurs cadres avaient été mal complétés. L'administration de la guerre avait été livrée à de grands désordres. Les fréquentes disgrâces des généraux vainqueurs annonçaient dans le gouvernement une insolente ingratitude dont l'armée s'irritait. Les soldats avaient encore tout leur courage, mais ils avaient perdu cet enthousiasme et cette joie qui avaient accéléré toutes leurs victoires.

De là les revers qu'ils éprouvèrent presque à la fois en Allemagne et en Italie.

Bataille de Stockach. Mars 1799.

L'armée du général Jourdan, qui s'avançait dans la Souabe, n'était composée que de quarante-cinq mille hommes. L'archiduc Charles marchait contre lui à la tête de la plus belle armée qu'eût encore rassemblée l'Autriche; elle était de soixante-dix mille hom-

1799. mes, et avait sur l'armée française une grande supériorité de cavalerie. Jourdan espérait être renforcé par Masséna, si celui-ci parvenait à emporter les retranchemens de Feldkirch; mais Masséna ne réussit point dans cette entreprise. Il y avait eu déjà quelques combats d'avant-garde entre l'archiduc et Jourdan. Le général français s'était posté derrière Stockach, et dans cette position il était sûr de sa retraite par les défilés des montagnes et par Schaffhouse. Ce fut là ce qui lui inspira la confiance d'engager une action générale. Le 26 mars, tous les avant-postes de l'armée autrichienne furent attaqués à la fois. L'infanterie française ne démentit point sa grande renommée; elle avait repoussé la droite des Autrichiens; elle était sur le point de tourner le centre, lorsque l'archiduc arriva avec un renfort qu'il avait tiré de sa gauche. Le plus grand effort des deux armées eut lieu dans un bois que les Français, sous les ordres du général Saint-Cyr, avaient occupé. Après une résistance opiniâtre, les Français ne purent s'y maintenir. La nuit mit fin à un combat qui avait été excessivement meurtrier des deux côtés. Le général Jourdan, qui n'avait pu réussir dans son projet d'em-

porter les plus fortes positions de l'armée au- 1799.
trichienne, eut pour consolation de coucher sur le champ de bataille.

L'archiduc Charles, dans la relation de cette bataille qui fut annoncée comme l'une des plus glorieuses pour la monarchie autrichienne, porte à cinq mille hommes la perte des Français, y compris les prisonniers. De son côté, le général Jourdan déclare avoir fait quatre mille prisonniers. Il se plaint de ce qu'une charge de cavalerie, qu'il avait ordonnée, et qui devait, selon lui, décider le succès de l'action, n'avait pas été exécutée.

Il passa la nuit à disposer sa retraite sur Schaffhouse, et il l'effectua le lendemain sans être inquiété par l'archiduc. Peu après, il abandonna le commandement de l'armée, et le général Masséna fut nommé pour le remplacer. Les fâcheux effets de la bataille de Stockach étaient un peu compensés par des avantages très brillans que le général Lecourbe venait de remporter chez les Grisons et dans l'Engadin. Mais les revers de l'armée d'Italie augmentèrent les alarmes, firent perdre en quelques mois le fruit des glorieuses campagnes de Bonaparte, et amenèrent promptement la chute des Directeurs, dont

1799. les malheurs publics révélaient enfin toutes les fautes. C'est ce que je vais exposer. Mais il faut auparavant parler d'un événement qui, par son atrocité, causera long-temps l'horreur des nations, et, par son obscurité, le désespoir des historiens.

Assassinat des plénipotentiaires français.

Malgré la guerre engagée avec l'Autriche, le congrès de Rastadt n'était pas encore rompu. Une partie du corps germanique espérait conserver sa neutralité sous la protection du roi de Prusse. La France voulait l'engager à protester contre l'entrée des Russes sur le territoire autrichien. Un projet de sécularisation des États ecclésiastiques avait été long-temps agité; ce qui avait répandu une vive alarme, et excité beaucoup de passions contraires en Allemagne. La ville de Rastadt était tombée au pouvoir des Autrichiens. Il leur importait de rompre un congrès qui pouvait éloigner l'Empire germanique de leur cause. Un commandant autrichien signifia aux trois ministres plénipotentiaires de la France, Bonnier, Roberjot et Jean Debry, l'ordre de sortir de la ville dans vingt-quatre heures, lorsque déjà ceux-ci disposaient leur départ. Mais, le même jour, un courrier de la légation française avait été arrêté sur la route

de Seltz à Rastadt, par un détachement de hussards autrichiens. Cette violence n'annonçait que trop aux ministres français ce qu'ils avaient à craindre pour eux-mêmes. Ils partirent à dix heures du soir, le 28 avril. La nuit était très sombre ; on portait des torches devant leurs voitures. Quand ils se présentèrent à la porte de la ville, on fit beaucoup de difficultés de les laisser sortir. Une heure se passa en pourparlers. La consigne fut levée. Ils demandèrent une escorte, qu'on s'obstina à leur refuser, en leur disant qu'ils seraient aussi en sûreté que dans leurs chambres. Ils n'étaient pas à cent pas de Rastadt, qu'un détachement de hussards Szecklers fond sur le cortége, fait descendre de la première voiture le ministre Jean Debry. Six hommes le fouillent, lui enlèvent ses papiers. Deux coups de sabre l'étendent par terre. On le roule dans un fossé. Il a la présence d'esprit de ne donner aucun signe de vie. Bonnier est tué de la même manière que devait l'être Jean Debry ; Roberjot est égorgé presque dans les bras de son épouse, qui fait de longs et vains efforts pour le défendre des coups des assassins. On ne pille dans les voitures que les papiers de la légation, et les assas- 1799.

1799. sins se dispersent en abandonnant leurs victimes sur la route. Cette scène d'horreur est enfin apprise à Rastadt. On frémit, on voudrait douter, on vole au secours de toutes les personnes de la légation. Le lendemain, Jean Debry, qui, pendant le tumulte de cette horrible scène, avait pu se traîner jusqu'à un bois, et qui y avait passé la nuit, arrive à Rastadt tout couvert de blessures, et se présente chez le ministre prussien comte de Goërtz.

Vingt-sept ans se sont écoulés depuis cet horrible attentat, et le temps n'a pu ni dévoiler ceux qui le commandèrent, ni même fournir un indice plausible pour déterminer les soupçons. Le procès-verbal des ministres plénipotentiaires rassemblés à Rastadt, et parmi lesquels on ne trouve que des noms dignes d'une haute estime, tels que le comte de Goërtz et le baron de Jacobi, est la seule relation impartiale et authentique que l'on puisse consulter, et cependant on n'y trouve aucun renseignement certain. D'après ce procès-verbal, le colonel Barbatzi est chargé de torts évidens; mais en le supposant coupable, de qui pouvait-il être l'instrument? c'est ce qu'il est impossible de comprendre.

Ce colonel, après avoir donné l'ordre d'un départ précipité et nocturne, refusa une escorte aux ministres français d'un ton assez semblable à l'ironie, et c'étaient des hussards de son régiment, ou du moins des hommes habillés comme eux, qui avaient commis le crime; sa justification a été tardive et paraît embarrassée. Un des plus éclatans témoignages qui aient été rendus aux vertus de l'empereur François II, et à l'âme noble et pure de l'archiduc Charles, c'est que pas une voix, même en France, ne s'éleva pour les soupçonner. On affecta d'accuser l'Angleterre d'avoir voulu, par un tel attentat, rendre irréconciliables les haines de l'Autriche et de la France, et d'avoir voulu, par ce moyen, prévenir le retour d'une paix séparée, telle que celle de Campo-Formio. L'âme de M. Pitt était-elle capable d'une combinaison si atroce? le grand nom qu'il a laissé ne permet pas de s'arrêter à une telle imputation. Bientôt l'Angleterre usa de représailles contre le Directoire de France; il parut plusieurs relations dans lesquelles on entreprit de prouver que le gouvernement français avait fait assassiner ses propres mandataires, soit parce qu'il les avait trouvés peu dociles à ses or- 1799.

1799. dres, soit parce qu'il lui importait, au commencement d'une guerre nouvelle, de donner la plus grande énergie au sentiment national. Dans ces relations on relevait plusieurs invraisemblances du récit fait par Jean Debry, le seul des ministres français qui eût survécu à l'assassinat, quoiqu'il eût été frappé des premiers coups; c'était lui qu'on accusait d'avoir, par les ordres du Directoire, tramé tout ce complot, et d'avoir fait déguiser des soldats français en hussards de Szecklers. Le procès-verbal des ministres plénipotentiaires, dont j'ai déjà parlé, me paraît une réfutation évidente d'une accusation si invraisemblable. Où était la possibilité de l'exécution? il fallait donc que le Directoire eût pour complices des officiers autrichiens; qu'il dictât l'ordre du colonel Barbatzi et le refus de donner une escorte aux ministres français. Il eût été impossible de trouver vingt ou trente soldats français qui eussent consenti à se rendre les instrumens d'un tel crime. Était-il d'ailleurs si facile de leur faire passer le Rhin, et de les faire avancer sur une route occupée par les forces autrichiennes, et sévèrement gardée. Le procès-verbal dit formellement que les hussards

de Szecklers s'étaient portés sur cette route; 1799.
n'auraient-ils pas, dans la nuit, demandé le mot d'ordre à des soldats français qui auraient osé se revêtir de leur uniforme? Tout aurait décelé les auteurs du crime après son exécution. Les Autrichiens, maîtres du pays, auraient trouvé partout des indices, des témoins du passage, de la marche et du retour de ces assassins étrangers; les recherches n'auraient pu être trop actives, et l'on ne conçoit pas qu'elles eussent pu rester sans résultat. L'enquête fut nulle ou insignifiante, personne ne fut puni. Le Directoire s'empara d'un événement si atroce et si inexplicable, et ce fut peut-être par l'excès même des mesures qu'il prit pour enflammer la haine nationale, qu'il prolongea les soupçons dont je viens de démontrer l'injustice. Voici quelle fut l'une de ces mesures : Bonnier et Roberjot étaient l'un et l'autre membres du Conseil des Cinq-Cents; on voulut que leur nom fût répété à chacun des appels nominaux, et que l'Assemblée tout entière proférât chaque fois des imprécations contre l'Angleterre accusée d'un tel crime. *

* Bonaparte, dans ses *Mémoires de Sainte-Hélène*, semble négliger à dessein de combattre l'accusation

1799. Batailles sur l'Adige.

C'était vers l'Italie que se dirigeait l'armée russe sous les ordres de Souwarow. Réunie à

qui fut faite contre le Directoire de France au sujet de l'assassinat des plénipotentiaires français. Dans la persuasion où je suis qu'une telle accusation est mal fondée, j'ai peine à m'expliquer le paragraphe suivant de ces *Mémoires*.

« Que contenait et que pouvait contenir de plus « important le portefeuille des plénipotentiaires du « Directoire? On essaya à Paris de jeter l'odieux de cet « assassinat sur le cabinet de Saint-James; mais l'opi- « nion publique l'en justifia ; la moindre réflexion lui « prouvait qu'il était inutile aux intérêts de l'Angle- « terre. Quelques hommes qui voulaient aller au fond « de cette affaire, prétendaient que Bonnier et Rober- « jot, indignés de la duplicité et de l'exigence du « Directoire dans les nouvelles instructions qu'ils « avaient reçues, se proposaient à leur retour de le « dénoncer aux Conseils. Jean Debry, disaient-ils, à « qui ces intentions étaient bien connues, était loin « de les partager, et rendait compte au Directoire des « dispositions de ses collègues. Ceux-ci avaient été « laissés morts sur le terrain, tués par des hommes qui « parlaient français; et lui il en avait été quitte pour « quelques meurtrissures, quoiqu'il eût été attaqué « le premier. A Rastadt cette opinion sembla préva- « loir; car on eut l'air de reprocher à Jean Debry de « n'avoir été que légèrement blessé, et d'avoir passé « la nuit sur un arbre. Mais alors l'opinion était en « guerre avec le Directoire. »

l'armée autrichienne, elle allait offrir des 1799.
forces trois fois supérieures à celles qui avaient suffi à Bonaparte pour conquérir cette vaste et belle contrée. Le Directoire n'avait point senti la nécessité d'opposer aux Russes et aux Autrichiens une armée qui pût résister à leurs efforts. Le Piémont et la Toscane, récemment envahis, l'État de l'Église, le royaume de Naples, enfin les îles venitiennes, occupaient les deux tiers des troupes que le Directoire, plus occupé d'étendre que d'assurer sa domination, avait disséminées dans toute l'Italie. Malgré l'imminence du danger, il ne songea pas à en tirer des renforts pour l'armée qui campait sur les bords de l'Adige. Le général Schérer, lorsqu'il vint en prendre le commandement, vit éclater dans tous les rangs mille signes de défiance et de haine. C'était sous son administration, comme ministre de la guerre, que les armées avaient éprouvé le double supplice de leurs propres privations et du faste des concussionnaires qu'on envoyait à leur suite. Parmi plusieurs généraux distingués qui étaient sous ses ordres, on voyait Moreau, que le Directoire avait assez froidement protégé contre les clameurs de ses ennemis. Pour

1799. mettre à l'épreuve sa docilité, on lui avait d'abord donné un emploi au-dessous de sa renommée militaire. A l'approche de la guerre, on crut devoir recourir à ses talens.

Le Directoire avait donné l'ordre à Schérer d'attaquer l'armée autrichienne avant l'arrivée des Russes. Celle-ci attendait un renfort moins important, mais plus prochain; c'était le corps du général Bellegarde, qui descendait du Tyrol. Schérer voulut le prévenir : le 6 avril, il engagea une action pour passer l'Adige, et porta la guerre sur le territoire vénitien. La bataille se donna à Castel-Novo. Le général Serrurier obtint des avantages assez brillans, et poursuivit les ennemis jusqu'à Rivoli. Le général Moreau, qui avait sous ses ordres les trois divisions Victor, Hatry et Montrichard, s'avança jusqu'à Vérone, et fit un grand nombre de prisonniers. Mais les Autrichiens firent sortir de Legnago des troupes qui gênèrent la communication entre les divisions françaises, et pendant la nuit celles-ci se replièrent sur leurs premières positions, en conservant pour gages apparens de leur victoire deux ponts sur l'Adige, douze pièces de canon, deux

drapeaux, et quatre mille cinq cents prisonniers. Il y avait eu des deux côtés à peu près trois mille hommes tués ou blessés. 1799.

La position des Français ne leur permettait pas de bataille indécise ni de victoire incomplète. L'armée autrichienne allait être plus que doublée par les renforts qu'elle attendait, et Schérer n'avait eu qu'une espérance vague et mal fondée de tirer quelques secours de l'armée du général Lecourbe, dont une division devait chercher à s'ouvrir un chemin dans le Tyrol pour venir se joindre à lui. Cette entreprise n'avait pas réussi. Tous les malheurs de l'armée d'Italie vinrent de l'obstination du général Schérer à vouloir regarder la journée de Castel-Novo comme une victoire éclatante. Le 16 avril, il recommença l'attaque. Le général Kray, charmé de son côté d'engager une seconde bataille avant l'arrivée de Souwarow, fier de n'avoir point perdu de terrain dans la première, écoutait plus son amour pour la gloire que les conseils de la prudence. Instruit que les Français devaient tenter une seconde fois le passage de l'Adige, il avait pris la résolution de les prévenir, et de les attaquer sur tout leur front.

La bataille s'annonça sous des auspices

1799. favorables, comme celle de Castel-Novo. Moreau, toujours à la tête de trois divisions, se dégagea avec beaucoup d'art et d'intrépidité d'une position difficile. Menacé sur ses derrières, il s'était porté en avant avec tant d'ardeur, il avait manœuvré avec tant d'habileté, que les ennemis avaient été forcés de reprendre le chemin de Vérone. Il vint à bout de percer leur centre, et de les poursuivre jusqu'aux portes de la ville; mais, ou il porta trop d'impétuosité dans ce mouvement, ou le général en chef mit trop de lenteur à le seconder : il se trouva bientôt entre les divisions françaises de longs intervalles, dont les Autrichiens profitèrent. Elles furent attaquées séparément, et sans pouvoir se porter des secours assez prompts. Le général Serrurier se maintint à Villa-Franca, qu'il avait emportée. Mais, dans d'autres postes, les Français plièrent; leurs opérations ne pouvaient plus se concerter. Le général Kray avait fait sortir de Vérone une réserve assez forte qui contraignit à la retraite les deux divisions qui marchaient pour seconder Moreau. Cependant celui-ci se maintenait encore dans une position avancée, lorsqu'il reçut l'ordre du général Schérer d'effectuer sa retraite.

Ainsi les Français avaient échoué deux fois 1799.
dans une attaque dont le succès seul pouvait leur conserver cette brillante offensive à laquelle ils étaient accoutumés. Les soldats étaient indignés contre le général Schérer, comme s'il leur avait fait éprouver une défaite honteuse. Tous leurs vœux se portaient vers le général Moreau ; ils prévoyaient la nécessité d'une retraite, et lui seul leur paraissait propre à la diriger.

Les murmures de l'armée, la vue de périls imminens, l'absence de toute ressource prochaine, le mécontentement des peuples italiens, tout se réunit pour porter un grand désordre dans les résolutions du général Schérer. Il désespéra de pouvoir garder la ligne du Mincio ; il oublia l'armée de Naples et toutes les divisions répandues dans la péninsule. Il se hâta d'ajouter six mille hommes à la garnison déjà considérable de Mantoue. Il approvisionna cette place pour un an, augmenta la garnison de Pizzighitone, et réduisit, par ces diverses opérations, son armée à vingt-huit mille hommes. Il se retira enfin jusque sur les bords de l'Adda, et crut pouvoir y soutenir pendant quelque temps les efforts

1799 de l'armée qui s'avançait contre lui. L'arrivée des Russes avait porté celle-ci à cent dix mille combattans.

Souwarow était entré le 18 avril à Vérone. Aux honneurs qui lui furent rendus, aux acclamations qui retentirent sur son passage, on eût dit que c'était le bruit de son nom qui avait fait gagner les deux batailles de Castel-Novo et de Magnano. Les deux généraux autrichiens Kray et Mélas cédèrent le commandement au général russe. Dès ce moment la ligue prit, mais ne conserva pas long-temps un mouvement d'unité, de force et d'enthousiasme, qui repoussait les républicains conquérans vers leurs anciennes limites, et menaçait de les y poursuivre. Les mains d'un Tartare soutenaient et maniaient avec fermeté ce faisceau d'États confédérés que le plus habile des ministres anglais, et que le prince de Cobourg, après d'éclatantes victoires, avaient vu se rompre souvent, ou plutôt qu'ils avaient eux-mêmes rompu. Tout en Italie s'enflamma de confiance et de vengeance au nom de Souwarow.

Ce général pressa vivement les Français dans leur retraite. Il s'empara de Bergame et

de Brescia, investit Mantoue, Peschiera, 1799.
Pizzighitône, et s'avança sur la république cisalpine par les deux bords du lac de Garde. Après avoir détaché une partie de ses forces pour soutenir une insurrection que le peuple de Ferrare avait entreprise contre les Français, il prit toutes ses mesures pour que le même mouvement se répandît dans toutes les parties de la péninsule. Tout respirait dans ses proclamations un zèle ardent pour la religion; et tel, que le scrupuleux Italien oubliait en lui le schismatique pour ne voir que le héros chrétien. Les Toscans prirent les armes, et se montrèrent acharnés contre leurs nouveaux maîtres. La révolte s'étendait dans l'État de l'Église; elle était plus terrible dans le royaume de Naples. Déjà le cardinal Ruffo était à la tête d'une petite armée. Le comte Roger de Damas le secondait avec vigueur.

Les deux républiques cisalpine et ligurienne montraient seules sinon de l'attachement aux Français qui venaient de les opprimer et de les avilir, du moins beaucoup d'éloignement pour la domination autrichienne. La république cisalpine avait envoyé sous les drapeaux de l'armée d'Italie des légions qui avaient fait estimer leur cou-

1799. rage et leur discipline. Quand on apprit à Milan les combats désavantageux de Schérer et la retraite qui en était la suite, il y eut un mouvement général pour marcher vers les frontières menacées; mais le Directoire français, dans son despotisme capricieux, avait ordonné le désarmement des citoyens cisalpins; ils ne pouvaient plus rien pour leur propre défense. Les membres du gouvernement disposaient tout pour leur départ. On s'accablait de reproches; on ne prenait aucune mesure. Le général Schérer, instruit de ce désordre, partit pour le réprimer, et profita d'une si triste occasion pour quitter une armée à laquelle il était devenu odieux. Il en remit le commandement au général Moreau, et partit pour Milan. Son arrivée inattendue dans cette ville fut considérée comme une fuite; et tous ceux qui avaient donné quelques gages de leur attachement aux Français entendirent ce signal.

Le général Moreau se trouvait dans une position bien plus terrible que celle où l'avait laissé, deux ans auparavant, sur les bords du Danube, la défaite et la fuite du général Jourdan. Son armée, à cette première époque, était enflammée par six victoires consécu-

tives; tandis que celle qui passait sous ses lois, après avoir été battue par les Autrichiens, avait à se défendre maintenant contre les Autrichiens et les Russes réunis. Pour la seconde fois, Moreau avait à réparer des fautes qui n'étaient pas les siennes. Si sa gloire était intacte sous le rapport militaire, elle était couverte d'une ombre fâcheuse sous le rapport politique, et cette pensée importune pouvait lui faire perdre un des grands mobiles de la victoire, la confiance en soi-même. Les fautes commises par le Directoire de France en Italie étaient d'une nature irréparable. C'étaient précisément celles que deux fois Bonaparte avait si puissamment évitées, en refusant de marcher sur Rome, et de s'avancer dans la dangereuse botte de l'Italie. L'armée française, quoique encore assez nombreuse, était partagée en misérables pelotons qui, excepté sur un seul point, ne présentaient plus forme d'une armée; et presque partout elle avait à lutter contre les fureurs ardentes et légitimes des Italiens. Que de soins divers Moreau n'avait-il pas à prendre pour conduire la retraite! d'un côté il lui importait d'attendre l'armée du général Macdonald, qui, sur le bruit des revers éprouvés près de Vérone, allait com- 1799.

1799. mencer une retraite que l'ennemi pouvait si facilement intercepter. D'un autre côté Moreau devait appuyer l'armée qui sous les ordres du général Masséna, et maintenant sous ceux du général Lecourbe, était entrée dans le pays des Grisons. Cette armée établissait une communication entre celle de Suisse et celle d'Italie. Se rapprocher de Macdonald c'était sacrifier Lecourbe, et réciproquement en se rapprochant de ce dernier on compromettait cruellement Macdonald. Voici bientôt de nouveaux dangers qui se déclarent. L'archiduc Charles avait senti l'importance de rompre la communication entre les armées françaises d'Italie et de Suisse. Il venait de porter sur le pays des Grisons des forces très supérieures à celles du général Lecourbe, et il allait être secondé par le désespoir et la fureur des Grisons, qui avaient montré contre l'invasion française et la constitution helvétique à peu près autant d'horreur que les petits cantons. Le problème qu'avait à résoudre Moreau était de trouver un point d'appui quelconque en Italie. S'il le cherchait à Turin, il répétait la faute du maréchal Marsin, qui se laissa forcer d'une manière si désastreuse dans les lignes de cette ville par le

prince Eugène. L'événement va montrer que 1799.
Moreau, malgré les rigueurs de la fortune, dut ajouter de nouveaux titres à sa grande renommée.

Bataille de Cassano.

Ce fut par une bataille qu'il voulut rendre sa retraite imposante; il résolut de l'engager sur les bords de l'Adda à Cassano, lieu célèbre par une victoire que le prince de Vendôme avait remportée sur le prince Eugène. Il se trouvait précisément que la position des deux armées était la même; mais celle de Vendôme était à peu près égale à l'armée ennemie, tandis que Moreau avait à se défendre contre des forces triples, et contre ces troupes russes que Frédéric lui-même n'avait jamais pu faire reculer. Souwarow, qui commandait en chef, avait fait jeter un pont sur l'Adda. La promptitude avec laquelle les ingénieurs y parvinrent fut la cause de son succès. La division du général Victor d'un côté, et de l'autre celle du général Serrurier, avaient remporté de brillans avantages sur les Impériaux, lorsque les Russes, débouchant par le pont qui venait d'être achevé, séparèrent ces deux divisions. Celle de Victor put opérer sa retraite, mais celle de Ser-

1799. rurier se trouva engagée de manière à subir l'effort d'une grande moitié de l'armée ennemie; après une belle résistance, elle fut obligée de mettre bas les armes. Souwarow vint ensuite attaquer le pont de Cassano avec une telle rapidité, que les Français n'eurent pas le temps d'y mettre le feu. Moreau aurait pu soutenir le combat plus long-temps; mais il ne l'avait engagé que pour assurer sa retraite; il la fit sur Alexandrie, et ne fut plus que faiblement inquiété. Son armée, réduite à vingt mille hommes, était embarrassée par une multitude d'Italiens fugitifs, et cependant elle ne rompit pas un moment le frein de la discipline. Moreau, pour déterminer sa marche ultérieure, attendait la nouvelle des événemens militaires dans le pays des Grisons et dans l'Engadine; ces événemens n'étaient pas favorables. Le général Lecourbe, vivement pressé par les Autrichiens, ne conservait presque rien dans ce pays. D'un autre côté, que deviendrait l'armée de Macdonald? elle était tantôt un sujet de sollicitude et tantôt un sujet d'espoir pour Moreau. Vingt mille hommes qu'il pouvait recevoir de ce côté lui permettraient de ba-

lancer encore les destinées de l'Italie; mais comment présumer que Souwarow n'aurait pas employé la plus grande partie de ses forces pour prévenir une jonction qui changeait la face des affaires? Moreau se détermine à se porter sur l'État de Gènes, en faisant occuper les défilés des Apennins par où Macdonald pourrait déboucher. L'avant-garde russe se présente pour lui fermer cette nouvelle retraite; Moreau va l'attaquer et la disperse en lui faisant nombre de prisonniers. 1799.

Marche hardie de Macdonald. Mai 1799.

Souwarow, depuis sa victoire sur l'Adda, laissait percer beaucoup d'incertitude dans ses plans. Loin d'imiter la foudroyante activité avec laquelle Bonaparte poursuivait toute armée qu'il avait jetée dans un premier désordre, le général russe ne négligeait le siége d'aucune forteresse, et disséminait ainsi ses forces.

Quelle était cependant la position de Macdonald? Comment, à travers un pays tout occupé par des troupes ennemies ou par des paysans révoltés, concerter à une si longue distance ses mouvemens avec ceux du général Moreau? Il avait quitté Naples dans l'ordre le plus parfait, et pour soutenir l'espoir des républicains dans cette ville, il avait laissé

1799. une garnison considérable dans le fort Saint-Elme. Ces lazzaroni qui avaient défendu contre lui leur patrie avec toute la frénésie du courage, n'allaient-ils pas, suivant l'instinct naturel du peuple, se réveiller plus furieux et plus terribles au premier signe d'une retraite? mais les Français les avaient subjugués par l'admiration et par mille adroites complaisances; ils n'éclatèrent que plusieurs jours après le départ de Macdonald. Ce général voit avec mépris et repousse sans effort d'innombrables troupes de paysans napolitains, qui tantôt veulent lui barrer le passage, et tantôt le pressent sur les flancs et par-derrière. A l'avant-garde comme à l'arrière-garde, et comme au centre, les Français ne forment qu'un seul corps que dirige une même âme. Généraux et soldats, tout montre de nouvelles ressources dès qu'il s'agit d'un nouveau péril. L'armée traverse Rome dans le plus grand silence; son calme et sa discipline la rendent si formidable, que les Transtévérins restent immobiles en sa présence; mais à peine l'armée est-elle entrée dans le grand-duché de Toscane, qu'elle expie l'iniquité des mesures politiques du Directoire. Le peuple toscan n'est tombé que

depuis peu sous l'oppression française; chaque 1799.
jour il peut comparer la félicité dont il jouissait sous le digne successeur du sage Léopold, avec la tyrannie républicaine. Ce peuple, qu'on croyait plongé dans une lâche inertie parce qu'il avait la tranquillité du bonheur, s'est réveillé et a voulu opérer sa délivrance par lui-même; les villes d'Arezzo et de Cortone ont donné le signal. Déjà beaucoup d'excès se sont commis dans les campagnes sur des Français isolés, ou sur des Italiens qui ont mérité le nom odieux de Jacobins. Les Toscans, fiers de ce qu'ils viennent d'entreprendre pour leur délivrance, attendent à chaque instant les Autrichiens, et c'est une armée française qu'ils voient venir. Macdonald est forcé de ralentir sa marche pour faire les siéges d'Arezzo et de Cortone. Quel serait son danger si l'armée austro-russe se présentait en ce moment? Après avoir fait craindre une vengeance implacable aux deux villes révoltées, Macdonald les désarme par une judicieuse clémence, et s'en fait ouvrir les portes. L'immobilité du général Souwarow et l'étonnante incurie avec laquelle il laissait s'avancer une armée qui tout à l'heure ne trouvait pas un seul point d'appui, inspi-

1799. rèrent bientôt de hautes espérances au caractère héroïque et impétueux du général français. Plus on lui laissait de facilité pour continuer sa marche et opérer sa jonction avec Moreau, qui déjà envoyait au-devant de lui par les Apennins la célèbre division Victor, plus il brûlait de se mesurer avec un ennemi que sa victoire laissait si timide. Après avoir reçu le renfort de quelques garnisons françaises laissées dans la Toscane, il marche fièrement sur les duchés de Parme et de Modène; c'est Souwarow lui-même, c'est le vainqueur qu'il vient chercher; à cet excès d'audace qu'on ne peut attendre que des seuls Français, Souwarow reconnaît enfin l'étendue de sa faute et veut la réparer. Le général autrichien Kray, qui a eu la gloire de vaincre avant le général russe, et même plus sérieusement que lui, se trouble lui-même en apprenant cette marche hardie; chargé du siége de Mantoue, il craint que les Français ne viennent renverser ses ouvrages et se jeter dans cette ville à l'exemple de Wurmser; il abandonne pour un moment ses lignes; Souwarow presse de toutes parts l'arrivée des corps que plusieurs siéges tiennent isolés. Il veut concentrer ses forces autour de

Plaisance. Macdonald, qui le devine, ne cherche qu'à l'étourdir par la vivacité de ses attaques; le 10 mai, les avant-gardes des deux armées se renoontrent et s'attaquent avec furie auprès de Casino-Brunetti. Les Français n'ont pu vaincre, mais leur perte est légère; Macdonald a résolu de tenter pour le 12 un engagement plus sérieux, et cette fois la fortune sourit à son courage. Par d'habiles manœuvres il a séparé deux divisions autrichiennes, et l'une d'elles, celle de Klénau, est si cruellement traitée qu'elle ne trouve de retraite qu'à Ferrare. Un singulier incident termina cette bataille. Dans le corps autrichien qui venait de la soutenir se trouvait un régiment d'émigrés français, nommé *les chasseurs de Bussy*. Ce corps était rompu, éparpillé; cinquante hommes de ce régiment prennent le parti du désespoir, et, pour s'ouvrir un passage, ils osent attaquer le quartier-général où Macdonald vainqueur venait de rentrer; il n'avait auprès de lui qu'un certain nombre d'officiers et peu de soldats; il mit l'épée à la main contre ces audacieux fugitifs et reçut une blessure. Les émigrés traversèrent le camp des Français et arrivèrent à Modène; mais de cinquante ils avaient

1799.

1799 été réduits à sept. La perte des Autrichiens avait été de trois mille hommes dans cette bataille. Macdonald n'était point satisfait d'une victoire incomplète; il espérait prévenir les renforts qu'attendait Souwarow; rien n'eût été plus facile pour lui que d'éviter une bataille nouvelle; mais il pouvait en un seul jour réparer les désastres par lesquels cette campagne s'était ouverte. Quel que fût l'événement, avec des troupes telles que les siennes, il était bien sûr de n'être point assez battu pour que la retraite vers le général Moreau lui fût interdite. Il est arrivé sur les bords de la Trébia, lieu célèbre par une des victoires d'Annibal; Souwarow campe sur l'autre rive; les deux généraux, les deux armées brûlent d'en venir aux mains.

Batailles de la Trébia. Juin.

Le 17 juin Macdonald, impatient de combattre, ose passer le torrent de la Trébia sous le feu de l'armée ennemie. L'action s'engage avec toute *la furie française;* la baïonnette devient l'arme unique de ces ardentes mêlées. Macdonald blessé n'est entouré que de généraux blessés; la division polonaise sous la conduite de Dombrowski, et la division Victor, ont fait admirer leur courage indomptable. Mélas, qui vient secourir le gé-

néral Ott, ne peut résister à ce choc. Il plie, 1799.
mais sa retraite est calculée. Son avant-garde revient sans confusion s'appuyer sur celle des Russes que commande Souwarow. Le combat se rétablit; les Français sont arrêtés, mais ils se tiennent immobiles dans les postes qu'ils ont conquis. La nuit arrive, et ils sont encore maîtres des deux rives de la Trébia.

Mais Souwarow a reçu des renforts. Macdonald s'est affaibli. Dès le lendemain, la bataille recommence. Russes, Autrichiens, Français, tout combat, comme si la gloire et la destinée de leurs nations étaient attachées à cette journée. Le nombre accable les derniers; ils repassent en frémissant la Trébia, mais ils ont juré de réparer leurs revers. Leur courage opiniâtre leur défend de songer à une retraite qui serait encore facile et sûre. Le jour suivant (19 juin), la Trébia est de nouveau franchie par les Français. Macdonald a conçu la manœuvre la plus hardie; il n'a pas craint de détacher d'une armée inférieure de moitié à celle qu'il a à combattre, une colonne qui doit passer le Pô pour tomber sur le flanc gauche des ennemis. On se bat tout le jour

1799. et sur une longue étendue de terrain. Le cri de Souwarow est, *En avant, frappe et tue.* Le cri de Macdonald est, *En avant, point de retraite!* Arrive enfin le moment où les Français, vainqueurs sur quelques points, et partout mourant plutôt que de se rendre, manquent de munitions; Souwarow s'en apérçoit et se jette à la nage dans la Trébia avec ses cosaques ; Macdonald ordonne la retraite. Vingt mille hommes étaient restés sur le champ de bataille; il n'en restait que quatorze mille à Macdonald; mais Souwarow avait tellement acheté ses deux victoires, qu'il ne put inquiéter que faiblement une retraite savamment conduite. Le général Moreau, retranché dans la Ligurie, n'avait point secondé cette attaque impétueuse qui, malgré l'arrêt du sort, restera toujours l'un des grands faits de nos annales militaires. Il n'avait cru ni à la nécessité ni à l'opportunité d'engager ces actions qui compromettaient une belle retraite. Cependant il avait attiré sur lui quelque portion des forces ennemies. Macdonald, quoique affaibli de huit ou neuf mille hommes, reprit en bon ordre le chemin de Lucques. La défection d'un général cisalpin, qui passa à l'ennemi avec le corps qu'il com-

mandait, ne permit pas à Macdonald de garder la Toscane. Il occupa les défilés des Apennins, et suivit la route appelée *la Corniche*. Moreau envoya deux divisions au-devant de lui. La jonction se fit devant des ennemis confondus de n'avoir pu l'empêcher. Mais, de tout le théâtre des victoires de Bonaparte, il ne restait plus aux Français que l'État de Gênes. Les citadelles de Milan et de Turin avaient capitulé. Mantoue, à la grande indignation de l'armée, tarda peu à se rendre. Plusieurs des passages de la Savoie étaient au pouvoir de Souwarow. De son côté, l'archiduc Charles avait achevé de soumettre le pays des Grisons. Masséna, qui avait arrêté pendant près de deux mois l'effort des vainqueurs de Stockach, venait d'être forcé d'abandonner Zurich. Telle était, au mois de juin 1799, la situation militaire de cette grande république dont le gouvernement tout à l'heure dévorait indifféremment républiques, principautés, royaumes. 1799.

Nouveaux bouleversemens de la Constitution.

Elle offrait au-dedans des symptômes plus marqués de décadence. Nous venons de voir que l'ardeur des soldats se soutenait, ou plutôt qu'elle s'exaltait dans les revers. Les périls maintenaient la discipline; en France,

1799. ils redoublaient l'anarchie; elle était bien plus accrue que réprimée par la monstrueuse et faible dictature que s'était arrogée le Directoire. La Constitution n'était plus invoquée que pour attester des parjures. Par une étrange contradiction, le Directoire sapait les parties fondamentales de cet édifice, et cherchait un refuge dans celles qu'il désirait conserver, et qu'il recrépissait avec un art misérable. Les événemens militaires m'ont entraîné si loin, et ceux de l'intérieur m'offraient si peu d'intérêt, que j'ai à m'acquitter envers mes lecteurs d'un assez long arriéré. Le Directoire avait subi des renouvellemens; mais, comme le fatal triumvirat du 18 fructidor s'était maintenu dans le pouvoir jusqu'au mois de juin 1799, il importait peu de noter quelques changemens sans résultat. Les deux Conseils s'étaient aussi renouvelés, et de la manière la plus bizarre et la plus anarchique. Nous allons revenir sur un événement postérieur de six mois seulement au 18 fructidor.

La Constitution, ou du moins ce qui en restait, avait appelé de nouvelles élections au mois de mars 1798. Le Directoire avait pris des précautions infinies pour en éloigner

tous ceux qui avaient quelque degré d'affinité avec les royalistes. Ce fut un acte de courage pour un homme qui se sentait capable de modération, que de se présenter à ces assemblées. Elles fournirent un tableau complet du délire de la démagogie : la Constitution de 93 y fut invoquée; les vieux Jacobins épanchèrent librement leur joie et leurs espérances ; de l'apologie de Babœuf ils passaient à l'apothéose de Roberspierre, et juraient de venger ces martyrs. Les Directeurs y étaient appelés les *tyrans du Luxembourg*. Un fait digne de remarque, c'est que la journée du 18 fructidor y fut assez généralement condamnée, non pas, ainsi qu'on pourrait le croire de telles assemblées, comme une vengeance incomplète, mais comme une vengeance illégale : les Jacobins, depuis leurs revers, semblaient avoir pour principe de n'accabler qu'un seul ennemi à la fois. C'était le Directoire qu'ils voulaient abattre; ils se fortifiaient contre lui de toutes les haines qu'il avait excitées. 1799.

Un tel résultat devait couvrir de confusion le Directoire : il dévoilait son imprévoyance et l'inconcevable aveuglement qui lui avait fait multiplier les digues contre le royalisme

1799. abattu, pour laisser un champ libre au jacobinisme. Il ne se déconcerta point ; il se souvint que les lois du 19 fructidor lui avaient laissé une arme à deux tranchans dont il pouvait frapper des républicains fougueux, comme il en avait frappé des hommes accusés de tiédeur. Il voulait cette fois éviter les proscriptions ; l'espèce d'ennemis qu'il avait à combattre ne les permettait pas long-temps. Dans le choix des moyens, il préféra un grand scandale à une extrême violence. Voici l'expédient auquel il eut recours, et qui contribua beaucoup à accélérer sa chute. Dans tous les corps électoraux où il crut voir la majorité se déclarer contre lui, il invita, ou plutôt il força, par le moyen de ses commissaires, la minorité mécontente à faire des élections de son côté. Il eut le malheur de ne pouvoir établir aucune espèce de proportion dans ces assemblées rivales. Elles étaient si éloignées de se balancer numériquement, que les scissions qui se formaient sous les auspices du Directoire offraient à peine le cinquième des votans.

Les Jacobins, qui prévoyaient un choc, luttèrent de dextérité avec un gouvernement qui employait des stratagèmes si grossiers.

Dans plusieurs départemens, ils firent tomber leur choix sur des hommes peu dangereux. Ils semblaient défier le génie de l'arbitraire de faire un choix raisonnable entre leurs nominations et celles de leurs adversaires. Le Directoire fit pourtant ce choix, et l'événement ne prouva point qu'il le fit avec discernement. Ses mesures sont arrêtées. Il se rend juge des élections; il casse, il annulle toutes celles qu'il juge lui être contraires; il dénonce au Corps-Législatif une conspiration dans laquelle sont entrés deux ou trois cent mille Français. Si on l'en croit, deux fois de suite le peuple souverain a conspiré contre lui-même. Il n'est plus qu'un moyen de sauver la Constitution; c'est de la violer sans cesse. Le système représentatif ne peut se maintenir qu'autant que tous ses actes seront soumis à la révision de cinq magistrats. Le Directoire répète la vieille fable d'un pacte intime scellé depuis long-temps entre les royalistes et les Jacobins. Il entreprend de persuader que ces deux factions marchent sous un même ralliement en s'égorgeant entre elles. J'affaiblirais une telle absurdité, si je ne la rendais avec les expressions mêmes du Directoire. 1799.

« La marche de nos ennemis, dit-il, a

1799. « toujours été la même : constans dans leurs « projets, variant seulement leurs moyens, « vous les suivrez facilement, soit qu'ils soient « dirigés par Dumas et Vaublanc, par Ro- « berspierre et Saint-Just, par Barbé-Marbois « et Dumolard, par Pichegru et Willot, « partout vous verrez la contre-révolution « s'étayant d'une main sur les assemblées pri- « maires, de l'autre sur les assemblées élec- « torales, contempler avec complaisance ses « favoris revêtus, par adresse ou par violence, « de magistratures populaires, et disposés à « travailler pour elle à l'ombre des lois dont « ils s'étaient rendus les dépositaires et les « organes. »

Après ce préambule, le Directoire trace le tableau de l'ingratitude qu'il a éprouvée de la part des anarchistes. Il leur avait rendu, après le 18 fructidor, des assemblées de club ; il a été étonné d'apprendre qu'il n'en était sorti que des cris d'anarchie. Il a fermé ces clubs ; les anarchistes, mis en mouvement par les royalistes qui ont été condamnés aux déserts de Sinnamari, se sont emparés des assemblées électorales. Le Directoire expose les violences qui s'y sont commises. Le tableau qu'il fait des crimes et des nouveaux efforts des partisans

de la terreur eût été suffisant pour faire condamner à la déportation comme royaliste un député qui aurait osé les peindre sous de telles couleurs. 1799.

Les deux Conseils furent associés par le Directoire à l'acte par lequel il prononçait sur ces élections. Plusieurs députés s'élevèrent avec force contre cette subversion du système représentatif; le plus grand nombre crut que tout devait céder au danger de mettre les anarchistes à l'épreuve de ce qu'ils pourraient faire s'ils parvenaient à la puissance.

Les débats des deux Conseils offrirent si peu d'intérêt pendant cette année, que je ne m'y arrêterai pas un seul moment. De nouvelles élections avaient eu lieu au mois de mars 1799. Le Directoire n'avait osé que faiblement accuser le mouvement national qui les avait conduites. L'ordre y avait régné; mais les plaintes contre les Directeurs s'y étaient fait entendre. Le sort venait de renvoyer celui d'entre eux qui, dans toutes les occasions où il y avait de la haine à recueillir, avait montré le plus d'ardeur à s'y exposer et à la mériter; c'était Rewbell. Il trouva son refuge au Conseil des Anciens.

Les deux Conseils avaient nommé pour le remplacer Syeyès, qui avait refusé les fonctions

1799. éminentes de Directeur après le 13 vendémiaire. Le seul motif de son refus était alors l'aversion qu'il avait pour Rewbell, dont il aurait été le collègue. Depuis, il avait été nommé ambassadeur auprès du roi de Prusse. On croyait lui devoir la neutralité de cette puissance, et les malheurs de la nouvelle guerre y faisaient attacher un très grand prix.

Treilhard, depuis un an, avait remplacé François (de Neufchâteau). Ce dernier devint ministre de l'intérieur, et s'honora dans cette fonction par un zèle fort actif pour les établissemens de bienfaisance. Les deux Conseils étaient fatigués de la tutelle que le Directoire exerçait sur eux, et sur la Constitution, et sur le système représentatif. Ils lui refusèrent de consacrer les éliminations arbitraires qu'il se proposait de faire encore sur les dernières élections. Ils lui présentèrent le combat. La tribune retentit d'accusations contre les agens du Directoire, et bientôt contre les Directeurs eux-mêmes. Tout devenait une occasion de plaintes et d'emportemens ; on apprenait les revers de nos armées ; on reprochait avec fureur au Directoire la destitution de plusieurs généraux, la nomination de Schérer, les actes par lesquels il avait tourmenté les

nouvelles républiques, la barbare agression de la Suisse, les concussions autorisées, l'ineptie de ses plans politiques et militaires. Tantôt la discussion s'élevait sur un impôt nouveau. Le Directoire, qui le sollicitait, était obligé, après une banqueroute, d'avouer un *déficit* de 100 millions. Tout s'ébranlait à ce mot de mauvais augure qui avait ouvert la révolution. On demandait des comptes, on refusait l'impôt. On apprenait tous les jours que les caisses publiques étaient vides ou qu'elles avaient été volées ; que la guerre civile éclatait de nouveau dans l'ouest, et même dans le midi. On déplorait le sort des patriotes égorgés ; on grossissait leur nombre. On accusait le Directoire de les avoir livrés aux assassins, par la diffamation qui les flétrissait sous le nom d'*anarchistes*, et par le honteux désordre de ses mesures de police. A ce tableau quelques orateurs ajoutaient des considérations d'une politique plus étendue, qui révélaient tous les vices du système, moitié révolutionnaire et moitié constitutionnel, où l'on était engagé. On remarquait parmi ces adversaires du Directoire Boulay (de la Meurthe), Français (de Nantes), et Lucien Bonaparte. En écoutant ce dernier, on se demandait souvent pourquoi son frère 1799

1799. était éloigné dans une telle crise, et l'on faisait de son absence un nouveau sujet de murmures contre le Directoire. Le premier remède qui fut proposé à tant de maux était de nature non à détourner l'orage, mais à le précipiter : c'était la liberté de la presse ; on l'obtint même pour les journaux. Il n'y eut plus d'autre limite à cette faculté que l'idée un peu importune des rivages de Sinnamari, auxquels deux ou trois cents écrivains avaient été condamnés par la loi du 19 fructidor.

Bientôt il se forma contre la majorité du Directoire une ligue à la tête de laquelle on vit les généraux Augereau et Joubert. Barras la connut, y entra, et employa sa dextérité, ou, pour mieux dire, sa mobilité révolutionnaire à la favoriser. Elle était formée lorsque Syeyès arriva au Directoire. Il est à présumer qu'il la vit sans peine. La plupart des députés, plusieurs magistrats de la capitale s'y joignirent. Jamais on ne conspira avec tant d'aisance. Il y eut un accord universel entre les conjurés pour ne point troubler leur bonne harmonie par des questions sur le système de gouvernement qu'il conviendrait de suivre. Grâces à cette discrétion, ils étaient sûrs de vaincre et de se combattre le lendemain de la victoire.

L'expérience rappelait les uns à des institutions plus voisines de la monarchie; les autres se flattaient de voir réaliser le rêve de démocratie dont ils s'opiniâtraient à retenir les dangereuses chimères. Les trois Directeurs, La Réveillère-Lépeaux, Treilhard et Merlin (de Douai), dont on avait résolu l'expulsion, étaient des avocats. On employa contre eux les armes dont on leur reprochait l'usage. On raffina sur eux en subtilités de légistes. L'élection de Treilhard fut déclarée illégale. Quand on eut porté ce coup, on déclara la séance permanente. On se tint pendant trois jours et trois nuits dans un état d'hostilité qui ne semblait pouvoir se décider que par l'effusion du sang. Les trois Directeurs menacés s'annonçaient comme résolus à se défendre; ils protestaient et juraient de mourir à leur poste. Barras et Syeyès protestaient et juraient avec eux. Le peuple de Paris, devenu très indifférent sur le choix de ses maîtres, assistait à tout ce mouvement comme à la représentation d'un drame dont l'action lui paraissait plus propre à exciter la curiosité que l'intérêt. Les trois Directeurs cédèrent au moment où il leur restait encore de grands moyens de résistance; ils donnèrent leur démission. On 1799.

1799. leur donna pour successeurs Gohier, Roger-Ducos et le général Moulins. Tout ce mouvement, qui fut honoré du nom de la *révolution du* 30 *prairial*, amena une époque où la République eut en réalité tous les maux de l'anarchie, et vit en perspective tous les fléaux du gouvernement révolutionnaire qui l'avaient opprimée et presque étouffée dès son berceau.

Le résultat direct de cette journée paraissait être de subordonner enfin le Directoire aux deux Conseils. Ils avaient donné à Barras et à Syeyès trois collègues qui n'étaient ni disposés ni propres à faire revivre la dictature que le 18 fructidor avait établie. Ils avaient pris leurs précautions contre toute espèce d'empire, excepté contre celui des Jacobins, c'est-à-dire celui de la multitude. Les clubs se rouvrirent. Les Jacobins y rentrèrent comme par droit de conquête. A Paris, ils prirent possession de la salle dite *du Manége*, où l'Assemblée Constituante avait eu ces débats animés par tant de passions, brillans de tant d'éloquence. Ce lieu était pour les Jacobins un poste militaire. De là, ils se flattaient de dominer aisément l'un des deux Conseils qui siégeait aux Tuileries, et de se rendre maîtres de ce jardin qui leur rappelait plusieurs vic-

toires de la sédition. J'ai dit plus haut que les 1799.
Jacobins, lorsque après le 18 fructidor ils soutinrent une lutte contre le Directoire, prompt à les accuser et timide à les punir, avaient professé sans pudeur les principes d'une folle démocratie, mais qu'ils s'étaient abstenus de répéter les maximes sanguinaires dont plusieurs d'entre eux avaient fait de si cruelles applications; et que, s'ils n'osaient plaindre les victimes du 18 fructidor, au moins ils en avaient condamné les principes. Mais, dans une secte politique qui tire toute sa force des passions de la multitude, les promesses de modération, lors même qu'elles ne sont pas hypocrites, sont bientôt démenties: l'horreur du crime est bien faible dans une société où la tiédeur est le plus grand des crimes. Les Jacobins reparaissaient protégés par des circonstances fort semblables à celles qui leur avaient valu de si épouvantables succès. Le prétexte de la vengeance avait manqué à la plupart des supplices et des massacres qui avaient signalé leur premier règne; que ne devait-on pas craindre d'eux lorsqu'ils avaient vu frapper un si grand nombre de leurs compagnons dans l'ouest et dans le midi, et lorsqu'ils mettaient au nombre de leurs martyrs ceux mêmes que le Di-

1799. rectoire avait fait condamner dans le flagrant délit de la sédition ! Gracchus Babœuf, dont ils honoraient la mémoire, avait poussé son audace extravagante jusqu'à invoquer des lois agraires. A son exemple, quelques uns des Jacobins appelaient le partage des biens, et ce vœu n'était condamné par les autres que comme un principe exagéré. Un grand nombre de membres du Conseil des Cinq-Cents assistaient à ces absurdes délibérations, et regardaient cet enthousiasme comme le seul moyen de salut public dans les dangers de la patrie. Ils se flattaient de diriger ce torrent, mais ils ne faisaient rien qui n'ajoutât à la violence et à la rapidité de son cours. C'était un moment d'alarme dans tout Paris que celui où les Jacobins sortaient de la vaste salle du *Manége*, qui suffisait à peine au nombreux concours de leurs agrégés. Ils se répandaient dans le jardin des Tuileries, et l'épouvante croissait en raison de leur joie. Les chants belliqueux n'étaient dans leur bouche que des chants de mort. Tous les symptômes d'une seconde terreur apparaissaient. Éloignés depuis long-temps des affaires publiques, la plupart des citoyens sages et éclairés dissertaient sur la possibilité d'un nouveau règne

de sang, comme s'il se fût agi de l'un de ces événemens que les efforts humains ne peuvent détourner. Quelquefois on justifiait son inertie par des motifs de sécurité assez plausibles : « On ne peut, disait-on, éprouver « deux fois un fléau aussi terrible ; la puissance « des assignats manque aux Jacobins, le « peuple est détrompé sur eux, l'armée les « repousse ». 1799.

Il est vrai qu'on ne voyait plus la multitude de la capitale enivrée, comme dans les années de 1792 et de 1793, du fanatisme révolutionnaire. Elle recevait toutes les promesses des Jacobins sans joie, sans illusion, mais elle écoutait sans horreur les menaces qu'ils faisaient à leurs ennemis. Elle se tenait loin du combat, et ne se fût présentée qu'au moment des dépouilles. Son apathie faisait le désespoir des Jacobins, qui d'ailleurs cherchaient en vain parmi eux des chefs capables de l'agiter violemment. Leur ascendant se faisait plus sentir aux dépositaires de l'autorité. Deux des nouveaux Directeurs, Gohier et Moulins, paraissaient s'appuyer sur ce parti, ou du moins montraient une grande crainte de l'offenser. Un troisième, Barras, qui ne s'était conservé au Directoire que par l'aban-

1799. don qu'il avait fait de ses collègues, craignait de réveiller le souvenir des griefs qui lui étaient communs avec eux. Il paraissait rechercher l'alliance des Jacobins, qui gardaient avec lui une fierté gage de leur ressentiment. La conduite que tint le directeur Syeyès dans des circonstances aussi difficiles est une honorable partie de sa carrière politique. Secondé d'un seul de ses collègues, Roger-Ducos, sans puissance réelle, puisqu'il n'entraînait ni la majorité du Directoire, ni celle du Conseil, qui avait l'initiative des lois, il servit de ralliement à tous ceux qu'épouvantait le nouveau règne des Jacobins; son nom était une autorité. Ses premiers écrits, son long silence, le dédain qu'il avait annoncé pour des constitutions imparfaites, tout faisait croire que dans le moment même où il s'élevait avec fermeté contre les entreprises des démocrates, il était prêt à présenter un système entier de lois qui donnerait enfin de la fixité à une république toujours ébranlée. Malgré le profond mystère de ses méditations, on soupçonnait qu'il voulait établir une aristocratie vigoureuse combinée avec quelques élémens de la monarchie. Les projets qu'on lui supposait éveillaient tous les esprits. A aucune époque de la révo-

lution, on ne vit plus d'intrigues ni plus de 1799.
plans divers. La constitution, qu'on paraissait encore invoquer, n'inspirait plus de confiance à personne. Aucun parti ne se présentait pour la protéger : toute la question était de savoir si elle périrait par le feu des séditions, ou si elle serait écartée sans violence pour faire place à un autre système. Hors du pouvoir, et dans le pouvoir même, chacun croyait avoir le secret, ou cherchait à se donner l'importance d'une grande intrigue. Il y avait peu de réunions où l'on ne discutât les moyens de changer le gouvernement de la République. Il se formait par degrés une confédération anti-jacobine, et l'on y voyait entrer des hommes qui, ayant long-temps montré du penchant pour les principes démocratiques, ne voulaient plus les suivre dans leurs conséquences les plus extravagantes. On se disait confidentiellement que tel ou tel général adhérait à cette ligue, et s'en déclarerait le chef dans une occasion importante. Surtout on paraissait se promettre les secours du général Joubert. La consternation fut extrême lorsqu'on apprit que ce jeune héros avait péri dans une bataille, que peut-être l'ardeur d'exécuter de grands projets lui avait

1799. fait précipiter. On n'avait pas vu sans terreur la nomination de Fouché au ministère de la police; chacun se rappelait et son vote régicide et les sanglantes missions dans lesquelles il avait accompagné Collot-d'Herbois. Par je ne sais quel effort de caractère, ou par une heureuse impulsion du remords, il se montra dans ces circonstances terribles, et resta pour tout le reste de sa vie politique un ennemi aussi courageux qu'adroit de l'anarchie, et même des principes violens.

Le directeur Syeyès n'avait qu'un seul moyen de manifester son opposition contre les Jacobins. Il était président du Directoire. Chaque fois qu'en cette qualité il avait à parler au nom du gouvernement, il prêtait à tous ses collègues les propres sentimens dont il était animé contre les promoteurs de l'anarchie. Ses discours étaient véhémens, et quoiqu'ils ne fussent suivis d'aucune résolution, ils supposaient toujours en lui la faculté d'en prendre une décisive.

Le nouveau ministre de la police, Fouché, le seconda beaucoup mieux que les Directeurs, ses collègues. Il osa faire fermer le club des Jacobins, qui avait été transféré de la salle du Manége à la rue du Bac. Il avait

à craindre d'être désavoué par le Directoire et 1799.
par le Conseil des Cinq-Cents, dont la plupart des chefs avaient fait une intime alliance avec les Jacobins. Il prit cette mesure avec une telle vivacité, qu'on le crut puissant en le voyant confiant et courageux. Les Directeurs, après le succès, lui pardonnèrent de leur avoir offert les moyens de n'être plus esclaves d'un parti. On déclama contre lui au Conseil des Cinq-Cents; mais on n'osa le condamner dans le jour même, et le lendemain il fit prendre une plus haute opinion des ressources qu'il s'était assurées pour soutenir une mesure aussi ferme.

Le Conseil des Anciens laissait quelque espoir aux amis de l'ordre. Les plus distingués de ses membres exprimaient une profonde aversion pour les remèdes violens et sanguinaires qu'on voulait appliquer aux maux de la patrie, et ils en avaient fait rejeter plusieurs. Cependant leurs efforts et ceux de plusieurs orateurs du Conseil des Cinq-Cents ne purent empêcher deux lois qui avaient une sinistre analogie avec les mesures révolutionnaires les plus détestées; l'une était la loi des otages, et l'autre un emprunt forcé et progressif. La guerre civile, qui s'annonçait dans plusieurs

1799. départemens, et qui se faisait craindre dans beaucoup d'autres, la détresse du trésor public, avaient appelé ces deux lois, dont l'effet était d'aggraver l'un et l'autre de ces fléaux. Je vais indiquer, dans un tableau rapide, ce que la France avait à craindre de ces provinces révoltées.

Les royalistes bretons se montraient alors plus redoutables peut-être pour la république que n'avaient pu l'être les royalistes du Maine et de l'Anjou, dans le cours le plus éclatant de leurs triomphes. La forte et mystérieuse organisation qu'ils avaient donnée à des bandes long-temps indisciplinées les rendait singulièrement propres à étendre leurs conquêtes et à grossir leur armée, si ce n'était dans les villes, au moins dans les campagnes. Leurs exploits avaient long-temps consisté dans une foule de petits engagemens et d'embuscades nocturnes, qu'il est impossible de faire entrer dans l'histoire. Il y a trente-trois ans qu'ils prirent les armes, et ils les portèrent pendant huit ans presque sans aucun intervalle, et c'est seulement dans cette année 1826 que les *Lettres sur la Chouanerie*, publiées par M. de Scépeaux, viennent nous fournir des documens positifs sur leur origine et sur leurs

premières expéditions. Le tableau historique 1799.
qu'il a donné n'est encore que commencé, et ne peut nous mener jusqu'à l'époque où les événemens m'ont conduit. Il me fournit seulement l'occasion de rectifier une erreur longtemps accréditée, et que j'ai moi-même consignée dans cette Histoire. Le nom de Chouans, si généralement donné aux royalistes bretons, ne vient pas, comme on l'a cru, du mot de *chat-huant*, par allusion à leurs entreprises nocturnes. Trois frères du nom de *Chouan*, paysans pleins de valeur, donnèrent leur nom à cette formidable confédération du royalisme armé; ils furent les auxiliaires des Vendéens après que ceux-ci eurent passé la Loire. Des nobles et surtout des émigrés ne tardèrent pas à se réunir à des paysans intrépides et surtout furieux, qui rendaient trop fidèlement massacre pour massacre. Un fait remarquable, c'est que les grands désastres des royalistes, soit après la déroute du Mans et de Savenay, soit après les fatales journées de Quiberon, soit après la mort de Stofflet et de Charette, furent l'époque des plus grands et des plus terribles efforts de la chouanerie. Le général Hoche, malgré des mesures pleines de vigueur et de

1799. dextérité, n'avait pu calmer qu'un moment des troubles plus inquiétans à eux seuls que tous les apprêts de la ligue des rois. C'était à l'argent du fisc que les chouans faisaient partout la guerre; ils l'interceptaient sur toutes les routes, n'entraient dans aucune bourgade ou dans aucune ville, sans se rendre maîtres des caisses publiques. Les acquéreurs des domaines nationaux, les magistrats républicains et surtout les anciens membres des Comités révolutionnaires avaient toujours à craindre leurs visites féroces ou vindicatives. Parmi ces paysans, cependant, plusieurs, et c'étaient les plus braves (c'étaient surtout les frères Chouan), surent toujours s'abstenir de ces actes de cruauté; les nobles chefs vendéens que ces paysans avaient recueillis après leurs désastres, s'étudièrent là, comme dans leur patrie, à diminuer les horreurs d'une guerre civile si ardente et si prolongée. Les Chouans avaient leurs signaux, leur correspondance. Toutes les paroisses étaient formées militairement. Le paysan ne conduisait pas sa charrue sans avoir son fusil à son côté, et souvent le sillon qu'il traçait était arrosé du sang de quelque malheureux républicain qui s'était imprudemment engagé dans des cam-

pagnes si dangereuses. Un fait bien singulier c'est que le généralissime de la chouanerie, M. de Puisaye, n'obtint jamais aucune considération dans une armée qui reçut toujours ses lois; il n'était considéré que pour l'argent qu'à chacun de ses voyages il apportait de l'Angleterre. Les autres chefs le regardaient plutôt comme l'agent de cette puissance, que comme un Français dévoué à son roi. Les nouveaux progrès de la chouanerie durent surtout être imputés à la nouvelle persécution que La Réveillère-Lépeaux suscita contre les prêtres. Dans le mois de mars 1799 la chouanerie, outre son premier théâtre, qui comprenait déjà sept ou huit départemens, sut rouvrir ses communications avec la Vendée, et la République vit avec étonnement que ce volcan n'était pas encore éteint. MM. d'Autichamp, Sapinaud, Suzannet rendirent de la gloire à ces noms si fameux de Cholet, de Montaigu, des Herbiers; bientôt, dans le Poitou et dans l'Anjou, l'orage s'étendit jusque sur des campagnes que les grandes victoires des Vendéens avaient laissées immobiles; il menaçait la Touraine. Scépeaux, d'Andigné, Bourmont, Frotté, Lemercier, Georges-Cadoudal, qui venaient de prendre 1799.

1799. leurs instructions en Angleterre auprès du comte d'Artois, passaient perpétuellement de la Bretagne dans le Maine et dans la Basse-Normandie. Chacun de ces chefs avait souvent sous ses ordres jusqu'à deux ou trois mille hommes, et les excellens tireurs rangés sous leurs lois ne craignaient plus de se mesurer en combat réglé avec les troupes républicaines; les avantages restaient balancés, mais les royalistes savaient mieux profiter de ceux qu'ils obtenaient. Godet de Châtillon fut le plus heureux de ces généraux; après avoir remporté, à la tête de deux mille Chouans, un avantage sur un corps républicain, il en obtint un prix inespéré. Il put entrer dans cette ville de Nantes qui, cinq ans auparavant, avait résisté à l'armée la plus nombreuse et la plus brillante de la Vendée et aux héroïques efforts de Cathelineau et de Charette; il est vrai qu'il put seulement traverser cette ville, et que les Nantais y revinrent avant la nuit; mais un succès de ce genre avait eu un puissant effet sur l'imagination des royalistes, et avait causé une grande consternation parmi les républicains. Un autre chef des Chouans, Bourmont, vengeait de son côté, dans cette ville du Mans,

le désastre le plus horrible qu'eût éprouvé l'armée royale et catholique. 1799.

Saint-Brieux, la Roche-Sauveur tombaient au pouvoir des deux chefs de Chouans Le Mercier et Saint-Régent. Frotté obtenait aussi des avantages considérables dans la Basse-Normandie. Il est à remarquer que la République apprenait coup sur coup des nouvelles aussi humiliantes dans le moment même où les victoires du général Masséna et du général Brune venaient d'arrêter la nouvelle coalition dans ses triomphes, comme si sa destinée eût été de ne point périr par la guerre, mais par l'anarchie.

Bataille de Novi. Août.

Je reviens aux faits militaires. La bataille de Cassano et celle de la Trébia avaient décidé pour les Français la perte de toute l'Italie, à l'exception du seul territoire de Gênes. Le général Joubert, militaire plein de bravoure et de loyauté, maître de toutes ses passions, excepté de son courage dans un jour de combat, avait été nommé pour remplacer le général Moreau dans le commandement de l'armée d'Italie. Dans le court intervalle où le Directoire l'avait laissé sans emploi, il avait préparé et dirigé la journée du 30 prairial, la moins fameuse et la moins décisive de

1799. toutes les journées révolutionnaires; son âme, inaccessible à la vengeance, ne lui eût pas permis de donner des suites cruelles à une victoire de ce genre. Un sentiment plus doux l'avait occupé : il venait d'épouser la fille de M. de Sémonville; et comme s'il n'eût pas eu encore assez de gloire à offrir à sa jeune épouse, il avait volé aux plaines d'Italie, et il avait trouvé l'armée presque dans le même lieu où Bonaparte avait commencé sa conquête. J'ai dit qu'il avait conçu de concert avec Syeyès le projet de délivrer la République de l'anarchie. Il lui fallait une gloire nouvelle et l'éclat de grands services rendus pour commander en arbitre à des partis furieux. Joubert va combattre. Une guerre défensive lui paraît insupportable pour des Français; elle l'est surtout pour lui-même. Il est parvenu à réunir trente-six mille hommes, mais dont le plus grand nombre n'est point encore éprouvé par la guerre. Il a sous ses ordres des généraux estimés. Moreau est parmi eux, et semble toujours, en servant sa patrie, aussi heureux d'obéir que de commander. Ils confèrent ensemble sans rivalité. Ils savent que Souwarow va recevoir un renfort de vingt mille hommes. C'est l'armée du général Kray qui

revient de Mantoue, qu'une capitulation, 1799.
sujet d'un long murmure parmi les militaires français, lui avait livrée beaucoup plus tôt qu'il ne pouvait l'espérer. Le général Joubert se décide à prévenir, s'il en est temps encore, cette importante jonction, qui portera l'armée des alliés à plus de soixante mille hommes. Mais, malgré la promptitude de ses mouvemens, il est trompé dans son espérance. A peine s'est-il emparé des hauteurs de Novi, dans l'intention d'offrir la bataille, qu'il s'aperçoit, à la confiance des ennemis, que la jonction s'est déjà opérée ; et c'est le général Kray lui-même qui commence l'attaque contre l'aile gauche de l'armée française. Joubert sent toutes les difficultés de sa position ; il n'a plus de confiance que dans l'héroïsme de son armée ; il croit que l'excès du péril lui permet de se conduire en soldat ; il marche à la tête d'une colonne d'infanterie. Il a tellement habitué l'armée à l'excès de son intrépidité, qu'elle ne songe pas même à le contenir. Les sermens *de vaincre ou de mourir*, les cris de *vive la République*, les chants d'une joie martiale retentissent sur son passage et se mêlent au sifflement des balles.... Mais un morne silence, et bientôt les cris du désespoir

1799. succèdent à ce tumulte belliqueux. Joubert a reçu une balle qui l'a atteint au cœur. On l'a vu tomber de cheval ; sa voix s'est ranimée pour prononcer ces mots : *Marchez toujours.* Déjà le héros n'est plus. Les soldats consternés aperçoivent Moreau, et Moreau sera encore une fois leur général. L'action est si vivement engagée, que les combinaisons militaires semblent suspendues des deux côtés. La plus grande chaleur du combat est auprès du poste de Novi, que les Français défendent avec toute leur bravoure, qu'ils abandonnent, qu'ils reprennent, et d'où le général Moreau se retire enfin après avoir essuyé et fait souffrir aux ennemis une perte énorme, après avoir eu un cheval tué sous lui et ses habits criblés de balles. Mais en se retirant il a été forcé de se séparer des corps que commandent les généraux Pérignon, Grouchi et Colli. Souwarow se jette avec impétuosité sur Novi, où ces corps se sont réfugiés. Il en fait enfoncer les portes à coups de canon. Il fait une multitude de prisonniers, parmi lesquels sont les trois généraux que je viens de nommer, et qui n'ont cessé de se battre que lorsque leur sang est presque épuisé par leurs blessures. Malheureusement la bravoure du héros tartare, sur-

tout à la fin du combat, ressemblait à la rage. 1799.
Sa victoire fut souillée par le massacre d'un grand nombre de Français qui rendaient les armes. Jamais Bonaparte n'avait cédé à cette indigne furie. Cette bataille, une des plus meurtrières qui se soit donnée depuis l'invention de la poudre, et où la perte des Français fut évaluée à près de vingt-cinq mille hommes par les alliés, qui avouèrent de leur côté plus de quinze mille hommes tués ou blessés, ne valut à ces derniers que la conquête des forteresses du Piémont qui leur résistaient encore. Il leur fallut, pour se rendre maîtres de Coni, remporter sur le général Championnet une nouvelle victoire, qui fut vivement disputée; tout le territoire de Gênes fut conservé.

Bataille de Zurich.

J'ai dit enfin la dernière défaite des Français. La fortune change, l'esprit de discorde qui vient toujours arrêter les coalitions triomphantes s'est répandu sur les alliés. Souwarow, vainqueur dans tant de journées mémorables, est comblé d'honneurs; la reconnaissance de son souverain ne lui laisse rien à envier. Mais le cabinet de Vienne, soit par quelque jalousie, soit par esprit de domination, trace, pour la fin de cette campagne, des plans qui ne s'accordent plus avec les opérations de Souwa-

1799. row. Il n'est plus maître de chercher lui-même le fruit qu'il peut tirer de ses victoires. On dispose de son armée, il faut qu'il abandonne l'Italie aux deux généraux autrichiens Kray et Mélas, qui l'ont aidé à la conquérir, et qu'il se rende en Suisse, où déjà un corps d'armée russe est venu fortifier l'archiduc Charles. Mais ce prince victorieux va-t-il servir sous les ordres du héros russe qui vient d'éclipser sa gloire ? Soit que la jalousie fût allumée entre les deux généraux, soit qu'elle n'existât qu'entre les deux cabinets, on vit avec étonnement l'archiduc Charles quitter Zurich avec l'élite de son armée pour aller à la rencontre du général français Muller, qui faisait une fausse attaque sur Philisbourg, tandis que Souwarow, désespéré de quitter l'Italie, s'avançait vers Zurich à marches forcées, à travers les montagnes, les rochers et les précipices. Ainsi il se trouva un intervalle de près de trois semaines où les armées victorieuses des alliés n'eurent plus de centre ni de point d'appui. Ce mouvement n'échappa point à un général aussi vigilant et aussi intrépide que Masséna. L'armée battue à Stockach, et qui s'était retirée sur la Suisse, lui avait été confiée; il avait disputé ardemment à l'archiduc

Charles, vainqueur, chaque pouce de terrain 1799.
sur le territoire helvétique, et après dix combats il avait à peine reculé de dix lieues. Il se garda bien de troubler les opérations discordantes de la ligue en annonçant trop tôt l'intention d'en profiter. Il a rassemblé ses forces; il se dispose à reprendre dans un seul jour tout le terrain qu'il n'a cédé qu'en quatre mois de combats. Il a chargé le général Lecourbe de s'opposer à la marche de Souwarow. La plupart des mémoires militaires s'accordent à donner les plus grands éloges à la conduite du général russe au moment où la victoire s'apprête à abandonner ses drapeaux. On rapporte que, se disposant à attaquer un poste de Français qui défendait le Saint-Gothard, et voyant ses soldats interdits à l'aspect de ces cimes encore chargées de glaces et de neiges, il ranima leur courage par un trait qui caractérise à la fois lui et son armée. Il s'arrête, se jette ou tombe par hasard dans un fossé plein de fange, et dit en se relevant à ses soldats: « Voilà comme vous serez tous si vous laissez « échapper la victoire. »

Souwarow avait déjà emporté le poste du mont Saint-Gothard et plusieurs autres non moins importans. Il n'était plus qu'à peu de

1799. distance de l'armée de son compatriote Korsakow, qui venait former une aile de l'armée de l'archiduc Charles. Souwarow devait en prendre le commandement, et déjà il se flattait, après avoir chassé les Français de la Suisse, de pénétrer en France par la Franche-Comté, et il espérait terminer la campagne avec Paris; lorsque Masséna commença l'opération la plus importante et la plus heureuse de toute la campagne. Le 23 septembre 1799, il avait fait une attaque générale contre tous les postes de l'armée des alliés. Par ses habiles manœuvres, il avait entièrement séparé le corps autrichien commandé par le général Hotze; et surtout il lui avait rendu impossible toute jonction avec Souwarow. Hotze, au désespoir, imite le dévouement du général Joubert, et, comme lui, est tué au commencement de l'action, en chargeant à la tête de ses grenadiers. Toute l'aile qu'il commandait est battue, dispersée, erre dans les montagnes sans pouvoir se rejoindre au centre de l'armée. L'effort des Français se porte ensuite sur l'armée russe, commandée par le prince Korsakow; le pont de Bellickon, couvert des plus formidables batteries, est emporté. Bientôt après, on force le camp de Wettingen, où

Korsakow s'était retiré, et où il avait cru arrêter l'impétuosité des Français en formant un bataillon carré de quinze mille hommes. L'artillerie renverse, comme à Fontenoy, cette colonne. Les rangs sont éclaircis et ne peuvent se reformer. Les Russes se pressent les uns sur les autres : leur immobilité les laisse sans défense contre la baïonnette des soldats français. Enfin on les pousse jusque dans les faubourgs de Zurich : on les y poursuit. Déjà la ville est sommée de se rendre ; le commandant s'y refuse. La nuit s'avance : si elle suspend le combat, c'est pour le rendre encore plus terrible. Le lendemain, les Russes se rallient et rassemblent leurs bataillons derrière Zurich. Dès le crépuscule, l'action se rengage. Les Français ont dû le succès de la veille à leur discipline ; Masséna permet tout aujourd'hui à leur impétuosité. Le prix de la gloire entre tous les braves est à qui entrera le premier dans Zurich. Le général Oudinot l'obtient. Il fait enfoncer la porte de Bade. D'autres pénètrent d'un côté opposé. La ville est emportée, les Russes sont poursuivis de rue en rue ; leur résistance rend plus acharnés les soldats français. Au milieu des horreurs inséparables de cette multitude de combats 1799.

1799. dans une ville prise d'assaut, peu d'habitans de Zurich perdirent la vie. Mais la fatalité la plus cruelle, ou l'aveugle férocité d'un soldat, priva cette ville du pasteur le plus propre, par ses vertus, par son zèle ardent et par le feu de son imaginatiou, à consoler la Suisse dans ces jours malheureux.

Quand chaque habitant, glacé de terreur, se tenait renfermé dans sa maison, le célèbre Lavater sortit de la sienne. Il regardait comme un devoir de son saint ministère de chercher à adoucir les vainqueurs, de sauver ou les citoyens ou les guerriers qui pouvaient être menacés. Tout devait lui faire espérer le succès de cette courageuse mission : une figure imposante que la vieillesse avait rendue encore plus auguste, et qui annonçait les inspirations du génie, ajoutait à l'effet de ses discours éloquens. Il était au milieu d'un groupe de vainqueurs et de vaincus ; son bras s'étendait sur les derniers, comme pour les protéger ; il offrait aux premiers quelques rafraîchissemens, lorsqu'un coup, porté par je ne sais quel barbare, priva l'humanité de ce pasteur vertueux. Toute l'armée gémit de ce malheur. Il ne paraît pas que la victoire ait été souillée par un grand nombre de meurtres de ce genre.

Quel fut le désespoir de Souwarow en apprenant un désastre qu'il était si loin de prévoir! Au lieu de trouver une armée qui, depuis le commencement de la campagne, n'avait obtenu que des succès, et à la tête de laquelle il s'était flatté de traverser la Suisse et de marcher en conquérant sur Paris, il faut qu'il dispose sa propre retraite et qu'il fuie sans avoir été vaincu. Il ne peut s'y résoudre; il s'emporte, il menace; il ordonne au malheureux Korsakow de tenter encore avec les débris de son armée un nouveau combat; Korsakow obéit; il est vaincu une seconde fois. Masséna se porte avec rapidité vers l'aile que commande le général Lecourbe, et qui va poursuivre Souwarow. Déjà l'on se flatte à Paris de voir arriver prisonnier le héros russe qui s'est rendu l'Annibal de la nouvelle République; mais ni son courage ni ses talens militaires ne l'ont abandonné dans cette situation presque désespérée: il combat à chaque poste; il se défend sur chaque montagne; souvent il est obligé d'abandonner son artillerie; quelquefois il ne peut secourir des corps qui sont assaillis par des forces supérieures. Enfin il revoit l'Italie, le théâtre de sa gloire, où il ne ramène que treize mille combattans indi- 1799.

1799. gnés comme lui. Le ressentiment de Souwarow contre les inepties ou les perfidies du cabinet autrichien fut bientôt partagé par son maître, et devint aussi fatal à la coalition que ces nouveaux revers.

Le résultat de ces différentes batailles fut, suivant le rapport du général Masséna, environ dix-huit mille prisonniers, dont huit mille blessés, plus de cent pièces de canon, treize drapeaux, quatre généraux prisonniers, cinq tués, la reprise du Saint-Gothard, de Glaris et des vallées qui y débouchent. La perte totale des ennemis s'éleva à plus de trente mille hommes.

Défaites des Anglais dans la Hollande.

Presque dans le même temps la coalition éprouva dans la Hollande une défaite humiliante pour les Anglais et les Russes, qui avaient été ses principaux moteurs. Le cabinet de Londres avait tout espéré de l'invasion de ce pays. Jamais un armement plus formidable ne s'était préparé dans les ports britanniques; mais le commandement en avait encore été confié au duc d'York, qui malgré ses nombreux revers était encore chéri de l'armée anglaise. Les Français, dont les forces étaient partagées par tant de périls divers, n'avaient pu laisser dans la République Batave

qu'un corps de troupes peu nombreux, commandé par le général Brune. Celui-ci avait de plus sous ses ordres les troupes bataves, dont le général Daendels avait le commandement particulier. 1799.

Dans les derniers jours du mois d'août 1799, la flotte britannique, au nombre de cent cinquante voiles, parut devant la rade du Texel. Vingt mille hommes débarquèrent à la pointe du Helder. Ils se rendirent maîtres des batteries. Ce premier succès leur en valut un autre plus facile encore, et beaucoup plus important. Ils s'emparèrent, sans tirer un coup de canon, de toute la flotte batave qui était dans le Texel.

Les Anglais, appuyés par une division de Russes débarqués dans la Nord-Hollande, réussirent d'abord dans toutes leurs entreprises, mais lentement, et avec plus de difficulté qu'ils ne l'avaient calculé. L'armée de terre des Hollandais, animée par le patriotisme du général Daendels, disputa le terrain, et apprit au duc d'York qu'il lui faudrait bien des victoires pour s'ouvrir le chemin d'Amsterdam. Ce prince avait évité jusque-là les fautes qui lui avaient occasionné de sanglans revers dans la Flandre maritime. Un militaire distingué, le général

1799. Abercrombie, qui depuis se distingua dans une expédition contre l'Égypte, et y mourut, comme Gaston-de-Foix et Gustave, au sein de la victoire, dirigeait les opérations. Après deux actions générales qui avaient été à l'avantage des Anglo-Russes, le général Brune rassembla toutes ses forces pour une bataille décisive. Elle s'engagea à Berghen. Le 20 septembre, vingt-cinq mille Français et Bataves y battirent complétement quarante mille Anglais et Russes. On peut juger de l'étendue de cette victoire par la capitulation que signa un mois après le duc d'York, qui avait été chassé sans relâche jusqu'au fond de la Nord-Hollande. Il s'engagea à évacuer en *totalité* tous les forts qui pouvaient lui rester dans la République Batave; à rétablir celui du Helder, et enfin à rendre, sans compensation, dix mille prisonniers français et bataves détenus en Angleterre.

Si de tels succès ne causèrent point en France toute la joie qu'ils semblaient devoir exciter, il faut bien moins en accuser la nation que les maux intérieurs auxquels elle était en proie, et dont elle n'osait plus espérer le remède. L'anarchie, accrue par les revers, ne pouvait plus se guérir par les victoires. La

guerre civile organisée dans plus de vingt départemens; des révoltes qui s'annonçaient dans plusieurs; le brigandage qui se répandait dans presque tous; le vol et l'assassinat commis avec impunité sur un grand nombre de routes; deux lois terribles, celle des otages et celle de l'emprunt forcé, qui appelaient plus de maux qu'elles n'en pouvaient prévenir; un désordre de finances tel qu'aucune nation n'en avait jamais supporté; une succession de banqueroutes partielles qui prolongeaient l'opprobre de la banqueroute générale; le trésor public pillé sur tous les chemins, dans les maisons même des receveurs, et dont le vide ne pouvait se remplir, même par les plus violentes exactions; un Directoire manquant tout à la fois de force, de concorde et de volonté; deux Conseils divisés, dont chaque jour et chaque événement nouveau faisait et défaisait la majorité; les Jacobins toujours prêts à ressaisir leur règne terrible; les royalistes recourant sans scrupule à tous les moyens que pouvait leur fournir la vengeance; les paisibles amis des lois réduits à garder entre ces partis la honteuse neutralité de la faiblesse: tel était l'état de la France, lorsqu'on apprit que Bonaparte avait débarqué à Fréjus! 1799.

1799. Dans l'exposé que je vais faire des causes et de la marche progressive d'un événement qui fut la dernière journée de la révolution, je prie qu'on me pardonne de revenir sur plusieurs faits déjà indiqués; je dois m'attacher à ceux qui peuvent servir de lien à des événemens compliqués, dont le théâtre varie sans cesse. Il m'importait d'en frapper l'esprit à différentes reprises pour obtenir un centre d'unité; je prie en outre qu'on me pardonne la familiarité des détails où je vais entrer. La grandeur de l'événement s'annonce par ses résultats; mais, si l'événement a de petits mobiles, pourquoi les taire? Nous allons trouver beaucoup de petites fraudes dans une conspiration conduite par un homme d'un génie supérieur. Un historien italien, tel que Machiavel ou Davila, serait charmé d'avoir à exposer ces ruses de la politique; pour moi je le fais avec regret, mais avec fidélité.

Retour de Bonaparte, effet qu'il produit.

La victoire d'Aboukir avait fourni à ce général le prétexte dont il était avide pour retourner en France, et déjà il avait pris ses mesures pour qu'une relation magnifique de cette journée précédât le bruit de son retour; c'était avec le plus profond mystère qu'il avait quitté une armée déportée, en quelque

sorte, à cause de lui seul. Quelques généraux ou officiers, qui vivaient dans sa plus étroite intimité, et quelques savans étaient ses seuls compagnons de voyage. En partant, il avait laissé le commandement au général Kléber; sa dernière proclamation à ses soldats leur annonçait qu'il venait chercher pour eux le secours d'un puissant armement. Il mit à la voile le 22 septembre avec les frégates la *Muiron* et la *Carrère*, et deux petits bâtimens. Les Anglais dominaient tellement sur cette mer, leurs croisières y étaient si nombreuses, et Sidney Smith qui les commandait était si vigilant dans sa haine nationale, que Bonaparte n'avait jamais mis sa fortune à une plus grande épreuve. Les vents secondèrent un homme qui comptait sur le destin, et dont la Providence voulait se servir. La traversée fut parfaitement heureuse; on n'eut à éviter la rencontre d'aucun vaisseau anglais. Le 9 octobre, les frégates mouillèrent dans le golfe de Fréjus. Au nom de Bonaparte une ivresse générale se manifeste; avec lui on est déjà sûr de ressaisir la victoire, et, ce qui touche beaucoup plus tous les cœurs, d'être délivré de l'anarchie. Ne vous attendez pas qu'il recule l'exécution de

1799.

1799. ses grands desseins, en se conformant à la loi si générale et si absolue de la quarantaine. Les acclamations redoublent sur son passage; tout une population qui se précipite sur ses pas semble lui déférer la dictature. L'espèce de miracle qui l'a fait passer à travers les croisières anglaises donne à l'enthousiasme la force d'une superstition. C'est à Lyon surtout que ces transports éclatent sans mesure; cette ville, après avoir été la plus glorieuse et la plus déplorable victime de la terreur, achevait de mourir sous les coups de l'anarchie; elle comprenait qu'un grand général d'un caractère absolu portait du moins l'ordre avec lui. Dès que la dépêche télégraphique qui annonçait l'arrivée de Bonaparte à Fréjus fut connue, Paris, qui, depuis le 18 fructidor, opprimé par d'ineptes tyrans, craignait de tomber sous des tyrans plus ignobles et plus odieux encore, n'eut plus d'autre pensée que de chercher le repos sous l'abri de la gloire. Les âmes étaient tellement froissées, qu'on pensait au salut plus qu'à la liberté.

Mais voyons quelles étaient les dispositions des dépositaires du pouvoir, et commençons par les Pentarques.

Barras était le seul qui, dans la journée du

30 prairial, eût échappé à la disgrâce si légère et si méritée des auteurs du 18 fructidor; mais plus sa domination s'était prolongée, plus elle paraissait languissante et vieillie. Sa dextérité révolutionnaire, tant de fois mise à l'épreuve, ne lui laissait la confiauce d'aucun parti, et il n'en avait plus guère en lui-même. On dit qu'il s'était opéré alors un grand et subit changement dans ses combinaisons et dans ses principes. Des écrits fort récens parlent, avec des détails qui semblent assez précis, d'une négociation que ce Directeur aurait ouverte avec les agens du roi Louis XVIII; il s'engageait, dit-on, à favoriser par tous moyens le retour du roi légitime, à condition qu'il en obtiendrait l'entier oubli de sa conduite révolutionnaire, et une forte indemnité. La conduite qu'il a tenue depuis vingt-sept ans rend cette conjecture assez plausible; quoi qu'il en soit, Barras restait impénétrable et fort incommode à chacun de ses quatre collègues; comme ceux-ci formaient deux partis très opposés, Barras se réservait de tenir la balance entre eux. De là un nouvel accroissement d'anarchie, car les éternelles vacillations du Directoire rendaient tous les partis forts de sa faiblesse. 1799.

1799. Syeyès était engagé dans une guerre ouverte contre les Jacobins, ce qui le constituait dans un état d'hostilité presque habituelle avec le Conseil des Cinq-Cents, où les vieux Jacobins étaient fortement représentés. De plus, ce Directeur était un ennemi secret de la constitution dont on invoquait encore les misérables restes, attendu qu'elle n'était pas son ouvrage. Depuis trois mois il cherchait un général qui pût lui servir de bouclier contre ses ennemis les plus dangereux, qui voulût prêter un bras docile à l'exécution de ses plans mystérieux, et mettre en œuvre les rouages embarrassés d'une constitution obscure qu'il roulait dans sa tête. Ce général, il l'avait trouvé d'abord, ainsi que je l'ai dit, dans l'intrépide Joubert; mais la mort du *héros* au champ de bataille de Novi avait rompu un plan dont le succès n'aurait pu être assuré que par une victoire éclatante; beaucoup de personnes ont pensé que les desseins de Joubert et de Syeyès avaient été pénétrés par les hommes qui avaient le plus d'intérêt à les rompre, et que le coup sous lequel succomba ce général dès le commencement de l'action ne fut point porté par les ennemis, mais par un assassin gagé. Les moyens me man-

quent pour discuter cette conjecture. Après 1799.
la perte de Joubert, Syeyès avait jeté les yeux sur le général Moreau; mais celui-ci, quoique ennemi de l'anarchie et du Conseil des Cinq-Cents qui inclinait pour les principes de la vieille terreur, s'épouvantait d'avoir à jouer un rôle politique. Malgré les nouveaux faits qui, pour les juges exercés, élevaient encore plus haut sa gloire militaire, ce général avait perdu tout crédit auprès des royalistes et républicains par sa lettre sur le général Pichegru. Quoique Syeyès n'aimât point à partager le pouvoir ni à céder le premier rôle, il se vit obligé, par les difficultés de sa position, de songer à Bonaparte absent; il avait exprimé en termes formels le vœu de son retour aux deux frères de l'illustre général, Joseph et Lucien; ainsi Bonaparte, prêt à culbuter et constitution et Conseils, pouvait compter sur un puissant complice qu'il saurait faire descendre au rang de son sujet; de son côté Syeyès se disait: J'enverrai ce grand capitaine à l'armée, et je régnerai dans l'intérieur.

Roger-Ducos était au Directoire pour Syeyès ce que précédemment Le Tourneur avait été pour Carnot, c'est-à-dire l'instru-

1799. ment fidèle de ses volontés; en le laissant dans le pouvoir suprême, Syeyès comptait s'en faire un appui contre l'ambitieux génie de Bonaparte.

Les deux autres Directeurs, quoique habitués à contrarier Syeyès, avaient bien peu de considération et de force pour résister à un homme tel que Bonaparte. Son retour était pour eux un sujet d'alarmes, mais ni l'un ni l'autre n'avait osé les laisser pénétrer. Gohier, assez bon jurisconsulte, montrait de la bonne foi dans son républicanisme; sans violence dans le caractère, il inclinait pour les partis violens, ou du moins il était lié avec les orateurs les plus emportés des Cinq-Cents. Bonaparte même, avant son retour d'Égypte, avait senti de quel intérêt il serait pour lui de cultiver Gohier, pour en faire son instrument. Madame Bonaparte, par les ordres de son mari, faisait une cour assidue à cet insignifiant personnage, et cette femme élégante et coquette tâchait de se plier à la simplicité des goûts de madame Gohier. A peine osait-elle faire un pas sans ce guide austère; elle affectait surtout, devant ce couple, de craindre les desseins des frères de Bonaparte. La bonne Joséphine (Gohier lui donnait ce nom) était auprès de

lui, lorsqu'il reçut la nouvelle télégraphique du débarquement à Fréjus. « Secondez-moi « bien, lui dit-elle, je vais le détacher de ses « frères, et vous n'aurez pas un ami plus fi- « dèle. » Quant à Moulins, il était un de ces généraux que les armées ne connaissaient guère, et qui tout au plus avait fait une triste apparition sur le théâtre de la Vendée, mais qu'on avait vu figurer dans plusieurs journées de la révolution. Son véritable frère d'armes avait été ce général Santerre, d'une si déplorable célébrité; on croit même qu'il était son parent. Les Jacobins trouvaient un protecteur fidèle dans leur vieux compagnon. 1799.

Parcourons encore d'autres personnages dont le nom va figurer dans le dernier drame de la révolution française, et se présentera sous un jour tout-à-fait nouveau pendant le règne de Bonaparte.

Plusieurs généraux d'une grande renommée se trouvaient à Paris. On distinguait parmi eux Moreau et Macdonald, dont la bonne intelligence avait été rompue par les événemens de la guerre d'Italie. J'ai dit ce que Moreau pensait du terrorisme renaissant. Macdonald, plein d'honneur et de fierté, avait également ces principes en horreur.

1799. Les sentimens politiques de Bernadotte n'étaient pas faciles à saisir; il est probable qu'ils avaient un peu varié suivant les vues de son ambition. A l'armée, les divisions qu'il commandait affectaient une certaine indépendance dans leurs propos, et semblaient n'être pas fâchées d'un certain renom *de royalisme et d'aristocratie*. Ce général avait des talens supérieurs, que la fortune n'avait point encore assez mis en évidence; aussi témoignait-il envers ses émules de gloire de l'inquiétude et de la jalousie. On l'avait nommé ministre de la guerre vers l'époque des grands désastres. Syeyès l'ayant jugé indocile à ses desseins, et peut-être favorable à ses ennemis, avait su l'éconduire du ministère. Bernadotte n'avait pas pardonné cette offense; peu content du rôle qu'il avait joué sous Bonaparte à l'armée d'Italie, il se sentait ami de l'égalité tant que Bonaparte dominerait.

L'influence du parti jacobin avait fait renvoyer depuis peu M. de Talleyrand du ministère; jamais il n'avait cessé d'être un royaliste aux yeux de ce parti: il faut convenir cependant qu'à cette époque son royalisme était assez bien déguisé. Les clameurs des clubs l'inquiétaient dans sa retraite, et l'on ne se

persuadait pas qu'elle pût être exempte de toute 1799.
intrigue. Comme il avait conçu la première idée de l'expédition d'Égypte et qu'il avait promis de l'appuyer par une ambassade à Constantinople, mission qu'il s'était bien gardé de remplir, il pouvait craindre le ressentiment du général qui revenait triomphant de son exil; mais Bonaparte était saus colère contre les hommes habiles dont il pouvait se servir: la plus parfaite intelligence s'établit entre eux. Madame de Staël était alors absente de Paris; elle n'y revint que pour voir le triomphe de Bonaparte, et son chagrin fut égal à la joie de M. de Talleyrand.

Les généraux Jourdan et Augereau avaient maintenant leurs postes de retraite au Conseil des Cinq-Cents: l'un et l'autre y exerçaient beaucoup d'empire, mais à des titres différens. Les revers de Jourdan n'avaient pu faire oublier en lui le vainqueur de Vatignies, de Fleurus et de la Chartreuse. Il parlait peu dans les affaires de parti, et se réservait les vues d'administration. C'était lui qui avait fait passer la loi de conscription qui fondait le régime militaire de la France; cette loi dont Bonaparte depuis fit un si impitoyable usage. Augereau venait de signaler son pouvoir et

1799. sa vengeance en aidant à renverser, dans la journée du 30 prairial, deux de ces Directeurs qu'il avait fait triompher au 18 fructidor. Augereau et Jourdan croyaient encore à la destinée éternelle de la République.

Le ministre de la justice, Cambacérès, homme d'esprit, jurisconsulte distingué et, quand il l'osait, homme d'état judicieux, avait rétréci ses talens par toutes les petites ruses de la circonspection; la terreur et l'anarchie comprimaient son caractère : il se montrait un tout autre homme, lorsqu'il avait dans le calme à développer des idées d'ordre public.

J'ai parlé tout à l'heure du secours inespéré que Fouché avait donné aux amis de l'ordre contre les partisans de l'anarchie. Rien ne lui était maintenant plus insupportable que sa réputation de vieux Jacobin. A peine avait-il touché le pouvoir, que sa haine pour le despotisme était fort amollie. Doué d'une sagacité peu commune, il ne lui fut pas difficile de distinguer entre Bonaparte, Syeyès et Barras, à qui devait rester le pouvoir; il se donna tout au premier, même avant d'en être recherché, et ses services furent d'autant plus appréciés que Bonaparte les avait moins demandés.

On voyait figurer dans les emplois muni-

cipaux et administratifs Réal et beaucoup d'autres fiers républicains, très résignés à supporter un maître qui les comblerait de biens et d'honneurs. 1799.

Tel était l'esprit des hommes qui occupaient alors les plus hauts emplois de la République. Examinons maintenant l'esprit des deux Conseils. Celui des Cinq-Cents était vivement agité des passions et surtout des terreurs révolutionnaires. Cependant les membres de la Convention n'y figuraient plus qu'en petit nombre. Les principaux orateurs, dont la France apprenait les noms, n'avaient pas figuré dans les scènes sanglantes, ou n'y avaient joué qu'un rôle obscur et secondaire. Parmi les plus fougueux, on citait MM. Briot, Destrem, Grandmaison; ils n'eurent pas le temps d'acquérir de la célébrité, et ne durent pas le regretter. Leurs propositions étaient assez violentes pour que Chénier eût passé du parti des modérés. Lucien Bonaparte, après avoir montré un peu d'emportement, s'était rallié à ce dernier parti, et il avait aidé puissamment à cette journée qui avait renversé deux des Directeurs, auxquels il reprochait le brillant exil de son frère en Égypte. Le nom qu'il portait ajoutait un grand effet à

1799. ses discours; sans être encore un orateur consommé, il s'exprimait avec feu, grâce et facilité. MM. Daunou, Cabanis, Émile Gaudin et Boulay de la Meurthe, figuraient aussi parmi cette nouvelle espèce de modérés; ils étaient dans une minorité à peu près constante. Le Conseil des Anciens cherchait, même après avoir fait des concessions fâcheuses, à former une digue au torrent révolutionnaire qui allait recommencer son cours. L'orateur le plus puissant dans ce Conseil était M. Régnier, qui, membre de l'Assemblée constituante, avait d'abord suivi avec plus de courage que d'éclat la ligne honorable tracée par MM. Mounier et Malouet. Rentré dans les assemblées délibérantes après un assez long intervalle, il n'y avait montré d'abord qu'une circonspection timide; mais il sut, comme je l'ai dit, s'en écarter au 19 fructidor, pour s'élever avec force contre la proscription de ses collègues. Son nom était devenu odieux aux Jacobins; ses périls l'avertissaient de prendre une marche hardie et décidée. Voué à l'étude des lois, dans laquelle il était profondément versé, il sut, aux approches du 18 brumaire, se faire homme d'état et jouer un rôle actif dans une conspiration salutaire:

il entraînait avec lui MM. Fargues, Cornet, Lemercier, Cornudet, etc., tous membres du Conseil des Anciens. 1799.

Lois des otages et de l'emprunt forcé.

J'ai déjà parlé de la loi des otages et de celle de l'emprunt forcé ; il importe de faire connaître leurs effroyables et absurdes dispositions. La loi des otages déclarait les parens d'émigrés et les ci-devant nobles, à l'exception de ceux qui avaient rempli des fonctions à la nomination du peuple, en état de guerre intestine avec le gouvernement : elle les rendait, sous le nom d'otages, personnellement responsables de tous les attentats contre-révolutionnaires. Ils devaient être arrêtés partout où éclaterait un trouble civil, et déportés s'il se commettait un meurtre sur la personne des républicains, soit soldats, soit fonctionnaires publics. Chacun d'eux était condamné à une amende de cinq cents francs pour toute espèce de délit contre-révolutionnaire. On voit que cette loi des otages n'était autre chose que la loi des suspects développée et rendue plus odieuse encore ; il était impossible qu'elle n'appelât point, au bout d'un certain intervalle, le règne des échafauds. Ainsi la terreur reparaissait avec tout ce qu'elle avait eu de plus sinistre. Les *nouveaux représentans du*

1799. tardé à se faire sentir ; le numéraire était caché avec le même soin que lorsqu'il était en présence des assignats ; le crédit public était tombé dans un si horrible avilissement, que le tiers consolidé, ce malheureux reste échappé à la plus infâme banqueroute, n'avait plus cours qu'à 7 ou 8 pour cent de sa valeur.

D'après ce tableau général des esprits, on ne s'étonnera plus qu'aucun des Directeurs n'eût osé considérer Bonaparte comme un transfuge de l'armée de l'Orient, ni lui reprocher d'avoir violé les lois sanitaires du pays. Une mesure sévère prise contre le conquérant de l'Italie et de l'Égypte aurait excité une réprobation générale, et décidé une catastrophe violente. Son rôle était de voir venir à lui les chefs des différens partis, et de les tromper, non par des engagemens positifs, mais par des paroles insidieuses.

Jusque-là toutes les conspirations avaient été faites à haute voix, à la tribune même des clubs et des assemblées ; il en fallait une d'un nouveau genre pour abuser tant d'hommes versés dans la tactique révolutionnaire. Bonaparte convenait parfaitement à ce rôle : né du sang italien, dans une île où se conservaient encore les mœurs italiennes du quinzième siècle, façonné

aux stratagèmes militaires, aux expédiens de la politique, il avait une supériorité marquée sur tous les Français, et peut-être sur tous les hommes, dans l'art de la dissimulation. Il eut soin de se prodiguer peu, d'éviter les acclamations publiques, et de se dérober au triomphe qui lui aurait été décerné au spectacle. Cet homme, qui venait de ressusciter en quelque sorte la puissance des soudans de l'Égypte, habitait un fort modeste appartement dans la rue Chantereine; sortait peu, et toujours avec l'uniforme de membre de l'Institut; recevait avec même cordialité les savans, les artistes, les ministres, les généraux et les Directeurs: les maux de la patrie semblaient l'avoir plongé dans une mélancolie profonde. En vain les deux directeurs Gohier et Moulins s'empressaient-ils, soit officieusement, soit pour rabaisser son orgueil, de lui vanter le triomphe décisif de Masséna à Zurich, et les nouvelles victoires du général Brune sur le duc d'York; Bonaparte affectait de ne pouvoir se consoler de l'Italie perdue. Toutefois il éloignait avec soin toute proposition d'un commandement qui l'eût éloigné de la capitale. Il fut question, parmi les Directeurs, de faire à son ambition trop pressentie 1799.

1799. une part assez belle, en le faisant entrer au Directoire. Mais que serait devenue l'insigne médiocrité des Gohier, des Moulins, en présence d'un si puissant collègue! Pour ne pas lui faire place, ils affectèrent un respect scrupuleux pour cette constitution tant de fois violée, qui ne permettait pas d'entrer au Directoire avant l'âge de quarante ans accomplis; et Bonaparte n'en avait que trente. Luimême il montrait beaucoup d'indifférence pour un poste qui le rendait l'égal des hommes les plus vulgaires, et il savait donner à ses dédains l'apparence de la modération ou d'un désintéressement magnanime. Le pressait-on de s'expliquer ouvertement, il jouait l'embarras et l'incertitude d'un homme qui arrivé des bords lointains, avait tout à étudier dans la situation nouvelle de sa patrie. Par ce moyen, il attirait le secret de chacun, sans jamais livrer le sien. Déjà cependant ses plans se concertaient avec ceux de Syeyès; cette intrigue se conduisait par des intermédiaires, au nombre desquels étaient ses deux frères et MM. de Talleyrand, Rœderer et Regnault de Saint-Jean-d'Angely. Plus leur conspiration allait se développant, plus Bonaparte affectait de parler de Syeyès d'un ton très voisin du

mépris ou de la haine. Il ne pouvait, disait-il, lui pardonner son dévoûment pour la Prusse, son attachement à la maison de Brunswick. « Ce ténébreux abbé, ce métaphysicien « intrigant roulait sans doute quelque plan funeste à la République. » Mme Bonaparte secondait à merveille son mari dans ces longues scènes de dissimulation. Un jour où Gohier les avait invités l'un et l'autre à dîner avec des membres de l'Institut, dont Bonaparte paraissait faire son inséparable et modeste compagnie : « Qu'avez-vous fait ! dit Mme Bonaparte « à Gohier en voyant entrer Syeyès, ne savez-« vous pas que cet abbé est l'homme que « Bonaparte déteste le plus ? » De son côté, le général affecta pendant tout le dîner de ne point regarder Syeyès ; et celui-ci se leva de table en jouant la fureur. « Avez-vous remar-« qué, dit-il à Gohier, la conduite de ce petit « insolent envers le membre d'une autorité « qui aurait dû le faire fusiller ? » A l'aide de cette feinte mésintelligence, Syeyès savait facilement écarter toute proposition qui aurait envoyé Bonaparte au loin et déconcerté la conspiration. « Quoi ! voulez-vous, disait « Syeyès, replacer un homme dangereux sur « un nouveau théâtre de gloire : cessons de 1799.

1799. « nous occuper de lui davantage, et tâchons, « s'il est possible, de le faire oublier. » Les Directeurs et Barras lui-même furent assez crédules pour s'imaginer qu'ils pourraient faire oublier Bonaparte, et qu'un tel homme se résignerait à l'oubli.

L'un de ses premiers soins avait été d'attirer à lui le général Moreau, qui, sans vocation et sans goût pour un premier rôle, paraissait tout prêt à seconder un puissant ennemi de l'anarchie. Ce fut d'abord chez le directeur Gohier qu'ils se rencontrèrent; ils ne s'étaient jamais vus, et se contemplèrent quelque temps en silence. Bonaparte le rompit le premier, et parut rendre l'hommage le plus empressé à un homme dont la renommée marchait sur une ligne presque parallèle à la sienne. Moreau, suivant sa modestie habituelle, lui dit : « Vous arrivez d'Égypte victorieux, et moi d'Italie après une grande « défaite ». Bonaparte affecta d'honorer dans son rival le talent, la grandeur d'âme et la simplicité avec lesquels il avait eu à réparer tant de fois des fautes et des revers qui ne pouvaient lui être imputés. Le lendemain *il* lui fit présent d'un damas garni de diamans qu'il avait rapporté d'Égypte, et qui était estimé

10,000 francs. Les deux généraux ne cessèrent plus de se voir, mais toujours avec un plus grand mystère à mesure qu'ils s'entendaient mieux. 1799.

Les deux Conseils voulurent donner une fête à Bonaparte. Un festin de sept cents couverts fut servi dans l'église Saint-Sulpice. C'était pour Bonaparte une contrainte assez dure que de se trouver livré au feint enthousiasme, à l'examen, ou aux patriotiques instances de tant d'hommes qui le craignaient, et que lui-même se proposait de congédier fort brusquement au bout de quelques jours. Les Jacobins eussent voulu l'assaillir de toasts qui lui eussent fait prendre des engagemens avec la *cause sainte du Manége;* mais les députés arrivaient avec des dispositions si contraires, si ennemies; ils s'observaient tous avec tant de défiance, qu'il n'y eut moyen pour personne de se livrer à l'enthousiasme projeté. Bonaparte rompit de bonne heure une séance incommode, seulement il eut la courtoisie de parcourir les tables et de dire quelques mots insignifians à chacun des députés. Ceux-ci, charmés d'être honorés de quelques mots d'un grand homme, ne surent pas voir en lui un souverain qui commençait son rôle.

1799. Une circonstance favorisait l'exécution prochaine de ses plans, c'est qu'il se trouvait alors en garnison à Paris trois des régimens les plus dévoués de son ancienne armée d'Italie.

Les liaisons de Bonaparte et de Barras avaient été d'une telle intimité, qu'il était nécessaire à l'un et à l'autre de faire les frais d'un entretien confidentiel dans lequel ils chercheraient réciproquement à se tromper. Cette conversation eut lieu chez le Directeur, un soir après le dîner : c'était le 30 octobre. Si nous ajoutons une foi aveugle à la relation de Bonaparte, Barras lui tint cet étrange langage : « La République périt, rien ne peut « plus aller : le gouvernement est sans force ; « il faut faire un changement et nommer Hé« douville président de la République. Quant « à vous, général, votre intention est de vous « rendre à l'armée ; et moi, malade, dépopu« larisé, usé, je ne suis bon qu'à rentrer dans « une classe privée. »

Voici ce qu'ajoute ce récit, tiré des Mémoires de Sainte-Hélène : *Napoléon le regarda fixement sans lui rien répondre ; Barras baissa les yeux et demeura interdit : la conversation finit là. Le général Hédouville était un homme d'une excessive médiocrité. Barras*

ne disait pas sa pensée ; sa contenance trahissait son secret. 1799.

S'il est vrai que Barras fit avec si peu de précaution et une si misérable indolence une ouverture de cette sorte, on peut conjecturer qu'il n'avait voulu que pénétrer les desseins de Bonaparte, et le forcer à se déclarer en lui causant de la surprise et de la colère. Le nom du général Hédouville s'était sans doute placé comme au hasard sur les lèvres du Directeur. L'emploi de président de la République, ou en d'autres termes la dictature, était-elle indirectement offerte à Bonaparte, ou Barras se la réservait-il ? L'entretien fut coupé si brusquement, qu'on ne peut résoudre cette question.

Bonaparte rentré chez lui y trouva Talleyrand, Fouché, Rœderer et Réal ; de ces quatre personnages trois vivaient dans l'intimité du Directeur. Quoique Bonaparte songeât à en faire les appuis de sa conspiration, il crut devoir user de réserve avec eux, et leur raconta *naïvement* (je copie son expression) ce que Barras venait de lui dire ; chacun d'eux jugea que le Directeur avait été fort gauche dans sa dissimulation. Le soir, Barras reçut par eux l'avis de l'effet assez fâcheux qu'il avait produit

1799. sur l'esprit de Bonaparte. Le lendemain Barras vint, à huit heures du matin, trouver Bonaparte qui était encore au lit; et cette fois, pour réparer l'effet d'une feinte maladroite, ou peut-être pour arriver plus sûrement à ses fins, il parut s'abandonner complétement au général, et protesta qu'il voulait être son second dans tout ce qu'il pourrait entreprendre. Bonaparte, plus que jamais résolu de garder son secret tout entier, parodia sans affectation le langage qu'il avait entendu la veille; il répondit qu'*il ne voulait rien, qu'il était fatigué, indisposé; qu'il ne pouvait s'accoutumer à l'humidité de l'atmosphère de la capitale, en sortant du climat sec des sables de l'Arabie*. Après un tel assaut de franchise, le Directeur et le général cessèrent de se rechercher.

Trois jours avant l'événement, Bonaparte vient concerter les mesures avec le directeur Syeyès; une seule entrevue leur suffit pour convenir de tout. Les chefs du Conseil des Anciens prendront l'initiative de la révolution nouvelle, et tâcheront de donner une forme légale à une révolte militaire. Rien ne trahit des alarmes chez tous ceux que cette révolution menace: il est vrai que Bonaparte ne perd pas un moment pour leur donner des

témoignages d'une insidieuse cordialité. Se 1799.
trouve-t-il en présence d'hommes tels que Chénier et Daunou, il ne leur cache pas qu'il aspire au rôle de Washington, mais en le partageant avec Syeyès. Le jour le plus beau de sa vie, ajoute-t-il, sera celui où il sortira du pouvoir. Devant Rœderer ou Boulay de la Meurthe, il trouve le rôle de Cromwell ignoble, parce que c'est celui d'un imposteur, d'un tartufe. Devant tous les amis de Syeyès, il rend hommage à ce génie profond devant lequel Mirabeau se prosternait; pour lui, il ne veut que courir aux armées, il n'entend rien aux combinaisons législatives. Devant tous les partisans des doctrines du *Manége*, il s'exprime en des termes qui rappellent assez bien ceux de cet ordre du jour par lequel il donna le signal de la journée du 18 fructidor; il se justifie devant eux de voir des hommes tels que Talleyrand et Rœderer; c'est pour mieux pénétrer leurs secrets. Le 7 novembre il annonce qu'il passera le lendemain une revue générale de la garnison de Paris; au sortir de cette revue il partira pour la frontière : ce prétexte lui sert pour recevoir à diverses heures de la nuit les généraux sur lesquels il peut compter. Chacun

1799. d'eux est averti pour une heure différente; il reçoit l'assurance de leur dévoûment sans leur faire part de ses desseins. Que fera-t-il de Barras? il n'en veut ni pour victime ni pour complice; déjà il lui a enlevé ses partisans, ses amis; en l'isolant, il le renverse. Mais comment tromper la surveillance des deux Directeurs qui restent fidèles à la cause du *Manége* et du Conseil des Cinq-Cents. Bonaparte choisit le genre d'expédient le plus propre à faire tomber tous les soupçons; il écrit un billet amical à Gohier, président du Directoire, et s'engage lui-même à dîner chez lui avec sa famille pour le lendemain, 18 brumaire. Une démarche si ouverte préparait le succès d'une autre ruse plus propre à ses desseins. Le même soir, madame Bonaparte invita Gohier et sa femme à déjeuner, pour huit heures du matin, sous prétexte de l'entretenir de *choses très intéressantes*. Pour cette fois Gohier conçut quelque alarme, et n'envoya au rendez-vous que sa femme. La pensée du général était sans doute de faire au Directeur des offres très brillantes de fortune, et s'il le trouvait inébranlable, de le tenir en chartre privée.

Syeyès, de son côté, montrait la même force

de dissimulation. Afin de rendre moins suspecte sa sortie du Luxembourg au signal convenu, il prenait depuis plusieurs jours des leçons d'équitation dans la cour de ce palais, et supportait fort patiemment les risées que se permettait le directeur Barras sur l'allure de cet écuyer novice. 1799.

Journées des 18 et 19 brumaire. 8 et 9 sept. 1799.

Cependant le Conseil des Anciens avait été convoqué pour une heure qui annonçait des mesures extraordinaires ; c'était à sept heures du matin. Les conjurés s'y étaient rendus avec diligence ; les autres s'arrachaient avec peine aux douceurs du sommeil. Régnier s'était chargé d'ouvrir l'attaque ; il était forcé de s'énoncer dans des termes fort obscurs, car il ne fallait pas laisser connaître, et peut-être lui-même ne connaissait-il pas toute l'étendue du plan qu'on se proposait de suivre ; mais il parla de dangers imminens, d'une conspiration découverte, de la nécessité de se rallier contre les progrès de l'anarchie, contre le terrorisme renaissant, et de prendre des mesures énergiques pour rendre à nos armées toute leur gloire et pour rentrer dans toutes les conquêtes. Le nom de Bonaparte, prononcé avec assurance, avec emphase, était pour les députés non initiés la seule clef de

1799. ce discours énigmatique. Régnier demandait qu'aux termes d'un article de la constitution, le Corps-Législatif fût trans féréà Saint-Cloud sur la demande du Conseil des Anciens, et que le général Bonaparte fût chargé de l'exécution de ce décret. Les députés Cornudet, Fargues, Lemercier et plusieurs autres appuient cette proposition sans la rendre plus claire. Les mots qui circulent sur tous les bancs sont : *Bonaparte le veut. Bonaparte et Syeyès veulent mettre fin à l'anarchie; il faut une autorité forte; la constitution n'est plus qu'un fantôme que personne ne respecte, et qui ne peut rien défendre. Si nous n'agissons avec fermeté, si nous ne donnons à la République des chefs vigoureux, nous n'avons plus que le choix de tomber victimes des Chouans ou des Jacobins; il est temps de changer le Conseil des Anciens en un Sénat puissant.*

Ces insinuations, répétées à demi-voix, ont produit leur effet; ceux même qui voudraient tenter une opposition sentent le danger de se commettre avec la force militaire, avec Bonaparte qui la met en mouvement; leurs représentations sont vagues, embarrassées. Le décret est rendu dès huit heures du matin; ce décret est une révolution tout entière, jus-

qu'où ira-t-elle dans sa marche rétrograde ? un seul homme le sait. Un quart d'heure après Bonaparte se présente au Conseil des Anciens ; son escorte est imposante; ses rivaux de gloire, Moreau et Macdonald, viennent se mêler avec les premiers compagnons de sa fortune, tels que Berthier, Lannes, Murat, Marmont, etc. Le général Lefebvre, que le Directoire a nommé commandant des troupes de la garnison de Paris, marche dans leurs rangs ; Bernadotte seul a refusé de les suivre. Partout la joie a éclaté sur leur passage ; tout sourit à la révolution qui se prépare ; quinze cents cavaliers, que Bonaparte avait convoqués pour une revue, le suivent avec la plus vive allégresse. Ce qu'ils comprennent le mieux de l'événement, c'est qu'ils vont être enfin hors de la tutelle des avocats, c'est que le pouvoir militaire commence. Pourvu que l'on conserve le mot de République qui leur est si cher, ils ne s'apercevront pas, ou ne voudront pas s'apercevoir que la République n'existe plus. 1799.

Bonaparte, introduit à la barre du Conseil des Anciens, et accompagné de son brillant cortége, prononce ces paroles : « Vous êtes la « sagesse de la nation, c'est à vous d'indiquer, « dans cette circonstance, les mesures qui peu-

1799. « vent sauver la patrie; je viens, environné de « tous les généraux, vous promettre l'appui « de tous leurs bras. Je nomme le général « Lefebvre mon lieutenant.

« Je remplirai fidèlement la mission que « vous m'avez confiée; qu'on ne cherche pas « dans le passé des exemples pour ce qui se « passe. Rien dans l'histoire ne ressemble à « la fin du dix-huitième siècle; rien dans le « dix-huitième siècle ne ressemble au moment « actuel. »

Cependant tout dormait au Luxembourg. Deux des Directeurs, Syeyès et Roger-Ducos, s'étaient échappés dès le matin du palais, pour se rendre à celui des Tuileries, où siégeait le Conseil des Anciens; et Syeyès, pour rendre moins suspecte cette course matinale, était parti à cheval. Barras, déjà éveillé, mais pourtant exempt d'inquiétude, avait, suivant sa coutume, éclaté de rire à la vue de l'apprenti cavalier. Barras prenait un bain, lorsqu'une dame de ses amies vint lui faire part du fatal décret des Anciens. Il témoigna plus de surprise que de colère, et peu de résolution; il vint pourtant donner l'alarme à ses collègues Gohier et Moulins. Honteux tous de se voir surpris par un événe-

ment qui paraissait consommé et dont Paris 1799.
s'entretenait depuis une heure, sûrs de la défection de deux de leurs collègues et de tous leurs ministres, ils voulaient prendre des mesures et ne savaient plus à qui signifier des ordres. Gohier parlait d'aller protester dans les deux Conseils, et promettait de se faire écouter au moins de celui des Cinq-Cents. Moulins parlait d'aller soulever le faubourg Saint-Antoine avec son vieux compagnon Santerre. Barras ne montrait qu'un flegme apathique, il craignait d'exciter la colère de celui dont il avait commencé et long-temps conduit la fortune. Dans un si grand péril, aucun de ses amis ne venait le trouver; enfin son secrétaire Bottot lui amène M. de Talleyrand et l'amiral Bruix; tous trois lui apportent un ordre impérieux de Bonaparte, c'est sa démission que l'amitié lui demande. A ce prix il pourra jouir de la vie la plus brillante et la plus fortunée; déjà on l'invite, on le presse d'en aller goûter les premières délices dans sa magnifique terre de Gros-Bois, et le général a poussé la prévenance jusqu'à lui envoyer une garde d'honneur pour l'y accompagner. Barras, qui se voit destitué de tout appui militaire, signe et part. Fouché venait de s'acquit-

1799. ter un peu tard de son emploi de ministre de la police, en apportant aux Directeurs le décret du Conseil des Anciens; il leur donnait avec beaucoup de légèreté des conseils de résignation; et son premier acte, après les avoir salués, fut de publier une proclamation qui faisait pressentir la dictature du général. Moulins et Gohier se rendirent au Conseil des Anciens pour y chercher leurs deux collègues déserteurs. Ici M. Gohier place dans ses Mémoires le détail de leur entrevue soit avec Syeyès, soit avec d'autres députés conjurés; elle nous a paru fort inutile à l'histoire; mais on peut en induire que les deux Directeurs étaient résolus à résister, *ou du moins* à protester jusqu'à la fin. Quand ils rentrèrent au Luxembourg, ils se trouvèrent captifs de Bonaparte; c'était au général Moreau que Bonaparte avait confié le soin de les surveiller. Et cette mission fut si sévèrement remplie, qu'aucun de leurs messages ne parvint aux deux Conseils. Celui des Cinq-Cents ne manifesta dans cette première journée qu'une morne stupeur; les députés ajournèrent leurs séances pour se rendre le lendemain à Saint-Cloud, mais ils passèrent le reste du jour et la nuit entière à se concerter sur les rôles qu'ils

auraient à jouer dans une séance mémorable. 1799.
Leur fureur s'accrut tellement dans ces conciliabules, qu'ils se crurent autant de Brutus, de Cassius, de Cimber, destinés à délivrer leur patrie d'un nouveau César.

Bonaparte avait pris confiance dans la soumission apparente du conseil des Cinq-Cents. Sa résolution était prise de ne souiller par aucune mesure sinistre son avénement au pouvoir. Résolu de faire la clôture de la révolution, il ne voulait rien emprunter de ses formes terribles; il craignait de faire un premier pas qui l'engageât dans une domination sombre et violente. Aussi s'était-il refusé, avec un calme dédaigneux, à la proposition faite par Fouché de fermer les barrières; *il faut*, avait-il dit, *que le peuple sache bien que cette journée n'a rien de commun avec celles qui l'ont rempli d'une juste épouvante*.

Cependant Bonaparte avait, avec plus d'orgueil que de prudence, lancé le manifeste de la conspiration. Voici la proclamation qu'il avait adressée aux troupes, et fait publier dans Paris :

« Depuis deux ans la République est mal gouvernée; dans quel état j'ai laissé la France, dans quel état je la retrouve ! Je vous avais

1799. laissé la paix, je retrouve la guerre ; je vous avais laissé des conquêtes, et l'ennemi presse vos frontières. J'ai laissé vos arsenaux garnis, et je n'ai pas trouvé une arme : vos canons ont été vendus ; le vol a été érigé en système : les ressources de l'État sont épuisées : on a eu recours à des moyens vexatoires, réprouvés par la justice et le bon sens. On a livré le soldat sans défense. Où sont-ils, les braves, les cent mille camarades que j'ai laissés couverts de lauriers ! que sont-ils devenus ?... ils sont morts.

« Cet état de choses ne peut durer : avant trois ans il nous menerait au despotisme. Mais nous voulons la République, la *République* assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. Avec une bonne administration, tous les individus oublieront les factions dont on les fit membres et ne voudront plus qu'être Français. Il est temps enfin que l'on rende aux défenseurs de la patrie la confiance à laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques factieux, nous serions tous les ennemis de la République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage ! Nous ne voulons pas de gens plus patriotes que les braves qui

ont été mutilés au service de la République. 1799.

« Vous avez espéré que mon retour mettrait un terme à tant de maux; vous l'avez célébré avec une union qui m'impose des obligations que je remplis : vous remplirez les vôtres, et vous seconderez votre général avec énergie, vous justifierez la confiance que j'ai toujours eue en vous.

« La liberté, la victoire et la paix replaceront la République française au rang qu'elle occupait en Europe, et que *l'ineptie et la trahison* ont pu seules lui faire perdre. »

Mais dans la nuit, tandis qu'on délibérait encore aux Tuileries sur la marche qu'on suivrait à Saint-Cloud, la vigilance de Syeyès et de Fouché n'avait point été en défaut; ils avaient su qu'un terrible éclat se préparait pour le lendemain. Syeyès ouvrit l'avis de prévenir cet éclat par l'arrestation des quarante députés dont on connaissait le plus la violence. Bonaparte ne voulut voir dans ces alarmes et dans cette mesure qu'un reste de préjugés et d'habitudes révolutionnaires. Cette modération était imprudente. Bonaparte le dit dans ses *Mémoires*, et l'événement le prouva.

La translation des Conseils à Saint-Cloud

1799. n'était point une habile mesure, parce qu'elle n'était point nécessaire. On avait craint sans doute la multitude de Paris; mais depuis plus de quatre ans elle avait oublié ses fureurs et déposé son pouvoir; fidèle d'ailleurs à son instinct naturel, elle se tenait immobile en présence des soldats. Toute la classe moyenne avait manifesté un vif enthousiasme pour une révolution nouvelle dont chacun pénétrait facilement le secret; les grands capitalistes menacés et déjà cruellement atteints par la loi de l'emprunt forcé; les nobles condamnés à l'horrible sort des suspects par la loi des otages, saluaient le libérateur espéré avec un enthousiasme qui réagissait sur le cœur des soldats et les affermissait dans leur dévoûment pour le général. D'un autre côté ces vives acclamations apprenaient au Conseil des Cinq-Cents combien on lui reprochait le secours qu'il prêtait à la tyrannie expirante. Sortir de Paris dans de telles circonstances, c'était se priver de l'appui d'un peuple qui du moins savait battre des mains à son libérateur. Quelque activité que l'on eût mise à préparer les salles du palais de Saint-Cloud, elles ne purent être prêtes qu'à une heure après midi. L'Orangerie était des-

tinée au Conseil des Cinq-Cents; et la galerie de Mars à celui des Anciens. Les salles disposées subitement dans des lieux mal préparés à la délibération devaient rendre le tumulte plus vif. L'ennui d'une longue attente n'avait fait qu'exalter la sombre irritation des Cinq-Cents. « Voilà, disaient-ils, les égards que « nous témoigne le maître qu'on veut nous « imposer : s'il commence son règne avec tant « d'insolence, où s'arrêtera-t-il dans ses dé- « dains? » 1799.

La séance s'ouvre, c'est Lucien Bonaparte qui la préside; Émile Gaudin prononce un discours dans lequel il se montre comme oppressé du poids d'un grand secret qu'il voudrait laisser deviner; il parle des dangers de la patrie et de la gloire de Bonaparte, à peu près dans les termes obscurs et emphatiques dont on s'est servi la veille au Conseil des Anciens, et demande la formation d'une commission chargée de présenter des mesures extraordinaires. A peine a-t-il parlé, qu'un tumulte affreux ébranle toute la salle. On arrache de la tribune Boulay de la Meurthe qui voudrait venir à l'appui de son collègue; mille cris s'élancent : *Point de commission, point de mesures extraordinaires, point de dictature,*

1799. *point de tyrannie ; la constitution ou la mort !* On traverse la salle, on assiége la tribune et le fauteuil du président. Le nom de Bonaparte n'est plus prononcé qu'avec imprécation, le député Grandmaison parvient à se faire entendre : « Dans le moment, dit-il, où la vio-« lence militaire veut nous imposer le plus « infâme parjure, vous n'avez qu'une mesure « à prendre, c'est de renouveler le serment « de fidélité à la constitution : ceux qui s'y re-« fuseront se dénonceront eux-mêmes comme « des ennemis de la patrie, comme des traîtres, « comme les nouveaux sujets du tyran qui « s'annonce ». La proposition est accueillie avec enthousiasme ; ceux même des députés que Bonaparte a fait entrer dans sa conspiration affectent encore du zèle pour cette constitution dont tout à l'heure ils ne laisseront pas subsister le moindre débris ; ils paraissent heureux d'en être quittes pour un serment. On a voulu que chaque député montât successivement à la tribune, et cet appel nominal consume deux heures. Deux heures ! les premiers Jacobins en auraient autrement calculé le prix. Les députés voudraient se mettre en communication avec le Directoire ; mais quelle est leur stupeur lorsqu'ils apprennent que le

Directoire n'existe plus, et que dès la veille 1799.
Syeyès, Roger-Ducos et Barras avaient donné leur démission !

Enfin le secrétaire du Directoire exécutif, Lagarde, annonce que Gohier a suivi cet exemple, et que Moulins ayant été mis en surveillance par ordre du général Bonaparte, il ne se trouve plus de Directoire. « Un Di« recteur arrêté, et les autres en fuite ou en « pleine trahison ! Quelle violence ! s'écrie« t-on de tous côtés. Sachons trouver des gar« diens plus fidèles et plus courageux de notre « sainte constitution. » On propose à l'instant de former les listes décuples pour la création d'un nouveau Directoire ; autre opération qui va consumer un temps précieux : mais on ne manque pas de l'interrompre de temps en temps par des vociférations contre le dictateur.

Un mouvement si vif dans le Conseil des Cinq-Cents venait de réagir sur celui des Anciens ; l'opposition, qui la veille s'y était à peine laissé entrevoir, se montrait plus audacieuse et plus forte. Un député nommé Alphonse lui prêtait un appui d'autant plus respecté qu'il avait souvent combattu des mesures révolutionnaires.

1799. Ces fâcheuses nouvelles avaient été promptement transmises à Bonaparte et à Syeyès; ce dernier se tenait à la grille du château de Saint-Cloud, dans sa voiture, soit pour être plus prêt à fuir si l'événement se montrait contraire, soit pour être plus à portée de donner ses ordres à ses partisans ou ses conseils au général. Bonaparte vient faire tête à l'orage; il se présente d'abord au Conseil des Anciens, et le trouve agité; une partie de son état-major l'a suivi à la barre. Voici le discours qu'il tient :

« Vous êtes sur un volcan; la République « n'a plus de gouvernement; le Directoire est « dissous; les factions s'agitent; l'heure de « prendre un parti est arrivée. Vous avez ap-« pelé mon bras et celui de mes compagnons « d'armes au secours de votre sagesse; mais « les instans sont précieux, il faut se pronon-« cer. Je sais que l'on parle de César, de Crom-« well, comme si l'époque actuelle pouvait se « comparer aux temps passés. Non, je ne veux « que le salut de la République, et appuyer « les décisions que vous allez prendre.... Et « vous, grenadiers, dont j'aperçois les bon-« nets aux portes de cette salle, dites-le, vous « ai-je jamais trompés? ai-je jamais trahi mes « promesses, lorsque dans les camps, au milieu

« des privations, je vous promettais la vic- 1799.
« toire, l'abondance, et lorsqu'à votre tête « je vous conduisais de succès en succès? Dites-« le maintenant, était-ce pour mes intérêts ou « pour ceux de la République ? »

Cette apostrophe aux grenadiers devait irriter tous ceux des Anciens qui tenaient à l'indépendance sénatoriale; elle dénotait sans doute quelque trouble dans l'âme du général, dont les paroles, quoique véhémentes et fortement articulées, avaient été mal suivies, mal liées. Quoi qu'il en soit, les grenadiers y répondirent en agitant leurs bonnets, et cette démonstration vint fortifier à la fois le général et ses partisans. Cependant un député de l'opposition, Linglet, se leva, et dit d'une voix forte : « Général, nous applaudissons à ce que « vous dites; jurez donc avec nous obéissance « à la constitution de l'an III, qui peut seule « maintenir la République ». Le général sentit combien il s'avilirait par une dissimulation maladroite. « La constitution de l'an III, re-« prit-il d'une voix élevée, la constitution « de l'an III! est-ce à vous de l'invoquer? Vous « l'avez violée au 18 fructidor, quand le gou-« vernement a attenté à l'indépendance du « Corps-Législatif; vous l'avez violée au 30

1799. « prairial an VII, quand le Corps-Législatif a « attenté à l'indépendance du gouvernement; « vous l'avez violée le 22 floréal, quand, par « un décret sacrilége, le gouvernement et le « Corps-Législatif ont attenté à la souverai- « neté du peuple, en cassant les élections faites « par lui. La constitution violée, il faut un « nouveau pacte, de nouvelles garanties. »

Le général eut à subir encore d'autres interpellations, il y répondit en exprimant l'intention de faire cesser des mesures de terreur que l'on croyait des remèdes à l'anarchie, et qui n'en étaient que les alimens. Il fit des allusions directes à la scène tumultueuse du Conseil des Cinq-Cents. Enfin, dans cette épreuve oratoire, nouvelle et difficile pour un soldat, il montra le talent de produire des pensées fortes, mais non celui de les lier. Pendant qu'on délibérait ainsi aux Anciens, le tumulte et la rage avaient redoublé au Conseil des Cinq-Cents. Les députés, après avoir flotté entre plusieurs mesures, commençaient à se prononcer pour la plus énergique et la plus audacieuse ; le fatal décret de mise hors la loi était invoqué contre Bonaparte, et c'était son frère à qui l'on ordonnait de le prononcer.

Je suis bien loin de partager l'opinion de 1799.
ceux qui ont reproché à Bonaparte de n'avoir montré qu'un faible courage et que peu de présence d'esprit dans cette journée. La résolution qu'il prit d'entrer dans le Conseil des Cinq-Cents, où l'on demandait sa tête, ressemblait assez à celle du duc de Guise qui, dans la première journée des Barricades, osa pénétrer seul dans ce Louvre où Henri III s'appuyait sur d'intrépides favoris qu'il avait rendus idolâtres de son autorité. Ici le danger n'était pas moins grand; les partisans que Bonaparte avait au Conseil des Cinq-Cents ne lui promettaient qu'un faible secours. Ne venaient-ils pas, pour détourner la fureur de leurs adversaires, de prêter un serment à la constitution, le parjure dans le cœur? Bonaparte connaissait les menaces dont il était l'objet. Un fait venait de confirmer les alarmes qu'on lui avait données pendant la nuit. Le général Augereau, qui lui avait fait la veille des offres de service, venait de l'aborder en lui disant avec une pitié insolente : « Eh bien! vous voilà dans une jolie position. » N'était-il pas à craindre que les généraux Augereau et Jourdan ne vinssent, appuyant par l'épée et par le souvenir de leurs exploits l'effet de leur toge sénatoriale, haranguer les

1799. soldats, et réchauffer en eux cet esprit d'égalité républicaine qui avait été leur première passion ? Le patriotisme de ces temps était sans doute très fanfaron ; mais un homme intrépide pouvait se rencontrer parmi tant de députés furieux. Bonaparte entre et ordonne aux grenadiers qui le suivent de s'arrêter à la porte du Conseil ; seulement il en place deux de manière à pouvoir surveiller ses dangers. La disposition de la salle de l'Orangerie accroissait beaucoup le péril ; la barre de l'Assemblée, où le général devait paraître, était située de manière qu'on ne pouvait s'y rendre sans traverser la moitié de l'enceinte, et c'était précisément celle où siégeaient les plus intraitables républicains. A peine a-t-il paru qu'un violent murmure s'élève ; il continue sa marche. On a cru remarquer de la pâleur sur ses traits ; on l'entoure, on le presse : « Vous violez le sanc« tuaire des lois, retirez-vous, lui disent plu« sieurs députés. — Que faites-vous, téméraire ? « lui crie Bigonnet. — C'est donc pour cela « que tu as vaincu », lui dit Destrem. Bonaparte fait signe qu'il veut parler ; les cris de *vive la constitution !* lui ferment la bouche ; mais bientôt l'anathème se prononce d'une manière plus terrible. On crie de tous côtés,

A bas le Cromwell! à bas le dictateur! hors la loi le dictateur! Aréna, député corse, s'avance vers son illustre compatriote un poignard à la main, il en montre la pointe, on croit qu'il va frapper : « Tu feras donc la « guerre à ta patrie », lui crie-t-il. Les deux grenadiers placés en surveillance ont vu ce mouvement terrible ; ils se sont élancés la baïonnette en avant, et se sont fait jour jusqu'à leur général ; d'autres grenadiers les ont suivis : leur soin est d'emporter le général hors de cette mêlée ; celui qui était accouru le premier, Thomé, fut, dit-on, légèrement blessé. 1799.

Bonaparte, sorti de la dangereuse enceinte, descend dans la cour du château, fait battre au cercle, monte à cheval, et harangue la troupe. Ceux qui ont été à portée de l'entendre dans cette circonstance ont raconté, d'un commun accord, qu'il lui était échappé des paroles emphatiques, gigantesques, vides de sens, telles que celles-ci : *Je suis le dieu de la guerre, je porte la foudre avec moi : ils ont voulu me frapper, mais la gloire m'a rendu invulnérable.* Il n'en faudrait pas conclure que le trouble de son esprit ne lui permettait plus d'idées saines et fortes.

1799. Cromwell avait un langage à part en parlant à ses illuminés: Bonaparte pouvait avoir le sien en parlant à ses grenadiers. Un fait certain, c'est que leur dévoûment ne fut pas un moment ébranlé; bientôt le général le mit à l'épreuve : les montagnards, désolés d'avoir vu le dictateur soustrait à leurs coups, mais fiers de l'avoir mis en fuite, pressaient ardemment le décret de mise hors la loi. Heureusement c'était Lucien Bonaparte qui présidait l'Assemblée; il refusait avec un courage obstiné de se rendre l'organe du décret: « Osez-« vous, disait-il, proposer à un frère une lâ-« cheté si atroce? — Sois Brutus, lui criait-on; « le sang se tait quand la patrie parle; prouve « au moins que tu n'es pas un traître. » Cependant il était assailli sur son fauteuil: « Vous « osez, dit-il, condamner un héros sans l'avoir « entendu; son frère n'a qu'un devoir à rem-« plir, c'est celui de le défendre. » En même temps il dépose les insignes de la présidence et veut monter à la tribune; bientôt il court le même danger auquel son frère vient d'être soustrait. Le général, instruit de ce mouvement, a donné à des grenadiers l'ordre d'entrer dans la salle et de délivrer son frère; ils obéissent avec empressement, se font ouvrir

les rangs en silence; et conduisent Lucien Bonaparte vers son frère. Ce fut alors que tout prit un caractère plus déterminé autour du général. Lucien, en sa qualité de président du Conseil, se présentait à propos pour écarter les derniers scrupules de ces soldats qui, après avoir tremblé si long-temps sous la Convention, pouvaient se troubler en présence d'une Convention nouvelle; sa harangue fut courte, précise, pleine de dignité et d'énergie; elle se terminait par ces mots : « Je vous somme « d'aller dissoudre une assemblée factieuse, en « révolte contre les lois, contre son président, « où l'on a tenté d'assassiner le plus illustre « des défenseurs de la patrie ». Murat, le premier, répond à cet appel. Bientôt le général Lefebvre et les autres suivent son exemple; les grenadiers se forment en colonnes serrées, le bruit du tambour annonce leur marche, ils entrent dans la salle la baïonnette en avant. Ce fut alors un ridicule et misérable spectacle que de voir ces députés, qui tout à l'heure avaient failli donner au monde l'exemple d'un nouveau César immolé au sénat, jeter précipitamment leur toge, s'élancer par toutes les portes, sauter par les croisées, et venir tout éperdus se cacher à Paris. On dit

1799.

1799. que le général Lefebvre animait les troupes en leur disant : « Chassez les manteaux rouges », par allusion à un corps autrichien que les soldats français rencontraient avec beaucoup d'horreur dans les batailles. Du reste il ne fut commis sur eux aucune violence. Bonaparte était fidèle à répéter sur tous les points le rôle de César. Le danger qu'il venait de courir ne le détournait point d'une noble clémence ; mais son ambition se déclara d'une manière qui fit comprendre à tous ses partisans, et même à Syeyès, qu'il ne souffrirait pas d'égal, et qu'il se piquait peu d'entendre les idées d'équilibre, de garantie et de contrôle constitutionnel. *Cinquante ou* soixante députés de son parti, qui restèrent assemblés pendant la nuit, figurèrent le Conseil des Cinq-Cents, et, de concert avec la majorité des Anciens, ils rendirent des décrets qui consolidaient la dictature aux dépens de la constitution et de la République. Cette nuit fut, pour la révolution, ce que la nuit du 5 août 1789 avait été pour les derniers débris du système féodal. Syeyès avait l'air de dicter les décrets que lui imposait Bonaparte. Cabanis, Daunou, Chénier étaient stupéfaits et comme épouvantés de leur com-

plaisance. Quelques républicains restaient encore, mais il n'y avait plus de République. 1799.
Il est vrai que le pouvoir semblait également partagé entre Bonaparte, Syeyès, et Roger-Ducos; mais ce partage tenait au *bon plaisir* du premier, et *la loi du bon plaisir* était introduite par le fait. Bientôt Roger-Ducos s'éclipsa devant son trop puissant collègue par humilité, et Syeyès par prudence. Le marché que fit celui-ci en abdiquant le pouvoir devint un modèle pour beaucoup d'hommes qui firent aussi marché de leurs principes. Paris avait fait éclater la joie la plus vive qu'on eût ressentie depuis le 9 thermidor, et cet enthousiasme devint universel en France. Tout marcha vers l'ordre, en courant à la fortune; on parla tant de gloire qu'on oublia jusqu'au mot de liberté. La révolution trembla, et surtout s'humilia devant son héritier. Les Français connurent la concorde, mais en perdant leur dignité; tant de crimes inouïs, consommés contre l'autorité légitime la plus douce, la plus bienveillante, la plus facile, ne tournèrent qu'au profit de l'autorité absolue. A peu d'exceptions près, républicains, royalistes, pontifes, souverains, empereurs, tout se prosterna sous les arrêts

1799. multipliés de la victoire; un seul homme alla toujours s'élevant, jusqu'à ce qu'il employa la force de sa volonté indomptable et délirante à creuser un abîme pour sa magnifique armée et pour lui-même; mais il avait tout préparé à son insu pour faire renaître l'autorité des Bourbons; et c'était d'eux que nous devions tenir la liberté constitutionnelle jusque-là si mal comprise, liberté qu'on ne peut ni exagérer ni détruire sans dire à la révolution : Reparais!

FIN DE L'HISTOIRE DU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

ET ADDITIONNELLES.

PROCÈS-VERBAL

DES MINISTRES PLÉNIPOTENTIAIRES A RASTADT.

Le plénipotentiaire impérial étant appelé de Rastadt, et ayant quitté cette ville le 23 du mois dernier, la députation de l'Empire déclara, dans sa séance du 13, qu'elle était suspendue, et notifia à la légation française les motifs de cette déclaration. Les ministres de France déclarèrent aussi le 23 qu'ils allaient se retirer sous trois jours.

L'officier impérial remit aux ministres français une lettre; M. de Dohm est le seul qui l'ait vue par hasard; il garantit qu'elle contenait à peu près les lignes suivantes :

« Ministres, vous concevez facilement que, dans l'enceinte des postes occupés par les troupes impériales, on ne saurait tolérer aucun citoyen français; en conséquence, vous m'excuserez, si je me vois obligé de vous signifier de quitter Rastadt dans l'espace de vingt-quatre heures.

« *Signé* BARBATCZY.

« Gernsbach, 29 avril. »

Les ministres français résolurent de partir sur-le-champ.

Avec l'officier qui avait apporté la lettre il était arrivé cinquante hussards Szecklers, qui s'étaient postés à la porte d'Etlingen, et avaient fait occuper de même les autres postes.

Lorsque la légation française se présenta à la porte de la ville, on lui annonça qu'elle ne pouvait sortir. Les trois ministres descendirent sur-le-champ; et, laissant là leurs voitures avec leurs familles et leur suite, ils se rendirent au château, chez le ministre de Mayence; personne ne pouvait concevoir cette contradiction de l'ordre de partir sous vingt-quatre heures, avec l'obstacle mis à ce départ aux portes de la ville. Ils demandèrent, pour n'être plus arrêtés, une *escorte militaire*; là ils furent obligés d'attendre long-temps la réponse qui fut enfin apportée par M. de Harrant, major au service du margrave de Bade. Elle portait que le capitaine ne pouvait point donner d'escorte, parce qu'il n'avait point d'ordre pour cela; mais que les ministres français ne *trouveraient aucun obstacle sur leur route*. A la demande du major de Harrant, si on devait entendre par là que les ministres français pouvaient passer de l'autre côté du Rhin en toute sûreté, et si Harrant pouvait les en assurer, le capitaine avait dit, oui. Les ministres français préférèrent donc, après quelques réflexions, partir de suite sans escorte plutôt que

de retourner au château pour y attendre le point du jour; parti que plusieurs conseillaient de prendre, et que les femmes désiraient.

Entre neuf à dix heures, les ministres français sortirent enfin de la ville. La nuit était très sombre; on portait une torche devant leurs voitures.

A peu près un quart d'heure s'était écoulé, lorsque de divers côtés arriva la nouvelle que les voitures de la légation française avaient été arrêtées avec violence par des hussards autrichiens, qui avaient donné des coups de sabre aux cochers et au porte-flambeau : la plupart des membres du corps diplomatique se trouvaient dans ce moment rassemblés dans un Cassino. L'envoyé ligurien Boccardi et son père, qui étaient dans la dernière voiture, et qui s'étaient échappés, y apportèrent la première nouvelle. On décida unanimement qu'on se rendrait ensemble près du capitaine, pour lui demander une explication, et avant tout les secours les plus prompts. Peu de minutes après arriva la nouvelle atterrante que les ministres français avaient été assassinés par les soldats de l'empereur.

La raison se refusait à trouver ce crime vraisemblable, le cœur ne le trouvait pas possible; non, non, c'est faux; fut le cri universel. Cependant, le désir de faire cesser le plus tôt possible un malheureux malentendu, fit hâter les pas vers l'officier commandant. Il avait son quartier-général à vingt pas de la porte d'Etlingen, à l'auberge dite de la

Lanterne. La garde de la porte s'opposa au passage de la société, quoiqu'elle s'annonçât comme composée d'envoyés de cours royales et princières. Ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'on obtint qu'un officier nous annonçât. On demanda une seconde fois quels envoyés nous étions, et on déclara, avec une exactitude inquiète, que seulement trois, quatre ou six ministres pouvaient aller près du capitaine.

Cet officier parut enfin : l'envoyé de sa majesté prussienne, comte de Görtz, lui fit, au nom de tous, cette courte exposition. Nous voudrions savoir quelles mesures il avait prises au bruit de cette affreuse nouvelle, qui lui avait sans doute été portée comme à nous. Il répondit qu'à la demande du ministre de Mayence, qui avait déjà été chez lui, il avait envoyé un officier avec deux hussards. Nous pensâmes que ce n'était pas suffisant, et nous l'engageâmes, au nom de l'humanité, au nom du bien de l'Europe, de l'honneur de la nation allemande prête à être tachée d'un crime sans exemple dans les annales des peuples civilisés; au nom de l'honneur de son auguste monarque, au nom de son propre honneur, et au nom de sa vie, de faire au plus vite tout son possible pour sauver ce qui pourrait être encore à sauver.

Le capitaine répondit que c'était un malheureux malentendu; que, sans contredit, les pa-

trouilles rôdaient pendant la nuit, et qu'un pareil malheur pouvait facilement arriver; que les ministres français n'auraient pas dû partir pendant la nuit. On lui rappela qu'il avait refusé une escorte, et qu'il avait dit au major de Harrant qu'il n'y avait rien à craindre pour la légation française. Il répliqua qu'il n'avait point eu d'ordre de donner une escorte; qu'on aurait dû la demander au commandant; le conseiller de la légation de Prusse, comte de Berntorf, dit qu'il avait demandé lui-même au colonel, lorsqu'il avait été envoyé vers lui, s'il donnerait une escorte. Vous l'a-t-il accordée? fut la réponse du capitaine.

L'envoyé du Danemarck lui ayant ensuite rappelé la conversation qu'il avait eue avec lui, et dont nous avons parlé ci-dessus : voulez-vous, dit-il, établir ici contre nous une inquisition; enfin, lorsque passant sur toutes les considérations qui devaient nous frapper après le traitement que nous étions obligés de souffrir, nous le priâmes, le pressâmes, le suppliâmes de ne pas perdre un instant pour sauver peut-être encore la vie de quelques hommes et l'honneur de son service, il nous demanda où donc étaient les voitures des ministres, et d'autres explications, à nous que ses ordres tenaient prisonniers en ville, à nous qui venions vers lui pour savoir quelle nouvelle il avait, quelles mesures il avait prises pour empêcher, s'il était possible encore, un crime qui touche de

si près son honneur et celui de son souverain. Enfin nous exigeâmes de lui la promesse de détacher un officier et six hussards, pour accompagner le major Harrant et deux hussards de Bade sur le grand chemin de Plitterdorf. En attendant, il était arrivé plusieurs fuyards échappés du champ de carnage, qui confirmèrent qu'en effet les trois ministres français avaient été assassinés par des hussards de Szeckler. Le meurtre de Bonnier fut rapporté par un témoin oculaire, le porte-flambeau.

Quand M. de Harrant déclara aux hussards que les carrosses devaient être reconduits à la ville, ils ne voulurent pas d'abord s'y prêter, soutenant que ces carrosses étaient leur butin. Ce ne fut que moyennant les plus fortes menaces, et après que M. de Harrant leur eut déclaré *qu'en sa qualité* d'officier le commandement et la disposition des voitures lui appartenaient exclusivement, qu'il parvint à les faire désister de leur projet.

M. de Harrant trouva les cadavres de Bonnier et de Roberjot par terre, horriblement maltraités. Ne trouvant pas le corps de Jean Debry, il se donna toutes les peines imaginables pour le découvrir. Il proposa même de faire des recherches dans les bois, et de demander pour cet effet une escorte de quelques hussards autrichiens, qui se joindraient à lui et aux deux hussards dont il était accompagné; mais cette escorte lui fut refusée sous prétexte qu'on pourrait aisément rencontrer

d'autres patrouilles autrichiennes, et que dans l'obscurité de la nuit on courrait risque d'en être attaqué. M. de Harrant fut donc obligé de remettre l'exécution de son dessein jusqu'au jour, et ramena, en attendant, les carrosses dans la ville.

Les épouses de Jean Debry et de Roberjot, les filles du premier, les secrétaires et les domestiques s'y trouvaient. Aucun d'eux n'était blessé, plusieurs avaient été dépouillés cependant de leur argent, montres, etc., il n'y avait eu que les trois ministres qui eussent été attaqués par les meurtriers. Les carrosses arrêtèrent devant le château; chacun s'empressait d'approcher les infortunés qui y étaient, afin de leur porter des secours; mais on écarta tout le monde indistinctement, même les plus considérés des ministres, parce que nul officier n'étant présent, il fallait auparavant attendre des ordres.

Enfin on obtint de pouvoir porter, dans les appartemens de M. Jacobi, ministre du roi de Prusse, madame Roberjot, étendue demi-morte dans la voiture qui arrêtait devant la porte de ce ministre. Madame Debry, ainsi que ses deux filles, furent obligées de descendre de leurs voitures dans la rue, parce que jamais on ne voulut permettre que les voitures entrassent dans les cours du château.

On apprit les détails de l'assassinat de Roberjot par son valet de chambre, qui avait été dans la

même voiture ; il déposa que des hussards s'étaient présentés à la portière, qu'ils en avaient brisé les glaces, et demandé, Ministre Roberjot? sur quoi celui-ci avait répondu en français, Oui, en produisant en même temps le passe-port de l'envoyé directorial de Mayence ; que les hussards avaient déchiré ce passe-port ; qu'ils avaient fait sortir de force le ministre de sa voiture, et lui avaient porté plusieurs coups très violens ; que l'infortuné ayant donné cependant quelques signes de vie, et sa femme ayant crié, Oh ! sauvez, sauvez !.... les hussards avaient redoublé leurs coups ; que madame Roberjot s'était élancée sur le corps de son mari, mais que lui, valet de chambre, l'avait saisie fortement dans ses bras, lui bouchant *les* oreilles et empêchant qu'elle *entendît les cruels* gémissemens du mourant ; que lui, valet de chambre, avait été jeté hors de la voiture par un hussard qui lui avait demandé, Domestique? et ayant répondu affirmativement, le hussard lui avait donné à entendre par signes qu'il n'avait rien à craindre ; que néanmoins il s'était saisi de sa montre et de sa bourse ; que la même chose était arrivée à madame Roberjot. Cependant plusieurs d'entre nous ont remarqué que la voiture n'avait pas été pillée entièrement, mais qu'on avait laissé de l'argent et des effets précieux. Lorsque madame Roberjot quitta sa voiture elle tomba en défaillance, s'écriant, à plusieurs reprises, avec une voix

déchirante : « *On l'a haché devant mes yeux!* » Le secrétaire de la légation, Rosenthiel, qui se trouvait dans une des voitures, et par conséquent près de la ville, s'est vraisemblablement sauvé par les jardins dès le commencement de l'affaire. On le trouva dans le logement du ministre de Bade, dans un état de délire. Quelques uns d'entre nous se rendirent auprès du capitaine des hussards autrichiens, pour le solliciter d'accorder une escorte au major de Harrant, qui, accompagné de quelques hussards de Bade, voulait aller à la recherche de Jean Debry. Le comte de Solms de Lanbach s'offrit à l'accompagner, afin d'appeler le ministre français, qui connaissait sa voix, par son nom ; le capitaine accorda l'escorte ; ils n'eurent pas la satisfaction de trouver le ministre Jean Debry ; mais ils apprirent quelques circonstances absolument nécessaires à l'éclaircissement du fait ; les voici : Le major de Harrant s'étant adressé au bailli de Rheinau pour obtenir des renseignemens sur le compte du ministre absent, le bailli lui apprit que des hussards impériaux avaient déjà fait des perquisitions relatives à un Français blessé et fuyant, et dont la découverte leur importait infiniment ; qu'ils avaient fortement recommandé qu'au cas qu'on trouvât un Français ressemblant au signalement qu'ils lui donnèrent, de bien se donner de garde de le reconduire à Rastadt, mais de le faire passer en dehors de la ville, et de le leur mener

à Muckensturm par un chemin désigné, ou bien qu'on devait simplement le garder soigneusement, et leur en donner connaissance.

A sept heures du matin, le ministre Jean Debry se rendit dans la maison du ministre prussien de Görtz. Son apparition causa d'autant plus de joie à ceux qui se trouvèrent présens, que l'état dans lequel il se trouvait leur inspirait d'intérêt; ils furent témoins des premiers épanchemens de sa joie et de sa reconnaissance envers Dieu, lorsqu'il apprit que sa femme et ses filles étaient encore sauvées. Ses habits étaient déchirés; il était blessé au bras gauche, à l'épaule et au nez. Sa perruque et son chapeau l'avaient garanti d'un coup de sabre sur la tête, de manière qu'il n'avait qu'une contusion, on lui administra tout de suite les secours nécessaires; on entendit le récit touchant de la manière miraculeuse dont il avait été sauvé.

Un hussard lui avait demandé en français, Es-tu le ministre Jean Debry; à quoi il avait répondu par l'affirmative, en produisant son passe-port, qui fut déchiré; lui ainsi que sa femme et ses filles furent arrachés de leur voiture, et on frappa sur lui: il fut jeté dans un fossé qui bordait le grand chemin. Il eut la présence d'esprit de contrefaire le mort, et il se laissa dépouiller, c'est ce qui le sauva. Lorsque les hussards furent éloignés, il se leva et courut vers le bois. Ne voulant pas se jeter par terre à cause de la pluie qui tombait, il grimpa

sur un arbre, malgré la forte blessure qu'il avait au bras gauche, y sommeillant de temps en temps de lassitude et d'épuisement : il y resta jusqu'au jour, qu'il s'achemina vers Rastadt. En approchant de la ville, il se mêla dans une foule qui était sortie pour voir les cadavres, et sans être remarqué ni par les patrouilles autrichiennes ni par le corps-de-garde posté aux portes, il arriva heureusement. Le spectacle le plus déchirant pour lui fut celui de ses deux collègues, devant lesquels il était obligé de passer. Dans cet entretien il échappa au capitaine plusieurs expressions qui méritent d'être remarquées : c'était un malheur, mais à qui la faute ; on ne l'avait pas commandé.

On lui témoigna l'effroi que l'énoncé de la possibilité seulement d'un pareil soupçon devait causer à des gens d'honneur, il s'efforça d'atténuer l'énormité du crime, en disant : A nous aussi on a tué des généraux. Les soussignés attestent, sur leur honneur et sur leur devoir, que tous les faits énoncés ci-dessus sont de la plus exacte vérité ; nous avons été témoins oculaires de la majeure partie de ces événemens, et nous avons vérifié les autres avec l'attention la plus scrupuleuse, d'après l'exposé des personnes qui étaient présentes, et qui y ont joué un rôle. Nous n'avons eu en vue que de constater les faits dans toute leur pureté, et de les mettre de bonne heure à l'abri de toute altération, autant qu'il est possible. Nous avons supprimé

tout jugement, toute observation, tout accès de sensibilité.

Carstroulh, le 1er mai 1799.

Signé, le comte DE GÖRTZ, le baron DE JACOBI, DE DOHM, DE ROSENKRAM, DE RICHBERG, DE RECDEN, baron DE GALZEN, comte DE SOLM-LANBACH, OTTO DE GEMMINGEN, baron DE KREUM, comte DE TAUBÉ.

PROCLAMATION

DE BONAPARTE A BORD DU VAISSEAU L'ORIENT.

« Soldats! vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables. Vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de mort.

« Nous ferons quelques marches fatigantes; nous livrerons plusieurs combats; nous réussirons dans toutes nos entreprises : les destins sont pour nous. Les beys mamelucks qui favorisent exclusivement le commerce anglais, qui ont couvert d'avanies nos négocians, et qui tyrannisent les malheureux habitans du Nil, quelques jours après notre arrivée n'existeront plus.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre

sont mahométans ; leur premier article de foi est celui-ci : Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. Ne les contredisez pas ; agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs et les Italiens. Ayez des égards pour leurs muftis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques ; ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance que vous avez eue pour les couvens, pour les synagogues et les religions de Moïse et de Jésus-Christ.

« Les légions romaines protégeaient toutes les religions.

« Vous trouverez ici des usages différens de ceux de l'Europe. Il faut vous y accoutumer.

« Les peuples chez lesquels nous allons entrer traitent les femmes différemment que nous ; mais, dans tout pays, celui qui viole est un monstre.

« Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes : il nous déshonore ; il détruit nos ressources ; il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis.

« La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre : nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français. »

FIRMAN DU GRAND-SEIGNEUR.

Au nom de Dieu clément et miséricordieux. Gloire au Seigneur maître des mondes. Salut et paix sur notre prophète Mahomet, le prémier et le dernier des prophètes, sur sa famille et sur les compagnons de sa mission.

Le peuple français (Dieu veuille détruire leur pays de fond en comble, et couvrir d'ignominie leurs drapeaux!) est une nation d'infidèles obstinés, et de scélérats sans frein. Ils nient l'unité de cet Être suprême qui a créé le ciel et la terre; ils ne croient point à la mission du prophète destiné à être l'intercesseur des fidèles au jugement dernier, ou, pour mieux dire, ils *se moquent* de toutes les religions, ils rejettent la croyance d'une autre vie, de ses récompenses et de ses supplices; ils ne croient ni à la résurrection des corps ni au jugement dernier, et ils pensent qu'un aveugle hasard préside à leur vie et à leur mort; qu'ils doivent leur existence à la pure matière, et qu'après que la terre a reçu leurs corps il n'y a plus ni résurrection, ni compte à rendre, ni demande, ni réponse.

« En conséquence ils se sont emparés des biens de leurs temples; ils ont dépouillé leurs croix de leurs ornemens, et ils ont chassé leurs vicaires, leurs prêtres et leurs religieux.

« Les livres divins, inspirés aux prophètes, ne sont, à leur dire, que mensonge et imposture, et ils regardent le Koran, l'Ancien-Testament et l'Évangile comme des fables. Les prophètes, tels que Moïse, Jésus et Mahomet, ne sont, selon eux, que des hommes comme les autres, qui n'ont jamais eu de mission, et qui n'ont pu en imposer qu'à des ignorans. Ils pensent que les hommes, étant nés égaux, doivent être également libres; que toute distinction entre eux est injuste, et que chacun doit être maître de son opinion et de sa manière de vivre.

« C'est sur d'aussi faux principes qu'ils ont bâti une nouvelle constitution, et fait des lois auxquelles a présidé l'esprit infernal. Ils ont détruit les fondemens de toutes les religions; ils ont légitimé tout ce qui était défendu; ils ont laissé un libre cours aux désirs effrénés de la concupiscence; ils se sont perdus dans un dédale d'erreurs inextricables, et en égarant la vile populace ils en ont fait un peuple de pervers et de scélérats.

« Un de leurs principes diaboliques est de souffler partout le feu de la discorde, de mettre la désunion parmi les souverains, de troubler les empires, et d'exercer les sujets à la révolte par des écrits mensongers et sophistiques dans lesquels ils disent avec impudence : Nous sommes frères et amis, les mêmes intérêts nous unissent, et nous avons les mêmes opinions religieuses.

« Ensuite viennent des faciles promesses ou des menaces inquiétantes ; en un mot, ils ont appris à distiller le crime et à se servir habilement de la fraude et du parjure ; ils se sont enfoncés dans une mer de vices et d'erreurs ; ils se sont réunis sous les drapeaux du démon, et ils ne se plaisent que dans le désordre, ne suivant que les inspirations de l'enfer. Leur conscience n'est jamais troublée par les remords et la crainte de faire le mal. Aucun dogme, aucune opinion religieuse ne les réunit ; ils regardent le larcin et le pillage comme un butin légal, la calomnie comme la plus belle éloquence, et ils ont détruit tous les habitans de la France qui n'ont pas voulu adopter leurs nouveaux et absurdes principes.

« Toutes les nations européennes *ont été* alarmées de leur audace et de leurs forfaits, et alors ils se sont mis à aboyer comme des chiens, à hurler comme des loups, et dans leur rage ils se sont jetés sur tous les royaumes et sur toutes les républiques pour détruire leurs gouvernemens et leurs religions, pour enlever leurs femmes et leurs enfans. Des rivières de sang ont abreuvé la terre, et les Français ont enfin réussi dans leurs criminels desseins, vis-à-vis de quelques nations qui ont été forcées de se soumettre.

« Mais, en preuve de leurs trahisons et de leurs noirs projets contre le peuple musulman, on peut citer une lettre adressée à Bonaparte, général en

chef de leurs armées réprouvées, par les Directeurs de leur infâme République; l'un de nos agens secrets nous en a envoyé une copie, et nous allons vous la traduire littéralement, en vous invitant à la bien méditer:

« Vous n'ignorez pas combien les Musulmans « tiennent à leur religion: lorsque vous aurez péné- « tré sur leurs terres, il faut vous faire un plan de « conduite adapté à leurs forces, à leurs préjugés et « à leurs mœurs. Vis-à-vis des faibles, vous emploie- « rez les armes, les massacres et le pillage; quant à « ceux qui ont le moyen de résister, vous vous ser- « virez des filets de la ruse et de la fourberie pour « les empêcher de nuire, en respectant leur reli- « gion, leurs femmes et leurs propriétés, jusqu'à ce « que vous en soyez entièrement maîtres, et que « vous puissiez disposer de leur sort à votre gré.

« Un bon moyen encore à employer, c'est de semer « adroitement les haines, les dissensions et les « guerres intestines parmi les diverses peuplades « qui habitent les pays de l'islamisme. Vous exci- « terez les mauvais sujets et la vile populace contre « les schérifs et les gens vertueux. Vous inspirerez « partout l'esprit de rébellion aux bons et aux mé- « chans, et surtout aux tribus arabes, à leurs cheiks, « et à ceux parmi eux qui font le métier de détrous- « ser les voyageurs. Vous ferez aussi vos efforts « pour allumer le feu de la discorde parmi les khans « de la Perse, et parmi leurs sujets. Vous tâcherez

« de les engager à des agressions contre les Otto-« mans. Les querelles, les désordres, les guerres, « les combats, sont utiles et même nécessaires à nos « vues. Dans cet état de choses, les gens puissans « s'accoutument à secouer le joug; les sujets n'obéis-« sent plus à leurs commandans. De cette manière, « les liens de la discipline se rompent, et l'État se « dissout. Lorsqu'il n'existera plus d'union entre « eux, et que leurs biens et leurs trésors seront « épuisés, alors il vous sera aisé de les assujettir et « d'asservir leur pays.

« Dans les momens où les dissensions de la « guerre civile seront allumées entre eux, il faut « que les Français prêtent main-forte aux faibles, « parce que, lorsque les puissans seront écrasés, « et qu'il ne restera plus que des gens faibles, « ceux-ci seront bien aisément nos victimes.

« Mais attendu que nous avons secoué le joug de « tout préjugé religieux, que nous avons foulé aux « pieds toutes les lois divines et humaines, et que « nous ne pourrions jamais compter sur les Musul-« mans qui sont si zélés pour leur religion, dès que « nous les aurons domptés par les moyens de ruse « indiqués ci-dessus, alors nous détruirons la Mec-« que et la Caaba, Médine et le mausolée de leur « prophète, Jérusalem, toutes les mosquées, tous « les lieux de leur vénération. Ensuite nous ordon-« nerons un massacre général, et nous n'épargne-« rons que les jeunes filles et les jeunes garçons;

« après quoi, nous partagerons entre nous leurs « dépouilles et leurs terres. Quant à ce qui restera « de ce peuple, il nous sera aisé, alors, de lui faire « adopter nos principes, notre constitution et notre « langue. L'islamisme et ses lois disparaîtront de « dessus la terre dans les quatre parties du monde. »

« C'est ainsi que finit cette lettre infâme, et puisse le Dieu tout-puissant que nous adorons tourner contre eux leurs possédés desseins ! Nous vous avons fait une peinture fidèle des Français, de leurs ruses et de leurs fourberies, des moyens qu'ils emploient pour vous perdre. Jugez donc maintenant si tout Musulman, si tout professeur de l'unité, n'est pas tenu de prendre les armes contre ces insignes athées.

« O vous donc, défenseurs de l'islamisme, ô vous héros protecteurs de la foi, ô vous adorateurs d'un seul Dieu, qui croyez à la mission de Mahomet, fils d'Abd-Allah, réunissez-vous, et marchez au combat sous la protection du Très-Haut ! Ces chiens enragés s'imaginent sans doute que le peuple vrai croyant ressemble à ces infidèles qu'ils ont combattus, qu'ils ont trompés, et à qui ils ont fait adopter leurs faux principes. Mais ils ignorent, les maudits, que l'islamisme est gravé dans nos cœurs, et qu'il circule dans nos veines avec notre sang. Nous serait-il possible d'abandonner notre sainte religion, après avoir été éclairés de la divine lumière ? Non, non, Dieu ne permet-

tra pas que nous soyons un instant ébranlés. Nous serons fidèles à la foi que nous avons jurée : le Très-Haut a dit dans le livre de la vérité : Les vrais croyans ne prendront jamais les incrédules pour amis. Soyez donc sur vos gardes, méfiez-vous des piéges et des embûches qu'ils vous tendent, et ne soyez effrayés ni de leur nombre ni de leurs vêtemens hideux. Le lion ne se met point en peine du nombre de renards qui méditent de l'assaillir, et le faucon ne s'effraie pas d'un essaim de corbeaux qui croassent contre lui. Soyez unis, prêtez-vous aide et assistance les uns aux autres. Le fidèle, selon l'expression de notre divin prophète, doit être l'appui des fidèles, comme les murs d'un édifice, qui se soutiennent l'un par l'autre ; oubliez surtout tout sujet de querelle et de dissension qui pourrait exister parmi vous. Que les intérêts de la cause du ciel changent cette haine en bonne harmonie ; chassez loin de vous, quelque part que vous soyez, ceux qui se plaisent à semer la médisance et la calomnie : mais n'éloignez pas, sans raison légitime, le Musulman étranger qui vient se réunir à vous de bonne foi ; car l'islamisme fait de tous les fidèles une même famille. Cependant ne cessez pas d'avoir les yeux ouverts, et d'observer tout ce qui se passe autour de vous ; car les perfides Français pourraient bien, à force d'argent, chercher à gagner ceux dont la foi est faible, l'esprit léger, et le caractère factieux. Ils essaieront, sans

doute, de lancer de pareils traîtres au milieu de vous; et alors il est de votre devoir de vous empresser de les éloigner, ou plutôt de les exterminer. En un mot, ne formez qu'un faisceau pour raffermir et faire triompher notre sainte religion, et soyez toujours sur vos gardes contre les piéges et les embûches que vous tendront ces infidèles: car il est clair et très prouvé que tous les malheurs qu'a essuyés l'islamisme depuis quelque temps ne viennent que d'eux seuls. Mais, grâces au ciel, vos sabres sont tranchans, vos flèches sont aiguës, vos lances sont perçantes, vos canons ressemblent à la foudre, et toutes sortes d'armes meurtrières, maniées par d'habiles cavaliers, sauront bien atteindre l'infidèle, et le précipiter dans les flammes de l'enfer. N'en doutez pas : le ciel est pour vous ; l'œil de Dieu veille à votre conservation et à votre gloire ; et avec la puissante protection du prophète, ces armées d'athées se dissiperont devant vous, et seront exterminées. Cette heure va bientôt sonner.

« Nous avons eu ordre de la sublime Porte de rassembler les troupes de toutes les provinces de l'empire, et dans peu des armées aussi nombreuses que redoutables s'avanceront par terre, en même temps que des vaisseaux aussi hauts que des montagnes couvriront la surface des mers ; des canons qui lancent l'éclair et la foudre, des héros qui méprisent la mort pour le triomphe de la cause de Dieu, des guerriers qui par zèle pour leur religion

savent affronter et le fer et le feu, vont se mettre à leur poursuite ; et il nous est, s'il plaît à Dieu, réservé de présider à leur entière destruction. Comme la poussière que les vents dispersent et dissipent, il ne restera plus aucun vestige de ces infidèles : car la promesse de Dieu est formelle ; l'espoir du méchant sera trompé, et les méchans périront.

« Gloire au seigneur des mondes ! »

TABLE

DES SOMMAIRES DE CE VOLUME.

LIVRE CINQUIÈME.

État des partis dans les deux Conseils. Portrait de quelques orateurs, *page* 3. — Marche et but de l'opposition dans les deux Conseils, 15. — Impulsion royaliste donnée à l'esprit public, 16. — Complot royaliste (juillet 1796), 21. — Nouvelles élections; majorité royaliste, 41. — Vifs débats, 47. — Les naufragés de Calais, 48. — Effet produit par un discours de Camille Jordan sur le culte, 52. — Médiation infructueuse de madame de Staël, 55. — Changement du ministère, 61. — Dispositions de Hoche et de Bonaparte, 68. — Préparatifs du Directoire pour un coup d'état, 84. — Journée du 18 fructidor (4 septembre), 92. — Banqueroute des deux tiers sur les rentes, 105. — Projet de bannissement des nobles, *ibid.* — Lettre de Moreau sur Pichegru, 108. — Sort des déportés à la Guiane, 114.

LIVRE SIXIÈME.

État de la République après la paix de Campo-Formio (1798), 127. — Mort du général Hoche (sept. 1797), 128. — Arrivée de Bonaparte à Paris, 129. — Liberté rendue à La Fayette par la paix de Campo-

Formio, 131. — Révolution de Rome; captivité du pape, 145. — Arrivée en France de Pie VI, prisonnier, 155. — Mort de Pie VI, 159. — Misère de la république romaine, 160. — Révolte de l'armée française contre son général Masséna (1798), 162. — Insurrection des Romains réprimée, *ibid.* — Naples se prépare à la guerre (1798), 163. — Prise de Rome par les Napolitains, 169. — République cisalpine. Brusques changemens de constitution (1798), 171. — Révolution du Piémont (1798 et 1799), 172. — État de la Suisse avant la révolution et la guerre helvétique, 180. — Insurrection du pays de Vaud, 195. — Faiblesse du sénat de Berne, 199. — Combats autour de Berne, et prise de cette ville (mars 1798), 203. — Dispositions des petits cantons, et surtout de Schwitz, pour la guerre, 213. — Combat de Morgarten, 222. — Révolte et désolation de l'Underwalden, 227. — Combats des Français et des Napolitains. Reprise de Rome (novembre et décembre 1798), 232. — État des partis dans la ville de Naples, 236. — Reddition de Capoue aux Français. Mack se réfugie vers eux, 238. — Fureurs des lazzaroni. Prise de Naples, 241.

LIVRE SEPTIÈME.

Prise de l'île de Malte par Bonaparte, 249. — Prise d'Alexandrie (juin 1798), 255. — Gouvernement des Mamelucks, 260. — Bataille de Chébreisse, 264. — Bataille des Pyramides (juillet 1798), 266. — Prise du Caire, 269. — Bataille navale d'Aboukir (août), 271. — Gouvernement de Bonaparte en Égypte, 277. —

Révolte du Caire, 283. — Expédition de Syrie, 285. — Siége de Saint-Jean-d'Acre (avril et mai 1799), 290. — Retour de Saint-Jean-d'Acre (mai 1799), 298.

LIVRE HUITIÈME.

Apprêts d'une nouvelle ligue, 311. — Bataille de Stockach (mars 1799), 315. — Assassinat des plénipotentiaires français, 318. — Batailles sur l'Adige, 324. — Bataille de Cassano, 335. — Marche hardie de Macdonald (mai 1799), 337. — Batailles de la Trébia (juin), 342. — Nouveaux bouleversemens de la Constitution, 345. — Bataille de Novi (août), 360. — Bataille de Zurich, 373. — Défaites des Anglais dans la Hollande, 380. — Retour de Bonaparte, effet qu'il produit, 384. — Lois des otages et de l'emprunt forcé, 397. — Journées des 18 et 19 brumaire (8 et 9 sept. 1799), 411. — Pièces justificatives et additionnelles, 435.

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

